

par Olivier Schmitt

Continuité au Costa-Rica

On ne change pas de monture au milieu du gué. Avec leur bon sens terrien, c'est ce qu'ont apparemment pensé la majorité des Costa-Riciens en renouvelant leur confiance, dimanche 2 février, au Parti de libération nationale (PLN), de tendance social-démocrate. Selon les derniers résultats parvenus lundi après-midi, le candidat du PLN, M. Oscar Arias, arrivait assez nettement en tête de l'élection présidentielle avec 53,3 % des suffrages, contre 44,8 % à son principal rival, M. Rafael Calderon Fournier, social-chrétien, les quatre représentants des autres formations totalisant donc moins de 2 % des voix.

Dès qu'on été comme les premières tendances du scrutin, et sans attendre la fin du dépouillement, M. Arias a jugé les résultats assez nets pour se proclamer vainqueur, tandis que ses partisans donnaient libre cours à leur allégresse. A en juger par l'atmosphère de liesse populaire qui a régné tout au long de la journée du vote, les « ticos », comme ils s'appellent eux-mêmes familièrement, ont retrouvé, ne serait-ce que le temps d'une élection, confiance en eux et dans une démocratie qui fait leur fierté en Amérique centrale.

Contrastant avec l'apathie et le désintérêt observés il y a quatre ans, la participation a été particulièrement élevée : plus d'un million d'électeurs sur un million et demi d'inscrits se sont rendus aux urnes. En tout cas, rarement consultation aura été aussi épreme disputée, les deux principales formations n'ayant pas ménagé leurs efforts pour convaincre les indécis. Mais, selon une tradition désormais solidement établie depuis la fin de la brève guerre civile de 1948, l'esprit de tolérance l'a encore une fois emporté.

Agé de trente-sept ans à peine, M. Rafael Calderon, de l'Unité sociale-chrétienne, orienté plutôt à droite, espérait bénéficier du principe de l'alternance, généralement respecté au Costa-Rica, pour succéder au président sortant, M. Luis Alberto Monge. S'il a fait mieux que lors de sa précédente tentative il y a quatre ans, ce jeune loup soutenu par les milieux conservateurs n'a pas réussi toutefois à faire oublier le mauvais souvenir laissé par la gestion, avant 1982, du président Carazo, dont il avait été le ministre des affaires étrangères.

La victoire de M. Arias est un satisfecit pour la stabilisation économique du pays sous la férule du président Monge et grâce à une importante aide financière des Etats-Unis. Elle manifeste surtout l'attachement des habitants de ce petit Etat d'Amérique centrale à une politique de paix et de neutralité, notamment à l'égard du voisin nicaraguayen. D'abord réticent, M. Oscar Arias avait fait de ce thème l'un de ses principaux chevaux de bataille dans la dernière phase de la campagne. Il avait affirmé sa volonté de ne pas tolérer l'utilisation du territoire national par des forces armées antisandinistes ni la présence de troupes nord-américaines.

Reste à savoir si, au sein de son propre parti, il saura contenir l'influence d'hommes qui n'ont pas caché leur inclination pour une attitude plus militante envers Managua et qui ne sont nullement acquis aux efforts de paix déployés par le groupe de Contadora.

Le RPR et l'UDF pris en tenaille entre M. Mitterrand et M. Barre

M. François Mitterrand, qui présidera une réunion publique le vendredi 7 février à Lille, n'exclut plus d'intervenir dans le débat politique pendant la campagne officielle des élections législatives. Le samedi 1^{er} février à Arles, il a manifesté sa « reconnaissance » envers M. Barre pour l'attitude adoptée par

l'ancien premier ministre. Le RPR et le PCF estiment qu'il existe des « convergences » entre M. Barre et M. Mitterrand. Le RPR et l'UDF sont pris en tenaille entre le président de la République et l'ancien premier ministre qui ont au moins un point commun : les arguments de l'un serrent l'autre et réciproquement.

« Mornie campagne » ? M. Raymond Barre parle pour les autres lorsqu'il évoque l'ennui - même pas mortel - de cette bataille électorale dans la ouate. « Mornie campagne » : M. Barre en sourit d'aise. Car il s'amuse, lui, bien qu'il prenne la mine de quelqu'un qui va s'endormir d'une minute à l'autre.

En vérité, M. Barre ne rit pas tout seul. Ils sont deux à considérer que la guerre est jolie. M. François Mitterrand, lorsqu'il se laisse aller, avoue, tout sourire lui aussi, une profonde jubilation. En ce sens au moins, M. Charles Fiterman a raison de relever une « convergence entre le président de la République et M. Barre ». L'un et l'autre sont pleins d'entrain.

Il fallait voir le chef de l'Etat, chaussé de « boots » étonnamment « branchées », poser complaisamment, samedi à Arles, à six semaines des élections, sur un banc public en toc, pour les élèves de l'Ecole nationale de la photographie. Il fallait l'entendre ensuite artiser d'un souffle les zozanées de l'opposition, afficher une seule certitude pour l'avenir (« je serai là » jusqu'en 1988) et admettre, à reculons, qu'il n'a pas « prêté serment sur l'Evangile » lorsqu'il a promis de ne pas intervenir pendant la campagne officielle (c'est-à-dire entre le 24 février et le 14 mars).

Il y a « convergence » en effet, M. Fiterman a bien raison. D'ailleurs, M. Mitterrand avoue sans

contrainte : il est « très reconnaissant » envers M. Barre pour le coup de main que l'ancien premier ministre lui donne.

Et M. Barre, bien qu'il n'en dise rien, doit en avoir autant au service de M. Mitterrand, dont l'engagement profond lui convient, puisque, de son point de vue, il prépare au mieux un échec personnel du chef de l'Etat et, au pis, une cohabitation périlleuse pour tout le monde ; sauf pour ceux qui, comme l'ancien premier ministre, n'en seront pas parties prenantes.

Les données de cette obscure bataille électorale se sont un peu affirmées au cours de la période récente.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 9.)

LES PERSPECTIVES ÉLECTORALES AUX ÉTATS-UNIS

Quand les démocrates reprennent confiance

De notre envoyé spécial.

The Green-Brier (White Sulphur Springs, Virginie-Occidentale). - A l'heure du thé, dans la rotonde qui ouvre l'entrée des salons à colonnes, les musiciens en habit accompagnaient de quelques notes les discussions sur l'avenir du Parti démocrate. Les représentants républicains, eux, avaient au contraire choisi, cette semaine, de se réunir à Baltimore, ville ouvrière plantée de hauts fourneaux, et cette inversion des genres a fourni de réjouissantes images aux journaux télévisés.

Elle n'était pourtant que naturelle, puisque les conservateurs rêvent de consolider la percée que M. Reagan leur a permise dans le milieu des « cols bleus », tandis que les démocrates souhaitent plutôt rompre avec leur image de parti des malheurs additionnés, ceux des pauvres, des Noirs, des femmes, des syndicalistes et des chômeurs.

A tort ou à raison, la centaine de membres du Congrès, hommes

et femmes, réunis à Green-Brier, ont communiqué dans le sentiment que le ciel commençait enfin à s'éclaircir pour eux. Si M. Reagan bénéficie d'un niveau de popularité jamais atteint pour un président en début d'une sixième année de mandat (65 % des Américains sont satisfaits de lui), il n'a pas, en revanche, réussi - à trois ans de son retrait de la scène politique - à susciter un réel tournant idéologique du pays vers la droite. A en croire les sondages, il semble même que ce soit exactement l'inverse, puisque moins de gens (40 % contre 51 % début 1981) considèrent par exemple que les bénéficiaires des crédits d'aide sociale pourraient s'en passer. Il se trouve même 66 % d'Américains (pourcentage allant à l'encontre de toutes les idées reçues) pour estimer que l'Etat doit financer de grands programmes de lutte contre la pauvreté, comme dans les années 60.

Alors que, il y a encore un an, les électeurs tendaient à se réclamer du Parti républicain en presque aussi grand nombre que du Parti démocrate, la traditionnelle

avance de ce dernier tend maintenant à se ressassier. Bref, M. Reagan n'a pas réussi à créer ce « réalignment » que les conservateurs avaient cru acquis après la dernière élection présidentielle, et la bataille de 1988 s'ouvrira sans doute avec des chances à peu près égales des deux côtés.

Confirmée par les deux politologues renommés (un républicain et un démocrate) qui avaient été invités à Green-Brier, la nouvelle a d'autant plus réjoui l'assemblée que beaucoup de démocrates avaient fini par admettre qu'une longue traversée du désert les attendait. Plus encore pourtant, c'est l'évolution de la vision qu'ont les Américains de la situation économique qui redonne espoir aux démocrates. Il y a un an, l'opinion ne voyait que les excellents indicateurs montrés par M. Reagan, qui avait joué sur du velours face aux sombres prophéties de M. Mondale, convaincu de la nécessité d'augmenter rapidement les impôts.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 3.)

Quatre Soviétiques expulsés de France

Cette mesure est liée à l'arrestation récente d'un ancien sous-officier pour espionnage au profit de l'URSS.
PAGE 48

Challenger : les causes de l'explosion

Une flamme sortie d'une fissure du propulseur aurait mis le feu au réservoir d'hydrogène liquide.
PAGE 14

Suppression des laissez-passer pour les Noirs en Afrique du Sud avant juillet

Quelque chose est en train de changer au pays de l'apartheid.
PAGE 4

Les élections en Aquitaine

Quand « Chaban » doit gérer l'« après-Chaban ».
PAGE 12



Vague de neige sur l'Europe

En France, 84 000 foyers toujours privés d'électricité dans les Pyrénées.
PAGE 14

Le Monde ÉCONOMIE

La contre-attaque des constructeurs automobiles américains
La chronique de Paul Fabra
Pages 37 à 40

Débats : Les institutions et les hommes (2) • Étranger (3 à 8) • Politique (9 à 12) • Société (14 et 16) • Sports (15 et 16) • Culture (17) • Communication (36) • Économie (41 à 47)
Programmes des spectacles (18) • Radio-télévision (19) • Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loto (19 et 20) • Carnet (20) • Annonces classées (21 à 36)



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

1981-1986

Comment privatiser les sociétés nationalisées en évitant l'outrance et la démesure

par PIERRE MOUSSA (*)

Lorsque, au printemps de 1981, le gouvernement socialiste fit connaître ses intentions de nationalisation, je les combattis (cf. l'interview parue dans le Monde du 2 octobre 1981) non pour des motifs idéologiques, mais parce que j'avais la conviction que ce projet était gravement nuisible à l'économie nationale. Je formulais cependant des suggestions dont l'application eût permis, si on l'avait voulu, de préserver de l'emprise de l'Etat une large part des groupes menacés tout en rendant l'hommage provisoirement dû à l'idéologie provisoirement triomphante ; cette voie ne fut pas choisie.

Au souvenir de tout ce qui advint alors, et qu'il ne convient pas de ressasser, je déclare n'éprouver de ressentiment contre

(*) Président du groupe Pallas, président de Peribas de juin 1978 à octobre 1981.

personne. Je n'ai pas de revendication personnelle non plus (ayant eu la chance de pouvoir bâtir un nouveau groupe financier et ayant la responsabilité d'assurer sa réussite, je ne suis candidat à aucune nomination).

Pour qui observe avec objectivité la gestion, pendant ces quatre ans, du nouveau secteur nationalisé, il est clair que le pire a été évité. On a dans l'ensemble nommé - surtout à la tête des grandes sociétés - des présidents capables ; les velléités du gouvernement de diriger à leur place les sociétés dont ils étaient chargés se sont peu à peu atténuées, et on les a laissés travailler ; on les a soutenus avec un certain courage quand ils avaient à prendre des décisions impopulaires, et on leur a en général apporté les capitaux dont ils avaient besoin (quelquefois même, pour faire bonne mesure, ceux dont ils n'avaient pas besoin).

Cela dit, je continue à penser que ces nationalisations ont été autant de graves erreurs. Qu'il me soit permis d'évoquer seulement deux de leurs principaux méfaits.

D'abord, la mobilité structurelle est indispensable aux entreprises pour s'adapter continuellement au contexte. Or nationaliser c'est sacrifier (« ceci appartient désormais à la nation »), donc bloquer les structures - même si l'on rêve de leur rendre une certaine et illusoire flexibilité par une « loi de respiration » annoncée depuis 1981 et encore à l'état de projet en 1986 ! Il n'est aucun chef d'entreprise digne de ce nom qui ne pense sans cesse à acquérir le contrôle de telle société ou à vendre telle filiale qui ne cadre plus avec sa stratégie ; ces pensées sont bien sûr secrètes, car les afficher les rendrait irréalisables ; elles sont poursuivies pendant des années à travers mille obstacles de toutes sortes.
(Lire la suite page 46.)

débats

LES INSTITUTIONS ET LES HOMMES

Du maelström politique qui précède les élections législatives, il faut parfois se sortir pour regarder les choses en face. Jacques de Montalais estime que la

France n'a jamais eu plus de chances de faire taire les querelles artificielles. Pour Jacques Robert, les temps sont venus d'une révision constitutionnelle.

Pour un aggiornamento

Afin de conjurer les crises de régime, il faut ramener à cinq ans la durée du mandat présidentiel

LA V^e République a su tirer les leçons des deux causes majeures qui avaient fait sombrer la IV^e République : l'omnipotence souveraine d'une Assemblée qui faisait et défaisait à sa guise les gouvernements ; l'impuissance de l'exécutif à dominer les grands problèmes du temps.

Elle a donc diminué les pouvoirs et l'importance du Parlement en même temps qu'elle renforçait la stature et la légitimité du chef de l'Etat. Est-elle pour autant parvenue à rééquilibrer les pouvoirs ? A l'évidence non. Nous sommes seulement passés d'un régime « conventionnel » abusif à un régime « présidentielle » excessif. Y a-t-il eu vraiment progrès ?

Nos gouvernements ne tombent certes plus aujourd'hui comme ils tombaient naguère. Le pouvoir a frôlé la Seine. Il n'est plus ni à Matignon ni au Palais-Bourbon, ni au Palais de Luxembourg malgré les efforts méritoires mais peut-être contestables du Sénat. L'Assemblée nationale n'est plus le lieu des grands débats politiques : on y vote, certes, de plus en plus de lois, mais elles émanent surtout des services ministériels, et on délibère sur elles le plus souvent dans l'urgence gouvernementale et sous la contrainte de procédures démocratiquement contestables.

L'élection présidentielle accapare toute la scène d'une vie politique bipartite. Point de parti politique sérieux sans leader présidentiable. Ainsi ont disparu ou disparaitissent les courants social-chrétien, démocrate-chrétien ou radical-socialiste... A chaque consultation, toute élection prend un caractère national. On conteste périodiquement la légitimité des gouvernements et du président lui-même, au risque de remplacer l'instabilité ministérielle de naguère par une instabilité présidentielle d'un nouveau type, et l'on met en cause le principe même de l'intangibilité du mandat représentatif au profit d'un droit de révocation des élus qui relève de la démocratie directe. A la souveraineté nationale se substitue insidieusement la souveraineté populaire. Tendances néfastes et dangereuses que nourrit et dramatise une politisation grandissante de l'administration, qu'atteste la nomination de « politiques » à des postes « techniques », l'extension des trois grands volets ouverts dans les grands concours, la

par JACQUES ROBERT (*) généralisation des « tours extérieurs » et l'augmentation de la liste des emplois supérieurs laissés à la discrétion du gouvernement...

L'Etat politique s'appesantit, sans voir pour autant grandir son autorité. Des grèves se déclenchent et paralysent les services publics dans le silence total d'un exécutif indifférent ou absent.

« Rationaliser » la Constitution

Dans la confusion des genres et des idées, les Français se détournent de la politique. Comme le révèle un récent sondage, ils font de moins en moins confiance aux hommes, aux discours et aux institutions. Comment pourrait-il en être autrement quand, à chaque consultation importante, ils voient percer la menace, généralement brandie, d'une crise de régime parce que — paraît-il — notre Constitution serait incapable de faire vivre ensemble des hommes d'opinions ou de sensibilités différentes ?

Ainsi, revenir à la IV^e République ou promouvoir une VI^e ?

Parce que le régime présidentiel, fait — en priorité — pour des Etats fédéraux que ne divisent guère de profondes failles idéologiques, ne saurait convenir à une France unitaire centralisée et politiquement bipartite et qu'il est évident que tout doit être fait pour éloigner les vices structurels fondamentaux qui ont saisi la IV^e République, il faut à tout prix conserver la Constitution de la V^e République mais au prix d'une « rationalisation » qui ne devrait entamer ni la souplesse de ses mécanismes ni les virtualités de sa « double lecture ».

Il faut sans doute élargir les possibilités présidentielles de référendum tout en supprimant parallèlement l'article 16. Il faut également donner un plus grand rôle au Conseil constitutionnel en l'élevant en inter-prète suprême de la Charte. Mais il faut surtout conjurer, à chaque élection présidentielle ou législative, le risque d'une crise de régime qui sera chaque fois évoquée en cas d'usage

(*) Professeur de droit public à l'université Paris-IX.

éventuelle non-concordance des majorités. Il est donc urgent de réduire la durée du mandat présidentiel et de remplacer un septennat historique, qui n'a plus aujourd'hui de réelle justification politique, par un quinquennat plus adapté à notre conjoncture nationale.

Aucun des arguments encore à l'honneur invoqués par les partisans du septennat ne peut être sérieusement retenu :

— La durée n'est d'abord pas toujours un avantage. Elle apparaît même comme un inconvénient majeur quand elle concerne une tâche aujourd'hui écrasante assumée dans un pays souvent versatile et déconcertant.

— Il n'est point besoin d'être élu pour une durée plus longue que les députés pour symboliser la continuité de l'Etat.

— La concordance entre les mandats présidentiel et législatif assure le mérite d'assurer la cohérence des deux votes. Cette cohérence n'aboutirait nullement, comme on le prétend, à une déstabilisation du droit de dissolution, le président, en cas de conflit entre l'exécutif et le législatif, ayant toujours la possibilité d'en appeler à l'arbitrage du peuple par la dissolution de la Chambre, voire à démissionner en même temps, pour que demeure la simultanéité des deux élections.

Parce qu'un mandat de sept ans est trop long pour un président puissant, élu au suffrage universel, parce qu'il serait également dommage de ne point pouvoir réélire, à cause de la trop grande longueur du mandat actuel, un président que la nation socialiseraient conserver, parce que, surtout, un pays ne peut point vivre perpétuellement sous la menace d'une crise périodique de régime, il faudra bien un jour se décider, en France, à instaurer le quinquennat. Le plus vite serait aujourd'hui le mieux.

COURRIER DES LECTEURS

La France qui perd

Une coupe de dernière minute a privé l'article d'André Girard sur « La France qui perd » (le Monde du 25 janvier) d'un paragraphe « politique » où l'on pouvait lire :

« On reste abasourdi devant les foucades récentes du gouvernement. C'est un Italien qui a fait ses preuves (1) qui va mettre la main sur le marché publicitaire par le réseau intermédiaires, dont ses concurrents seront privés. Qu'en fera-t-il ? C'est à un « militaire travailliste », Robert Maxwell, que l'on confie, semble-t-il, le canal anglophone du satellite. Au bénéfice de quelle culture et de quels intérêts ? Que va faire le Luxembourg, que nous laissons tomber au mépris de notre signature et qui dispose avec la CLT d'un outil efficace, rompu aux usages français, et déjà implanté au centre de l'Europe ? S'alliera-t-il avec l'Allemagne ou avec les Etats-Unis ? »

M. Mitterrand va gagner

M. Mitterrand est actuellement au mieux de sa forme (...). Pour une raison simple :

Le Parti communiste va se diviser en deux : ceux qui vont voter socialiste, c'est-à-dire « utile », et ceux qui vont voter pour M. Le Pen, car il ne faut pas oublier que le Front national remporte ses meilleurs résultats non dans les « beaux quartiers », n'en déplaise à M. Marchais, mais dans les HLM des banlieues des grandes villes où la « cohabitation » avec les Maghrébins se révèle « difficile », pour ne pas dire plus.

Les électeurs de droite vont également se partager du fait de ceux qui voteront « utile » c'est-à-dire socialiste, car pour eux certains

résultats positifs sont là avec, en particulier, la baisse réelle de l'inflation et le secteur de la communication libérée pour qui le trio Barre-Giscard-Chirac représente un retour au passé. Enfin, il y a ceux qui voteront pour M. Le Pen, car à leurs yeux les problèmes d'immigration et de sécurité priment tous les autres.

M. Mitterrand peut se frotter les mains. M. Chirac ayant juré ses grands dieux qu'il ne ferait jamais alliance avec M. Le Pen, il va se trouver seul ou forcé de gouverner avec les socialistes. Nous aurons donc vraisemblablement un premier ministre de gauche qui cohabitera avec des ministres de droite après l'éclatement prévisible de la coalition RPR-JUDF (...).

MICHEL-ANDRÉ STIBIO (Paris).

Libéralisme

(...) Que ne nous dit-on pas que, derrière le « libéralisme », apparaissent deux personnages fort différents : le libéral, qui croit à la liberté des hommes, et le libéraliste, qui ne s'intéresse qu'à celle des objets ! L'histoire a amplement prouvé qu'ils ne sont pas deux faces d'une même médaille, et que le libéraliste peut très bien être tout le contraire d'un libéral.

Les libéralistes qui se pressaient dans les salons du Second Empire se souciaient fort peu des libéraux emprisonnés ou exilés par Napoléon III ; M. Chirac, dans sa confrontation avec le premier ministre, n'a vu aucune contradiction entre ses thèses libéralistes et la prolongation de la garde à vue, la carte d'identité informatisée (dénommée, peut-être par pudeur, infalsifiable), et la loi anticasseurs. Et c'est Pinochet qui a rétabli le libéralisme au Chili.

MICHEL PREVOST (Paris).

De la cécité volontaire

Les partis et les gens de parti pris vont-ils continuer à favoriser des divisions caduques ?

par JACQUES DE MONTALAIS (*)

SI l'on examine la situation imparialement, jamais dans l'histoire républicaine, sauf peut-être en 1958, un aussi grand nombre de Français n'ont été plus près d'être d'accord entre eux qu'aujourd'hui.

Vous divaguez, me dira-t-on. Tous les sondages donnent 60 % à la droite, et vous appelez ça un large accord ? Je parlais de la situation examinée imparialement, répondrai-je. Or beaucoup d'hommes politiques, de commentateurs et de citoyens passionnés la travestissent. Pourquoi ? Afin de dissimuler que l'intérêt du pays, ou le bon sens, obligera à rabattre beaucoup sur ses intentions. C'est même ce que M. Barre laisse volontiers entendre à petites doses homophobiques.

D'ailleurs, les 60 % actuels ne proviennent pas qu'ils seront encore 60 % au marz. Certes, il y a le chômage, une certaine baisse du niveau de vie, l'insécurité, les immigrés, et j'en passe. Les gens ne sont pas contents. Dans une pareille crise mondiale, comment le seraient-ils ? Alors, puisque ce sont les socialistes qui gouvernent, ils n'ont pas la cote. Mais en Angleterre, celle des conservateurs — des libéraux, comme on dit ici — est tout aussi médiocre. De sorte que, lorsque la droite française affirme qu'elle nous sortira d'affaire (« en soixante jours ! », s'est exclamé un de ses dirigeants), elle nous comprend.

Le bon peuple comprend même si peu que, parmi les fameux 60 %, un bon tiers doute que le libéralisme ferait beaucoup mieux. Et il reste un assez grand nombre de ces indécis qui font souvent la décision.

Cela dit, les socialistes ont changé leur fusil d'épaule, et la droite en fait des jorges chaudes. Elle oublie que de Gaulle en fit autant à plusieurs reprises. Quand on s'est trompé, on n'insiste pas. Cela s'appelle être intelligent.

Il n'empêche que les socialistes sont gênés. Le général ne l'était guère. C'était un pragmatique. La plupart des socialistes sont des idéo-

logues, comme la droite l'est aujourd'hui. Parmi d'autres erreurs, ils firent des promesses inconsidérées. Par exemple au sujet du chômage. Compte tenu de la crise, c'était un peu naïf. Mais, quand on juge une situation intolérable, on compte l'améliorer. Les socialistes sont donc gênés d'avoir été contraints de changer de méthode. Ils en ont même un peu honte. Ils devraient plutôt s'en vanter, comme M. Fabius le leur a d'ailleurs fait remarquer.

An début, et c'était bien naturel, ils favorisèrent les plus démunis : salariés du bas de l'échelle, retraités, familles. Mais ces bonnes intentions eurent des conséquences fâcheuses parce que l'industrie française était incapable de répondre à ce pouvoir d'achat accru. D'où importations, déficits et dévaluations. M. Mitterrand tira donc un trait, installa la rigueur, et la gauche, depuis lors, a fait des choses difficilement contestables.

Il n'y a donc que l'électeur, l'individu, le peuple en définitive, qui puisse mettre un terme à cette cécité volontaire. Ses sens, antagonistes ne triomphent ni l'un ni l'autre, se disent beaucoup de Français, pour quoi des libéraux et des socialistes — avec pour devise, peut-être, « La sagesse est dans le compromis » — ne gouverneraient-ils pas ensemble ?

Allons-nous rater cette occasion rare — extrême droite et communistes invités mis à part — de nous unir, même provisoirement, afin que les chances de la France ne soient plus en grande partie entravées par des divisions caduques ?

Tout cela n'est pas si mal. Les observateurs étrangers estiment même depuis un bon moment que la France est sur la bonne voie et prépare judicieusement son avenir. La

(*) Ancien rédacteur en chef de la Nation.

L'image de la France

Elle a lancé la décentralisation que de Gaulle préconisait en 1969. Elle a voté les lois Auroux, qui vont aussi dans le sens de la participation gaullienne. Elle a courageusement mis fin à l'indexation des salaires sur les prix, réduit considérablement l'inflation et même obligé les fonctionnaires, parce qu'ils ignorent le chômage, à cotiser à l'UNEDIC. M. Chevènement a rétabli le bon sens à l'école, et la plupart des groupes nationaux, qui étaient généralement déficitaires en 1980, font aujourd'hui des bénéfices parce que l'Etat, c'est-à-dire la nation, leur a fourni les capitaux qu'ils n'obtenaient pas — tout en distribuant des dividendes — lorsqu'ils étaient dans le secteur privé.

Tout cela n'est pas si mal. Les observateurs étrangers estiment même depuis un bon moment que la France est sur la bonne voie et prépare judicieusement son avenir. La

(*) Ancien rédacteur en chef de la Nation.

Dans Les Nouvelles Littéraires DE FÉVRIER

CIORAN BÉJART LE CAIRE

— Le cinéma anglais, ou l'art de rire dans les cimetières
— Les grands peintres hollandais du XVII^e siècle
— Jeanne Folly et la littérature érotique féminine

Février. N° 3 en vente chez votre marchand de journaux

LES NOUVELLES Littéraires

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
TÉLEX MONDPAR 608572 F
TÉLÉPHONE : (1) 45-23-06-81
TÉL : (1) 42-47-97-27

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

| | | | |
|--------------------------------------|---------|---------|---------|
| 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
| FRANCE | | | |
| 354 F | 672 F | 954 F | 1 200 F |
| TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE | | | |
| 687 F | 1 337 F | 1 952 F | 2 530 F |
| ÉTRANGER (par messagerie) | | | |
| L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS | | | |
| 399 F | 762 F | 1 089 F | 1 380 F |
| IL - SUISSE, TUNISIE | | | |
| 504 F | 972 F | 1 404 F | 1 800 F |

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) ; pas abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 150 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 3 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 326 F CFA ; Suède, 3 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 mt.

AMÉRIQUES

Les r...
aura...

VINGT-A...

L'e...

Quand t...

étranger

AMÉRIQUES

LES TROUBLES EN HAÏTI

Les manifestations de la semaine dernière auraient fait au moins soixante-dix morts

Les manifestations qui se sont déroulées la semaine dernière dans plusieurs villes d'Haïti auraient fait au moins soixante-dix morts. Citant des médecins des hôpitaux de Port-au-Prince, qui ont demandé à conserver l'anonymat, la chaîne de télévision américaine NBC a indiqué qu'au moins cinquante-cinq personnes avaient été tuées dans la capitale depuis vendredi lors des troubles qui ont suivi l'annonce du départ du président à vie Jean-Claude Duvalier, puis de son maintien au pouvoir. Les autorités n'ont officiellement fait état, dimanche 2 février, que de vingt morts.

Signe de la nervosité du régime : un couvre-feu s'étendant de 7 heures du matin à 13 heures a été décrété dimanche à Cap-Haïtien, la deuxième ville d'Haïti, où s'était déroulée mercredi dernier une manifestation d'une importance inégalée dans le pays depuis le début de l'ère Duvalier, il y a vingt-huit ans. Une décision prise, à l'évidence, par les autorités dans la crainte que de nouvelles manifestations ne se produisent à l'occasion du onzième anniversaire du sacre de l'évêque de la ville, Mgr François Gayot, président de la conférence épiscopale haïtienne. A ce titre, Mgr Gayot est considéré comme le véritable chef de l'influente Eglise catholique, principale force d'opposition organisée appuyant le mouvement de contestation de la jeunesse. L'évêque dominicain de Monte-Christi devait se rendre à Cap-Haïtien à cette occasion. Toutefois, les sermons prononcés dimanche dans les églises de la capitale et à la cathédrale n'ont pas fait allusion aux troubles en cours.

Samedi, de violentes manifestations avaient encore éclaté à Gonaïves, à 150 kilomètres au nord de Port-au-Prince, où sept personnes ont été tuées par balles et une soixantaine d'autres blessées. Un journaliste de Radio-Indépendance, une station privée, a été arrêté. La colère de la foule se porte souvent contre les « tontons macoutes ». Plusieurs casernes leur servant de cantonnement ont été incendiées en divers points du pays. L'hebdomadaire de Port-au-Prince, le Petit Samedi soir, a tiré à la « une » de son dernier numéro : « Provinces en rébellion ».

« A Miami, la police a dû intervenir, samedi, contre un millier de réfugiés haïtiens qui avaient envahi les rues du quartier dit « Petit Haïti » pour appeler au renversement de M. Jean-Claude Duvalier. « A Montréal, plusieurs centaines d'exilés ont brûlé un drapeau haïtien dans le court commercial de la ville et ont défilé dans les rues, exigeant l'arrêt de l'aide du gouvernement canadien au régime de Port-au-Prince. « A Paris, quelques centaines de personnes se sont rendues dimanche devant l'ambassade d'Haïti en France, rue Théodule-Ribot, dans le dix-septième arrondissement, dont les portes sont restées closes. L'ambassade avait affirmé, samedi, dans un communiqué, que le président Duvalier conservait « la confiance de larges secteurs de la population haïtienne pour mener à bien le processus irréversible de libéralisation et de démocratisation ».

« VINGT-NEUF ANS, C'EST TROP », « JEAN-CLAUDE, C'EST FINI »

L'agitation persiste en province

De notre envoyé spécial Port-au-Prince. — Après les événements du vendredi 31 janvier, un calme relatif a régné pendant le week-end dans la capitale. Le trafic automobile était à peu près normal, et la ville a presque retrouvé son aspect habituel. Dans les rues, les policiers, les Volontaires de la sécurité nationale (VSN) — les fameux « tontons macoutes » — et les militaires s'étaient faits beaucoup plus rares. Samedi, de nombreux magasins étaient encore fermés, mais le marché de fer a rouvert ses portes et les « tap-tap » créent à nouveau des embouteillages dans la centre-ville. Les camionnettes du service de la propagande ont continué à sillonner les rues, suivies de véhicules des VSN, et ressemblent sur leur passage des groupes de passants.

Claude » au son du tambour, d'instruments de fortune et de casseroles, de nombreuses pancartes « Vive l'armée », « Jean-Claude, c'est fini » sont agitées devant les militaires parfois portés en triomphe, mais qui restent impassibles. Un camion de soldats avec à son bord le commandant de la ville tente à plusieurs reprises de disperser la manifestation à coups de matraque, mais sans qu'aucun coup de feu soit tiré.

Quelques hommes armés de simples bouts de fer encadrent les manifestants et fraient un chemin aux nombreux journalistes arrivés en cette fin de semaine. Sur toute la route, les traces de multiples barrages de fortune érigés avec des voitures calcinées, des rails de chemin de fer et des tas de pierres sont encore visibles.

En l'absence de radios autres que Radio nationale et en raison de la défaillance du système téléphonique, il est très difficile de connaître la situation réelle dans les grandes villes de province. D'autant que, dans ce pays, les rumeurs les plus diverses circulent avec un luxe de détails parfois issu de l'imagination la plus fertile. Au sud, à Petit-Goâve et Léogane, il est certain cependant que des manifestations violentes ont éclaté en fin de semaine. Tout autour des marchés et des circonvolutions de ces deux villes, des slogans scandent les édifices : « A bas Duvalier Barnett ! », « A bas mière et injustice ! ». Selon un prêtre, quatre personnes seraient mortes au cours de ces affrontements, et de nombreux jeunes se sont réfugiés dans les montagnes voisines. De nombreux drapeaux bleu et rouge — ceux de l'indépendance — flottent à la place des drapeaux duvaléristes noir et rouge, sur les petites cases ou le long des câbles électriques qui courent le long des rues.

Les inscriptions déformables au président ont disparu et toutes les traces de barricades et de brassers sont effacées. Les militaires n'ont plus le champ de Mars, et seuls quelques-uns gardent encore le palais présidentiel. Dimanche dans la journée, quelques préparatifs de défilé en prévision du carnaval ont un peu agité le centre, mais les commerçants, qui d'habitude, montent leur stand sur la grande place du champ de Mars, sont absents cette année « par peur des événements ».

En province, en revanche, l'agitation continue. A Saint-Marc, sur la route du Nord, à une soixantaine de kilomètres de la capitale, une manifestation a rassemblé plus de mille personnes brandissant le drapeau américain. Un cercueil sur lequel a été tracé l'inscription « Jean Clod gro cochon » (Jean-Claude Duvalier est un gros cochon) ouverts la manifestation. Sur des chars de carnaval, la foule scandait « A bas Jean-

onné à la tête un message : « On a tout fait pour enlever ce chien de Duvalier du pays. (...) Nous voulons la démocratie, c'est tout. Un jeune de Gonaïves. Mercredi. » En l'absence de radios autres que Radio nationale et en raison de la défaillance du système téléphonique, il est très difficile de connaître la situation réelle dans les grandes villes de province. D'autant que, dans ce pays, les rumeurs les plus diverses circulent avec un luxe de détails parfois issu de l'imagination la plus fertile. Au sud, à Petit-Goâve et Léogane, il est certain cependant que des manifestations violentes ont éclaté en fin de semaine. Tout autour des marchés et des circonvolutions de ces deux villes, des slogans scandent les édifices : « A bas Duvalier Barnett ! », « A bas mière et injustice ! ». Selon un prêtre, quatre personnes seraient mortes au cours de ces affrontements, et de nombreux jeunes se sont réfugiés dans les montagnes voisines. De nombreux drapeaux bleu et rouge — ceux de l'indépendance — flottent à la place des drapeaux duvaléristes noir et rouge, sur les petites cases ou le long des câbles électriques qui courent le long des rues.

Port-au-Prince. — Le faux départ de M. Jean-Claude Duvalier dans la nuit du jeudi 30 au vendredi 31 janvier aurait une histoire loquace, même si elle est impossible à vérifier de façon certaine. L'ambassadeur américain en poste à Haïti aurait eu dans la soirée de jeudi une longue conversation avec le président à vie, à l'issue de laquelle ce dernier aurait accepté de quitter le pays. L'ambassadeur aurait alors aussitôt informé le département d'Etat de cette décision. Les, entre-temps, le président Duvalier — dont les mauvaises langues assurent que sa détermination dans l'action dépend du dernier visiteur qui sort de son bureau — aurait changé d'avis et aurait décidé de se battre. D'où la « gaffe » de M. Larry Speakes, le porte-parole de la Maison Blanche, l'embarras de l'ambassade américaine et l'armement goguenard d'un bon nombre de membres du gouvernement haïtien dont l'anti-américanisme actuel ressemble fort à celui pratiqué à certaines époques, par « Papa Doc ». Rumeur des hautes sphères, hypothèse farfelue ou plus probablement tergiversations d'un chef d'Etat bien incrédule ? L'histoire le dira peut-être un jour. D. H.-G.

Etats-Unis

Quand les démocrates reprennent confiance

(Suite de la première page.) Aujourd'hui, les déficits records du commerce extérieur et du budget sont devenus sujets d'inquiétude du citoyen moyen, qui a appris d'expérience ce que signifient pour lui ces abstractions : baisse d'activité de l'industrie et frein à la croissance, par le biais du niveau des taux d'intérêt. On prend désormais conscience que les emplois sous-qualifiés et sous-payés se multiplient et que, après avoir regalé l'Amérique à crédit, M. Reagan pourrait bien laisser une lourde addition à régler. Signe de la profondeur de ce changement : une majorité est en train de se dégager dans l'opinion en faveur d'une augmentation des impôts pour faciliter la réduction du déficit budgétaire. Pour les démocrates, qui n'auraient besoin de gagner que quatre sièges au Sénat pour s'assurer le contrôle des deux Chambres du Congrès lors des élections parlementaires de novembre prochain, la conclusion était évidente : il leur faut éviter, à tout prix, de faire de cette consultation un référendum sur le parti de M. Reagan (un « grand-père » pour le pays,

s-t-on entendu), et parvenir à ouvrir les dossiers des faillites agricoles, de la désindustrialisation et de la dette nationale. L'ennui est que, pour gagner des points dans l'opinion en ouvrant de tels dossiers, il faut avoir aussi une autre politique à défendre. Et que celle-ci n'est pas aisée à définir pour un parti qui représente beaucoup d'intérêts contradictoires et oscille entre une naturelle tentation protectionniste et la lente prise de conscience de l'irrémédiable du développement industriel des pays du tiers monde comme de la puissance économique du Japon et de l'Europe.

démocrate de la Chambre, M. Dick Gephardt, avant d'ajouter : « Nous ne croyons pas qu'il soit suffisant de se débarrasser de l'Etat [pour résoudre les problèmes]. Nous avons à faire des choix pour le changement, et vous ne pouvez pas faire de choix si vous ne savez pas quels sont les buts. » Principal organisateur de la réunion, M. Gephardt, âgé de quarante-cinq ans, est l'un des principaux chefs de file du Democratic Leadership Council, le groupe des modernistes du parti, auquel M. Gary Hart avait ouvert la voie en 1984 (1). Le message qu'il a fait passer durant tout le week-end est que les démocrates ont à « démontrer pourquoi ils devraient être choisis pour reprendre les commandes ». C'est-à-dire à se montrer responsables, prêts au réalisme et au compromis, disposés à affronter des problèmes dont la Maison Blanche reconnaît à peine l'existence, mais qui pourraient bientôt peser d'un poids déterminant dans le débat public. Le message a été bien reçu. Mais tous les représentants

démocrates n'étaient pas à Groen-Brier, et chacun était d'accord pour dire qu'il serait, par exemple, encore maladroit de jouer les locomotives pour l'augmentation des impôts. « Ce qu'il nous faudrait, disait un représentant du Middle-West, pris entre les faillites agricoles et l'angoisse des ouvriers de l'automobile, c'est un candidat à la présidence de la taille d'un Kennedy, capable d'enthousiasmer l'Amérique en lui demandant des sacrifices. » En effet, outre M. Gephardt, le Democratic Leadership Council ne manque pas de Kennedy en herbe, qui sont nombreux, et, d'autre part, si l'inquiétude économique s'amplifiait réellement, elle favoriserait sans doute des hommes soutenus par les syndicats, et plus disposés à relancer l'Etat-providence qu'à associer leur nom à l'austérité.

PROCHE-ORIENT

POUR AMENER AMMAN A NEGOCIER AVEC ISRAËL

Le Congrès américain a fait reporter une importante vente d'armes à la Jordanie

Le gouvernement américain a décidé de reporter à une date indéfinie la vente à la Jordanie de quarante avions de combat et d'équipements antiaériens en raison de l'opposition résolue à cette transaction du Congrès, qui entend ainsi faire pression sur le royaume hachémite pour qu'il engage avec Israël des « négociations directes ». Cette vente — d'un montant de 1,9 milliard de dollars — avait déjà été reportée une première fois, au grand dam du département d'Etat, qui craint que la Jordanie ne se tourne vers l'URSS pour l'acquisition de ce type de matériel.

« Tous les efforts d'Israël en vue de parvenir à une relance éventuelle du processus de paix n'ont abouti à aucune percée diplomatique entre nous et les Jordaniens. » Le « principal obstacle » à une relance du processus de paix reste la question de la composition d'une délégation jordanienne-palestinoise acceptable pour toutes les parties, a expliqué M. Perts.

DIPLOMATIE

CORRESPONDANCE

L'arrêt des émissions de l'ONU sur ondes courtes

A propos de l'arrêt des émissions radiophoniques des Nations unies sur ondes courtes, dû à l'augmentation très importante des tarifs du poste émetteur américain (le Monde du 9 janvier), M. Mustapha Tlili, directeur du centre d'information de l'ONU à Paris, nous adresse les précisions suivantes : Cette augmentation représente un surcoût d'environ un demi-million de dollars par an pour les Nations unies. La radio des Nations unies a préféré, dans ces conditions, suspendre temporairement la diffusion de ses bulletins d'information hebdomadaires, réalisés en onze langues. Elle a toutefois l'intention de reprendre ses émissions quotidiennes sur

ondes courtes, pendant la session de l'Assemblée générale, et ce au moins dans les langues officielles. Il convient d'ajouter que les émissions sur ondes courtes transmises de Genève, en arabe et en russe continuent sans changement. Il importe de souligner que les émissions hebdomadaires sur ondes courtes ne représentent que 2,5 %, en termes budgétaires, de toutes les activités du service de la radio des Nations unies. (...) Il est donc inexécutable d'affirmer que celle-ci a cessé d'émettre, alors que seule une infime partie de ses programmes a été suspendue temporairement.

La nouvelle monnaie française 100 F OR. Limited to 5000 exemplaires pour le monde entier. Pour commander au prix officiel de l'administration, retournez le bulletin ci-dessous: Commandes téléphoniques au (1) 47 73 81 96. A retourner aux Editions Jean-Marc LALETA Revendeur agréé de l'Administration des Monnaies et Médailles Tour Franklin Cedex 11 - 92081 Paris-La-Défense

en plus de chances de... les temps sont venus institutionnelle. Montaire... ont-ils continuer aduqués? Mais la droite répond... Mais la droite répond... Mais la droite répond... Mais la droite répond... Mais la droite répond...

Monde ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 19 FRANCE 354 F 672 F 954 F 108 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 487 F 1337 F 1952 F 249 F ÉTRANGER par voie aérienne BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 398 F 722 F 1044 F 148 F SUISSE, ITALIE, AUTRICHE, ESPAGNE 384 F 722 F 1044 F 148 F

AFRIQUE

République sud-africaine

Les laissez-passer pour les Noirs seront supprimés avant juillet

La suppression des laissez-passer pour les Noirs sud-africains, annoncée vendredi 31 janvier par le président Pieter Botha, sera effective avant le 1^{er} juillet prochain. Cette indication figure dans un encart publicitaire officiel publié par les principaux jour-

De notre correspondant

Johannesburg. - Cinq mois après la déplorable prestation du 15 août, le chef de l'Etat sud-africain, M. Pieter Botha, a tiré les leçons de cet échec retentissant. La stratégie adoptée pour l'allocation prononcée le 31 janvier lors de l'ouverture du Parlement a été tout à fait défectueuse. Dans un premier temps, les meilleurs gouvernements se sont chargés de faire répandre le bruit que rien de fondamental ne serait annoncé pour ménager l'effet de surprise, contrairement à ce qui s'était passé le 15 août. Ensuite, le ton adopté a été mesuré, grave, dépourvu d'agressivité. Enfin, le gouvernement et le président de la République ont relayé cette déclaration par une campagne de relations publiques sans précédent.

Dès vendredi soir, M. Botha s'est adressé à la communauté noire, par le biais des médias, pour expliquer la portée de son message et prôner le dialogue. L'opération marketing dirigée par le bureau de l'information, créé en septembre dernier, et mise sur pied par une agence de publicité privée s'est poursuivie dimanche. La presque totalité des journaux dominicaux anglophones et afrikaans ont publié une double page de publicité rédactionnelle signée du président de la République. Mais, bizarrement, elle n'a pas paru dans City Press, journal destiné aux Noirs.

Cette première est d'autant plus étonnante que le texte a valeur de véritable profession de foi. Une authentique déclaration d'intention que M. Botha avait pourtant véhémentement refusé de faire le 15 août, précisant : « Ni maintenant, ni demain ». Il s'y est résolu cinq mois plus tard, après un péché qui aurait pu être évité, sous la forme d'un engagement dont le préliminaire, les phrases et les mots importants sont soulignés et quelquefois cochés en marge pour en accentuer le poids. L'une de ces phrases est inscrite en capitales : « Mon gouvernement et moi, nous

nous engageons à partager le pouvoir ». Le régime sud-africain est donc entré tambour battant dans l'ère des relations publiques. Piqué au vif après la débacle du 15 août, agacé par les critiques l'accusant de ne pas savoir tirer profit des réformes entreprises, irrité par ce que le gouvernement qualifie d'intransigeance et d'incompréhension, le pouvoir a voulu frapper un grand coup et marquer l'entrée dans ce qu'il appelle la « nouvelle ère ».

Un « coup de pub » ?

Il s'agit là, sans doute, du premier acte d'une nouvelle offensive destinée à rétablir une confiance perdue. Elle vise, en premier lieu, les quelque trois cents banquiers internationaux qui, le 20 février, à Londres, vont se prononcer sur les propositions sud-africaines de rachat de 24 milliards de dollars. Elle a ensuite pour objectif de redorer le blason du chef de l'Etat qui apparaît incapable d'apporter une solution à la crise qui traverse le pays. En reprenant l'initiative, le régime renvoie la balle dans le camp de ses adversaires et définit par la même occasion ce qui est pour lui l'enjeu à long terme du débat, à savoir : rester dans le monde libre ou basculer après une lutte sans merci dans le camp communiste.

Le texte du chef de l'Etat est ponctué d'une phrase : « Voilà la réalité ». Mais la réalité n'est pas toujours telle qu'il l'a décrite. Il est faux de dire, par exemple, que « les emplois réservés aux Blancs n'existent plus ». Ils le demeurent toujours dans un secteur important, celui des mines. Il est également faux de dire que : « Le sport est ouvert à tous ».

Certes, le principe existe, mais la pratique est tout autre. Quant au nouveau Conseil statutaire national présenté comme une « participation au gouvernement central », il faut préciser qu'il sera ouvert à tous, mais qu'il n'aura qu'un rôle consultatif. Enfin, quand M. Botha parle de la « participation des Noirs au gouvernement et à l'avenir du pays

nous dominicaux. Le vice-ministre sud-africain de l'Information, M. Louis Nel, a souligné dimanche 2 février que le système des « pass-law » serait « purement et simplement » aboli et ne serait pas remplacé par une autre forme de contrôle.

par l'intermédiaire de leurs leaders élus », sous quelle forme cela se fera-t-il et de quelles élections parle-t-il ? Il a toujours rejeté le suffrage universel et n'appliquera jamais le principe « un homme égale une voix ».

M. Botha a, en tout cas, clarifié un certain nombre de données, affirmé que ce n'était qu'un début, assuré qu'il irait plus loin. Quelque chose a effectivement changé au pays de l'apartheid. Mais il faut attendre un peu pour savoir si ce « coup de pub » n'est pas un « coup de bluff ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

« L'Angola rejette la proposition de M. Botha concernant Nelson Mandela ». Le gouvernement de Luanda a « catégoriquement » rejeté, samedi 1^{er} février, la proposition du président sud-africain consistant à libérer le chef « historique » de l'ANC (Congrès national africain), M. Nelson Mandela, en échange, notamment, d'un officier sud-africain, le capitaine Wynand Du Toit, emprisonné en Angola. En revanche, selon l'agence angolaise de presse ANGOP, Luanda propose à Pretoria de libérer cet officier en échange de soldats anglais et d'un « internationaliste » cubain, enlevé par les forces sud-africaines. Le gouvernement angolais est également disposé à autoriser le rapatriement des corps de deux soldats sud-africains tués lors de l'opération de commando commandée par le capitaine Du Toit, en mai dernier, contre les installations pétrolières de l'ancienne Cabinda. - (AFP.)

« La conférence CEE-ACP - l'Assemblée paritaire CEE-ACP (Etats associés d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), qui s'est réunie le semaine dernière à Mbabane, au Swaziland, a adopté, samedi 1^{er} février, un certain nombre de résolutions, condamnant notamment le système d'apartheid et les « agressions militaires sud-africaines contre les pays voisins » et réclamant des élections libres en Namibie. - (AFP.)

Ouganda

Le président déchu serait favorable à une « réconciliation »

De notre envoyé spécial

Kampala. - On n'avait pas vu ça depuis bien longtemps : des Indiennes qui s'aventurent au marché de Nakassero pour y faire leurs courses. Il y a foule dans les rues, même si beaucoup de boutiques dévalisées par les pillards n'ont pas encore levé leur rideau. Des cantonniers recommencent à boucher les innombrables nids de poule et Chez Joseph, la « boîte » à la mode, a rouvert ses portes le samedi soir 1^{er} février : musique jusqu'au petit jour pour ceux qui n'osent pas rentrer chez eux en pleine nuit. Ce sont là des signes qui ne trompent pas : Kampala reprend goût à la vie après six mois d'incertitudes et de violences.

Huit jours après la chute de Kampala, l'Armée nationale de résistance (NRA) s'empare à repousser - lentement mais sûrement - l'ancienne armée gouvernementale vers le nord du pays. La ligne de front - bien qu'il y ait très peu de contact entre pourchassés et poursuivis - se déplace ainsi de quelques dizaines de kilomètres chaque jour. A l'ouest, deux bataillons de la

NRA seraient atteints le pont de Karuma, sur le Nil. A l'est, d'autres unités progresseraient quelque part du côté de Mbale.

L'objectif prioritaire de M. Yoweri Museveni, le nouveau chef de l'Etat, est de ouvrir sans tarder la route du Kenya par lequel transitent le plus gros des approvisionnements. Déjà, les « pétroliers » se demandent s'ils ne vont pas être obligés, pour protéger leurs stocks, de diminuer leurs livraisons aux détaillants.

L'Ouganda demeurera-t-il longtemps coupé en deux parts inégales ? De retour chez eux, les « soldats du Nord » accepteraient-ils de se rendre sans condition ou bien choisiraient-ils de résister ? Une chose paraît sûre : la précédente équipe dispose, pour faire front à toute éventualité, d'un important stock d'armes qu'elle a constitué bien avant d'abandonner Kampala. A en croire certains, il s'agit d'une « vraie caserne d'Ali Baba... ».

Après un bref passage au Soudan, le général Tito Okello, l'ancien chef de l'Etat, a trouvé refuge à Arua, dans la province du Nil-Ouest, d'où il a informé les nouveaux dirigeants

de Kampala de son souci de « réconciliation », que semblent partager certains compagnons de route d'Iddi Amin Dada, a-t-on appris dimanche, de source autorisée ougandaise.

En revanche, selon cette même source, le général Basilio Olara Okello, ancien commandant en chef des troupes gouvernementales et l'artisan du coup d'Etat du 27 juillet, qui avait renversé M. Milton Obote, ainsi que le colonel Wilson Toko, ancien ministre de la Défense, tous deux considérés comme des durs, vont et viennent entre Gulu et Kitgum, peu disposés pour le moment, semble-t-il, à prendre le chemin de Caenosa.

Priorité à l'économie

De son côté, M. Museveni semble tourner de lui le vide politique. Samedi matin, il a reçu la prestation de serment d'une douzaine de ministres et des vingt-trois premiers membres du Conseil national de la résistance, que préside M. Moses Kigongo, ancien administrateur en chef des « zones libérées », et qui pourrait tenir lieu d'Assemblée constituante. Il a indiqué que le gouvernement n'était pas « un gouvernement militaire mais un gouvernement de combattants de la liberté » (« freedom fighters ») au sein duquel, en raison de leur savoir-faire, siégeaient quelques experts. Aucune allusion au sort des partis politiques ni à celui du régime parlementaire.

Priorité à l'économie sur le politique : « Il s'agit, a répété M. Museveni, de transformer un pays arriéré en un pays relativement moderne où l'on consomme ce que l'on produit ». Il est vrai, que l'on veut s'en donner la peine. L'Ouganda peut se suffire à lui-même : la nature y est suffisamment généreuse pour permettre trois récoltes par an au lieu d'une seule aujourd'hui. « Ce qu'il nous faut, ce sont des médicaments et des livraisons », insiste le chef de la NRA. Mais les caisses de l'Etat sont presque vides, ainsi que l'a répété M. Museveni. Le chef de l'Etat n'en honore pas moins les dettes de ses prédécesseurs, mais il ne négociera pas avec le Fonds monétaire international (FMI) dans les mêmes termes que M. Obote.

Vendra-t-on un jour où, passé l'euphorie de la « libération », la population commencera à exiger de ses nouveaux dirigeants qu'ils aient des recettes miracles à lui proposer pour sortir du sous-développement.

M. Museveni mesure les difficultés qui l'attendent : « Il est plus facile de mettre un terme aux violences qu'à la corruption », a-t-il souligné lors de la prestation de serment du gouvernement, tout en déclarant - sans être contredit - l'« inefficacité » des Africains en général et leur « absence presque totale de sens des responsabilités ».

JOSÉ-ALAIN FRALON.

JACQUES DE BARRIN.

LE PROBLÈME DES ENFANTS DE DIVORCÉS

Une représentante belge au Parlement européen est arrêtée en Algérie pour tentative d'enlèvement

La presse algérienne consacre une large place à l'arrestation de deux Belges, accusés d'avoir tenté d'enlever, pour le compte d'autrui, les enfants d'un couple mixte divorcé. Le ton est violent, nous indique notre correspondant à Alger Frédéric Fritscher. Il s'agit, écrit dimanche le quotidien *El Moudjahid*, d'un « coup de publicité de cette frange de Populaire occidentale, très friande de situations qui lui permettent de conforter les préjugés qu'elle nourrit à l'égard de l'« Arabe » et du « musulman ». L'identité des coupables, une femme, député socialiste au Parlement européen, et un journaliste, n'avait pas encore été révélée en Algérie ce lundi en fin de matinée.

De notre correspondant

Bruxelles. - Le scénario semblait pourtant bien ficelé : vendredi matin, M^{me} Anne-Marie Lizin, trente-six ans, bourgmestre socialiste de Huy, entre Liège et Namur, et député européen, accompagnée de M. Jean-Paul Procureur, trente-trois ans, journaliste à la radio-télévision belge, présentaient l'avion à Bruxelles à destination d'Alger, porteurs de faux papiers fabriqués à Huy aux noms de M. et M^{me} Denaumourstier.

Une fois en Algérie, ils devaient rencontrer deux Tunisiens qui les auraient aidés à soustraire les enfants à la garde de leur famille paternelle. Puis, se faisant passer pour une famille belge se rendant à une nocce, ils auraient franchi la frontière tunisienne à bord d'une voiture de location. Là, attendus par M. Michel Lizin, le mari de la parlementaire, ils auraient foncé vers Bruxelles avec les trois enfants de M^{me} Christiane Dekelle, une ouvrière de Tournai, qui eussent ainsi retrouvé leur mère.

Un accroc, vraisemblablement une « fuite », a fait échouer le plan. Samedi, les autorités algériennes ont arrêté Anne-Marie Lizin et Jean-Paul Procureur - dont apparemment elles ne connaissent pas les véritables identités - et les ont placés en réamorce surveillée, dans un hôtel, entre Annaba et Alger.

L'affaire commença le 21 juin 1985 quand un jugement du tribunal de Tournai confia à M^{me} Dekelle la garde de ses trois enfants, de nationalité belge selon la loi belge : Leila, dix-huit ans; Ahmed, seize ans, et Djelali, quinze ans. Le 24 juin, le père, M. Draoui, emmena ses enfants - algériens aux yeux des Algériens - en Algérie. Désormais, pour qu'ils puissent en sortir, il leur faut une autorisation paternelle. Août 1985 : M. Draoui, pour régler des problèmes administratifs, revient en Belgique. Il est assésité arrêté et condamné à un an de prison ferme pour « séquestration et non-présentation d'enfants ».

Il ne cède pas pour autant. M^{me} Dekelle se désespère, d'autant plus, dit-elle, qu'elle reçoit des lettres de ses enfants qui veulent absolument rentrer en Belgique. Jean-Paul Procureur, le journaliste du centre de Mons de la radio-télévision belge, fait un reportage sur ce cas douloureux. Anne-Marie Lizin s'y intéresse. C'est elle qui, en mesure de le faire, en tant que responsable d'une petite commune - obtient de faux passeports. Jean-Paul Procureur - qui ne met pas sa rédaction

au courant de ses projets et qui n'était donc pas officiellement « en reportage » - prend avant de partir - précaution en prémonition - une interview d'Anne-Marie Lizin, diffusée dimanche sur toutes les chaînes de radio et de télévision. « Ces enfants, dit le député européen, souhaitent revenir en Belgique. D'autre part, il y a urgence car les grands-parents veulent marier, sans son accord, la grande fille. Enfin, nous devons faire respecter le droit européen qui met à égalité le père et la mère. »

La mère des enfants, effondrée, a déclaré pour sa part qu'elle acceptait de voir relâcher son ancien mari en échange de la libération des quatre personnes détenues en Algérie.

En Belgique, le débat a tout de suite tourné autour de la personnalité d'Anne-Marie Lizin et de la manière dont elle a mené son opération. Militante tiers-mondiste et féministe, elle s'oppose, entre autres, la cause du Front Polisario, ce qui donne un sel supplémentaire à cette étrange affaire.

POUR 20 FRANCS, OFFREZ-VOUS UN CABINET CONSEIL.

Magazine Conseil.

Conseil au développement de carrière.

Conseil en communication.

Conseil en Financière.

TERTIEL

Magazine des dirigeants

Votre par correspondance

la rédaction

Impôts: comment Jouer avec les provisions

Aujourd'hui, dirigeant d'entreprise, vous avez besoin d'un magazine conseil. TERTIEL, c'est la nouvelle forme de conseil. Disponible tous les jours, 24 h sur 24 et à vos côtés pour tous vos déplacements. Pour 20 francs d'abonnement, vous avez accès à toutes les informations, les solutions, des profits pour l'entreprise.

TERTIEL. LE MAGAZINE CONSEIL DES DIRIGEANTS.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

LONE MOUNTAIN CAMPUS, SAN FRANCISCO, CALIFORNIA.

MBA Master of Business Administration

Reconnu par l'état de Californie. Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Programme de 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2^e CYCLE Intensif Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

AMS American Management Studies

Sessions de deux mois pour les diplômés de l'enseignement supérieur et les professionnels.

Informations et sélections : E.U.A.
3 Imp. Royer Collard 94, Luxembourg, Paris 75005 - (1) 46 34 66 06
Centre pour l'Europe, 31 Galerie Montpensier, Paris 75001 France

On

Pont de Tancarville inauguré le 25 Juillet 1959 par M. Robert Buron, Ministre des Transports.

« conciliation »

de Kampala de son souci de « réconciliation », que semblent partager certains compagnons de route d'Amin Dada, a-t-on appris dimanche, de source autorisée ougandaise.

Priorité à l'économie

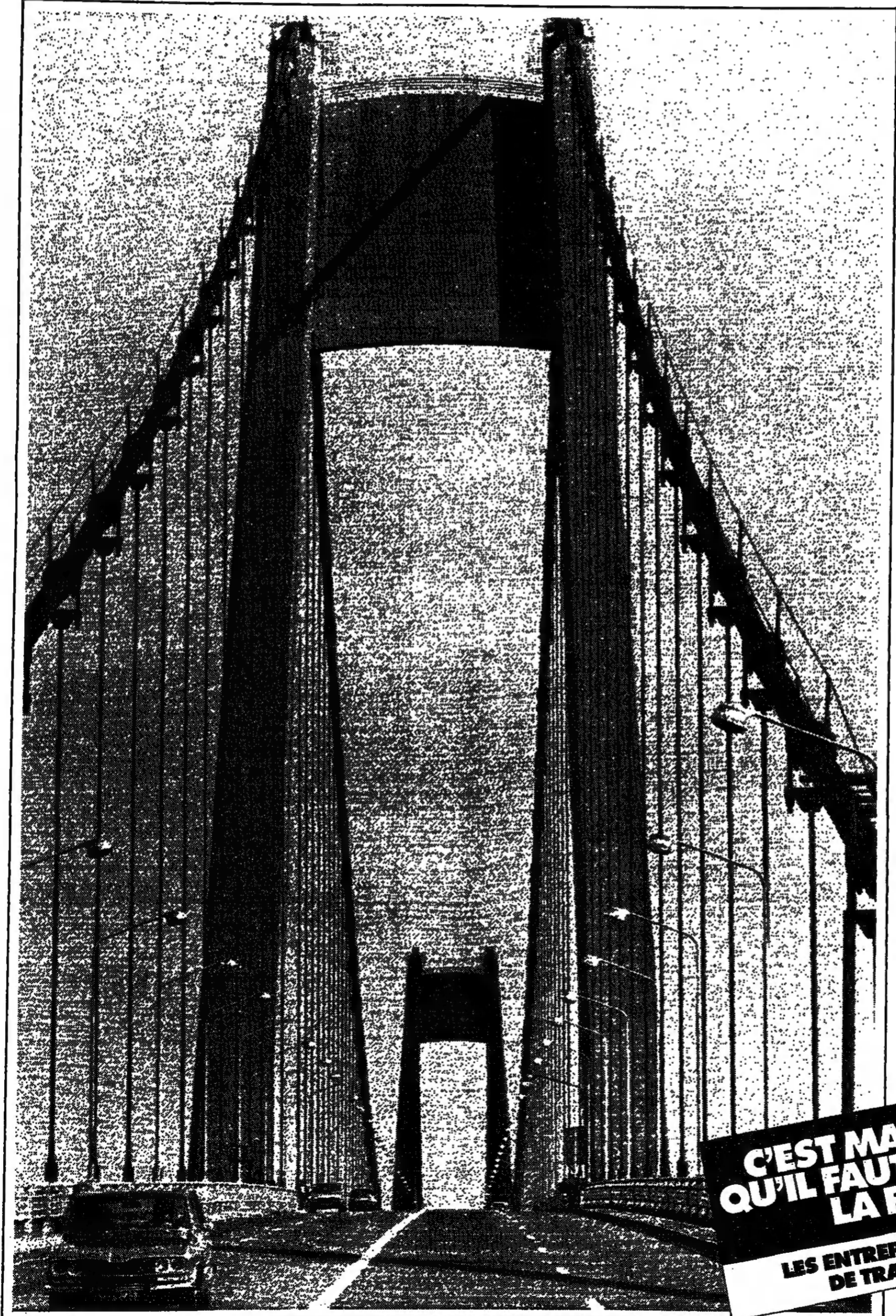
De son côté, M. Museveni semble autour de lui le vide politique. Samedi matin, il a reçu la prestation de serment d'une douzaine de ministres et des vingt-trois premiers membres du Conseil national de la république, que préside M. Moses Kigongo, ancien administrateur en chef des « zones libérées », et qui pourrait tenir lieu d'Assemblée constituante. Il a insisté que le gouvernement n'était pas « un gouvernement militaire mais un gouvernement de combattants de la liberté » (freedom fighters) au sein duquel, en raison de leur savoir-faire, siègent quelques experts. Aucune allusion au sort des partis politiques ni à celui du régime parlementaire.

Priorité à l'économie sur le politique. « Il s'agit, a répété M. Museveni, de transformer un pays arriéré en un pays relativement moderne où l'on consomme ce qu'on produit ». Il est vrai que le pays s'en donne la peine. L'Ouganda peut se suffire à lui-même à l'heure où est généralement générée pour permettre trois récoltes par an. Les deux autres récoltes sont destinées à l'exportation. M. Museveni a insisté sur le fait que le pays n'est pas un pays de la NRA. Mais les services de l'Etat sont presque vides, ainsi que l'a répété M. Museveni. Le fait est que l'Etat n'est pas en mesure de honorer ses dettes de ses prédécesseurs, mais il ne négociera pas avec le Fonds monétaire international (FMI) dans les mêmes termes que M. Obote.

M. Museveni mesure les difficultés qui l'attendent. « Il est facile de mettre un terme à la corruption que la corruption a causé lors de la prestation de serment du gouvernement, mais le déplacement - sans être considéré comme l'efficacité - des Africains et général et leur absence totale de sens des responsabilités ».

JACQUES DE BARRIN.

Ça vous a plu. On vous en met combien ?



Un pays sans grands travaux est un pays sans grand dessein. Renoncer à équiper la France, c'est entrer dans l'avenir à reculons. Nous avons encore besoin de ponts, d'autoroutes, de TGV, d'équipements d'assainissement, de voies navigables à grand gabarit. Les citoyens mesurent les besoins. L'amélioration de leur vie quotidienne, de leur confort et de leur sécurité dépend de la réalisation de nouveaux équipements. Des ouvrages comme Tancarville ont illustré le savoir-faire des entreprises françaises de travaux publics. Ils sont la fierté de notre pays. De tels équipements, nous en réalisons aujourd'hui au Gabon, en Arabie Saoudite, en Indonésie, au Brésil, au Canada ou en Algérie. Nous portons haut le drapeau de la technologie française et contribuons, puissamment, à l'amélioration de la balance des paiements de notre pays. Ce que nous faisons à l'étranger peut et doit être fait chez nous. L'enjeu, pour la France, c'est sa capacité à se moderniser et à créer des emplois. Décider une vigoureuse relance avec les travaux publics, c'est conserver à la France les outils de son progrès.

C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT AMENAGER LA FRANCE
LES ENTREPRISES FRANÇAISES DE TRAVAUX PUBLICS.

OPEAN UNIVERSITY AMERICA
SAN FRANCISCO, CALIFORNIA
School of Business Administration
Executive Program in San Francisco
International Management
Practical experience through the program
Programme de 18 mois préparant au diplôme (M.B.A.) à Paris
Diplôme : Master of Business Administration
à San Francisco.
Diplôme : Master of Business Administration
à Paris.
100 Boulevard de la République
75005 Paris (13) 46 34 80 00
100 Boulevard de la République
75005 Paris (13) 46 34 80 00

ASIE

LE VOYAGE DU PAPE EN INDE

Le souverain d'une « secte locale »

Le pape a quitté lundi matin 3 février New-Delhi pour se rendre dans l'est du pays, à Ranchi, dans l'Etat du Bihar, où il a célébré la messe devant 400 000 personnes, et à Calcutta, où Jean-Paul II devait rencontrer Mère Teresa, prix Nobel de la paix. Un autre grand moment de ce voyage est le contact avec les représentants des religions non chrétiennes. Le pape a rencontré, le dimanche 2 février, le dalaï-lama, guide spirituel des bouddhistes tibétains, en exil depuis 1959.

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — Quelle impression peut éprouver le responsable de 800 millions de fidèles dans le monde quand il devient, ne fit-ce que pour quelques heures, simple chef d'une petite secte indienne quasiment en état de siège ? Jean-Paul II ne pouvait certes pas révéler son sentiment à cet égard au terme de son séjour à Delhi, première étape de son voyage de dix jours en Inde. Il a seulement déclaré qu'il se sentait « un peu dérangé ».

Mais cette sensation de n'être qu'un grain de poussière dans un immense univers, comment ne pas l'éprouver dans ce diocèse de Delhi, où les catholiques sont moins de 40 000 pour une population de 12 millions d'âmes ? Cette impression d'enclavement, comment ne serait-elle pas renforcée du fait que, en l'espace de quarante-huit heures, deux après-midi et une matinée ont, pour une bonne part, été passées dans un même lieu, couvert, le stade Indira-Gandhi, bel édifice de vingt-cinq mille places ? Ainsi, en théorie, Jean-Paul II a-t-il pu, à l'occasion des deux messes et d'une troisième réunion samedi et dimanche, « rencontrer » tous les chrétiens des

quinze diocèses du nord-est du pays, sans oublier ceux du Népal, dont certains fidèles étaient au rendez-vous.

L'épiscopat indien avait sans doute forcé la note en prévoyant un séjour aussi long à Delhi, comme toute « terre de mission », que dans le lointain Kerala, où les catholiques sont cent fois plus nombreux. « Ce programme a été fâcheusement agencé par des évêques à prédominance latine qui ne souhaitaient peut-être pas voir le saint-père s'attarder trop longtemps auprès de populations de rite majoritairement syro-malabar », nous a dit un ecclésiastique originaire du Sud.

Peut-être l'enthousiasme du Sud rachètera-t-il tout cela. Toujours est-il que ce voyage a commencé de façon un peu poussive, comparé à d'autres.

L'illustre visiteur, il est vrai, paraissait se ressentir de fatigues du voyage.

La messe du dimanche matin fut beaucoup plus chaleureuse : Jean-Paul II était si détendu qu'il tourna à peine la tête lorsque, à une trentaine de mètres derrière lui, alors qu'il regardait la sacristie, épopée... quelque chose, gros pétard ou petit engin. La foule, dans les tribunes, vit un peu de fumée et entendit à peine. L'émotion fut grande, en revanche, autour du pape. « C'est un catholique qui a fait le coup », expliqua la police. « C'est un agité qui, selon une coutume locale, avait voulu marquer sa joie du passage du saint-père », précisaient quelques témoins.

Jean-Paul II, comme il l'avait déjà prouvé lors de son bref passage à Casablanca en août 1985, souhaite visiblement sortir de la rhétorique sur la question du dialogue avec les religions non chrétiennes. En Inde plus qu'ailleurs, lancer des passerelles en ce sens est indispensable au chef de la catholicité. Il a, d'ailleurs,

rencontré dimanche, pour la troisième fois en six ans, le dalaï-lama.

L'hommage au Mahatma Gandhi

Il s'est rendu au Raj Ghat — une plate-forme de marbre noir dans un jardin sur les bords de la rivière Jumna, marquant le lieu où le corps du Mahatma Gandhi assassiné a été incinéré il y a trente-huit ans. Pour les autorités, la visite au « sanctuaire » est l'étape obligatoire de tout chef d'Etat ou de gouvernement étranger de passage. Le pape a visiblement pour la « grande âme », l'« apôtre de la non-violence », une affection particulière. Alors que, d'ordinaire, le visiteur dépose une gerbe, observe une minute de silence et plante un arbre, on vit Jean-Paul II, pieds nus, s'agenouiller et demeurer quatre longues minutes en prière. Seuls quelques fidèles de religions hindoues et chrétiennes, et des journalistes étaient présents. Le discours du pape tomba un peu dans le vide. Mais sa photo, abîmée en oraison au Raj Ghat, publiée à la « une » du *Times of India*, devrait,

nous a-t-on assuré, avoir sur l'opinion indienne un impact plus profond que d'autres gestes peut-être plus étudiés.

Aux 124 évêques indiens réunis à Delhi, quelques heures plus tard, au siège de leur conférence, Jean-Paul II a lancé plusieurs messages importants. A une Eglise tiraillée entre des « âmes diverses » (latine et syriaque), il a rappelé tout d'abord l'urgence de l'unité, et a annoncé la publication, « aussitôt que possible », d'un document du Vatican destiné à régler « la question jamais résolue des rites ». Jean-Paul II a aussi appelé l'Eglise indienne à « désigner pour l'Évangile ». Banalité ? Ailleurs sans doute, mais pas dans un pays où la majorité hindoue voit d'un très mauvais œil tout prosélytisme, chrétien notamment.

Soucieux de ne pas donner pour autant l'image d'une communauté par trop militante, le pape a également lancé aux catholiques son appel au « dialogue entre religions ».

JEAN-PIERRE CLERC.

La sainte de Calcutta

Son visage frêle comme une vieille pomme, son petit corps noué dans un étroit saril de coton blanc ou liseré bleu, ses yeux espagés, son sourire, font alors le pèlerinage de Calcutta, son quartier général austère, couleur ciment, au cœur de cette « Cité de la joie » dépeinte par Dominique Lapierre (1), où tous les matins se forment de longues queues et où les soeurs de la charité distribuent, avec les vivres, un peu de soulagement et d'espoir.

A la bataille contre la pauvreté et le dénuement, Mère Teresa va joindre celle contre l'avortement.

reçoit des mains de Paul VI le prix de la paix Jean-Jacques, et, en 1979, à Oslo, le prix Nobel de la paix. Hommes politiques, écrivains, cinéastes, évêques, font alors le pèlerinage de Calcutta, son quartier général austère, couleur ciment, au cœur de cette « Cité de la joie » dépeinte par Dominique Lapierre (1), où tous les matins se forment de longues queues et où les soeurs de la charité distribuent, avec les vivres, un peu de soulagement et d'espoir.

A la bataille contre la pauvreté et le dénuement, Mère Teresa va joindre celle contre l'avortement.



Dessin de CAGNAT.

âge réservé aux jeunes indiennes des hautes castes. Mais dans cette mégapole de 10 millions d'habitants, qui s'étend le mièvre par tous les pores, la soeur Teresa trouve mieux à faire. A trente-huit ans, elle obtient l'autorisation de se consacrer aux bidonvilles et aux plus déshérités. Deux ans plus tard, elle fonde la congrégation des missionnaires de la charité, qui très vite se étend dans le monde. Celle-ci compte aujourd'hui 1 500 religieuses environ.

Dans les rues de Calcutta, s'entassent par dizaines de milliers des êtres démunis de tout. Avec une exceptionnelle chaleur humaine et un sens aigu de l'organisation, Mère Teresa y fonde foyers de mourants, hôpitaux, crèches, écoles et dispensaires. En 1971, à Rome, elle

En 1980, à Rome, un synode sur la famille, elle est vénérée, y compris par les hindous et les musulmans, comme une sainte. Une fraction de la bourgeoisie locale déplore cependant l'image, donnée à travers elle, d'une Inde assimilée aux trottoirs-mourants de Calcutta. Mais elle est la première convaincue des limites de son action.

HENRI TINCCI.

(1) Robert Laffont, 1985.

Pakistan

● Grand rassemblement de l'opposition. — Plus de soixante-dix mille personnes, rassemblées à l'appel du Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD) groupent onze partis d'opposition, ont écouté, mercredi 29 janvier, à Lahore, des discours exigeant de nouvelles élections, et rejetant les restrictions imposées aux partis politiques. Ce meeting, le plus important depuis que le président Zia Ul Haq a mis fin, le 30 décembre, à huit ans et demi de loi martiale, a surtout été l'occasion d'une dénonciation de force pour le Parti du peuple pakistanais (PPP) — parti de M^{me} Benazir Bhutto — composante principale du MRD.

Afghanistan

● Lourdes pertes de la résistance. — Une offensive soviétique, avec l'appui de chars et d'avions de combat, a fait au moins cent quarante morts parmi les résistants dans le sud du pays, ont affirmé, récemment, des sources diplomatiques occidentales à Islamabad. La résistance aurait également subi des pertes importantes dans d'autres régions du pays. Selon les mêmes sources, des installations militaires soviétiques proches de Kaboul ont été bombardées, la semaine dernière, à la roquette. Dans la capitale, une fusillade, qui a duré vingt minutes et dont on ignore les raisons, a été entendue au secrétariat du premier ministre. — (AP, AFP.)

EUROPE

LES ÉLECTIONS AU LIECHTENSTEIN

Le vote des femmes n'a rien changé

De notre correspondant

Berne. — Comme en témoignant les élections parlementaires du dimanche 2 février, le Liechtenstein reste invariablement pareil à lui-même. Rien n'y fait : ni la participation des femmes, qui votent pour la première fois, ni l'entrée en lice d'un troisième parti, qui espérait jouer les trouble-fêtes, n'ont réussi à modifier la belle ordonnance du paysage politique de cette petite principauté d'à peine vingt-sept mille habitants, insérée entre la Suisse et l'Autriche.

Alors que 67 % des douze mille cinq cents électeurs inscrits pouvaient pour la première fois se rendre aux urnes, la nouvelle Diète rassemblée à s'y méprendre à la précédente. Comme il y a quatre ans, l'Union patriotique, plus communément appelée les « noirs », qui a obtenu 50,21 % des suffrages, conserve la majorité, avec huit des quinze sièges du Parlement. Les « rouges », du Parti bourgeois progressiste, qui constituent l'opposition, dispo-

seront comme auparavant de sept mandats. Nouvelle venue sur l'échiquier politique, la Liste électorale libre, de sensibilité moins conservatrice, n'est pas parvenue à atteindre le quorum de 8 % pour faire son entrée au Parlement.

Dirigé depuis 1978 par M. Hans Brunhart, le gouvernement sera vraisemblablement reconduit dans sa composition actuelle : trois postes pour les « noirs », deux pour l'opposition. En fait, les « noirs » et les « rouges », gouvernant ensemble depuis un demi-siècle, se réclament d'une même loyauté envers le prince Hans-Adam et la monarchie constitutionnelle. Ils s'inspirent de la démocratie chrétienne et prônent un libéralisme économique qui a fait du Liechtenstein un véritable paradis fiscal.

Seule nouveauté à l'issue de ce scrutin, une femme élue sous les bannières des « rouges » siègera désormais à la Diète de la principauté.

JEAN-CLAUDE BURRER.

Portugal

Quand le PC fait voter du bout des doigts pour Mario Soares...

De notre correspondant

Lisbonne. — « Si nécessaire, ne lisez pas le nom de Mario Soares, ne regardez pas son portrait, marquez simplement d'une croix le petit carré qui suit dans le bulletin de vote, ce nom et ce portrait. » Cet appel lancé par M. Alvaro Cunhal dans le discours d'ouverture du congrès extraordinaire du PCP, qui s'est tenu à Lisbonne, le dimanche 2 février, illustre bien les difficultés du choix des communistes pour le deuxième tour de l'élection présidentielle portugaise.

Un choix déchirant. D'un côté, M. Freitas do Amaral : un candidat qui a déclenché, selon le PCP, « une dynamique contre-révolutionnaire, fascisante et agressive ». De l'autre, M. Soares, considéré comme l'un des principaux responsables de l'« offensive réactionnaire des derniers années », et devenu, selon M. Cunhal, « le moteur de alliances de droite en vue de l'accomplissement d'une politique de droite ; d'une politique anti-ouvrière, anti-populaire, antidémocratique et antinationale ; d'une politique qui conduit le pays à la crise économique, à l'endettement, au chômage, aux licenciements, au non-paiement des salaires, à la hausse démesurée des prix, (...) à la misère et à la faim ; d'une politique qui a favorisé l'intégration du pays dans la CEE dans des conditions préjudiciables pour l'économie et menaçantes pour l'indépendance nationale ».

M. Cunhal a admis pourtant l'existence d'une différence essentielle entre M. Amaral, « qui appartient à une formation politique d'extrême droite », et M. Soares, « qui représente, en dépit de sa pratique politique, une formation démocratique ». D'où sa décision d'appeler au vote pour le leader du PS.

Sur un millier de congressistes, deux seulement se sont opposés à

une telle orientation. Cette quasi-unanimité est propre aux congrès du Parti communiste ouvert à la presse et peu propices à la confrontation. Cette décision provoque cependant des remous à la base. « Il s'agit sans doute de la décision la plus controversée que nous avons prise ces derniers temps », a avoué M. Carlos Brito, chef du groupe parlementaire du PCP.

Une étape décisive

Les travaux du congrès se sont terminés comme d'habitude par des chants révolutionnaires. A l'unisson, les délégués ont scandé les slogans sur « la force et l'unité » de leur parti.

Cette élection présidentielle risque néanmoins de marquer une étape décisive dans la vie du PCP. Pour la première fois, le parti admet avoir commis des erreurs. « Pendant la campagne pour le premier tour, a dit M. Cunhal, nous avons insisté dans des termes trop fermes et trop définitifs sur notre intention de ne voter en aucun cas pour un des candidats d'autre part « certains camarades », qui, ayant donné leur voix à M^{me} Pinheiro, « ne peuvent pas ne pas reconnaître leur responsabilité dans le défilé de M. Zambal, et par conséquent dans la situation extrêmement grave que nous traversons aujourd'hui ».

Le Parti communiste n'a pas l'habitude des épurations spectaculaires. Les divergences sont réglées en sourdine. Ainsi M. Jaime Serra, ancien membre de la commission politique du comité central, ayant préconisé en 1975 le rapprochement avec l'extrême gauche, s'est-il retrouvé à la tête d'une petite cellule dans une ville de l'intérieur du pays.

Le prochain congrès ordinaire, dont la convocation est déjà prévue, montrera probablement les séquelles de cette élection présidentielle.

JOSE REBELO.

SELON « BILD » ET LE « NEW YORK TIMES »

M. Chtcharanski pourrait être libéré dans le cadre d'un échange de prisonniers

Un échange de prisonniers pourrait avoir lieu dans les prochains jours entre les Etats-Unis et l'URSS, annonce le journal *Bild* en RFA et le *New York Times*. Le quotidien américain précise même la date et le lieu de cet échange : le 11 février prochain, à Berlin, sur le Glienickeer Brücke, un pont qui relie Berlin-Est à Berlin-Ouest.

Toutefois selon les mêmes sources, le dissident soviétique Anatoli Chtcharanski pourrait faire partie de cet échange, qui porterait sur sept à neuf personnes de chaque côté. En revanche, *Bild*, citant des « sources soviétiques haut placées », indique que Moscou a refusé d'inclure dans cet échange l'académicien soviétique Andreï Sakharov, assigné à résidence à Gorki.

Cet accord serait intervenu à l'issue de plusieurs mois de négociations entre Moscou, Washington, Bonn et Berlin-Est. L'avocat est-

allemand Wolfgang Vogel, qui depuis plus de vingt ans joue le rôle d'intermédiaire dans ce type d'affaire, aurait pris une part active dans la mise au point des échanges. La possibilité d'une libération de Chtcharanski avait déjà été évoquée à la veille de la rencontre de Genève entre M. Reagan et M. Gorbatchev (le *Monde* du 2 novembre 1985).

RFA

● Plainte contre le chancelier. — M. Otto Schily, l'un des représentants du Parti vert, a porté plainte contre le chancelier Helmut Kohl, auquel il reproche d'avoir menti devant les commissions d'enquête chargées de tirer au clair le scandale lié au groupe Flick. M. Schily affirme que le chancelier, contrairement à ce qu'il a déclaré, était au courant des dons illégalement versés par le groupe industriel à son parti, la CDU. — (AP.)

A TRAVERS LE MONDE

ÉTATS-UNIS

M^{me} Elena Bonner va pouvoir prolonger son séjour

Newton (AFP). — M^{me} Elena Bonner, épouse du physicien soviétique dissident Andreï Sakharov, a reçu l'autorisation de prolonger son séjour aux Etats-Unis et a pu s'entretenir samedi matin par téléphone avec son mari, à Moscou, dimanche 2 février, sa famille à Newton, dans le Massachusetts. M^{me} Bonner, qui est âgée de soixante-deux ans, se remet actuellement d'un pontage coronarien effectué le 13 janvier dernier. Elle a pu bavarder pendant une demi-heure avec l'académicien, bien que la conversation fût difficile à entendre chaque fois qu'ils abordaient des sujets controversés, a précisé sa famille. M. Yankelevich, gendre de M^{me} Bonner, a toutefois déclaré que celle-ci n'avait pas fait part de l'extension de son visa à son mari, car elle ignorait encore quelle en serait la durée. Elle avait obtenu la permission des autorités soviétiques de pouvoir séjourner trois mois à l'étranger, pour y subir une intervention chirurgicale, et attend maintenant pour en savoir davantage que l'ambassade d'URSS, qui l'avait informée de cette prolongation il y a quelques jours, lui renvoie son passeport.

CHINE

Nouvelles facilités pour les étrangers

Pékin. — La liste des lieux ouverts aux étrangers a été modifiée, le 1^{er} février : le nombre des endroits autorisés sans permis est passé de cent sept à deux cent quarante-quatre. L'ancienne catégorie « B », qui autorisait les visites avec permis, a été supprimée. En revanche, trente et un endroits auparavant ouverts, avec ou sans permis, sont retirés des listes. Parmi ces derniers figurent des sites touristiques comme les tombeaux des empereurs Qing à Dongling, au Heilong, non loin de Pékin, la forêt de pierres de Lunan au Yunnan, les anciennes montagnes sacrées Emel au Sichuan, Hengshan au Hunan et Wutai au Shanxi, les champs pétrolifères de Kanli au Shandong, le canal Drapeau rouge à Lingxian au Hénan ; au Heilongjiang, les trois villes frontalières de l'URSS, Tongjiang, Heihe et Suifenhe, ouvertes l'an dernier, sont elles aussi à nouveau fermées. L'autorisation de s'y rendre redevient à la discrétion des autorités locales ou nationales selon la situation, comme c'est le cas pour le reste du pays. Lhassa, au Tibet, seule capitale provinciale pour laquelle il fallait auparavant un permis, est désormais ouverte. — (Corresp.)

[Pékin a également annoncé que, sous certaines conditions, les étrangers sont désormais autorisés à louer chez l'habitant dans la capitale. En outre, les ressortissants étrangers pourront obtenir leur visa directement dans plusieurs grandes villes chinoises, alors que cette possibilité ne leur était offerte, auparavant, que dans quelques ports et aéroports.]

HONDURAS

La démission du commandant en chef des forces armées

Tegucigalpa. — Quarante-huit heures après avoir démissionné une première fois, puis être revenu sur sa décision, le général Walter Lopez Reyes, commandant en chef des forces armées, a accepté, samedi 1^{er} février, d'abandonner ses fonctions. Avant de se retirer, il a indiqué qu'il allait quitter le pays pour un séjour de deux semaines aux Etats-Unis et qu'il prendrait, à son retour, les fonctions d'adjoint du prochain commandant en chef des forces armées. Il s'est envolé dimanche pour Houston au Texas. Selon le porte-parole de l'armée, le colonel Efraim Gonzalez, chef de l'état-major interarmes, doit assurer l'intérim en attendant la nomination d'un nouveau commandant en chef. La démission du général Lopez aurait été exigée par les Etats-Unis à la suite de ses déclarations hostiles à la politique américaine d'aide aux « contras » nicaraguayens opposés au régime sandiniste. Vendredi, les organisations syndicales du pays lui avaient manifesté leur soutien. — (AFP.)

Mouvement dans la soc

Le mouvement dans la société... (Texte partiellement visible sur la page adjacente)

Mort d'Ah prix Nobel de

Mort d'Ah... (Texte partiellement visible sur la page adjacente)

Mort d'Ah prix Nobel de

Mort d'Ah... (Texte partiellement visible sur la page adjacente)

Mort d'Ah prix Nobel de

Mort d'Ah... (Texte partiellement visible sur la page adjacente)

NS AU LIECHTENSTEIN

mmes n'a rien changé

seront comme auparavant de sept mandats. Nouvelle venue sur l'échiquier politique, la liste électorale libre, de sensibilité moins conservatrice, n'est pas parvenue à atteindre le quart de 8 % pour faire son entrée au Parlement.

Portugal

le PC fait voter

art des doigts

Mario Soares...

une telle orientation. Cette quasi-unanimité est propre aux congrès de Parti communiste ouverts à la critique et peu propices à la controverse. Cette décision provoque cependant des remous à la base.

Une étape décisive

Les travaux du congrès ont été terminés comme d'habitude par des débats révolutionnaires. A la fin, les délégués ont voté la proposition : « la force et l'unité du parti ».

ET LE «NEW YORK TIMES»

aki pourrait être libéré

ans le cadre

ange de prisonniers

allemand Wolfgang Vogel, depuis plus de vingt ans détenu d'intermédiaire dans un échange d'affaires, aurait pu être libéré dans la mise au point d'un échange.

RFA

plainte contre le ministre M. Otto Schäfer, le ministre de l'Intérieur, a été déposée devant les tribunaux.

Suède

Mouvement de grogne dans la social-démocratie

De notre correspondant

Stockholm. — Le gouvernement social-démocrate de M. Olof Palme doit faire face, depuis la présentation d'un nouveau budget d'austérité, le 10 janvier, à une vague de mécontentement parmi ses propres sympathisants.

Beaucoup de partisans de M. Olof Palme ont du mal à comprendre en quoi son action économique correspond à une « politique de gauche »...

leurs yeux, au programme du Parti social-démocrate (SAP). Ces conseillers déclarent « avoir honte d'une politique gouvernementale de gauche adaptée au grand capital ».

Il ne faut sans doute pas exagérer l'importance d'une lettre signée par une poignée de responsables locaux, déjà connus pour leur opposition à la politique du gouvernement en matière d'énergie nucléaire.

Durant ces quatre années fructueuses pour les entreprises, le pouvoir d'achat des salariés a diminué ou stagné, et le nombre de Suédois devant se rendre au bureau d'aide sociale pour obtenir une aide financière a augmenté régulièrement.

Le parti, qui s'exprime rarement aussi ouvertement en Suède, surtout au sein d'un puissant parti où la discipline est sévère, s'est manifesté également dans plusieurs actions syndicales, sociales et démocratiques.

Les frontiers estiment qu'il y a, à présent, à la tête du parti, trop de « carriéristes » et d'« universitaires » qui ignorent ce qu'est un carreau d'usine.

Mort d'Alva Myrdal prix Nobel de la paix 1982

De notre correspondant

Stockholm. — Alva Myrdal, décédée samedi 1er février à Stockholm à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, aimait résumer sa vie et sa carrière en une phrase : « Dans les années 30, je me suis consacrée à la politique familiale, dans les années 40 à la politique scolaire, dans les années 50 à la politique d'aide au tiers-monde, dans les années 60 aux questions de désarmement et dans les années 70 aux relations entre l'Eglise et l'Etat ».

Avec son époux, Gunnar Myrdal (prix Nobel d'économie 1974), elle publie en 1934 la Crise démographique, un ouvrage dans lequel elle lance des idées de réformes particulièrement radicales pour l'époque : la mise en place d'un vaste réseau de crèches et de garderies, les allocations familiales, etc.

Un peu décus, les époux Myrdal retournent en 1938 aux Etats-Unis, où ils avaient déjà séjourné pendant les années de crise économique.

URSS

Quand M. Gromyko inaugure les chrysanthèmes

De notre correspondant

Moscou. — M. Andreï Gromyko est-il satisfait de son sort ? Après avoir contribué à façonner l'Europe de l'après-guerre et rencontré tous les présidents américains sans exception depuis Roosevelt, il a joué un rôle important dans la désignation de Iouri Andropov comme secrétaire général, et décida dans celle de Mikhaïl Gorbatchev. Lui suffit-il aujourd'hui d'inaugurer les chrysanthèmes ?

La fonction de chef de l'Etat est en URSS essentiellement protocolaire, le pouvoir réel appartenant, comme on sait, au parti. M. Gromyko ne l'ignorait pas lorsque, aussi impénétrable que d'habitude, il est monté le 2 juillet dernier à la tribune du Soviet suprême pour faire savoir, en quelques phrases laconiques, qu'il acceptait la charge que lui confiait M. Gorbatchev.

Le contraste est cruel entre les activités présentes et passées de M. Gromyko. Au cours du premier mois d'exercice de ses nouvelles fonctions, en juillet dernier, il s'est borné à signer des oukazes (décrets) élevant à la dignité de « héros du travail socialiste » un

important mouvement diplomatique. — Un important mouvement diplomatique a été annoncé, le 31 janvier, par l'agence Tass. Il prend, apparemment, son origine dans le déplacement de M. Igor Andropov (fil de l'ancien secrétaire général du PC soviétique, Iouri Andropov), qui a abandonné, fin 1985,

Advertisement for Datapoint. Text: Réseau local Aranel. Aux quatre coins de l'entreprise on prend des décisions. Logo: DATAPPOINT MATRA INFORMATIQUE.

A. D.

DROIT D'ASILE

L'Europe, cœur large et porte étroite...

Vingt-cinq associations et organisations humanitaires (1) ont déposé, le mercredi 29 janvier, à Paris, le coup d'envoi d'une campagne pour la défense du droit d'asile, qui doit se poursuivre jusqu'à la fin de l'année 1986. Dans les autres pays d'Europe, d'autres associations se mobilisent, les Eglises s'engagent, allant parfois jusqu'à lancer de véritables campagnes de désobéissance civile. Et le dernier message de M. Paul Harting, quittant, il y a quelques semaines, la direction du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), fut cet appel à l'Europe : « Accordez leur le bénéfice du doute. »

Le droit à l'asile pour tout étranger menacé de persécution pour des raisons politiques, raciales ou religieuses dans son pays est l'un des aspects fondamentaux des droits de l'homme auxquels se réfèrent les vieilles démocraties occidentales. Or ce droit est aujourd'hui menacé. Cela ne se fait pas en toute clarté : on hésite à aborder la question de front, on prend des mesures prétendument dissuasives, mais irra-

qu'incombe en l'espèce le principal fardeau. Alors que des Etats dramatiquement démunis doivent accueillir dans certains cas jusqu'à trois mille personnes par jour, que sont pour la Suède trois mille personnes par an, huit mille pour une Suisse qui ne connaît pas le chômage, que sont trois mille Tamouls aux Pays-Bas pour que ce pays se mette à crier à l'« invasion » ? Les opinions européennes et parfois les gouverne-

ment de personnes menacées dans leur pays en raison d'événements survenus en Europe avant 1951. En 1967, l'Occident prospère et généreux ajouta à ce texte un protocole qui supprimait ces deux réserves de lieu et de date : les portes étaient ouvertes aux persécutés du monde entier. La première mise à l'épreuve arriva en 1973, quand le coup d'Etat militaire à Santiago fit affluer les demandeurs d'asile chiliens, mais aussi argentins, uruguayens et autres qui avaient élu domicile dans le Chili de l'Unité populaire et s'étaient vus contraints à un deuxième exil. Ils furent accueillis sans problème dans une Europe émue.

Puis survinrent, à partir de 1975, les exodes massifs de Vietnamiens, de Cambodgiens, de Laotiens vers la Thaïlande. C'est alors que fut mise en œuvre, sous l'égide du HCR, la politique des quotas, c'est-à-dire l'octroi automatique du droit de ré-

restreint leur politique d'immigration économique. Restait à celui qui fut son pays, pour que l'Europe s'ouvre, à poser un pied à la frontière en prononçant le mot magique comme un Sésame, de « réfugié ». Le demandeur d'asile est dès lors accueilli, très souvent pris en charge matériellement, tandis que s'ouvre une procédure d'examen de son dossier à l'issue de laquelle le statut de réfugié lui sera ou non accordé.

Les opinions européennes, très souvent, ne font pas la différence entre réfugiés, immigrés, travailleurs saisonniers, étudiants et autres étrangers. Les premiers, dans quel que pays, ont focalisé toutes les peurs, toutes les haines de la xénophobie ordinaire, pour des raisons diverses dont la principale est sûrement qu'en tant que demandeurs d'asile ils sont pris en charge sur le plan matériel aux frais du contribuable.

exige que les Sri-Lankais acheteurs d'un billet d'avion pour Paris soient munis d'un visa délivré par son ambassade à Colombo. Les Tamouls ont dès lors délaissé les vols directs pour Paris et sont arrivés aux frontières françaises par d'autres pays

examen approfondi et sans possibilité de recours, soit que l'on rejette automatiquement la demande de tout réfugié ayant transité pendant un certain temps dans un pays tiers, comme le réclame une partie de la droite ouest-allemande. Cela

Plus nombreux, de plus loin

Si les demandeurs d'asile posent problème aujourd'hui en Europe occidentale, c'est parce qu'ils arrivent de plus loin et à un rythme qui s'est très fortement accéléré depuis le début des années 80.

En Suède, on est passé d'une moyenne à peu près constante de 2 000 demandeurs par an à 15 000 en 1985. Au Danemark, de 330 en 1983 à 4 300 en 1984 et à près de 7 000 l'année suivante.

En Suisse, l'augmentation s'est produite dès 1980. Le rythme annuel était d'environ 1 000 par an dans les années 70, il est d'environ 8 000 depuis 1983.

En République fédérale, la première pointe se situe en 1979 et 1980 (108 000) en raison essentiellement de la très forte augmentation du nombre des demandeurs d'asile turcs. Le mouvement a stagné plus de 80 000 en 1985.

Brusque augmentation en Belgique aussi (6 000 en 1985) et aux Pays-Bas (l'on passe de 2 600 en 1984 à 8 300 pour les seuls six premiers mois de 1985

(en raison de l'arrivée de 3 500 Tamouls). Si l'on rapporte le nombre de personnes ayant obtenu le statut de réfugié à la population, c'est le Danemark qui est le plus accueillant immédiatement suivi par la Suisse, puis la RFA, la France et les Pays-Bas.

Pourtant, l'origine des demandeurs d'asile a changé. En République fédérale, à part 6 000 Polonais, tous provenaient en 1985 de pays en voie de développement : Sri-Lankais (17 000), Irakiens, Turcs, Libanais, Indiens, Ghanéens, Palestiniens, Ethiopiens, Palestiniens, Afghans, Bengalis.

Même phénomène en Suisse, où les Tamouls et les Zairois arrivent en tête, ainsi qu'en Grande-Bretagne, où l'origine des réfugiés s'éloigne pour se calquer sur les contours de l'ancien empire britannique Commonwealth ou demeurant zone d'influence britannique (Ghana, Ouganda, Sri-Lanka, Irak, Iran). Même phénomène en Scandinavie avec en tête désormais pour la Suède, outre les Polonais, les Irakiens, les Libanais et les Palestiniens venant du Liban, les Tamouls pour le Danemark.

Le cas des Tamouls

Il est frappant de voir à quel point, dans différents pays, les mêmes causes dérivées entraînent les mêmes effets : là où les capacités des centres d'accueil étaient insuffisantes (au Danemark et en Suisse notamment), on a eu l'idée de loger provisoirement certains demandeurs d'asile dans des hôtels d'habitude fermés hors de la saison touristique. Tollé en Suisse, tollé au Danemark, le pays qui dispose d'une des législations les plus libérales au monde de réfugiés mais où des incidents d'une rare violence ont eu lieu ces derniers mois. A Stockholm, le leader du Parti conservateur affirmait récemment que les Suédois sont choqués de voir des réfugiés profiter d'avantages sociaux : « auxquels ils n'ont pas le droit eux-mêmes, et de voir leurs enfants transportés dans des limousines pour se rendre à des cours dans leur langue maternelle ».

On croirait entendre les militants de l'Action nationale ou de Vigilance, deux mouvements xénophobes qui viennent de se tailler un franc succès lors de diverses élections en Suisse.

Le cas des Tamouls offre l'exemple de l'espèce de « traque », à laquelle les livres de la collection « l'Europe occidentale lorsqu'elle s'estime « envahie ». Il offre un bel exemple aussi de l'entêtement avec lequel une communauté s'obstine à frapper à une autre porte chaque fois que celle d'à côté se ferme, preuve que cette quête d'asile n'est pas pure dissimulation.

Première constatation : la Grande-Bretagne, oubliant qu'elle avait quelques liens historiques avec Ceylan, n'a rien voulu savoir et s'est complètement désintéressée du problème sur ses voisins. Or, depuis la reprise des troubles dans l'île en 1977-1978, à chaque fois qu'un pays européen trouve une parade à l'arrivée des demandeurs d'asile tamouls, les statistiques s'emballent dans les pays voisins, la Suède étant curieusement la seule à ne pas connaître ce problème. La France, la première, a

comme l'Espagne. Puis, en vertu d'un accord tacite ou en tout cas discret, tous les pays européens ont adopté ce système du visa obligatoire pour leurs vols en provenance de Colombo (y compris la Grande-Bretagne, ce qui est tout à fait exceptionnel s'agissant d'un pays du Commonwealth). Mais les Tamouls ont continué d'arriver via Berlin-Est, sur des vols d'Interflug. Après quoi, le train, ou tout simplement le métro pour Berlin-Ouest.

Alors l'Europe a envoyé des « missions » à Sri Lanka, elle a soumis le problème à des tribunaux administratifs. Ils ont conclu que les Tamouls en tant que communautés n'avaient pas droit au statut de réfugié. Il a fallu que deux mille Tamouls quittent de leur propre initiative les Pays-Bas pour que La Haye renonce au programme de rapatriement qu'elle prévoyait de mettre en œuvre. Il a fallu que le HCR envoie une recommandation pour que la Suisse renonce à affirmer ses charters pour Colombo.

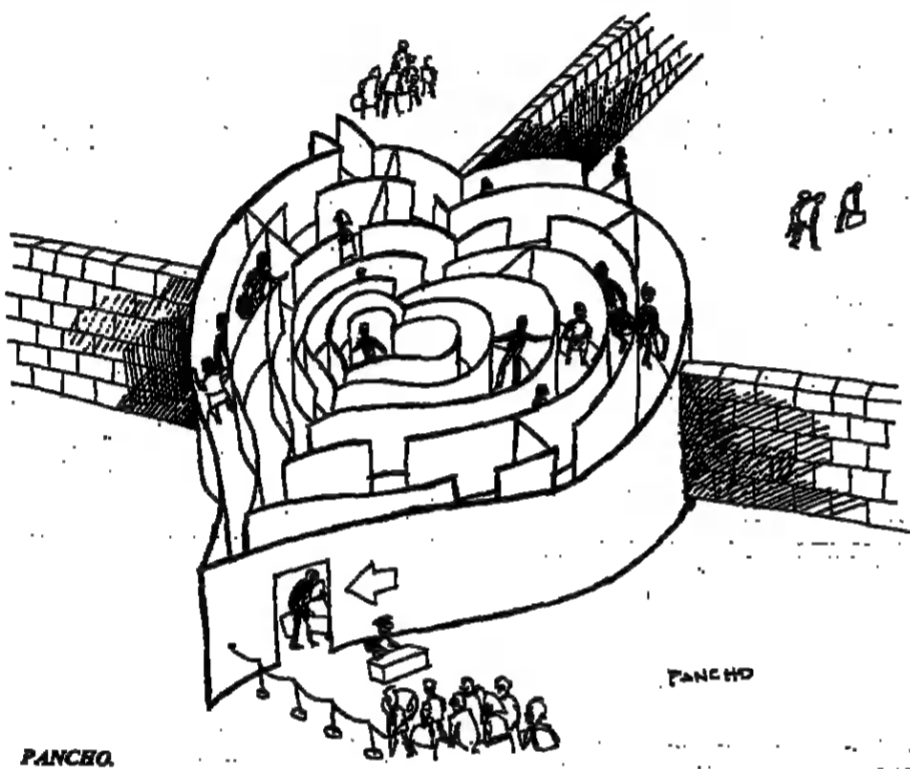
L'art de refouler

Le nombre des demandeurs d'asile tamouls a cependant été brutalement freiné après que la République fédérale ait obtenu de la RDA, en juillet 1985, l'engagement de ne plus laisser transiter par Berlin-Est des Sri-Lankais non munis de visas occidentaux. L'aéroport de Schönefeld était ainsi bouclé à son tour. La Suède et le Danemark viennent d'obtenir, au terme d'une longue guerre d'usure, le même engagement de Berlin-Est pour les ressortissants de neuf pays (Bangladesh, Inde, Sri-Lanka, Irak, Iran, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie).

L'engagement pris par la RDA à l'égard de la RFA et des deux pays scandinaves (moyennant contreparties vraisemblablement) a fait chuter le nombre des arrivées pour les nationalités concernées, ce qui ne fait pas se leurrer : ils reviendront, par Moscou ou ailleurs, car on ne supprime pas un problème en tentant d'en supprimer les effets.

Les pays de l'Europe du Sud (Yougoslavie mise à part) n'ont pas à connaître du problème des réfugiés. Les autres pays ont leurs affinités, historiques ou électives : Libanais, Polonais, ressortissants de ce qui fut l'Indochine bénéficiant en France d'un traitement de faveur ; Irakiens, Afghans, ressortissants des pays de l'Est ont un droit presque automatique à l'asile en République fédérale ; la Suède affirme qu'elle ne fait plus de passe-droit et ne donne plus preuve qu'elle est le seul pays européen à refouler des Polonais ; elle n'en accueille pas moins plus volontiers les victimes des dictatures sud-américaines que les réfugiés du Vietnam. Mais globalement le mouvement de fermeture est notable.

La méthode qui consiste à rétablir l'obligation de visa est en parfaite contradiction avec la convention de Genève, conçue en premier lieu pour ceux qui fuient clandestinement leur pays. D'autres pratiques se sont instaurées ou sont sur le point de l'être : soit qu'on laisse la police des frontières opérer un premier « tri », sans



tionnelles et souvent arbitraires, on conclut en catimini des « arrangements » avec les pays de transit, bref on garde un fond de mauvaises consciences.

Le problème des demandeurs d'asile est en effet paradoxal : non seulement c'est dans les pays qui comptent parmi les plus riches du monde qu'il est débattu de la façon la plus passionnée, mais encore il porte sur des chiffres qui, replacés dans le contexte planétaire, paraissent dérisoires. L'Europe n'accueille en effet qu'une très faible part (de l'ordre de 5 %) des quelque dix millions de personnes qui fuient aujourd'hui les massacres et les persécutions (2). Même si elle contribue, par l'intermédiaire du HCR, à soulager un peu le sort de tous les autres, c'est à un tiers-monde

ments ont développé récemment une espèce de paranoïa sur la question des réfugiés, devenue dans certains pays un problème de politique intérieure majeure, comme en Suisse, ou en tout cas important, comme en Suède, au Danemark ou en RFA.

Prospère et généreuse

Les millions de personnes fuyant les régimes totalitaires qui afflèrent à la fin de la seconde guerre mondiale dans une Europe occidentale exsangue ont posé moins de problèmes. C'est pour eux, et pour ceux qui voulaient échapper aux dictatures franquistes et salazaristes, que fut élaboré, en 1951, la convention de Genève qui reste le texte de base (3). Elle interdisait le refoulement (sans la procédure normale d'examen du dossier) à un certain nombre de réfugiés fixés dans chaque pays hôte. L'Europe, bouleversée par l'écho des massacres et l'horrible aventure des « boat people », se montra encore une fois accueillante, en particulier la France.

Mais de cette zone, du reste de l'Asie, du Proche-Orient et de l'Afrique continuait d'arriver des migrants « hors quotas » fuyant des pays où la violence bien souvent se mêle à la misère. Ce sont eux qui font problème aujourd'hui, parce qu'ils viennent de pays moins connus et sont plus « étrangers », parce que leur nombre augmente, même s'il reste au total de trois fois inférieur à celui des travailleurs immigrés.

A partir de 1974, la plupart des pays européens ont très durement

France : la « poubelle » et le dessus du panier

Tamoul = drogue ; Ghanéenne = prostitution ; Zairois = escroquerie ; l'idée du réfugié s'est enrichie ces derniers mois en France de quelques clichés, grâce à quelques faits divers tapageurs sur fond de polémique autour de l'immigration.

164 000 personnes résidaient en France avec le statut de réfugié au 1^{er} janvier 1985, dont un bon tiers en provenance de pays européens. De nouveaux demandeurs arrivent au rythme de 20 000 par an environ ; 48 % de ces demandes ont été satisfaites par l'Office français pour les réfugiés et apatrides (OFPRA) en 1984, contre un taux de 90 % il y a dix ans.

Il y a parmi les demandeurs des « privilégiés », auxquels la France accorde un traitement de faveur en raison des liens historiques qui l'attachent à leur pays d'origine : ils n'ont pas à passer par la longue procédure de la demande d'asile, et le marché du travail leur est immédiatement ouvert à leur arrivée. Les plus nombreux dans cette catégorie sont les réfugiés de l'ex-Indochine (92 000) qui entrent dans les « quotas » fixés avec le HCR. Certains réfugiés d'Amérique latine bénéficient en France du même traitement spécifique, ainsi que les Libanais depuis le début de la guerre et les Polonais. La France réserve au principe le même accueil aux Afghans et aux Irakiens : ce qui n'a pas empêché qu'un petit scandale éclate l'été dernier lorsqu'une famille afghane fut renvoyée à Orly vers le Pakistan.

A côté des « privilégiés », il y a les « sans problème » : ceux qui viennent en petits effectifs de pays très variés et dont l'accueil en France est allé pour l'instant « sans histoire » ;

ainsi les Haïtiens (3000), les Egyptiens, les Ethiopiens, les Guinéens, pour ne citer qu'eux.

Restent ceux sur qui les polémiques se focalisent, en France comme dans les pays européens voisins, au premier rang desquels les Tamouls. Sur les 20 000 qui à ce jour sont venus frapper à la porte de l'OFPRA, un sur dix seulement a obtenu le statut de réfugié.

Voilà qu'on découvre que des Tamouls sont impliqués dans des affaires de fraude aux ASSÉDIC (en cours d'instruction), puis, plus encore, dans un trafic d'héroïne qui servirait à financer la guérilla à Sri-Lanka. Voilà que l'on commence à s'apercevoir que des Chinois quittent Pékin, Hongkong ou Bangkok et espèrent profiter de l'hospitalité réservée aux ressortissants de l'Asie du Sud-Est arrivent en France avec des passeports laotiens, cambodgiens ou vietnamiens.

Abandon

Deux autres nationalités surtout sont aujourd'hui sur la sellette : les Zairois et les Ghanéens. Les premiers (trois mille inscrits à l'OFPRA au 1^{er} janvier 1985) continuent d'arriver au rythme de 250 par mois environ, bien que trois sur quatre se voient refuser le statut de réfugié. La réponse réservée aux demandeurs d'asile ghanéens est encore plus sévère : 95 % de rejets. La découverte d'une fraude zairoise aux ASSÉDIC il y a quelques années puis d'un réseau de prostitution de Ghanéennes dans le dix-huitième arrondissement de Paris a apporté des arguments aux adversaires du droit d'asile.

Il y eut une époque (dans les années 50) où trois cent mille personnes se mirent à arriver près du double des effectifs actuels, répartis en France avec le statut de réfugié. Après une période basse, le nombre des demandes a recommencé à s'accroître. Certaines soutiennent que l'OFPRA est devenue la « poubelle » de l'Office national de l'immigration (ONI), depuis que ce dernier est tombé en désuétude. Autrement dit, ceux qui n'ont plus leur chance comme immigrants économiques du fait des restrictions se reconvertaient vers l'asile politique. Ce lien supposé de causalité est faux : les Maghrébins, qui furent le plus massivement touchés par les mesures de fermeture aux travailleurs étrangers, sont pratiquement absents du registre des demandeurs d'asile, de même que les émigrants traditionnels de l'Afrique francophone. En outre, le taux d'acceptation des demandes par l'OFPRA est en nette diminution - 85 % seulement sur les dix premiers mois de 1985, et 90 % de rejets des pourvois par la commission des recours (1). Reste à savoir ce que deviennent ceux dont la demande n'a pas abouti. Les reconduire à une frontière, comme le proposent certains, c'est tout simplement se désintéresser du problème sur un pays voisin : les renvoyer chez eux, c'est dans la plupart des cas (pour les Tamouls par exemple) les exposer à un risque.

Certains vont donc rejoindre les rangs des clandestins. Mais combien ? « Beaucoup de ces gens, dit un avocat parisien qui suit les affaires de demandes d'asile, vivent dans une telle angoisse pendant l'examen de leur dossier qu'un jour ou l'autre ils abandonnent et repartent. » Une autre polémique enfin est venue se mêler à la question des réfugiés : la France serait devenue une terre d'asile des « terroristes ». Le gouvernement socialiste a rompu en septembre 1984 avec l'angélisme avec lequel il abordait précédemment cette question, en décidant d'extraire trois militaires basés vers l'Espagne et d'en expulser quatre autres.

C'est pour la surveillance de cette législation et son application dans le cadre que vingt-cinq organisations humanitaires ont lancé une campagne le 29 janvier (Le Monde du 30 janvier). Les réponses (ou non-réponses) au questionnaire qu'elles ont adressé sur le sujet aux partis politiques français justifient en effet certaines inquiétudes pour l'avenir.

En fait, les seuls réfugiés qui posent un problème réel sont ceux qui viennent en nombre important et les Tamouls, ou les Irakiens en Scandinavie. Ce n'est pas « vrai » ou « faux » : demandeurs d'asile selon que l'on se réfère à tel ou tel critère, leur exode est un phénomène que l'on ne peut évaluer. C'est pourquoi certains suggèrent qu'un moins on tente de mettre sur pied pour eux avec les pays voisins du leur, l'Inde pour les premiers, la Turquie pour les seconds des programmes d'assistance. Or les pays européens n'ont jusqu'à présent tenu de coordination que sur le plan policier. Une autre coordination est en train de se mettre en place au niveau européen : celle des organisations d'aide aux réfugiés, dont l'un des objectifs est de promouvoir notamment l'interprétation la plus favorable du droit.

(1) Parmi les vingt-cinq premiers signataires de l'appel, citons le MRAP, France terre d'asile, la CIMADE, Amnesty International, le GISTI, le Syndicat de la magistrature.

(2) Il y a en Somalie, 1 réfugié pour 7 habitants, 1 pour 32 au Soudan, 1 pour 34 au Pakistan, par exemple.

(3) Aucun pays de l'Est n'a signé cette convention.

Cette page a été réalisée par Danielle Eward et Claire Tréan avec nos correspondants en Europe : H. de Bresson (Rome), F. C. (Londres), A. Dobov (Stockholm), J.-A. Frolan (Bruxelles), T. Malinik (Madrid), R. Ter Steege (Amsterdam), I. Vichulac (Genève).

Les réflexions

Repères

Économie chinoise

Une synthèse inédite sur la modernisation conduite en Chine.

Les Éditions La Découverte

politique

Le RPR et l'UDF pris en tenaille

(Suite de la première page.)

Les analyses convergentes des instituts de sondage et des spécialistes des partis, selon lesquelles l'UDF et le RPR disposeront d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale s'ils recueillent au moins 43 % des suffrages, ont eu pour conséquence de cristalliser la campagne autour de trois points :

- L'UDF et le RPR s'efforcent de faire comprendre aux Français qu'ils représentent la seule force de gouvernement crédible. Qui d'autre, disent-ils, peut prétendre gouverner avec une majorité absolue à l'Assemblée nationale ?

- Le Parti socialiste, qui a renoncé par réalisme à caresser l'idée d'un gouvernement minoritaire (M. Jospin ne croit pas à l'hypothèse avancée par M. Billardon, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et par M. Chevènement), se bat pour faire tomber le RPR et l'UDF au-dessous du fameux seuil des 43 %.

- Les « petits » sont éliminés de ce débat. Il y a longtemps que le RPR et l'UDF affirment qu'ils gouverneront seuls, sans le Front national. Et les socialistes n'ont pas fait grand cas de l'« inflexion » du PC, qui, en s'attaquant à la droite plutôt qu'au PS, a changé de cible principale.

et à ôter à la droite un grand plaisir : M. Mitterrand avait affirmé qu'il n'interviendrait pas pendant la durée de la campagne officielle, privant ainsi son camp de sa meilleure arme pendant trois semaines. Le chef de l'Etat en est revenu aux bons vieux principes de la dissuasion : il n'exclut pas d'appuyer sur le bouton à parole entre le 24 février et le 14 mars. M. Giscard d'Estaing l'a puissamment aidé à prendre ce virage en douceur lorsqu'il a reconnu à « L'heure de vérité » qu'il ne pourrait pas reprocher à son successeur d'agir comme lui-même en 1978 (1).

Si le brouillard de la campagne électorale se déchire en lambeaux, il n'en va pas de même pour la suite. M. Mitterrand ne veut toujours pas entendre parler du mot « cohabitation » et de l'hypothèse d'une victoire de l'opposition qui le sous-tend. On sait toutefois que :

- M. Barre ne voterait pas la confiance à un gouvernement de cohabitation. Mais on ignore s'il sera seul, ou si quelques-uns de ses amis (combien ?) le suivront jusqu'au bout de sa démarche.

- M. Mitterrand n'est guère enclin à « négocier », dans une telle hypothèse, avec son futur premier ministre, sur la répartition des rôles, idée suggérée par MM. Rocard et Chirac. Ce n'est pas son genre, dit-il, bien qu'une telle « négociation » ne soit pas interdite par la Constitution.

- Il n'y aura pas de « domaine réservé » au chef de l'Etat. Sur ce point, tout le monde est d'accord. Mais M. Mitterrand remarque tout de même que le responsable de la

décision « fatale » (la guerre nucléaire) ne peut pas être absent de l'analyse des données internationales qui la sous-tendent. On ne le « cachera pas dans un trou » lors des sommets internationaux.

En fait, il semble bien que, en refusant la théorie inventée par M. Chaban-Delmas du « secteur réservé », M. Mitterrand veuille signifier que le président de la République est compétent bien au-delà de la diplomatie, dont il fait son affaire, comme en témoigne la préface du livre qu'il vient de publier. Tout appartient à son « domaine », qui n'a d'autre limite que la Constitution.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) M. Giscard d'Estaing était ainsi intervenu à la veille du premier tour de scrutin, alors que la campagne officielle était achevée. M. Mitterrand continue d'exclure d'intervenir de la sorte.

Une élection cantonale

CHARENTE-MARITIME : canton de Porn (1^{er} tour) Ins., 8 680 ; vot., 4 997 ; suff. ex., 4 837. - MM. Delapeyronnie, RPR, 3 082 ; Réélu ; Mias, PS, 1 378 ; M^{me} Carmoussé, PC, 366.

[M. Fernand Delapeyronnie, RPR, a été réélu dès le premier tour de cette élection partielle. Il a obtenu 63,92 % des suffrages exprimés. Il avait été élu conseiller général de ce canton au premier tour des élections cantonales de mars 1985, mais son mandat avait été annulé par le tribunal administratif, qui avait constaté que le nombre d'enveloppes décomptées à l'issue du scrutin était supérieur de treize à celui du nombre des votes relevés sur les listes d'émargement. M. Delapeyronnie n'avait disposé la barre des 50 % des exprimés que de quatre voix.]

En mars 1985, les résultats avaient été les suivants : Ins., 8 820 ; vot., 6 281 ; suff. ex., 5 993. - MM. Delapeyronnie, 3 001 ; Jaubert, ex-MRG, 2 224 ; M^{me} Carmoussé, PC, 504 ; M. Briard, FN, 264.]

L'INAUGURATION DE L'ÉCOLE NATIONALE DE LA PHOTOGRAPHIE

Les réflexions de M. Mitterrand entre deux poses



A Arles, M. Mitterrand s'est longuement penché sur une séance de pose organisée par les élèves. Tout sourire, il s'est assis à table dans un décor à la Feytaud, entre M^{me} Georgina Dufoix, en robe blanche et M. Gaston Defferre, dont l'habileté consistait à ce qu'il pensait « couvrir le plus tard » à la chaise de Brancusi. « Les nouveaux qui s'installent sur les bancs publics... »

Photo P. Parrot-Sygnia.

M. François Mitterrand a inauguré samedi 1^{er} février à Arles, l'École nationale de la photographie (le Monde écrit 2-3 février). Plusieurs milliers de personnes lui ont réservé un accueil chaleureux, de la place des Arènes à l'école aux cris de « Mitterrand président » et « On va gagner ».

Le président de la République ne s'est pas départi une seconde de son sourire lorsqu'il a bavardé ensuite avec les journalistes devant les

quelques il a ironisé sur les divisions de l'opposition, noté qu'il conviendrait de changer de mode de scrutin « de temps en temps », dit sa certitude d'être président de la République encore pour deux ans et avoué qu'il n'avait pas prêté « serment sur l'Évangile » lorsqu'il a promis de ne pas intervenir pendant la campagne officielle des élections législatives. Voici quelques-unes des réflexions de M. Mitterrand, arbitrairement classées :

« Je me méfie de moi »

BADINTER : à propos de M. Robert Badinter qui, pour une raison inconnue, est absent des affiches électorales du gouvernement, M. Mitterrand note que M. Roland Dumas n'y est pas non plus et déclare : « Chaque fois que j'en rencontre un, je lui dis : Ah, mon pauvre ami ! »

BARRE-CHIRAC-GISCARD : M. Mitterrand a « beaucoup d'estime » pour M. Barre. « Je lui suis très reconnaissant », assure-t-il à propos du comportement de l'ancien premier ministre pendant la campagne législative.

M. Chirac affirme que l'opposition est plus unie qu'il n'y paraît ? « C'est à lui d'en faire la démonstration », note M. Mitterrand.

M. Giscard d'Estaing veut rassembler « deux Français sur trois » ? M. Mitterrand remarque que ce thème correspond à la situation actuelle des chefs de file de l'opposition : « C'est comme cela que ça se passe, à deux sur trois... »

« Chacun m'aide à se façonner », ajoute-t-il. « Je n'ai pas observé qu'aucun d'entre eux m'ait vraiment compliqué la tâche. »

CERTITUDE : « La seule chose certaine dans les deux ans à venir, c'est que je serai président de la République. Ce qui est incertain, ce sont les autres. Moi, je serai là. Pour le reste, c'est le peuple français qui va décider. »

COHABITATION : néant, encore néant (le Monde du 8 janvier).

CONSEILLERS : « Dans un livre que j'ai lu, on dit que mes conseillers exercent trop d'influence. Vous ne pouvez pas savoir comme ils ont été heureux de lire cela ! Cela a été pour eux une de ces surprises ! »

ÉCHECS : « Je ne suis pas un joueur et je déseste ça. Enfin, j'ai joué aux échecs, et à la coïncidence au service militaire. Et ça m'a suffi, dès l'âge de vingt-cinq ans. J'ai toujours pensé que le temps

est trop précieux. On a toujours quelque chose de mieux à faire. Mais je le suis peut-être [joueur] sur un autre plan. »

ÉVANGILE : la promesse formulée naguère par M. Mitterrand selon laquelle il n'interviendrait pas pendant la campagne officielle (à partir du 24 février), n'est pas « un serment sur l'Évangile », « Je n'interviendrais pas en dehors des limites prévues par la loi », c'est-à-dire après la clôture de la campagne (le 14 mars). Intervenir, remarque-t-il, « j'en ai parfaitement le droit, jusqu'à la clôture. Certainement pas au-delà des délais, ce serait illégal. Si le premier citoyen de France ne respecte pas la loi, alors qui le respectera ? Quand je prends le volant, c'est sûr que je me tiens à carreau. Et si j'allais atterrir une contravention ? Je me méfie de moi. »

MODE (de scrutin) : « C'est très bien, le scrutin majoritaire. Je n'ai de religion pour aucun scrutin. Mon expérience me dit qu'il faut en changer de temps en temps. La première fois, il donne le meilleur. La deuxième fois, la malignité humaine s'en mêle. Le troisième, ça devient franchement impossible. Le scrutin majoritaire reviendra un jour ou l'autre. Il faut éviter les habitudes. Si on y revient, il faudra s'y prendre à temps (pour redécouper les circonscriptions) et confier ce soin à une commission composée de gens qui apportent des garanties d'impartialité (...). Donnez-moi le fin du siècle et je vous ferai ça. »

PARTI (socialiste) : « Je ne suis pas intervenu dans les meetings du Parti socialiste. Le Parti socialiste est, paraît-il, venu dans mes réunions. »

PÉTROLE : « En 1985, le pétrole a coûté plus cher qu'en 1984, contrairement à ce qui a été dit. Les six premiers mois ont été extrêmement lourds. Malgré le pétrole on a amélioré la situation économique. Maintenant, le

L'intervention du chef de l'Etat

Les données d'un affrontement entre grandes puissances (PS d'un côté, UDF-RPR de l'autre) ainsi posées, restait à apaiser l'angoisse des socialistes,



HUMIDIFICATEUR D'AIR À EFFICACITÉ VISIBILE (Procédé : ultrason)
Pour bureaux et maisons jusqu'à 150 m²
Respirez l'air pur, sans bactéries et dans le silence, comme si vous étiez à la montagne.
Distributeur : Joseph Brandt, Comète N.N. DRAP, 06340 LA TRINITÉ
Tél. : 93.27.11.34. Téléc. : 462.227. F

(Publicité)

TROIS DEFIS, TROIS PARTAGES DEBAT

LIBRE GAUCHE

Présidé par Huguette BOUCHARDEAU

avec la participation de
Jean-Michel BELORGEY - Jean-Pierre COT
Michel DELEBARRE - Georgina DUFOIX - Edgard PISANI

qui répondront aux questions de
André CAMPANA et Albert DU ROY

Mardi 4 février 1986 (19 heures-22 heures)
Hôtel Méridien, Paris (Porte Maillot)
Contact « LIBRE GAUCHE » - Téléphone 47-47-04-46

Dans la collection
Repères
François Lemerre
L'économie chinoise
N° 39
32,50 F
Une synthèse brillante sur la modernisation conduite en Chine.
aux Editions
La Découverte

POUVOIRS
1986
36
le ministre
contraintes
histoire
étranger
évolutions
carrières
chef d'une administration
cabinets
et le Parlement
hiérarchies
démissions
et après...
jacques rigoud
serge barstein
ed page
matthi dogan
daniel gade
bernard cheuot
guy carcassonne
jacques limozzy
jean foyat
didier maus
jean-luc bodiguel
Publié avec le concours du C.N.R.S.
puf
LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

te...

examen approfondi et sans possibilité de recours, soit que l'on accepte automatiquement la demande de tout réfugié ayant transité par un certain temps dans un pays tiers, comme le réclame une partie de la droite ouest-allemande. Cela

aux, de plus loin

(en raison de l'arrivée de 3 500 Tamouls).

Si l'on rapporte le nombre de personnes ayant obtenu le statut de réfugié à la population, c'est le Danemark qui est le plus accueillant immédiatement suivi par la Suisse, puis la RFA, la France et les Pays-Bas.

Partout, l'origine des demandeurs d'asile a changé. En République fédérale, à partir de 6 000 Polonais, tous présents en 1985 de pays en voie de développement : Sri-Lanka (17 000), Irakiens, Turcs, Libanais, Indiens, Ghanéens, Pakistans, Ethiopiens, Palestiniens, Afghans, Bengalis.

Même phénomène en Suisse où les Tamouls et les Zélandais arrivent en tête, puis les Grecs, les Espagnols, ou l'origine des réfugiés s'éloigne pour se calquer sur les confins de l'ancien empire devenu Commonwealth ou demeurant zone d'influence britannique (Ghana, Ouganda, Sri-Lanka, Irak, Iran). Même phénomène en Scandinavie avec en tête désormais pour la Suède les Polonais, les Irakiens, les Libanais et les Palestiniens, venant du Liban, les Tamouls pour le Danemark.

s'accompagne souvent de refus de l'immigration dans le premier pays d'arrivée qui revient à renvoyer le réfugié à la Turquie ou au Pakistan par exemple.

La République fédérale a décidé de mettre en place un système plus cohérent, dont l'objectif est de décourager les « faux réfugiés », qu'on soupçonnerait de vouloir simplement pour travailler. Or, depuis 1980, interdiction de travailler pendant toute la durée de la procédure (parfois jusqu'à cinq ans) pour ceux qui ne sont pas reconnus comme réfugiés (le plus souvent les demandeurs d'asile). Mais, en 1985, après une période creuse, le nombre des demandeurs d'asile a augmenté et grimper en RFA les réfugiés sont beaucoup plus nombreux, mais pas plus dissuadés que les demandeurs d'asile. Les demandeurs d'asile sont beaucoup plus nombreux et les réfugiés sont beaucoup moins nombreux. Partout le nombre de demandeurs d'asile est en hausse et le nombre de réfugiés est en baisse. Accordé le statut de réfugié à trois mille personnes en 1985, contre mille en 1984, ce chiffre correspond pour partie à une immigration plus étroite de la nouvelle année.

En fait, les seuls réfugiés qui posent un problème réel sont ceux qui viennent en nombre important de pays en voie de développement, comme les Tamouls, ou les Irakiens, les Libanais. Quels soient les « faux », demandeurs d'asile, ou les réfugiés, ce qui est sûr, c'est que l'on ne peut enrayer cette immigration sans enrayer celle-ci.

Certains suggèrent qu'il faut tenter de mettre sur pied un accord avec les pays voisins qui, au lieu de pousser les réfugiés vers les frontières, les accueillent dans leurs pays. Or les pays en développement jusqu'à présent n'ont pas voulu que sur le plan politique, une autre coordination soit mise en place au lieu de celle des organisations de réfugiés, dont l'un des objectifs est de promouvoir l'immigration la plus favorable au pays.

(1) Parmi les signataires du MRAP figurent des députés de la majorité de l'Assemblée internationale de la gauche, le Syndicat de la magistrature.

(2) L'y a en Suède, l'immigration pour 30 000 personnes, pour 34 au Pakistan, par exemple.

(3) Aucun pays de l'Europe n'a signé cette convention.

Cette page a été réalisée par Danièle Rouard et Claire Tréau avec nos correspondants en Europe : H. de Bresson (Rome), F. Cornu (Londres), A. Debève (Bruxelles), J.-A. Frajon (Stockholm), Y. Malkin (Madrid), K. Ter Steege (Amsterdam), I. Vichard (Genève).

POLITIQUE

La réunion du comité central du PCF

« Rééquilibrer la gauche »

À la veille de la réunion du comité central de ce lundi 3 février, les dirigeants communistes ont confirmé l'inflexion du discours observé lors du passage de M. Georges Marchais à « l'heure de vérité », le 22 janvier. Prioritairement antisocialiste, le thème électoral du PCF s'est recentré sur des arguments plus fortement dirigés contre la droite. Le nouveau mot d'ordre est celui d'un « rééquilibrage de la gauche » au profit du PCF.

Au cours d'un meeting de soutien à la liste communiste du Pas-de-Calais qui rassemblait quelque 5 000 personnes - 10 000 selon les organisateurs - samedi à Lens, le secrétaire général du Parti communiste a affirmé : « Vous ne pouvez permettre à la droite de revenir au pouvoir. Elle y a été pendant des années, elle a enfoncé le pays dans la crise. Ses dirigeants ont toujours été du côté des riches et des puissants. » Devant un public attentif mais bruyant, qui a conspué les noms de M. Mitterrand, de M. Mauroy, des ministres socialistes - traités de « jalnans » - et de M. Le Pen, M. Marchais a dressé un très sévère bilan de la politique conduite depuis 1981 et a exhorté les communistes à « mener une réflexion » sur ce sujet, alors que, selon lui, « la droite et le PS veulent en empêcher par leur propagande ».

Invité dimanche à un banquet de soutien à la liste communiste du Val-de-Marne à Villecote-Saint-Georges, le dirigeant communiste a estimé que « voter communiste à côté que voter gauche pour une autre politique ». « C'est, a-t-il poursuivi, rééquilibrer la gauche dans le bon sens en ayant le souci de faire du Parti communiste une force qui compte plus qu'aujourd'hui. C'est

voter pour le rassemblement des forces populaires. » Qualifiant la droite de « réactionnaire, autoritaire et antipopulaire », M. Marchais a également dénoncé le PS, dont « la politique, désastreuse pour vous aujourd'hui, continuera demain avec la droite avec laquelle il a conclu une stratégie d'alliance ».

M. Fiterman : le président « prend un risque »

Le même jour, M. Charles Fiterman était invité du « Grand Jury RTL-Le Monde ». L'ancien ministre des transports, tête de liste communiste dans le Rhône et « candidat anti-Barre », a considéré que le président Mitterrand « joue une partie de ping-pong politique » avec M. Barre. Pour le secrétaire du comité central, « il y a une convergence entre le président de la République et M. Barre. Les propos qu'a tenus ce dernier récemment suscitent beaucoup de commentaires. Chacun voit bien qu'ils gênent M. Chirac et donnent des arguments au président de la République ».

M. Juquin dans une fédération « rénovatrice »

De notre envoyé spécial

Blénod. - Pour un beau plateau, c'était un beau plateau. Physique de rugbyman mais ancien coureur cycliste, le maire communiste de Blénod (Meurthe-et-Moselle), M. Michel Bertelle, avait mis les petits plats dans les grands, samedi 2 février. Les dames étaient allées chez les coiffeurs, les messieurs s'étaient mis sur leur trente et un et les gosses étaient à la fête pour l'inauguration de deux bâtiments culturels et sportifs de cette municipalité lorraine.

Le spectacle, ce n'était pas seulement la présence de l'éternel second, « Pouppou » (Poulidor), de l'épigramme

chanteuse Sapho derrière ses lunettes noires, du groupe africain Touré Kunda, du footballeur Eric Martin, au physique de jeune premier tourmenté, ou de M. Aldo Platini, le papa de Michel, conseiller technique de l'AS Nancy-Lorraine. On n'était pas venu pour s'émouvoir de la qualification de l'équipe de foot de Blénod en seizièmes de finale de la Coupe de France. Les communistes de cette fédération « rénovatrice » de Meurthe-et-Moselle s'étaient déplacés pour entendre « autre chose », pour se ressourcer et penser pendant un après-midi que leur abatement n'était pas fondé.

Plus à droite que M. Le Pen : le groupe Militant !

Qu'il est dur, quand on est d'extrême droite, de vouloir rivaliser avec le Front national ! Cela l'est encore plus lorsqu'on a définitivement choisi l'ingratitude de l'anonymat comme le fait depuis quatre ans le groupe Militant, sous le prétexte de défendre des valeurs essentielles abandonnées au profit de l'électoralisme.

C'est donc dans la plus stricte intimité - à peine une quinzaine de membres - que cette formation « nationaliste populaire » s'est discrètement réunie la semaine dernière dans l'arrière-salle d'un restaurant parisien, afin de présenter ses options nationalistes et ses ambitions politiques pour 1986.

« On ne peut pas nous taxer d'arrivisme », explique M. Patrice Chabaille, le secrétaire général du groupe. « Nous avons quitté le Front national au moment où nous savions qu'il allait périr. »

« Aujourd'hui », soulignent MM. Pierre Pauty et Pierre Bousquet, deux autres anciens du FN « tout nous sépare du Front ». Au premier rang des préoccupations de Militant, l'immigration. Selon ses armoiries, le Front national n'a pas le volonté de se donner les moyens de la politique qu'il prône. Au contraire, Militant, lui, se dit prêt à réclamer l'abrogation de la loi Pleven réprimant toute discrimination raciale : le groupe souhaiterait en outre obtenir le réexamen des naturalisations déjà accordées : « On remonterait, disons, jusqu'à la guirlande d'Algérie », suggère M. Pauty. Avec ses amis, il estime que ces mesures « constituent la condition sine qua non pour juguler l'immigration et pour

préserver les caractéristiques fondamentales de notre peuple ». Car Militant ose le dire : il est pour la préservation biologique de la race européenne, qu'il ne conçoit naturellement que blanche et pure.

Suite logique de ces thèses, le groupe Militant réclame aussi l'abrogation de la loi sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, ainsi que l'annulation du texte réprimant l'apologie des crimes de collaboration, tout cela pour « garantir la paix civile en France et la paix européenne, ainsi que la concorde entre tous ».

Face à cela, le discours du Front national apparaît d'une grande modération. « Jamais Le Pen ne dira ça, tranche avec mépris un membre de Militant : il a un besoin insoufflé de respectabilité, du coup, à ses côtés, il a des juifs, des Arabes... »

Suprême reproche adressé au chef du Front national par cette fraction rivale : son goût immodéré pour les notables, dont il truffe ses listes. « En général, estime M. Pauty, 60 % des candidats du Front sont issus d'une couche sociale représentant 2 % de la population, c'est tout à fait normal. »

Les autres sujets de discorde ne manquent pas : l'éducation, la défense, la sécurité sociale, les grandes options économiques... C'est pourquoi le groupe Militant, opposé à cette droite qu'il considère comme « bourgeois et ultra-libérale » et qui s'incarne, selon lui, dans le Front national, refuse de soutenir M. Le Pen aux élections législatives.

JALONS ANECDOTIQUES DE L'HISTOIRE COMMUNISTE

Les almanachs de « l'Humanité »

Savez-vous que le retour de la robe longue est une mode réactionnaire qui ne convient qu'aux femmes oisives ? Vous souvenez-vous que Joseph Staline fut le disciple génial du grand Lénine ? Vous savez-vous qu'il n'y a pas de pays comme on n'en voit même pas en rêve ? Quant à Jeanne d'Arc, vous ignorez sans doute qu'elle est dotée d'une seconde fois au bûcher comme « terroriste » en 1947, avant d'être célébrée comme une héroïne nationale de la résistance au même titre que Danielle Casanova en... 1951.

Ces jalons anecdotiques de l'histoire communiste, Mme Marie-Claire Lavabre les a détachés en feuilletant la collection des almanachs de l'Humanité, chargée de recherches au CNRS (Centre national de la recherche scientifique), elle a récemment présenté une communication sur la « tradition communiste » au travers du prisme des almanachs, à la Fondation nationale de science politique à Paris (1).

La robe longue rétrograde, c'était dans l'almanach de 1931 consacré à l'année précédente. Le Staline génial, c'était dans celui de 1939, et l'URSS, pays redoux, dans le n° de 1953. Il est vrai qu'il ne s'agit que de la traduction française d'un conte russe pour enfants.

D'abord baptisé *Almanach bolchévique*, cette petite brochure éditée fin 1924 pour l'année 1925 devient l'année suivante *Almanach ouvrier et paysan*, reconnu officiellement par le PCF comme étant le premier d'une série de publications annuelles éditées par la parti. Cette « publication familiale » a pour but de « soustraire [ses lecteurs] de l'emprise idéologique de l'almanach de la bourgeoisie ». Dès la concurrence. En 1935, la collaboration des journalistes de l'Humanité est explicita, en 1947, l'almanach est édité par l'Humanité et, en 1964, la mention « ouvrier et paysan » passe à la trappe.

En se plongeant dans la mémoire communiste pour tenter une « reconstruction du passé », Mme Lavabre s'est plus particulièrement attachée à l'image de l'URSS (thème dominant jusqu'en 1956) et à l'écriture de l'histoire de France. Conclusion : « Dans la mémoire historique, les acteurs du socialisme peuvent ne pas être modifiés mais c'est

(1) Mme Lavabre publie en collaboration avec M. Peschansky, ingénieur-chercheur au CNRS, un article intitulé « Image de l'URSS diffusée par le PCF, soixante ans d'almanach » dans la Revue des études slaves (premier trimestre, 75 F), éditée par l'Institut du même nom, 9, rue Michelet, 75006, Paris. Tél. : (1) 43-26-50-83.

SOFRES-OPINION 1986

Les surprises de l'électorat de droite

Opinion publique 1986, qui paraît aux éditions Gallimard, est le troisième volume d'une série annuelle rassemblant les principaux sondages de la SOFRES. Commentées et réunies en perspective par des journalistes (Alain Duhamel, Serge July), des universitaires (Olivier Duhamel, Elisabeth Poirier, Marie-France Poirier), ces études - qui portent en fait sur l'année 1985 - permettent de mesurer les évolutions de la société française.

Elles instruisent également sur les attitudes de l'électorat, avant les scrutins de mars. C'est pourquoi nous publions ci-dessous des extraits de l'analyse de M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques à la SOFRES.

« Sûr de sa victoire en mars 1986, que veut l'électorat de droite ? Vaincre les socialistes, bien sûr, mais est-il partisan d'une véritable « rupture avec le socialisme » ? Les années 70, après la mort du général de Gaulle, avaient vu la constitution d'un bloc conservateur par absorption du centriste, le rattrapement très rapide de sa base électorale - dès 1974, le rapport de forces entre la droite et la gauche se fixe à 50/50 - et la progression d'une idéologie dominante d'orientation social-démocrate. Pour certains, la gauche l'avait emporté dans les esprits bien avant de gagner les scrutins de mars. C'est pourquoi nous publions ci-dessous des extraits de l'analyse de M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques à la SOFRES.

« Mais l'opposition est-elle unie, ses électeurs sont-ils des partisans déterminés du libéralisme, appellent-ils de leurs vœux « la révolution conservatrice » proclamée ici ou là ? »

Un électorat soudé face à la gauche, favorable à une politique libérale, adepte des thèmes sécuritaires... L'analyse, si elle devait se limiter à cela, ne surprendrait guère : les électeurs de droite seraient tout à fait conformes à l'idée que l'on s'en fait, y compris chez leurs dirigeants. Mais si l'on se penche sur ce que l'électorat de droite ne veut pas, l'analyse bouleverse bien davantage nos idées reçues.

Les sympathisants du Front national qui, jusqu'à présent, adoptaient des attitudes très voisines du RPR et de l'UDF s'en éloignent fortement. Leurs références idéologiques sont moins intenses - 56 % pour le premier mentionné cité au lieu de 75 % environ pour l'UDR et le RPR. Le mot « droite » vient certes en tête et le gaullisme n'est plus honni, mais chez les partisans de M. Le Pen, la référence à l'extrême droite vient en seconde position dans le palmarès idéologique.

Qu'en est-il aussi des deux critères majeurs qui constituent l'essence des droites conservatrices : la remise en cause de l'égalitarisme dans nos sociétés contemporaines et le retour à une certaine forme d'ordre moral ? O surprise, sur ces deux lignes de partage, les électeurs de droite se montrent très éloignés de l'esprit conservateur traditionnel.

UDF, RPR, Front national se veulent en aucun cas de la suppression du SMIC, ils sont attachés au maintien du collège unique de la 6^e à la 3^e. Ils refusent la disparition des diplômes nationaux dans l'enseignement supérieur, ils s'opposent, enfin, à la suppression de l'impôt sur la fortune. Malgré la tentation sécuritaire, les sympathisants de l'UDF et de RPR n'ouvraient pas qu'il soit

mis fin à l'attribution automatique de la nationalité française aux enfants d'étrangers. Refus, enfin, de l'ordre moral à travers deux exemples : les électeurs de droite ne veulent pas rétablir les tribunaux militaires ni remettre en cause l'IVG.

Sur tous ces points, les électeurs de droite se montrent assez unis. Il est frappant de constater qu'au Front national, les sympathisants ne réclament pas la suppression de l'IVG et qu'ils sont en majorité favorables au maintien du SMIC. Quant aux électeurs du RPR, ils sont divisés, comme leurs dirigeants, sur l'avortement, mais ils refusent de mettre en cause l'attribution automatique de la nationalité française ou l'impôt sur la fortune. (...)

Les électeurs de l'opposition se prononcent certes pour une nouvelle politique économique, si elle favorise l'initiative individuelle et la

déréglementation, mais ils la refusent tout aussi nettement si elle met en cause la protection sociale ou entraîne des opérations-vérité dans les services publics. Les électeurs UDF et RPR n'accepteraient pas la suppression des subventions de l'Etat aux entreprises publiques, ils ne souhaitent pas la suppression du contrôle des changes, ils refusent massivement la diminution de la durée des indemnités de chômage ou le développement d'un système d'assurances-volontaires pour garantir la protection sociale. Les électeurs de droite vont jusqu'à refuser la possibilité d'affecter une partie de leurs impôts à des fondations, des mouvements religieux ou des parties politiques. Décidément, la France de 1985 n'est pas l'Amérique de M. Reagan.

SOFRES - Opinion publique 1986. Gallimard éditeur, 110 F, 255 pages.

Plus à droite que M. Le Pen : le groupe Militant !

Qu'il est dur, quand on est d'extrême droite, de vouloir rivaliser avec le Front national ! Cela l'est encore plus lorsqu'on a définitivement choisi l'ingratitude de l'anonymat comme le fait depuis quatre ans le groupe Militant, sous le prétexte de défendre des valeurs essentielles abandonnées au profit de l'électoralisme.

C'est donc dans la plus stricte intimité - à peine une quinzaine de membres - que cette formation « nationaliste populaire » s'est discrètement réunie la semaine dernière dans l'arrière-salle d'un restaurant parisien, afin de présenter ses options nationalistes et ses ambitions politiques pour 1986.

« On ne peut pas nous taxer d'arrivisme », explique M. Patrice Chabaille, le secrétaire général du groupe. « Nous avons quitté le Front national au moment où nous savions qu'il allait périr. »

« Aujourd'hui », soulignent MM. Pierre Pauty et Pierre Bousquet, deux autres anciens du FN « tout nous sépare du Front ». Au premier rang des préoccupations de Militant, l'immigration. Selon ses armoiries, le Front national n'a pas le volonté de se donner les moyens de la politique qu'il prône. Au contraire, Militant, lui, se dit prêt à réclamer l'abrogation de la loi Pleven réprimant toute discrimination raciale : le groupe souhaiterait en outre obtenir le réexamen des naturalisations déjà accordées : « On remonterait, disons, jusqu'à la guirlande d'Algérie », suggère M. Pauty. Avec ses amis, il estime que ces mesures « constituent la condition sine qua non pour juguler l'immigration et pour

« Vous est-il déjà arrivé de recevoir votre journal par porteur spécial ? »

Philippe Messine
LIBERTÉ ÉGALITÉ MODERNITÉ
Promesses et menaces de la modernisation

Un livre qui ramène enfin à l'essentiel... Le Monde diplomatique

Facile à lire... Une grande bouffée d'air frais... Libération

Impitoyable, sans jamais être injuste... Beaucoup d'humour... Lu 80 francs

Éditions La Découverte

«Le FINANCIAL TIMES est livré chaque jour à ses abonnés par porteur spécial sans supplément de prix».

Pour bénéficier de ce service, renvoyer le coupon-réponse à : Ben Hughes, Financial Times, Centre d'Affaires Le Louvre 168, rue de Rivoli 75044 Paris Cedex 01

Nom Adresse

..... désire s'abonner au Financial Times pour 6 mois (340 F) □ pour 1 an (1.540 F) □ ci-joint chèque bancaire à l'ordre du Financial Times France Ltd

Propos et...
M. Chirac...
super-pro...

M. Chalandon

M. St...

M. Gaudin... M. M...

M. Millon...

M. Bouchard... de c...

LE FINANCIER

Une lettre

Dans la collection Repères

Le comportement électoral des Français

Quel est l'impact réel des médias sur les choix des électeurs ? Pourquoi vote ? Pourquoi et comment ?

Éditions La Découverte

POLITIQUE

Propos et débats

M. Chirac : M. Mitterrand super-premier secrétaire

M. Jacques Chirac, venu soutenir à Evreux la liste RPR que conduit M. Jean-Louis Debré dans l'Eure, a déclaré : « Les Français comprennent la diversité qui enrichit mais rejettent la division qui affaiblit. Ce n'est pas l'opinion du président de la République qui est importante mais celle des Français qui vont se prononcer. Nos adversaires ont intérêt à mettre en évidence ce qui peut diviser l'opposition. Ne prétons pas la flamme par notre comportement si ces attaques qui pourraient être meurtrières. »

M. Chirac a également évoqué le rôle de M. Mitterrand « devenant super-premier secrétaire du PS, revêtu de l'habit un peu sinistère du premier secrétaire ».

M. Chalandon : que M. Barre soit modéré

M. Albin Chalandon, ancien ministre, qui conduit la liste RPR dans le Nord, a déclaré au « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 2 février : « Je regrette l'attitude de Raymond Barre. Je ne vois pas l'avantage qu'il y a à s'en prendre aux partis de l'opposition et aux dirigeants de ces partis. C'est une attitude qui va à l'encontre de l'aspiration à l'union qui est actuellement à la base, d'autant qu'entre ses positions et celles des autres dirigeants de l'opposition il n'y a pas véritablement de désaccord. C'est dommage que Raymond Barre ait cette attitude. Il faudrait qu'il se modère un peu. S'il pense en termes de présidentialité, ce n'est pas un jeu innocent, mais dangereux pour l'opposition. Si des blessures s'ouvrent, elles peuvent ne pas se refermer. »

A la question de savoir si M. Barre est un libéral, M. Chalandon a répondu : « Il est ambigu. Comme premier ministre, il a libéré les prix industriels, mais en même temps son gouvernement a poursuivi une politique d'intervention dans les milieux industriels que je considère négative, et dont il faut avoir le courage de sortir. »

M. Stim : Charles X

M. Olivier Stim, député non-inscrit du Calvados, chef de file de la liste socialiste dans la Manche, assure dans un communiqué : « En diminuant les impôts des cent mille familles les plus riches, en permettant des licenciements sans contrôle et en remettant en cause le SMIC, la plate-forme UDF-RPR propose le programme le plus réactionnaire que les Français ont eu à juger depuis longtemps. Si Charles X l'avait connu, il ne l'aurait pas dévoué. »

M. Gaudin : M. Mitterrand dans les meubles

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, tête de liste dans les Bouches-du-Rhône : « Si M. François Mitterrand veut rester dans les meubles après le 16 mars, c'est son droit. L'essentiel, c'est qu'il ne soit plus dans les cours et que les Français lui signifient bien leur désaccord. »

M. Millon : M. Barre l'union

M. Charles Millon, député UDF de l'Ain, a déclaré au « Forum » de RMC dimanche 2 février : « L'électorat doit choisir les hommes politiques qui défendent exactement l'intérêt de la France. M. Barre est le meilleur garant de l'union. C'est lui qui grand véritablement en charge l'intérêt de la France. Il représente le refus du compromis et de la compromission. François Mitterrand cherche à compromettre M. Barre, son principal adversaire. Il le présente comme un diviseur pour l'affaiblir. Mais M. Barre est celui qui synthétise le mieux l'opinion de toute l'opposition. »

M^{me} Bouchardeau : un gouvernement de consensus

M^{me} Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, se prononce, dans une interview diffusée par l'ACP (Agence centrale de presse) le dimanche 2 février, pour un « gouvernement de consensus » si le PS obtient plus de 30 % en mars prochain. Elle estime que, dans cette hypothèse, « c'est le droit qui sera contraire à la cohabitation » et qu'« il faudrait fabriquer un programme de gouvernement différent des plate-formes présentées durant la campagne électorale ».

M^{me} Georgia Dutoix, MM. Michel Doleberre et Edgar Pisani sont les invités d'un colloque organisé le 4 février par les amis de M^{me} Bouchardeau, réunie dans le club Libre gauche.

LE FINANCEMENT DE « L'UNITÉ »

Une lettre de M. Estier

Répondant à la polémique qui se développe sur le financement de l'Unité, M. Estier, directeur de l'hebdomadaire du PSE, nous écrit : « Reprenant un article du Canard enchaîné auquel je répondis par ailleurs dans le prochain numéro de l'Unité, le Canard enchaîné a daté vendredi 1^{er} février, sous le titre un peu rapide « Le financement de l'Unité mis en cause », a fait état des sommes portées par un industriel du Nord contre l'Unité « qu'il aurait financé à hauteur de plusieurs millions de francs ». L'information ainsi présentée est totalement fautive. L'industriel en question, après avoir bénéficié des fonds de l'Unité, a de lui-même signé pour sa société, sans la moindre contrainte et sans qu'il s'agisse d'une quelconque contrepartie, plusieurs contrats de publicité, étalés sur trois années (1983 à 1985), contrats qui ont été établis en bonne et due forme et normalement exécutés, avec parution aux dates demandées comme le montrent les pièces justificatives dont je dispose. »

« L'intéressé avait d'autre part été proposé pour l'ordre national du Mérite, et la lettre de moi dont il fait état lui indique seulement que je me suis enquis auprès du ministre - ce qui est une démarche courante de la part d'un député - de savoir quel était l'état d'avancement de son dossier pour cette décoration, que je n'avais évidemment pas le pouvoir de lui faire attribuer et qu'il n'a d'ailleurs pas obtenue. »

Un projet local

Il le fallait, car la rumeur, ici, on n'y échappe pas. Journaliste professionnel, ancien du Montagne et du Clermont-Ferrand du Matin de Paris, M. Fabius, jusqu'au 10 octobre dernier, fut des bureaux du cabinet de M. Laurent Fabius, chargé des relations avec la presse. Missionnaire du journalisme sur ordre ? Non, c'est un choix personnel, professionnel et convaincu. Je ne suis pas l'envoyé spécial de Fabius, ce n'est ni un journal socialiste ni un quotidien électoral que nous allons faire. Au contraire, un journal populaire et de référence, ouvert à toutes les réalités calédonniennes et de la zone du Pacifique, tolérant et modéré, où l'information est dissociée, très visiblement, de l'opinion.

Ce plaidoyer acquiert quelque crédibilité quand on sait que ce projet est bien local et non métropolitain. Directeur de la publication, M. Jean-François Bijon, gérant de la Compagnie générale pour le développement économique du Pacifique (COGEDES), en effet,

AGRESSIONS CONTRE LES JOURNALISTES D'UN NOUVEAU QUOTIDIEN

Bataille de presse à Nouméa

Une semaine avant la parution, à Nouméa, d'un nouveau quotidien, le Journal de Nouvelle-Calédonie, prévu pour le 10 février, ses journalistes sont victimes de manœuvres d'intimidation. Samedi matin 1^{er} février, le rédacteur en chef, M. Jean-Paul Besset, a été légèrement brûlé par la fumée émise par un véhicule sur les sièges de sa voiture, garée devant son domicile. Plus tard, samedi soir, une secrétaire de rédaction utilisant le même véhicule a été poursuivie par un break Peugeot 505 où se trouvaient trois Européens.

Cherchant à provoquer un accident, ceux-ci ont poussé la voiture sur le bas-côté de la route, après avoir insulté sa conductrice en ces termes : « Partez, sales communistes ». M. Besset a porté plainte contre X... Le Journal de Nouvelle-Calédonie, financé par le groupe d'un riche homme d'affaires du territoire, M. Gaspard Ravel, se vend au « vrai prix » d'un véritable journal de territoire, les Nouvelles calédonniennes.

Notre envoyé spécial

« M. Jean-Paul Besset annonce la couleur : « Nous créons un quotidien parce qu'il n'y en a pas eu. La démocratie, surtout avec les problèmes aigus que connaît le territoire, ne peut fonctionner sans information. Or, les Nouvelles calédonniennes, c'est un journal d'opinion qui a une grille de lecture des événements forcément partielle. C'est un journal du passé. Nous, nous voulons l'avenir en faisant un pari sur l'intelligence des Calédonniens : ils doivent pouvoir se former un jugement à partir d'informations fiables, recoupées. »

C'est clair : le Journal de Nouvelle-Calédonie ne veut pas être bon. Face au monopole des Nouvelles calédonniennes, qui diffuses à 14 000 exemplaires, son rédacteur en chef engage une bataille pour la première place. Il garde son calme, malgré les menaces - aujourd'hui concrétisées - qui furent formulées dès le lendemain de son arrivée de métropole, en novembre dernier, par de mystérieux émissaires européens de « comités patriotiques » tout aussi mystérieux.

Avec son équipe de douze journalistes - recrutés, à trois exceptions près, sur place - il voudrait que ce pays échappe aux peurs et aux rumeurs, accepte de regarder en face une réalité forcément contradictoire et pluraliste. Pari difficile, après les tensions de l'année 1985, mais qui cherche à refléter cette pensée - provisoire ? - que vit aujourd'hui la Nouvelle-Calédonie, avec l'accent mis sur le développement des régions. Patiemment, M. Besset a expliqué à tous les « décideurs » du territoire, « grands médias » et aux dirigeants indépendantistes du FLNKS, en passant par les responsables - anti-indépendantistes - du RPCR de M. Jacques Lafleur, député RPR, ou encore les entrepreneurs qui jouent un rôle dans la vie de comptoir de Nouméa.

EDWY PLENEL

« L'Union calédonnienne veut participer aux élections. - Le comité directeur de l'Union calédonnienne (UC), principale composante du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), a prononcé, le 1^{er} février, pour la participation du mouvement indépendantiste aux élections législatives. Cette décision a été acquiescée à la majorité des deux tiers des députés de l'UC, élus à la tribune de la Conception, près de Nouméa. Elle a été précédée par le président du FLNKS, M. Jean-Marie Djissou, vice-président de l'UC, dans une interview publiée le 10 janvier par la Croix : « Nous avons décidé de ne plus nous en tenir aux institutions qui pérennisent des institutions coloniales - (le Monde du 11 janvier). L'UC souhaite que le FLNKS, qui doit consacrer prochainement une convention à ce sujet, adopte une position unitaire. Mais le FLNKS, autre composante du FLNKS, s'est déjà prononcé contre la participation au scrutin. De toute façon, le député indépendantiste tant, M. Pijot, âgé de soixante-dix-huit ans, membre de l'UC, ne se représentera pas. »

IL REVIENT!



Charles de France

LA GAULE M'INQUIÈTE

« Que les Français arrêtent de se plaindre! Durant mon règne déjà, Boussac n'était pas content, l'ouvrier non plus et personne entre les deux. »

APOSTROPHES LE 31 JANVIER

Editions Olivier Orban

Orat de droite

déréglementation, mais ils la refusent tout aussi nettement si elle met en cause la protection sociale ou entraîne des opérations-vérités dans les services publics. Les électeurs UDF et RPR n'accepteraient pas la suppression des subventions de l'Etat aux entreprises publiques, ils souhaitent pas la suppression du contrôle des changes, ils refusent la diminution de la durée des indemnités de chômage ou le développement d'un système d'assurances-volontaires pour garantir la protection sociale. Les électeurs de droite vont jusqu'à refuser la possibilité d'affecter une partie de leurs impôts à des fondations ou mouvements religieux ou de partis politiques. Décidément, la France de 1986 n'est pas l'Amérique de M. Reagan.

que M. Le Pen : l'opinion Militant!

« Préserver les caractéristiques fondamentales de notre peuple. Car Mitterrand ne dit pas qu'il est pour la préservation biologique de la race européenne, que ne conçoit naturellement que blanche et pure... Suite logique de ces thèses le groupe Militant réclame l'abrogation de la loi sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, ainsi que l'annulation du texte réprimant l'épologie des crimes de collaboration, tout cela pour garantir la paix civile en France et la paix européenne, ainsi que la concorde entre tous. »

Face à cela, le discours de Front national apparaît d'une grande modération. « M. Le Pen ne dit pas qu'il est pour un bassin insulaire de stabilité, de paix, de sécurité, de justice, des Arabes, de l'extrême droite, de la droite du Front national, de cette faction locale : son geste est de défendre les valeurs, de truffer les faits. » En 1985, M. Le Pen a été élu député de la 5^e circonscription de la Seine-Saint-Denis, il a obtenu 10,5 % des voix.

Les autres sujets de grande résonance sont : l'indépendance de la justice, la sécurité sociale, les grandes options économiques. C'est pourquoi le groupe Militant, opposé à cette droite qui considère comme « réactionnaire et ultra-droite » et qui a refusé selon lui, dans le Front national, de refuser de soutenir M. Le Pen aux élections législatives.

« Il est déjà arrivé de lire votre journal sur spécial ? »

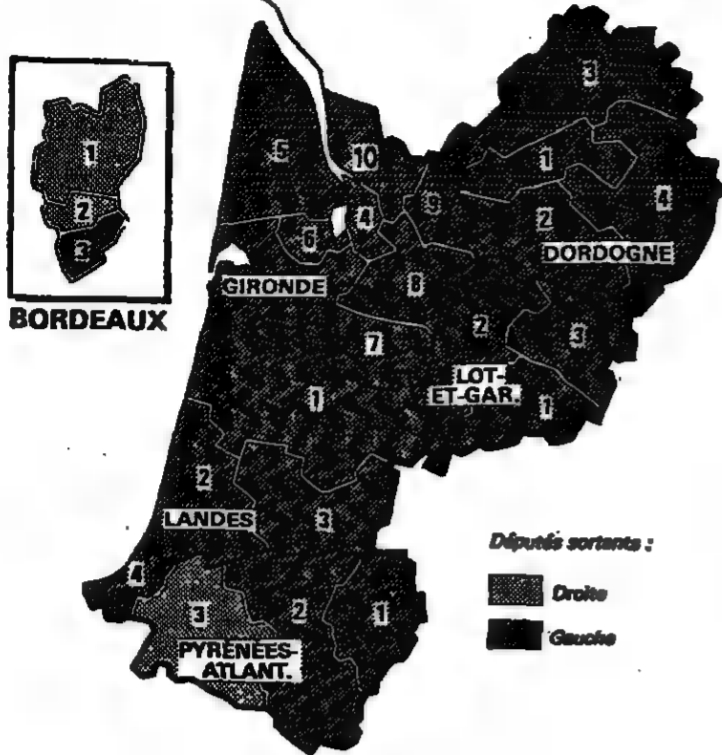
Publicité pour « Promesses et menaces modernisation ». Texte : « Quel est l'impact réel des médias sur les choix des électeurs ? Qui vote ? Pourquoi et comment ? »

Publicité pour « la collection Repères ». Titre : « Le comportement électoral des Français ». Prix : 32,50 F.

Publicité pour le Centre de Perfectionnement aux Affaires (CPA). Texte : « Les candidatures sont invitées à déposer leur dossier le plus tôt possible, pour ne pas risquer d'être reportées à une session ultérieure. »

AQUITAINE (I)

Une partie de tir à la corde



L'Aquitaine politique a toujours semblé ébranlée par le poids de la Gironde et de Bordeaux, une « capitale » dont l'agglomération représente la moitié de la population du plus grand département de France. La Gironde abrite elle-même la moitié de la population régionale. Sur le plan économique, ces rapports de forces se retrouvent, même si l'on peut penser que l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne, en ouvrant de nouvelles perspectives économiques et incitant à un plus grand dynamisme. Les élus ne s'y trompent pas, qui, dans leurs discours, accordent une large place au sujet, soulevant les chances et les risques d'une telle « aventure ». Nicole Pary, secrétaire régionale de l'Assemblée européenne en Aquitaine, qui figure sur la liste régionale du Parti socialiste dans les Pyrénées-Atlantiques, ne manque pas, sur ce thème, de mener une campagne offensive. « L'Aquitaine a plus à espérer qu'à redouter de l'Europe à court terme », affirme-t-elle.

Politiquement, les Girondins plaident si lourd qu'on les accuse volontiers d'être contraincteurs à l'extrême. Dans leur département, onze députés seront élus le 16 mars, contre

trois dans les Landes et en Lot-et-Garonne, quatre en Dordogne et six dans les Pyrénées-Atlantiques. Et sur les quatre-vingt-trois conseillers régionaux, trente-quatre seront girondins. Ce rapport fait qu'en Aquitaine chaque problème se résout souvent par une sorte de partie de tir à la corde entre la Gironde d'un côté et les quatre autres départements réunis de l'autre. A ce poids s'ajoute l'incontestable prédominance du maire de Bordeaux. Si l'on révisait aux socialistes la présidence de la région, M. Jacques Chaban-Delmas n'a toutefois pas pu empêcher la formation, autour de Jean François-Poncet, ancien ministre, sénateur (Gauche dém.) de Lot-et-Garonne, d'une véritable force politique « centrée » bien décidée à rééquilibrer le jeu de l'opposition, quitte à en désaccorder avec le RPR, dont l'impérialisme a fini par apparaître comme déclinant trop pesant.

Les socialistes, eux, du jour de leur défaite, ont déserté complètement la scène, bien que gauche et droite soient représentées à égalité au conseil régional. Les élections au suffrage universel honoreront ces rapports en faveur de l'opposition actuelle, qui a su, tant sur ses listes régionales que sur ses listes législatives,

favoriser le renouvellement des hommes (dans les Pyrénées-Atlantiques, les Landes et en Lot-et-Garonne).

L'influence de la Gironde est cependant atténuée par les forces centrifuges qui agitent actuellement le PS. Ancien véritable chef n'a pu s'y dégager, et les socialistes de Dordogne, des Landes et des Pyrénées-Atlantiques suivent avec passion mais à distance une lutte au contenu qui ne peut que leur profiter en affaiblissant la Gironde.

Il reste pourtant un homme important en Aquitaine, dont nul ne sait quelle part exacte il prend aux événements actuels : il s'agit de François Mitterrand, qui possède une maison dans les Landes où il se retire chaque semaine. Le Latché, comme Valéry Giscard d'Estaing allait s'appeler au fort de Brégançon. Celui-ci avait choisi les Landes pour s'isoler, son successeur préfère la forêt. Nul ne sait si les ardeurs constituent un ressort très sûr contre le complot venu de la Gironde et des autres départements voisins. Et si ce bras armé jusqu'à Latché, François Mitterrand ne pourrait-il pas décider de s'en valoir pour ramener un peu de paix autour de sa maison ?

Quand « Chaban » doit gérer l'« après-Chaban »...

De notre correspondant

Bordeaux. — A défaut d'être une terre de contrastes, la Gironde est une terre de clichés. Elle a un fleuve qui charrie tous les limons du quart sud-ouest de la France, les bons vins, la gastronomie, Mauriac mise à mort, le pantéon des écrivains bordelais, et M. Jacques Chaban-Delmas, dont le nom est à lui seul un confluent. Parmi ces clichés, il en est de tenaces, comme celui, par exemple, du duc d'Aquitaine retiré dans ses terres.

Suivant la saison politique, il y vaquerait en toute liberté ou, au contraire, ne pourrait sortir qu'avec une extrême prudence de son domaine bordelais. C'est ainsi que des chefs de bande socialistes ont réussi quel que temps à occuper d'importantes positions à proximité du palais Rohan, le maire de Bordeaux, M. Michel Sainte-Marie, maire de Mérignac, a présidé la communauté urbaine de Bordeaux de 1977 à 1983, tandis que M. André Labarrère, maire de Pau, puis M. Philippe Madrelle, président du conseil général de la Gironde, prenait la direction de la région.

M. Jacques Chaban-Delmas a pourtant brisé l'image du vieux baron cadant sa mission dans l'air que belle grâce de son donjon, pour reprendre celle du conquérant. Ce fut d'abord la communauté urbaine de Bordeaux en 1973, puis le département, et enfin la région en mars de l'année dernière.

Les deux premières victoires furent acquises à la loyale sur le champ de bataille électoral, avec une opposition maladroite et le soutien de M. Jacques Chaban-Delmas. La région, elle, fut reconquise de façon plus subtile. M. Jacques Chaban-Delmas, en effet, a toujours préféré, dans l'arène politique, montrer son habileté à l'usage plutôt que de faire étalage de sa propre force. Avec lui, jamais combat ne s'est terminé par une mise à mort. Il a toujours su se ménager pour l'avenir adversaire un ennemi déjà vaincu qu'il avait contribué lui-même à relayer, plutôt que d'attendre un ennemi inconnu venu de l'importe où. M.M. Michel Sainte-Marie et Philippe Madrelle,

leaders pendant plus de dix ans du Parti socialiste girondin, sont les exemples vivants de cet art accompli de la corrélation sans mise à mort.

Tout cela, le jeu subtil des équilibres entre eux par le maire de Bordeaux, mais aussi le respect, voire la fascination, qu'il inspire à ses amis comme à certains socialistes, n'ont pas résisté au choc de la proportionnelle. On parlait jusqu'à présent des préparatifs de l'« après-Chaban ». C'en est fini du dernier des beaux clichés politiques aquitains. Le maire de Bordeaux doit, dès maintenant, gérer l'« après-Chaban ». Et pourtant, le prestige et le pouvoir de

l'ancien premier ministre n'ont sans doute jamais été aussi grands : les Aquitains de tous bords croient à son équilibre de premier ministre, à son entourage, est totalement convaincu, et cette thèse serait plutôt renforcée par les socialistes locaux.

La remise en cause du *status quo* définitif de l'« après-Chaban » vient d'abord des partis de l'opposition. Jamais les relations entre le maire de Bordeaux et l'appareil girondin n'ont paru aussi idylliques. Il n'empêche que, cette fois, M. Jacques Chaban-Delmas a été beaucoup plus mal à l'aise pour ses propres vus. La composition des listes régionales en témoigne. Il ne peut garder le contrôle de la situation grâce à un CNIP maintenant officiellement en vie depuis plusieurs années, singulièrement réveillé et gonflé par l'occasion qui pourrait bien venir de son futur pouvoir, au département comme à la région, après le 16 mars.

M. Jacques Chaban-Delmas s'est d'abord servi du CNIP pour limiter les ambitions de l'UDF avec l'ancienne composition du RPR. Il devra utiliser à nouveau les armes en mars prochain. Mais, cette fois, pour maintenir tout le monde dans les rangs. C'est ainsi, par exemple, que sa liste régionale est composée de huit RPR, huit UDF et cinq CNIP, en position équilibrée. Il ne faut donc pour personne en Gironde que les membres du CNIP ainsi désignés soient tout les fidèles du maire de Bordeaux et, pour la plupart, incapables de faire un pas en dehors de la voie qu'il leur a tracée.

Faillies

Il se pourrait même que ce groupe se trouve en fait d'un ou deux autres CNIP qui se sont glissés dans les listes du Front national. M. Marcel Vauthier, maire de Saint-Emilion. Soit, exclu par le CNIP, il n'en continue pas moins à revendiquer cette conquête, tout comme l'amitié et le soutien de M.M. Philippe Malaud (président du CNIP) et Jacques Chaban-Delmas.

La pression du FN sur le maire de Bordeaux n'en a pas moins été sensible dans la composition de la liste régionale, essentiellement urbaine, au point qu'un véritable vent de révolte souffle dans tout le nord de la Gironde, qui s'estime sous-représenté. Les élus de la rive droite protestent d'autant plus que M. Jacques Chaban-Delmas et les RPR avaient usé d'arguments géographiques pour imposer à l'UDF ses candidats aux législatives et se substituer à elle pour leur octroyer un rang.

Une autre série de contentieux sont apparus avec l'UDF. Ils montrent que le maire de Bordeaux a moins bien résisté que par le passé aux ambitions des uns et des autres. Le système Chaban a laissé apparaître quelques failles qui devraient se révéler beaucoup plus nettement dès le 17 mars. Il était évident lors de la présentation solennelle des listes d'opposition conduites par M. Jacques Chaban-Delmas que seul le sentiment — dominant à l'UDF mais aussi perceptible au RPR — d'avoir à partir pour la dernière fois sous une bannière unioniste aidait à surmonter un mécontentement quasi général.

Ces failles ne sont rien en regard des manifestations du Parti socialiste. La désorganisation provoquée, en mars 1985, par la chute de M. Philippe Madrelle, du département et de la région, a été aggravée

par les contentieux entre courants, particulièrement à l'intérieur du RPR. A. Trop occupés à la lutte pour le contrôle de leur fédération, les socialistes girondins sont bien loin de pouvoir mettre en avant des ambitions départementales ou régionales. A la fin janvier, leur liste régionale était toujours pas prête, et la liste générale, au point qu'il fallait recourir plusieurs fois aux arrangements.

M.M. Michel Sainte-Marie et Gilbert Mitterrand ont eu un coup de force sur la fédération girondine qui devait leur permettre, d'une part, de composer une liste régionale à leur convenance et, d'autre part, de renforcer leur autorité sur l'appareil, au détriment de M. Catherine Lalumière. Une intervention du bureau exécutif national a annulé ces décisions obtenues par surprise. Les Girondins ont dû reprendre les négociations pour parvenir à des solutions conformes aux équilibres définis par le congrès de Toulouse.

Actuellement, M. Chaban-Delmas bénéficie du soutien d'une partie du courant A, des rocardiens et du CERES.

Suspensions à l'extrême droite

Le Front national présentera partout des listes de rassemblement en Gironde. Cependant, le risque de souffrir d'une concurrence lancée par le Front d'opposition nationale, né de la dissidence apparue l'été dernier. En Gironde, comme en d'autres départements français, les responsables du Front avaient opéré une stratégie de remise en ordre et ont prononcé quelques élections. Les seuls à avoir rejoint le Front d'opposition nationale. Ils en sont toujours à chercher à présenter une liste. Leurs principaux griefs visent l'appareil du parti qu'ils accusent de n'être pas fidèle à Jean-Marie Le Pen, et dont ils disent qu'il est devenu noyauté, en Gironde, par des anciens membres du RPR et du SAC, envoyés là par M. Chaban-Delmas. Pour le Front national, il ne fait aucun doute que cette dissidence n'est qu'une manœuvre voulue par le maire de Bordeaux, avec la complicité du PS.

F. C.

PIERRE CHERRUAU.

JAMBORÉE MONDIALE 1937 et 1947
recherche badges et insignes
Bernard H. MILLER, 565 West End Ave. New York, N.Y., 10024 (U.S.A.)

| RÉGIONALES | |
|--|---|
| Président du conseil régional : Jacques CHABAN-DELMAS (RPR) | |
| Nombre de sièges à pourvoir : 83 | |
| DORDOGNE : 12 | LOT-ET-GARONNE : 10 |
| GIRONDE : 34 | PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : 17 |
| LANDES : 10 | |
| LÉGISLATIVES | |
| NOMBRE DE SIÈGES À POURVOIR | |
| DORDOGNE : 4 | LOT-ET-GARONNE : 3 |
| GIRONDE : 11 | PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : 6 |
| LANDES : 3 | |
| DÉPUTÉS SORTANTS | |
| DORDOGNE | LANDES |
| Christian Démage (PS), suppléant de Roland Dumas, ministre des relations extérieures | Roger Duroure (PS) |
| Michel Sauchod (PS) | Jean-Pierre Pénicaut (PS) |
| Alain Bonnet (MRG) | Robert Cabé (PS), suppléant d'Henri Emmanouël, secrétaire d'Etat chargé du budget |
| Lucien Destard (PC) | et de la consommation |
| GIRONDE | LOT-ET-GARONNE |
| Jean Valloix (RPR) | Christian Laurissorgues (PS) |
| Jacques Chaban-Delmas (RPR) | Gérard Gouzes (PS) |
| Marcel Jais (PS) | Marcel Garrouste (PS) |
| suppléant de Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat chargée des affaires européennes | PYRÉNÉES-ATLANTIQUES |
| Pierre Garmendia (PS) | Georges Labazade (PS), suppléant d'André Labarrère, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement |
| Raymond Julien (MRG) | Henri Prat (PS) |
| Michel Sainte-Marie (PS) | Michel Inchauspé (RPR) |
| Kléber Hays (PS) | Jean-Pierre Destradé (PS) |
| Pierre Lagorce (PS) | |
| Gilbert Mitterrand (PS) | |
| Bernard Misraëlle (PS) | |

| REPÈRES | |
|---|--|
| DORDOGNE | |
| PRÉSIDENTIELLE, 1 ^{er} tour (26 avril 1981) | |
| Insc. 293 703 ; abst. 15,27 % ; suff. ex. 244 662. MARCHAIS, 50 028 (20,44) ; MITTERRAND, 63 830 (26,08) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 69 357 (28,34) ; GISCARD D'ESTAING, 81 000 (32,86) ; CHIRAC, 52 966 (21,64) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 39 385 (24,27). | |
| LÉGISLATIVES, 1 ^{er} tour (14 juin 1981) | |
| Insc. 293 950 ; abst. 23,69 % ; suff. ex. 220 547 ; PC, 52 340 (23,73) ; PS-MRG, 84 246 (38,19) ; UDF-RPR, 81 723 (37,05). | |
| EUROPÉENNES (17 juin 1984) | |
| Insc. 296 899 ; abst. 34,92 % ; suff. ex. 184 035 ; PC, 30 731 (16,69) ; PS, 85 235 (23,01) ; UDF-RPR, 74 877 (40,68) ; FN, 12 582 (6,83). | |
| GIRONDE | |
| PRÉSIDENTIELLE, 1 ^{er} tour (26 avril 1981) | |
| Insc. 735 555 ; abst. 18,98 % ; suff. ex. 587 211. MARCHAIS, 82 611 (14,06) ; MITTERRAND, 195 121 (33,22) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 210 904 (35,91) ; GISCARD D'ESTAING, 137 160 (23,35) ; CHIRAC, 97 864 (16,64) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 119 106 (20,28). | |
| LÉGISLATIVES, 1 ^{er} tour (14 juin 1981) | |
| Insc. 737 132 ; abst. 30,55 % ; suff. ex. 505 675. PC, 61 344 (12,13) ; PS-MRG, 239 183 (47,57) ; UDF-RPR, 195 448 (38,65). | |
| EUROPÉENNES (17 juin 1984) | |
| Insc. 742 463 ; abst. 45,18 % ; suff. ex. 394 160. PC, 38 864 (9,85) ; PS, 104 483 (26,50) ; UDF-RPR, 165 996 (42,11) ; FN, 36 159 (9,17). | |
| LANDES | |
| PRÉSIDENTIELLE, 1 ^{er} tour (26 avril 1981) | |
| Insc. 219 366 ; abst. 15,16 % ; suff. ex. 183 197. MARCHAIS, 26 095 (14,24) ; MITTERRAND, 62 326 (34,02) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 62 321 (35,71) ; GISCARD D'ESTAING, 62 326 (34,02) ; CHIRAC, 30 748 (16,78) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 35 811 (19,27). | |

| LÉGISLATIVES, 1 ^{er} tour (14 juin 1981) | |
|---|--|
| Insc. 119 717 ; abst. 23,76 % ; suff. ex. 165 043. PC, 19 424 (11,76) ; PS, 81 152 (50,38) ; UDF-RPR, 60 327 (36,55). | |
| EUROPÉENNES (17 juin 1984) | |
| Insc. 225 567 ; abst. 36,47 % ; suff. ex. 137 460. PC, 18 111 (11,35) ; PS, 81 871 (30,32) ; UDF-RPR, 54 533 (40,02) ; FN, 9 793 (7,12). | |
| LOT-ET-GARONNE | |
| PRÉSIDENTIELLE, 1 ^{er} tour (26 avril 1981) | |
| Insc. 214 999 ; abst. 16,41 % ; suff. ex. 176 586. MARCHAIS, 31 942 (18,08) ; MITTERRAND, 89 886 (28,35) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 52 621 (29,79) ; GISCARD D'ESTAING, 43 881 (24,59) ; CHIRAC, 30 945 (17,52) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 35 854 (20,30). | |
| LÉGISLATIVES, 1 ^{er} tour (14 juin 1981) | |
| Insc. 215 307 ; abst. 26,39 % ; suff. ex. 155 824. PC, 29 524 (18,94) ; PS, 81 152 (51,59) ; UDF-RPR, 81 152 (51,59). | |
| EUROPÉENNES (17 juin 1984) | |
| Insc. 118 466 ; abst. 31,15 % ; suff. ex. 128 925. PC, 17 105 (13,26) ; PS, 30 043 (23,30) ; UDF-RPR, 51 817 (40,02) ; FN, 12 467 (9,66). | |
| PYRÉNÉES-ATLANTIQUES | |
| PRÉSIDENTIELLE, 1 ^{er} tour (26 avril 1981) | |
| Insc. 389 806 ; abst. 18,11 % ; suff. ex. 319 744. MARCHAIS, 33 283 (10,37) ; MITTERRAND, 89 886 (28,35) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 95 476 (30,33) ; GISCARD D'ESTAING, 90 456 (28,73) ; CHIRAC, 65 365 (20,76) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 74 094 (23,54). | |
| LÉGISLATIVES, 1 ^{er} tour (14 juin 1981) | |
| Insc. 391 765 ; abst. 26,72 % ; suff. ex. 283 533 ; PC, 25 074 (8,84) ; PS, 119 837 (42,59) ; UDF-RPR, 133 644 (47,13). | |
| EUROPÉENNES (17 juin 1984) | |
| Insc. 399 143 ; abst. 39,49 % ; suff. ex. 233 697 ; PC, 17 105 (7,48) ; PS, 81 692 (25,11) ; UDF-RPR, 110 510 (47,38) ; FN, 18 916 (8,09). | |

CHUTE DE CHEVEUX PAS DE MIRACLE
sans d'aucun entretien gratuit. Dominique LAVIGNE s'efforcera avec vous de trouver les raisons et de vous apporter des solutions.
INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.
Tel. 01 47 78 10 00 - Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 10 h 30 à 19 h 30.

de

le renouvellement des hommes (dans les Pyrénées-Atlantiques, les Landes et en Lot-et-Garonne).

La Gironde est cependant traversée par les forces centrifuges qui agitent le PS. Aucun véritable chef n'a émergé, et les socialistes de Dordogne, de Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques suscitent une certaine suspension mais à distance une lutte agressive se poursuit pour leur profiter en attendant l'élection de la Gironde.

Il y a pourtant un homme important en Gironde, dont nul ne sait quelle part exacte il a prise dans les événements actuels : il s'agit de Mitterrand, qui possède une maison à Bordeaux où il se retire chaque semaine, comme Valéry Giscard d'Estaing à la forêt de Brégançon. Celui-ci a les yeux pour s'isoler, son successeur a les yeux pour la forêt. Nul ne sait si les arbres ont un regard très sûr contre le vent de la Gironde et des autres départements. Et si ce bruit arrive jusqu'à François Mitterrand ne pourrait-il pas s'en aller pour ramener un peu de fraîcheur de sa maison ?

« Chaban »...

Les dissensions entre courants, particulièrement à l'intérieur du courant A. Trop occupés à la lutte pour le contrôle de leur fédération, les socialistes girondins sont bien loin de pouvoir mettre au point des ambitions départementales ou régionales. A la fin janvier, leur liste n'était toujours pas prête, et la séance générale, au point où il fallait recourir plusieurs fois à des arbitres parisiens.

M. Michel Sainte-Marie et Gilbert Mitterrand ont tenté un coup de force sur la fédération girondine qui devait leur permettre, d'une part, de composer une liste régionale à leur convenance et, d'autre part, de renforcer leur autorité sur l'appareil, au détriment de M^{me} Catherine Lalumière. Une intervention du bureau exécutif national a annulé ces décisions obtenues par surprise. Les Girondins ont dû reprendre les négociations pour parvenir à des solutions conformes aux équilibres définis par le congrès de Toulouse.

Actuellement, M^{me} Catherine Lalumière bénéficie du soutien d'une partie du courant A. des bordelais et du CERES.

Suspensions à l'extrême droite

Le Front national présente partout des listes de rassemblement en Gironde. Cependant, il risque de souffrir d'une certaine déconvenue lors de la consultation régionale, né de la déconscience apparue l'été dernier. En Gironde comme en d'autres départements français, les responsables du Front ont tenté une étonnante « remise en ordre » et prononcé queques décisions. Les exclus s'agitent. Le Front d'opposition nationale, ils en sont toujours à chercher à présenter une liste. Leurs principaux griefs concernent l'appareil du parti qu'ils accusent de n'être pas fidèle à Jean-Marie Le Pen, et dont ils disent qu'il est entièrement contrôlé par le courant A. Ils ont demandé l'expulsion du RPR et du SAC, envoyés par M. Chaban-Delmas. Pour le Front national, il ne fait aucun doute que cette décision est une manœuvre voulue par le maire de Bordeaux, avec la complicité du PS.

Les socialistes girondins n'ont jamais pu encore demander le départ du maire de Bordeaux. Ils se trouvent des militants pour continuer avec humour et fatalisme, mais c'est peut-être la dernière année qui leur reste. Ne seraient-ils pas, après tout, la meilleure façon de s'avancer sur la voie de la construction ?

PIERRE CHERRUAU.

JAMBOREE MONDIAL 1937 et 1947 recherche badges et insignes. Contact: M. MILLER, 565 West End Ave, New York, N.Y. 10024 U.S.A.

LE CHEVEUX DE MIRACLE. Cosmétique LAVIGNE efficace. 100 rue Saint-Honoré, 75001 PARIS. Téléphone: 01 47 30 19 30.

(Publicité)

“T’as voulu voir Paris, et on a vu Vesoul.”

Jacques Brel

Tu as voulu l'emploi pour tous et c'est le chômage qu'a augmenté.
Tu as voulu rouvrir les mines c'est les bassins qu'on a fermés.
Tu étais contre le nucléaire et c'est Greenpeace qu'on a coulé.
Tu étais contre l'École Libre et les Français t'ont fait reculer.

Tu voulais un logement pour tous y a plus un appart à louer.
Tu étais pour la prospérité et on est tous endettés.
Le pouvoir d'achat devait augmenter c'est les restau du cœur qu'on a créés.
T'as voulu le socialisme t'as vu c'que ça a donné.

VIVEMENT DEMAIN AVEC LE RPR!

société

LE MAUVAIS TEMPS SUR L'EUROPE

En France, 84 000 foyers privés d'électricité dans les Pyrénées

Une grande partie de l'Europe est victime des intempéries qui s'abattent sous forme de neige, de pluies diluviennes et de bourrasques de vent. En Italie du Nord, au moins dix personnes ont péri dans des avalanches survenues dans le Trentin et le Haut-Adige. Plusieurs faubourgs de Rome ont été isolés et Venise a connu la plus haute marée depuis 1966. La basilique Saint-Marc est inondée et les festivités prévues pour le Carnaval sont menacées.

En Espagne, la neige paralyse une partie de la Catalogne. Elle a tué, en Autriche, des skieurs pris dans des avalanches et surpris des habitants du nord de l'Angleterre et du pays de Galles qui ont dû être secourus par hélicoptère.

Mais c'est en France, où le bilan est de neuf morts et un disparu, que la neige a fait le plus de victimes et de dégâts. Sur les trois cent mille

foyers privés d'électricité dans l'Ardèche, le Gard, l'Aude, l'Arriège et les Pyrénées-Orientales, quatre départements (Ardèche, Aude, Ariège et Pyrénées-Orientales).

La neige a recommencé à tomber sur la Lozère, le Gard et l'Ardèche, et elle menace une grande partie de la France, alors même que les services de la météorologie nationale annoncent le retour du froid.

La burle souffle sur l'Ardèche

De notre correspondant

Aubenas. - La neige est tombée le 2 février, après deux jours d'accalmie, sur la plaine et les plateaux ardéchois. 10 à 20 centimètres, selon l'altitude, sont venus s'ajouter à la manteau neigeux qui dépasse parfois 1 mètre d'épaisseur depuis la tempête du 20 janvier dernier. Le vent du nord - la burle - s'est levé et a favorisé la formation de congères. Les habitants ont dû interrompre leurs déplacements et les routes sont devenues impraticables.

La météorologie est pessimiste jusqu'à mercredi prochain. On espère cependant que pourront être conservées les routes en état de circulation électrique, que les équipes de l'EDF et d'entreprises privées ont obtenu en cinq jours de travaux extrêmement pénibles. Le dernier communiqué de la préfecture est

l'Ardèche signalait que mille cinq cents foyers privés d'électricité, alors que deux vingt mille avaient été frappés. C'est la Cévenne - et particulièrement les arrière-pays de Vans, de Joyeuse et de Largentière - qui est la plus touchée.

Dans le cadre du plan ORSEC, toujours en vigueur, les gendarmes, les pompiers et l'armée, avec l'appui précieux des hélicoptères, assurent le ravitaillement des villages isolés et portent secours aux personnes isolées. On s'inquiète surtout pour l'ermite de la Croix-de-Fer - le Père Bernard Lopez Luzzardo, de l'abbaye de Notre-Dame-des-Neiges - qui est isolé par la neige, n'a pu encore être aidé par les sauveteurs.

ARNDT GRIFTON.

Les bagues japonaises d'EDF

Régulièrement victime des intempéries de neige colossales, EDF a entrepris des recherches pour tenter d'y remédier. Il a fallu aller jusqu'au Japon, pays souvent victime de la neige colossale, pour trouver - peut-être - un modèle de bague en matière synthétique que l'on dispose de manière régulière sur le câble afin de tronçonner l'isolant et empêcher de neige ou de glace - qui peuvent peser jusqu'à 7 tonnes au mètre.

La solution, c'est de répéter les bagues à risque, afin d'équiper prioritairement les lignes. Une étude a été entreprise avec l'aide du CNRS pour en évaluer les coûts. Plusieurs centaines de kilomètres de lignes ont été équipés de ces bagues, mais EDF a atteint le million de kilomètres, et leur efficacité a été démontrée. Les recherches d'EDF ont permis de concevoir des bagues en matière synthétique et qu'il faut leur adjoindre des poids. Il s'agit de pièces en aluminium pour empêcher les bagues de se vriller, et donc de maintenir la ligne jusqu'à la rupture.

On peut s'étonner qu'EDF, sur ce point, n'en soit qu'au stade des recherches, alors que les intempéries frappent chaque année, une région ou l'autre de l'Hexagone. Ainsi, la tempête de novembre 1982 en Auvergne, qui avait abattu mille poteaux basse ou moyenne tension, avait mis quarante postes hors service - privant ainsi mille foyers d'électricité. - a coûté à EDF 340 millions de francs pour le dépannage et les réparations. Nous ne pouvons pas entrer les lignes à haute tension, dit-on à EDF, car il faut passer du courant continu au continu, ce qui est beaucoup trop coûteux.

Pour la haute tension, on a jusqu'à vendredi, la tempête de neige n'aurait pas eu de conséquences. L'on n'aurait pas réduit les dépenses d'entretien et les effectifs. A EDF, on fait observer que 1 milliard de francs est dépensé chaque année pour l'entretien ou le remplacement de 10 000 kilomètres de lignes de moins de 20 000 volts. Mais EDF n'a toujours pas de parade contre la neige colossale.

ROGER CANIS.

L'AVENIR DES STATIONS SPATIALES HABITÉES

L'impatience des astronautes

À la base de Houston, la mort n'est pas une défaite. Si, pendant la cérémonie à la mémoire des victimes du Challenger, les femmes des astronautes pleuraient, elles retenaient leurs larmes : ils sont priés de se souvenir des années d'effort et de risque ; ils n'auraient que d'autres plans, rongés par l'inquiétude de vieillir au sol.

ont toujours priorisé les vols spatiaux. Comme Young, cinquante-six ans, palmarès époustouflant : vol sur la Lune, Gémini, premier vol de la navette Spacelab et, demain, la mise en orbite du télescope spatial, pensent que d'autres plans, rongés par l'inquiétude de vieillir au sol.

L'erreur impossible

À Paris, le lendemain, Patrick Baudry de quitter « la famille ». « J'étais sûr que l'accident arriverait un jour... Mais, vous savez si on commence à se poser des questions... » La grande boucle de feu n'a pas impressionné le premier Français à avoir volé dans la navette. C'est la part du risque. Il l'accepte, tout est prévu, tout est contrôlé : Tout doit bien se passer. « Mais ne vous arrive-t-il pas d'hésiter ? - Jamais. - Il n'y a jamais eu dans un vol spatial. Nous sommes entraînés à donner des réponses exactes pour des situations prévues. Et puis, on ne demande pas aux astronautes des choses impossibles... »

On comprend donc qu'il n'a d'avoir une confiance absolue dans

la technique (ce qui est toujours plus difficile après une mission). Mais, reprend Patrick Baudry, chaque fois qu'un lancement a lieu, c'est un succès. Un succès qui n'est pas un succès. C'est ce qui fait la beauté d'un vol. - Mais cette fois ? - Cette fois, c'était imprévisible.

Déjà, le danger n'intéresse pas Baudry. « J'aime les avions parce qu'ils ont une approche du risque. Ils se font des objectifs assez grands, assument le danger et, quand ça rate, au lieu de se remettre en question, ils vont encore de l'avant. » Puis il ajoute, toujours sans la moindre appréhension apparente : « Il n'y a pas de fiabilité à 100 %, c'est un argument d'ingénieur, de fabricant, pas d'astronaute. Pour le pilote qui se tue, le risque est à 100 %, et, pour celui qui rentre à la base, la sécurité est à 100 %. Il faudrait des chiffres qui n'existent pas. Il y a un grand nombre de vols spatiaux pour obtenir des statistiques. Ce n'est pas le cas, et les assureurs, qui le savent, n'assurent pas les astronautes. »

Pour ces hommes qui ne se veulent pas hors du commun, la peur ne serait donc que trivialité. Au point que tout soit normal.

normal. Aujourd'hui, il y a des vols moins fréquents que d'habitude, les vols de trois jours par exemple sont trop courts, surtout pour les novices : ils n'ont le temps que d'être habitués. Les grands vols, les premières, les rendez-vous sont, au contraire, passionnants. Ils se font donc, en tout, et les astronautes en sont le choix leur espace. Et sait-on que les navettes ne se lancent pas ? Il y en a qui vibrent, d'autres plus ou moins faciles à piloter...

À Houston, Patrick Baudry et ses amis les astronautes ont encore parlé de leur métier, de leur passion. Ils ont évoqué, bien sûr, les camarades disparus : « Christa, on la connaissait mal, c'était une sympathique fille. Elle aurait pu avoir le mal de l'espace. Comment aurait-elle fait pour donner des cours ? Judith, une magnifique femme, Mike, le marin, Jarvis, le bon Jarvis, un civil, un type bien, pourtant... » On les évoquait, mais à la manière du président Reagan, qui, disaient-ils, avait trouvé des mots si justes en leur faveur des promesses : « On construira cette station spatiale, votre rêve, nous irons du ciel vous surfer tant aimé aller. »

CHRISTIAN COLOMBANI
J.-F. AUGEREAU.

Challenger

LA FISSURE D'UN PROPULSEUR SERAIT LA CAUSE DE L'EXPLOSION

Une fissure dans le propulseur d'appoint droit, d'où serait sortie une flamme qui, léchant la grande réserve d'hydrogène liquide, aurait entraîné son explosion, tel est le scénario actuellement le plus probable de la catastrophe de Challenger. Les éléments à charge sont un film et des photographies qui montrent une flamme anormale sur le côté du propulseur. On aurait aussi enregistré une baisse de la poussée du propulseur dix secondes avant l'explosion, mais ce point n'est pas confirmé. Une faible fissure n'est d'ailleurs pas de nature à compromettre le vol.

La NASA ne s'estime pas encore en mesure d'affirmer que telle est bien la cause de l'explosion. Les propulseurs ont été détruits en vol peu après l'explosion, sur ordre transmis du sol, car l'un d'eux aurait menacé de retomber sur une zone habitée. Cette destruction ne facilite évidemment pas l'enquête.

Pour gagner du poids

Si la cause de l'explosion est bien celle qui vient d'être décrite, l'enquête portera ensuite sur les raisons de cette défaillance et sur les indications données aux astronautes ou aux contrôleurs au sol, indications qui auraient pu permettre d'éviter la mort des astronautes. D'après certaines informations, le nombre des capteurs placés sur les propulseurs avait été récemment réduit pour gagner du poids, car ces derniers semblaient d'une fiabilité à toute épreuve. Il est clair que les astronautes ne se sont aperçus de rien, d'après leurs dernières paroles d'après que tout allait bien, et cela parce que la commande de bord avait la possibilité de séparer en catastrophe l'orbiter des autres éléments, pour revenir se poser sur la piste de Cap Canaveral, ce qui était impossible, de tenter un atterrissage de fortune. Or on a retrouvé le nez d'un des propulseurs, qui n'avait pas fonctionné.

Aucun incident n'était survenu au cours des nombreux essais, mais, lors d'un vol récent, un propulseur a montré des signes de faiblesse. Des changements ont été apportés à la commande de bord. Sont-ils responsables ? L'étude des photos semble montrer que la fissure est un sillon d'un joint, et l'on peut donc imaginer que c'est une soudure qui a lâché.

Une fois la cause établie, il faudra prendre des mesures correctives, faire des essais... Les vols ne sont pas près de reprendre, et les services proches de la NASA qui suggèrent un nouveau vol dès la fin de juin paraissent bien optimistes.

IVAN PAPANINE, PIONNIER DE L'ARCTIQUE, EST MORT

L'académicien soviétique Ivan D. Papanine, pionnier de l'Arctique, est mort le 30 janvier. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Ivan Papanine a dirigé de mai 1937 à février 1938 la première base soviétique Pôle Nord I, installée sur des glaces dérivant dans l'océan Glacial Arctique. Au cours de ces deux semaines, quarante-quatre jours de dérive furent faites des recherches d'hydrologie, de biologie, d'astronomie, de météorologie et de magnétisme terrestre.

Ivan Papanine avait récupéré de justesse avec ses compagnons le large du Groenland alors que l'île de glace se désagrégeait.

Ivan Papanine est responsable pendant la guerre, avec le grade de

UN NOUVEAU SATELLITE CHINOIS

La Chine a lancé samedi 1^{er} février un satellite de télécommunication en orbite géostationnaire. Un premier satellite en orbite géostationnaire avait été effectué en 1984. Au total, la Chine a mis dix-huit satellites en orbite depuis 1970.

Deux satellites de Vénus baptisés par les Soviétiques. - Les photographes soviétiques vont dans le nom de Christa McAuliffe et de Judy Resnik, les deux femmes mortes dans l'explosion du Challenger, à des centaines de kilomètres de Vénus. Les Soviétiques ont établi, à partir de 1975, une carte de la planète et donnent systématiquement

ÉDUCATION

FACE AUX THÈSES « NÉO-LIBÉRALES »

Le SNESUP veut « redonner aux enseignants le sens du service public »

Les universités sont gagnées par une double fièvre électorale. Aux consultations locales qui - là où elles ont lieu - ont commencé à être adoptées - ont commencé pour les divers conseils créés par la loi Savary, s'ajoutent les répercussions de la campagne pour les législatives. Celle-ci a entraîné l'opposition à reprendre les thèmes « néo-libéraux » développés depuis un certain temps par certains universitaires autour du thème de l'autonomie des universités et de la création d'universités privées.

Dans ce contexte, le colloque qu'il a organisé à Paris, le 1^{er} février, sur le thème « Enseignement supérieur : un enjeu, des choix », a permis au Syndicat national de l'enseignement supérieur, qui rassemble les différentes tendances de la gauche, de préciser ses positions, au terme d'une législature marquée par de nombreuses initiatives gouvernementales qui ont profondément modifié le paysage universitaire.

Entré dans ce colloque général de l'enseignement supérieur, le SNESUP a tenté de repérer plus précisément ce qui séparait le souhaitable, le légitime et l'inacceptable. Sa position pourrait être résumée de la façon suivante : « l'extension de la formation supérieure, la poursuite sur le terrain de la formation des enseignants, la réforme des premiers cycles ; non à tout ce qui risque de renforcer la sélection (augmentation des frais d'inscription, limitation d'accès au second cycle), l'élitisme (création des masters et de laboratoires d'excellence), la limitation de la formation de troisième cycle, la réduction des établissements (mise en cause des diplômes nationaux), la privatisation (appel aux financements privés, développement d'activités commerciales). »

Mais les évolutions sont si complexes que le distingué entre le positif et le négatif, le bien et le mal, est plus difficile que jamais à faire. Ainsi toute la dialectique syndicale est-elle en jeu pour le passage entre la lutte économique (qui introduit souplesse et flexibilité au sein du service public) et la lutte sociale (qui transforme les universitaires en hommes d'affaires), entre le syndicalisme (néo-libéral) et la « lutte émulation » (prônée par certains, mais qui pour certains n'est que la « forme polie » de la première) et la complémentarité (qui s'inscrit dans le cadre harmonieux de la « forme polie ») et celle qui est au service public, qui tient compte de l'ensemble de la situation sociale : entre l'individualisme technocratique, qui renforce le malthusianisme, et celle, démocratique, qui fait évoluer la science.

défense sourcilieuse du service public, le SNESUP est à la recherche d'une « attitude équilibrée » qui lui permette de répondre à l'« idéologie dominante » et de « redonner aux enseignants le sens du service public ». Les insuffisances de ce dernier « dépendent de l'État, mais aussi de la manière dont les universités et les enseignants eux-mêmes, c'est-à-dire de nous, a déclaré l'un des rapporteurs. Les freins à l'innovation et à l'expérimentation donnent lieu à l'apparition de sclérose qui favorise les mauvaises pratiques. Comment être novateur sans brader le service public ? Comment concilier la double mission de l'enseignement supérieur d'accueillir la jeunesse et de former les cadres et les chercheurs de demain ? Ces interrogations ont été au cœur du colloque. On ne peut pas dire que les réponses aient été très claires.

FREDERIC GAUSSEN.

M. ALAIN LOTTIN PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ LILLE-III

M. Alain Lottin, historien, a été élu, le 31 janvier, président de l'université des sciences humaines, lettres et arts de Lille (Lille-III). Il succède à M. Jean Celeryette. M. Lottin, qui a été notamment soutenu par Force ouvrière, a été élu à une forte majorité, devant largement l'autre candidat, M. Jean-Pierre Guillaumet, qui avait l'appui du SNESUP.

[Né le 1^{er} janvier 1911 à Saint-Martin-lez-Boulogne (Pas-de-Calais), d'une famille d'ouvriers, M. Alain Lottin est directeur du centre d'histoire de la région du Nord et de l'Europe du Nord-Ouest. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le Nord de la France, le thème de doctorat d'Etat portant sur « Lille, capitale de la Contre-Réforme, 1598-1668 ».]

GARÇONS POUR TROTTOIR Un voyage dans la nuit

Cette enquête rend compte de plusieurs itinéraires individuels et offre une sociologie du travestissement, du transsexuel, du Milieu, des clients, etc.

69 francs

Éditions Découverte

MESSIEURS ÉVITEZ LA CALVITIE MÉTHODE UNIQUE EN FRANCE PROPOSÉE PAR DOMINIQUE LAVIGNE

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Honoré, 75001 Paris - 260-69-02

Sur rendez-vous du lundi au vendredi, de 10 h 30 à 19 h 30 - Visite et contrôle gratuits

STAGE LECTURE RAPIDE 11-12-13 février 1986

GEICA-FORMATION/42-96-41-12

56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

sports

RUGBY

LA VICTOIRE DE LA FRANCE SUR L'IRLANDE (29 à 9)

Ballon vole !

Après la victoire de la France sur l'Irlande (29 à 9) et celle du Pays de Galles sur l'Ecosse (22 à 15), seule l'Angleterre, exemptée samedi 1^{er} février, peut encore espérer réaliser le grand chelem dans le Tournoi des cinq nations 1986. A l'exception de l'Irlande, battue pour son premier match, toutes les équipes se retrouvent à égalité au classement avec une victoire chacune.

France-Irlande, donc. Et non l'Irlande-France, comme on aurait pu le croire, plongés qu'on était dans les limbes hivernales, dans un Parc des princes noyé de brumes océaniques et de bières épaisses. Il neigeait et pleuvait sur la France ce samedi de février, et l'on était parti, quasi résigné, à la rencontre d'un rugby de grisaille. Le rugby qu'on avait pourvu de pierres, mais qu'on attendait, ce jour-là, camouflé sous une couche de froidure et de pluie.

Un rugby de notre temps, en somme, où l'on ne sait à quel saint français et encore moins à quel dieu britannique se vouer. On avait vu la défaite de Murray-John. On avait découvert qui peut être d'un arbitrage obsessionnel. Et on venait d'apprendre que la météo tricolore avait étrangement souffert, deux jours plus tôt, dans les enfans de troupe de Joinville. Là-dessus arrivait l'Irlande avec son cortège de fureur, son célèbre esprit de combat et sa victoire de l'an dernier. Diables verts et salimbanques tricolores : l'ennemi était complet. Elle devait le rester longtemps. Le temps d'un purgatoire.

L'histoire ne retiendra de cette partie qu'une image, celle d'un homme, qu'on sait être de légende. Et, d'une certaine manière, ce sera justice. Une telle action collective mérite, parce qu'elle exprime la quintessence même du jeu, d'entrer au panthéon du rugby. C'est sûr, on repassera longtemps sur les magnétoscopes de demain les sublimes minutes de cette fin de match, cet interminable échange français qui redonna vie à un

sport qu'on croyait en perdition. On analysera tous les paramètres. On interrogera les témoins. On cherchera sans doute à reproduire l'événement. Ce sera en vain. Car ce qui s'est passé ce samedi de février, vingt-cinq minutes après le heurt, au Parc des princes, est vraisemblablement unique, et on ne disèque pas le sublime.

Pour tout dire, on se sent place senti poindre le miracle. Non certes le produit d'une quelconque faculté divine, mais quelque chose comme un pressentiment, une forte impression inséparable. Parce qu'il était clair qu'on ne pourrait en rester là, à cet échange habituel de niveau international. Il y avait trop d'énergie déversée de part et d'autre et, dans le même temps, trop de génie imprimé au ballon français. Un génie donc, avec ses mots de conviction, celle d'être en train pour l'éternité. Cela ne fut pas.

Chaud devant

Car il avait fallu en somme régler la machine, apprendre plus vite à perdre un complexe séculaire qu'à gagner. Pour les Irlandais, les problèmes se résumèrent à l'apprentissage de l'évidence, à savoir que, fighting spirit ou pas, ils ne pourraient longtemps faire illusion devant un quinze tricolore capable de s'exprimer.

Tout cela prit un peu plus d'une mi-temps. Le temps pour le jeune Eric Champ - 1,96 m, 96 kilos, un visage d'ange et une classe qui frise l'insolence - de prendre ses

marques. Le temps encore pour Pierre Chadebecq, joli taureau briviste, de gommer quelques maladresses et surtout pour Serge Blanco de faire un peu de bruit. Le temps, en fait, nécessaire à la mêlée française pour enfoncer, user, puis humilier le huit irlandais. Et à voir les hommes de Daniel Dubroca régulièrement plier ceux du teigneux Cianan Fitzgerald, ou savoir au fond que, sauf coup de sort, la victoire ne pouvait être que française. Car le rugby - on ne le sait que pour l'oublier - commence devant. Non pas que ce sport se borne à glorifier l'affrontement musculaire de seize hommes plus lourds que la moyenne, mais parce qu'il faut en passer par ce bras de fer unanime et collectif avant de bâtir et de lutter au grand jeu.

Le rugby, samedi, a commencé devant et en est sorti grand. Aussi ce fut un joli clin d'œil que ce fut un fin de partie de Philippe Marocco, qui donna le signal de l'embrassement général. « On jouait une touche. Je reçois la balle, je vois un boulevard. Je reçois la balle, je vois un boulevard. Je reçois la balle, je vois un boulevard. »

Mais avant, dira-t-on ? Cela avait commencé de manière classique par une poursuite, la France prenant lentement, d'abord, puis de plus en plus vite, le large. Le temps alors ne passait pas vite. Après quelques chandelles irlandaises, la nuit tombant, on alluma le parc.

En début de seconde mi-temps, on était à 9-6 quand le match faillit basculer avec le génial opportunisme de Berbizier. Il ne bas-

cula pas. On revint quelques images. Blanco passant une pénalité des 31 mètres. Blanco remontant une balle sur 50 mètres, traversant tout mal la vague irlandaise. Blanco blessé. Un coup de rein de Laffont.

A 16 h 10, l'équipe de France ne joue plus que contre elle-même. Le temps de mourir. Un délice. « Non », racontera Laporte, on a tiré d'un hors du parc des princes. Après, on a joué la folie. Après ? On ne racontera pas. On ne racontera pas. On ne racontera pas. On ne racontera pas.

Telles mots, telles chiffres. Que dirait la foule ? Raconterait-on l'extase ? Deux longues minutes sans raison et sans mémoire. Un Parc des princes debout, hurlant à tout rompre. Une balle en l'air et des joueurs allongés, morts, fumants, sur la pelouse humide. Des joueurs déjà défaits par leur propre malheur et des images déjà indélébiles.

C'était fini, il fallait rentrer. Quel autre sport que le rugby peut, à ce point, être porté et chanté par un stade ? On rencontra plus tard, dans les halls des vestiaires, des Français hébétés de plaisir et de fatigue, des joueurs ivres, ignorant jusqu'au score de leur propre partie. En sortant, bien tard, de ce Parc des princes, on aurait juré qu'il faisait grand soleil sur Paris.

JEAN-YVES NAU.

NATATION

Le tsar repart en guerre

Disputé vendredi 31 janvier, samedi 1^{er} et dimanche 2 février à la piscine de Boulogne-Billancourt, le treizième meeting international de la Fédération française de natation a permis la chute de plusieurs performances françaises (MPF) en bassin de 25 mètres. Outre Karim Faure (MPF sur 800 mètres nage libre en 8 m 36 s 31/100), la Parisienne Sophie Kamoun a amélioré deux jours de suite son record de 100 mètres nage libre (56 s 34/100, puis 56 s 23/100). Le Toulousain Bruno Gutzeit, espoir du quatre nages, a battu le record du 200 mètres papillon en 2 m 1 s 25/100, après avoir égalé celui du 100 mètres en 55 s 32/100. Mais, en réalisant dès le premier jour 1 m 46 s 23/100 au 200 mètres nage libre, soit la seconde performance mondiale de tous les temps, derrière Michael Gross, Stéphane Caron a écopé les autres performances françaises. Son duel, le week-end prochain à Bona, avec Michael Gross, pourrait marquer une nouvelle étape dans la progression constante du champion d'Europe du 100 mètres, pénalisé par l'absence d'opposants sérieux lors de ses dernières sorties.

Absent des Jeux olympiques de Los Angeles en 1984 pour cause de boycottage, absent des championnats d'Europe à Sofia en 1985 à la suite d'une émigration maladroite, Vladimir Salnikov ne tente-t-il pas un impossible retour en France ? « Je ne suis pas si cette saison je suis capable de battre à des records, notamment reprendre celui du 400 mètres de l'Allemand Gross. Pour le moment, mes buts sont plus modestes : me rapprocher de son meilleur résultat », martèle le tsar du demi-fond mondial avant de se jeter à l'eau dans le bassin de Boulogne-Billancourt.

Passation de pouvoir

Devant un public impénétrable, le champion soviétique doit aujourd'hui s'interroger sur son avenir international. Vainqueur d'un 1 500 mètres sans opposition dans un bassin de 25 mètres, Salnikov a battu sur 400 mètres par le jeune Allemand de l'Est Uwe Dassler.

La plupart des spécialistes ne croient pas à son retour au plus haut niveau. Avec la franchise peu diplo-

matique de ses dix-huit ans, Uwe Dassler confirme le sentiment général : à vingt-cinq ans, après avoir dominé aussi longtemps la spécialité, on ne se remet pas d'un arrêt de plusieurs mois. Le nouveau prodige allemand du demi-fond avait profité de l'absence du Soviétique à Sofia l'été dernier pour s'emparer de deux couronnes européennes sur 400 et 1 500 mètres. Il n'entend pas rétroceder la moindre parcelle de sa gloire nouvelle. « Le plus fort de ma saison hivernale, prévient-il, sera de battre URSS-RDA le 1^{er} et 2 mars prochain à Leningrad ». Dans la ville de Vladimir Salnikov, l'affrontement entre les deux champions pourrait bien ressembler à une passation de pouvoir définitive.

Déjà, au début de 1984, le double champion olympique de Moscou, alors détenteur de tous les records du monde du 400 et 1 500 mètres, avait laissé entendre qu'il prendrait sa retraite après les Jeux olympiques. Il commençait déjà à être saturé par ses 20 à 25 kilomètres d'entraînement quotidien. Pourquoi s'écarter deux ans plus tard, alors que son nom est encore gravé sur les tablettes mondiales, ses 14 m 54 s 76/100 sur 1 500 mètres constituant une barrière aussi fabuleuse que les 8,90 mètres de Bob Beamon au saut en longueur.

On doute s'il est poussé à reprendre du service par les responsables de la natation soviétique confrontés à une étonnante absence de relève. Présenté il y a un an comme le successeur de Vladimir Salnikov, le jeune et très talentueux Alexander Litvinov ou Eduard Pechou ont manqué en 1985.

A moins que le champion soviétique, privé d'un second titre olympique pour des raisons politiques qu'il approuve, ait encore faim de victoires. Auquel cas, délaissant le chronomètre, il serait mieux servi sa saison sur quelques courtes seulement. Comme la Coupe d'Europe, en décembre dernier aux Pays-Bas, où, explique-t-il, « j'avais un objectif : vaincre à tout prix », et où il a vaincu. Le mystère Salnikov de ce début d'année sera de toute façon éclairé au mois d'août à Madrid, pour les championnats du monde.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

BOXE

La troisième chance de Montero

Deux fois challenger des poids mouches contre le Mexicain Barnal pour la WBC (World Boxing Council) en 1984 et l'Argentin Latorre pour la WBA (World Boxing Association) en 1985, Antonio Montero devait avoir une troisième chance dans la catégorie supérieure des poids contre l'australien Jeff Fenech, sous l'égide de l'IBF (International Boxing Federation), troisième organisme régissant la boxe professionnelle.

C'est la récompense du courage qu'a toujours affiché le Savoyard. Sur le ring, dimanche 2 février, il en a encore fait étalage face au Colombien Francisco Alvarez. Ce pugiliste sud-américain très longiligne s'est avéré dangereux en corps-à-corps car il décochait des séries de crochets courts très durs avec une rapidité de bras peu commune. Cela constituait d'ailleurs un piège pour Montero qui, se laissant trop souvent emporter par son tempérament, a été tenté par la bagarre au lieu de rester à mi-distance.

Le protégé de Marc Brailion, le PDG de RMO qui lui assure désormais son salaire, est néanmoins parvenu à garder assez de forces pour affouter quelques séries droite-gauche aux huitième et dixième rounds qui finirent la Colombien à lui donner la victoire. Le Savoyard, encore une fois, parvint à combler ses lacunes techniques par un surcroît d'énergie. Il a déjà pu constater si ses dépens que cela ne suffit pas pour gagner un titre mondial. - A.G.

FOOTBALL

Claude Bez : pression sur la presse

La présence de M. Claude Bez, président du Girondins de Bordeaux, d'interdire, samedi 1^{er} février, l'accès du stade municipal de Bordeaux aux journalistes de l'AFP et de l'Equipe a soulevé une vague d'indignation dans la presse et dans le monde du football. C'est pour ne pas avoir diffusé in extenso un communiqué du tout-puissant président lors de sa polémique avec M. Bernard Tapie que les journalistes se sont rassemblés à la porte du stade. « Un lieu privé, puisque loué à la municipalité par le Girondins », fait-on remarquer au club pour justifier l'exclusion de journalistes, bien qu'ils aient été porteurs d'une carte fédérale donnant accès aux matches organisés par la Fédération française de football.

Energiquement condamné par les syndicats de journalistes, ce nouveau geste d'écarter le président Bez plonge les instances fédérales dans l'embarras. « Il a eu tort de refuser l'accès du stade aux détenteurs d'une carte fédérale », a indiqué M. Fournet-Fayard, président de la FFF, au rapport des accords pas forcément heureux liant la Fédération à l'Union syndicale des journalistes sportifs. « C'est vrai que cet homme est excessif, s'est-il ajouté, mais il faut reconnaître que, la plupart du temps, il y a quelque chose derrière. » Le 1^{er} mars 1985, M. Claude Bez a déjà interdit l'entrée de journalistes à l'occasion 2 et FR 3.

TÉES

utes

normal. Aujourd'hui, il y a des moments intéressants que d'autres les vols de trois jours par exemple sont trop courts, surtout pour les amoureux. On ne r'ont le temps de se connaître. Les grands vols, les premiers, les rendez-vous qui se contraignent passionnants. On se laisse donc de tout, et les étapes sont en fait à choisir avec précision. Et sait-on que les avions ne se ressemblent pas ? On se voit vibrer, d'autres plus ou moins faciles à piloter...

A Houston Patrick Bauer, un des astronautes qui ont encore parlé de leur métier, de leur passion. Ils ont évoqué bien sûr les camarades disparus : « On ne les connaît pas, mais c'est une sympathie faite. Elle se crée avec le mal de l'espace. Comme ça, ça se fait pour donner un peu de soutien à ceux qui restent. Mike, le marin, avait un bon jour, un civil, un type qui ne parlait pas... On les évocait tout à la manière du président Reagan qui disait : « On avait promis, on avait promis... On avait promis... On avait promis... »

UNIQUEMENT COLOMBANI J.-F. AUGEREAU.

UN NOUVEAU SATELLITE CHINOIS

La Chine a lancé samedi 1^{er} février un satellite de télécommunications en orbite géostationnaire. Le premier lancement de ce type de satellite chinois avait été effectué en 1984. Au total, la Chine dispose de huit satellites en orbite géostationnaire.

aux côtés de... Cet hommage... disparus... leurs attaques... américain de... Challenger pour...

IBÉRALES

aux enseignants public

defense... M. Alain Lottin... président de l'université Lille-III... M. Alain Lottin... président de l'université Lille-III... M. Alain Lottin... président de l'université Lille-III...

FREDERIC GAUSSEN M. ALAIN LOTTIN PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ LILLE-III

M. Alain Lottin... président de l'université Lille-III... M. Alain Lottin... président de l'université Lille-III... M. Alain Lottin... président de l'université Lille-III...

LECTURE RAPIDE

2-13 février 1986 INFORMATION/42-96-41-12 Rue du Louvre, 75002 Paris

Chantez victoire.

Samedi, le coq gaulois a triomphé au Parc des Princes. Ouvrant ses ailes victorieuses, il doit aller maintenant fêter cette victoire sur le sol irlandais. Il chantera victoire dans les pubs (il ne dédaignera pas trop le whiskey et le café irlandais). Il paradera sur les terrains de golf. Il contempera les immenses landes qui se dérouleront humblement à ses pieds. Il ira aux falaises de Moher regarder l'Atlantique d'un hautain. Et partout, partout, il sera reçu avec faste. Les routes ne seront que pour lui. Des places lui seront réservées

dans tous les hôtels. On lui servira des petits déjeuners impériaux. On tiera pour lui le mouton du Kerry. Et, jusqu'à fin mai, il pourra profiter des innombrables prix spéciaux que les Irlandais offrent en ce moment dans leur programme "Suivez la jonquille". Vive Marignan ! Vive Austerlitz ! Vive le Parc !

Suivez la Jonquille en Irlande
Deux exemples des prix spéciaux offerts au printemps dans le cadre de ce programme :
Hôtels : 7 nuits en Irlande avec votre voiture : 7 nuits et breakfast en hôtels, transport ferry aller-retour pour vous et votre voiture - 2.700 F (base 2 personnes).
Week-ends : 3 nuits et breakfast en hôtels catégories A avec voiture de location kilométrage illimité - 3.490 F (A.R. avion compris base 2 pers.).

Office National du Tourisme Irlandais. Tél : 62.61.84.26.



Irlande

Allez loin sans aller loin.

Aer Lingus & Irish Continental Line

SPORTS

SKI NORDIQUE

Les désordres du fond

Les championnats de France de ski de fond se sont disputés à La Clusaz (Haute-Savoie) du 30 janvier au 2 février. Contrairement aux habitudes dans cette série d'épreuves, aucun athlète n'a franchement dominé. On a assisté à un partage des titres. Chez les hommes, le Danois Dominique Locatelli s'est imposé sur la distance de 15 kilomètres, avant de se faire battre par le Vogesien Philippe Poirat, sur 30 kilomètres. Chez les femmes, la Vogesienne Christine Claude s'est adjugée les 5 kilomètres et la Jurasienne Gabrielle Frasse-Sombet les 10 kilomètres. Cette situation porte en quelque sorte témoignage de la confusion qui règne actuellement dans le ski de fond français.

De notre envoyé spécial

La Clusaz. — Tout est compliqué cette saison. Depuis que le pas de patineur (technique transformant la physiologie traditionnelle du ski de fond) a fait son apparition, les règles ont évolué. Deux types d'épreuves existent. C'est ainsi qu'à La Clusaz le 15 kilomètres messieurs a été couru en toute liberté de gestes, alors que sur 30 kilomètres les concurrents n'ont pas eu le droit d'utiliser le pas de patineur.

Dans le dernier cas, les fondeurs sont restés dans les traces imprimées dans la neige, alors que dans le précédent ils pouvaient glisser à la manière de patineurs de vitesse sur une surface lissée.

Puis à l'aide en technique traditionnelle, le Vogesien Philippe Poirat, pourtant membre de l'équipe de France, n'a pas jugé utile de se déplacer le premier jour pour la course des 15 km. Il préférait se réserver pour celle des 30 km, qu'il devait d'ailleurs remporter aisément dimanche matin à l'ombre de la chaîne des Aravis.

Fronde

Dominique Locatelli n'a pas apprécié ce succès. Il a jugé le comportement de Philippe Poirat un peu cavalier. « Sans que j'aie pu m'en rendre compte », dit-il, « j'ai vu passer devant moi un homme qui se présente comme un champion de France. C'est en tout cas une tradition dans notre discipline. Je considère comme anormal qu'il l'ait rompue ».

Ces propos de fin de quatre journées d'efforts ne sont que gentillesse comparés à ceux entendus au bord des pistes. La crise du fond français avait éclaté à la faveur de l'équipe de coupe du monde disputée le 11 janvier à La Bresse, dans les Vosges (le Monde du 13 janvier). Elle n'a fait qu'empirer depuis.

La confusion est grande chez les opposants, dont les opinions et les intérêts, fortement teintés de régionalisme, divergent. Depuis cinq ans, les têtes tombent. La question est maintenant de savoir si le tour de

LES RÉSULTATS

| | |
|--|--------|
| Athlétisme | |
| FRANCE-RDA-BENELUX (A Liria) | |
| 100 mètres masculins : RDA bat France 11 points à 10 ; France bat Benelux 63,5 points à 34,5. | |
| 100 mètres féminins : RDA bat France 70 points à 29 ; France bat Benelux 63,5 points à 34,5. | |
| MELLEURE PERFORMANCE MONDIALE | |
| L'Américain Joe Dlat a amélioré de 2 centimètres la meilleure performance mondiale de saut à la perche en salle, qui appartenait à son compatriote Billy Dixon, en franchissant 5,91 mètres, le 1 ^{er} février à Columbia (Missouri). | |
| Basket-ball | |
| CHAMPIONNAT DE FRANCE (Vingt et unième journée) | |
| Racing b. Caen | 92-87 |
| Monaco b. Vichy | 95-88 |
| Limoges b. M. Stade | 99-90 |
| Villeneuve b. Stade Français | 101-82 |
| Avignon b. Antibes | 86-72 |
| Orthez b. Châlons | 89-83 |
| Classément : 1. Villeurbanne, 38 pts ; 2. Orthez, 36 ; 3. Monaco, 35 ; 4. Limoges, 34 ; 5. Antibes, 33, etc. | |
| Football | |
| CHAMPIONNAT DE FRANCE (Primaire) | |
| 1 ^{re} journée (Vingt-huitième journée) | |
| Nantes b. Le Havre | 1-0 |
| Nice b. Monaco | 1-0 |
| Auxerre b. Bastia | 2-0 |
| Brest b. Lens | 2-0 |
| Toulon b. Strasbourg | 3-0 |
| Albi b. Metz | 1-0 |
| Paroisse b. Sochaux | 1-1 |
| Laval b. Reims | 1-0 |
| Toulon b. Marseille | 3-2 |
| Nancy b. Paris-SG | 1-0 |
| Classément : 1. Paris-SG, 44 pts ; 2. Nantes, 38 ; 3. Bordeaux, 37 ; 4. Auxerre, 31 ; 5. Monaco et Lens, 30, etc. | |
| Deuxième division (Vingt-cinquième journée) | |
| GROUPE A | |
| Tours et Saint-Etienne | 0-0 |
| Montpellier et Red Star | 0-0 |
| Albi b. Istres | 1-0 |
| Gueugnon b. Montceau | 2-0 |
| Grenoble et Sète | 1-1 |
| Béziers b. Cannes | 2-1 |
| Chamois b. Niamey | 2-1 |

POLICE

A UNE FORTE MAJORITÉ (59,90 %)

La création d'une police municipale est souhaitée par la population de L'Isle-Adam

La population de L'Isle-Adam a approuvé par 59,90 % des suffrages exprimés la création d'une police municipale (1 643 « oui » contre 1 127 « non »). Elle répondait à l'invitation de son maire, Michel Poniatowski, député européen, ancien ministre de l'intérieur, qui l'avait appelée à participer à une consultation publique le 21 janvier « samedi ».

« Le maire a précisé au moment de la lecture des résultats qu'il mettra son projet à l'exécution uniquement si l'initiative d'un commissariat lui est refusée. »

Tout en participant à la consultation, 42,99 % contre près de 30 % dans les 2^e et 3^e arrondissements de Paris il y a quelques semaines, M. Poniatowski a expliqué qu'il n'était lui-même pas très chaud pour une telle opération mais, devant l'insistance de la population, je n'ai pas pu faire autrement ».

A l'origine de cette décision, il y avait eu des réunions publiques d'information sur le thème de l'insécurité. Selon le maire, le nombre de délits - cambriolages, vols à l'arraché, à la roulotte, hold-up -

est passé de 408 en 1978 à 600 en 1985. La moitié d'entre eux seraient dus à la drogue. Et parmi les autres raisons à cette insécurité : « la laxisme foncier de l'Etat, et la délinquance de Paris qui s'exporte ». On peut y ajouter, toujours selon M. Poniatowski, la faiblesse des services de police de la ville de L'Isle-Adam : relève, pour son secteur urbanisé, du commissariat de Paris-Seuront - à trente minutes de là - qui doit gérer une circonscription de trente-six mille habitants. L'Isle-Adam, dix mille habitants, ne possède donc qu'un poste de police qui comprend, à sa création, en 1975, dix gardiens et un inspecteur divisionnaire.

Aujourd'hui, malgré l'augmentation de la population, il n'y a plus que deux policiers le jour et un la nuit. « Pour une commune tranquille comme celle de L'Isle-Adam, cette délinquance est une souffrance psychologique », dit-il, « il faut dire qu'à dominante résidentielle, cette ville des bords de l'Oise ne connaît ni grands ensembles, ni conflits avec des travailleurs immigrés. Au fil des ans, les propriétaires de résidences secondaires ont fini par s'installer définitivement. Sa situation, à proximité d'une forêt, est fait un lieu de promenade idéal. Des privilégiés que les Adamois voudraient bien conserver. »

Le 17 mars prochain D'ob ce projet de police municipale, qui serait non armée, assermentée, dirigée par un gendarme ou un policier à la retraite et qui compterait dix membres dont trois maîtres-chiens, deux cycloteurs, une voiture reliée au poste central et la possibilité pour les commerçants de s'équiper - moyennant 1 000 F - d'un système d'alarme également au poste.

Mais, campagne électorale oblige, il y a une question qui coûterait aux contribuables 1 250 000 F, soit une augmentation des impôts de 8 %. M. Michel Poniatowski a déjà annoncé que, fort des résultats de la consultation, il se rendrait, le 17 mars prochain, au ministère de l'intérieur pour lui demander l'installation d'un commissariat. En cas de refus, il se verrait contraint de mettre sur pied sa police municipale. Il y a une grande détermination de l'Etat, accuse l'ancien ministre. Je n'exploite pas l'insécurité, elle arrive et il faut la déjouer, c'est aux municipalités de prendre leurs responsabilités. Pour ma part, ce sera avec regret car il en résultera une augmentation des charges et des impôts ».

Les bonnes vieilles méthodes M. Jacques Avelline, conseiller municipal socialiste, favorable à la consultation, préférerait, toutefois, voir s'assurer une prévention plutôt qu'une police municipale dont le coût est trop élevé. Quant au commissariat, ses demandes n'ont jamais été soumises au conseil municipal, a-t-il précisé.

La question de savoir s'il procédera à quelques semaines des élections, et dans ce domaine de la police qu'il connaît bien, M. Michel Poniatowski a déclaré qu'il ne souhaitait pas être le futur ministre de l'intérieur. Mais il en a tracé le portrait : « Il faut quelqu'un qui ait connaissance de la police, de la capacité de redonner confiance à un ministère découragé. Vous savez des policiers, des préfets, des CRS déçus ». Et de rappeler les bonnes vieilles méthodes : opérations coups de poing, vérification d'identité, expulsion des immigrés condamnés. Il est à noter que après les deux arrondissements de Paris dont les maires sont UDF - MM. Alain Dumait et Jacques Dominati - c'est une municipalité UDF qui, un peu de temps, envisage la création d'une police municipale. Les dirigeants RPR, comme MM. Jacques Chirac ou Michel Giraud, sénateur et président du conseil régional d'Ile-de-France, se déclarent opposés à une telle police, l'UDF n'est-elle pas tentée, aujourd'hui, de prendre le pas sur son allié en matière de sécurité ?

Toujours est-il que la population de L'Isle-Adam, qui pourrait donner des idées à d'autres communes. Vendredi 31 janvier, jour de marché, ce sont surtout les personnes âgées qui sont allées voter. Samedi, à 17 heures, heure de fermeture du bureau de vote, il y avait encore une file d'une trentaine de personnes. « Les ont regardé le match de rugby avant de venir », confiait un conseiller municipal. Les bulletins étaient jaunes pour le « oui », orange pour le « non ». Quant aux enveloppes, elles étaient frappées au sceau de la préfecture de Val-de-France et datées du 1^{er} janvier 1977. Un réçu des élections municipales.

JACQUELINE MEILLON.

FAITS DIVERS

A MANTES-LA-JOLIE

Diary (douze ans) avait succombé aux coups donnés par sa mère

La mère de Diary Sakho, une fillette âgée de douze ans, décédée le 23 janvier à Mantes-la-Jolie (Yvelines) des suites de coups reçus (le Monde du 25 janvier), a été inculpée de « coups et blessures par ascendants sur enfants mineur de moins de quinze ans ayant entraîné la mort sans intention de la donner » et « forçage de la prison de Fleury-Mérogis ».

Mme Diaymaba Sakho, trente et un ans, d'origine sénégalaise, mère de quatre autres enfants âgés de deux à dix ans, aide-soignante dans une clinique à Mantes-la-Jolie, a été en outre inculpée de « menaces de mort sous condition » par M. Guy Ripoll, juge d'instruction. Son mari, Mamadou Sakho, trente-cinq ans, employé dans une entreprise de ventilation industrielle d'Aubergenville, a été inculpé de « destruction de preuves » et de « menaces de mort sous condition ». Il a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire.

C'est le témoignage d'une fillette qui jouait avec Diary au moment

TERRORISME

DANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE

Deux attentats à l'explosif sont revendiqués par le FLNC

Deux attentats à l'explosif ont été commis simultanément, le 1^{er} février vers 23 h 45, l'un contre le palais de justice de Marseille, l'autre contre l'annexe de la police de police à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

Les deux explosions n'ont pas fait de victimes, mais quelques dégâts matériels. A Marseille, sur les lieux de l'attentat, ont été retrouvés des explosifs signés de l'ex-FLNC. Dimanche, un correspondant anonyme se réclamant de cette organisation clandestine a transmis par téléphone au bureau de l'AFP à Marseille un communiqué signé de l'ex-FLNC.

Ce dernier a revendiqué les deux attentats et s'explique en ces termes : « Il faut que cesse la détention arbitraire de Félix Tomasi, otage de la police depuis trois ans. Félix Tomasi avait été écroué en 1983 pour sa participation présumée à l'attaque, le 1^{er} février 1982, du camp de repos de la Légion de Sorbo-Ocagnano (sud de Bastia), au cours de laquelle un légionnaire avait été tué et un autre blessé. Félix Tomasi, détenu à Bordeaux, a été transféré, dans la matinée du dimanche 2 février, à la prison marseillaise des Baumettes. »

Enfin, en Corse même, deux attentats à l'explosif ont provoqué de graves dégâts à la recette des impôts de Calvi.

HANDICAPÉS

Les sourds manifestent

Une manifestation de plusieurs milliers de sourds a eu lieu samedi 1^{er} février à Paris, pour soutenir la proposition de loi pour la reconnaissance de la Langue des signes française (LSF) déposée le 24 juin par M. Georges Hage, député (PC) du Nord. La LSF est cette « langue » par signes des mains, codifiée au dix-huitième siècle par l'abbé de l'Épée qui a connu un grand développement pendant la première moitié du dix-neuvième siècle avant d'être interdite dans les années cinquante. En France, actuellement un million de personnes âgées de moins de soixante-cinq ans entendent mal ou pas du tout et, au-delà de soixante-cinq ans, une personne sur trois souffre de troubles auditifs.

EURODISNEYLAND

M. Michel Giraud (RPR) :

« Il faut créer un établissement public spécifique »

Devant l'Association des journalistes de l'Ile-de-France, M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, a déclaré, le vendredi 31 janvier, que le projet Eurodisneyland à Marnes-la-Vallée relevait « de l'intérêt national » et qu'il rentrait « son total consensus ».

Le président de la région a précisé que le groupe des avocats de l'Etat, de la région et du département de Seine-et-Marne se réunissent sans délai pour mettre au point, avec les Américains, le contrat définitif et que les groupes d'experts travaillaient dans un bon esprit à la coopération.

« Mais il y a un problème, a-t-il ajouté. L'Etat voudrait que les compétences de l'établissement public d'aménagement de Marnes-la-Vallée, qui existe aujourd'hui, soient élargies et qu'il soit donc l'interlocuteur des Américains. Or, nous - région et département de Seine-et-Marne - nous estimons qu'il faut créer un établissement public spécifique. Les maires du secteur concerné ont une opinion semblable. Nous avons écrit au premier ministre dans ce sens. Verra-t-il passer ou non ? ».

Arrestation de l'un des gangsters en fuite

après le hold-up de la rue du Docteur-Blanche

L'un des malfaiteurs en fuite après le hold-up sanglant de la rue du Docteur-Blanche à Paris (16^e), le 14 janvier, au cours duquel un policier et un gangster avaient été tués, a été arrêté vendredi puis inculpé, dimanche 2 février, par M. Claude Grélier, juge d'instruction.

Serge Hernout, un chauffeur-livreur de trente-sept ans, a été interpellé par les enquêteurs devant son domicile, à Bagneux. Il est accusé d'être l'un

Meurtre d'un Maghrébin dans le Val-d'Oise. - Youssef Lharbi, un ouvrier de trente ans d'origine maghrébine, a été tué d'un coup de fusil, dimanche matin 2 février, à Sannois (Val-d'Oise) à la suite d'une rixe dans un café.

La victime, touchée en pleine poitrine devant le café « L'Avenir », avait auparavant participé à une bagarre au cours de laquelle la serveuse du café avait été sérieusement blessée.

Cinq personnes ont été placées en garde à vue au commissariat d'Argenteuil : le gérant du café, son frère, le père et les deux frères de la victime.

Arrestation meurtrier d'une retraitée. - Le meurtrier de M^{me} Paulette Egren, 60 ans, professeur de mathématiques en retraite, a été arrêté dimanche soir 31 janvier, à son domicile à Riom (Puy-de-Dôme), a avoué son crime dimanche après-midi, mais il se refusait à donner les raisons de son acte. Il devait être présenté, lundi 3 février, à un juge d'instruction. Il s'agit d'un jeune chômeur de vingt-deux ans, Pascal Durieux, fils d'une assistante sociale de la victime, qui, sans être familier de M^{me} Egren, était connu d'elle. Il était arrivé de Biarritz il y a une dizaine de jours pour chercher du travail.

CINEMA

Les

APRES LA VICTOIRE...

MUSIC-HALL

Le Jazzet redévoit

ROCK

Minimal Compact au

ESPACE PIERRE

MA

PLISSET

Danse 2 créations

27 février

3 et 5 mars

4 RUE

EX

1 av. Gabriel, 8^e - 42

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4154
1 2 3 4 5 6 7 8 9

| | | | | | | | | | |
|------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT
I. C'est l'homme de la situation.
II. Légume au viande. Occupait des pens déjà occupés.
III. Affection. Personnel.
IV. Pronom. Fut le lot d'Héracles mais pas sa bonne étoile.
V. Connaissant donc un moment d'exaltation.
VI. Refuge. Souvenir de guerre.
VII. Ce qu'on peut dire d'un ciel blanc.
VIII. Personnalité de premier plan. Petite cavette. Descendu dans une poche.
IX. Fait souvent une arrivée éblouissante. Sous-sol.
X. Peuvent inspirer les poètes quand ce ne sont pas des vers...
XI. Peut apporter beaucoup de choses.

VERTICALEMENT
1. Une opération qu'on voit d'un mauvais œil.
2. La Fête des rois.

Apprécié sans priser pour autant.
3. Une femme qui rêve à sa belle.
4. Sert la galette en tranches. Conjonction.
5. Un étranger. Grande simplicité.
6. Ne vieillit pas ou « prend » de la bouteille. Sur un plateau des Pays-Bas.
7. Préparation.
8. Ne manquent pas d'intérêt.
9. Se font en un acte ou en une répétition. Mauvaise.

Solution du problème n° 4153
Horizontalement
I. Pisciculteur. An.
II. Alenrode. Otario.
III. Rôti. Ricane.
IV. St. Aéra. Use.
V. St. Aéra. Use.
VI. Sein. In. Serre.
VII. Ermitte. Cal. Uvée.
VIII. Pen. Dé. Efril.
IX. Serran. Site. Soc.
X. Epse. In. Tsa.
XI. Sem. Yaourt. Tech.
XII. Léna. Reine. Ho. I.
XIII. Tanna. Gorgop.
XIV. Ero. Tomane. Rone.
XV. Os. N. R. A.

Verticalement
1. Parassense.
2. Hottier. Epéira.
3. Set. Imprimeur.
4. C. N. N. N. N. N.
5. R. T. Y. Y. Y. Y. Y.
6. Cortico. N. N. Lot.
7. Udina. O. A. Emma.
8. Lectrice. U. Ar.
9. Asana. Iva. Ni.
10. Bon. Lot. Tiges.
11. Utrera. P. N. N.
12. Ramonier. Terre.
13. Réserve. Go.
14. Aine.
15. M. L. L. L. L. L.

GUY BROUTY.

TOURISME LES RENDEZ-VOUS DU SMTV

Le onzième Salon mondial du tourisme et des voyages se tiendra du 7 au 16 février au CNIT-Paris-la Défense, conjointement aux cinquièmes Thermiques et au quinzième Forum de l'Aviation. Les journées professionnelles, réservées aux détenteurs d'une carte d'entrée spéciale, se tiendront les 7 et 8 février (de 11 heures à 20 heures) et le samedi 9 février (de 9 heures à 20 heures). Cinq réunions-débat sont inscrites au programme. Vendredi, la vente par téléphone, les styles de vie des consommateurs de voyages et la « grande pagaille des tarifs aériens » (débat organisé par l'Association professionnelle des journalistes de tourisme); samedi, comment utiliser les associations professionnelles existantes et l'évolution du tourisme d'affaires.

Quvert se public à partir de dimanche, le SMTV proposera cinq nouveaux rendez-vous, de 10 heures à 12 h 30, dans la salle de cinéma du CNIT (niveau 1) : lundi 10, le tourisme de l'âge d'or; mardi 11, tourisme et santé; mercredi 12, tourisme et jeunesse; jeudi 13, tourisme et environnement; vendredi 14, voyage et aventure.

CONNAISSANCE DE LA CHRÉTIENTÉ D'ORIENT

Le deuxième cycle de conférences, organisé par le Centre d'études et de recherches de l'Orient chrétien sur le thème : « Connaissance de la chrétienté orientale », se déroulera à la salle Médias de Sèvres, 12, rue de Vaugirard, les 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 janvier, 18 heures : « Les Assyro-Chaldéens », par Joseph Yacoub de l'Université catholique de Lyon; 18 heures : « L'apport chrétien oriental à la pensée arabo-islamique », par le Père Khalil Samir, de l'Institut oriental de Rome; 25 février, 18 heures : « L'art chrétien d'Orient » (avec projections), par Richard Chahine, éditeur d'art libanais; 5 mars, 18 heures : « Les Eglises syriaques », par le père Irénée Dalmais, O.P.

CEROC BP. 761-75-123, Paris-03. Tél. : (1) 42-72-69-22.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 2 février :
UN DÉCRET
N° 86-150 du 30 janvier 1986 relatif à la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à compter du 1^{er} janvier 1986 et à compter du 1^{er} juillet 1986 et portant modification des taux de calcul des allocations familiales des familles nombreuses et de l'allocation parentale d'éducation au 1^{er} janvier 1986.

UN ARRÊTÉ

Le 12 janvier 1986 fixant la forme et le contenu des demandes d'autorisation d'introduire, dans les eaux visées à l'article 413 du code rural, des poissons, des crustacés et des grenouilles appartenant à des espèces qui n'y sont pas représentées.

Augmentation du prix du pain. - Le prix de la baguette a augmenté de 5 centimes, samedi 1^{er} février, et passe ainsi à 2,70 F en région parisienne et à 2,60 F en province a annoncé, samedi, le secrétaire d'Etat chargé du budget et de la consommation. La liste de 200 grammes et les pains de 400 et 500 grammes augmentent également de 5 centimes. Pour les autres pains, la hausse est au maximum de 1,5 %, ajoute le secrétaire.

Les prix de la pâtisserie et la viennoiserie doivent par contre rester stables jusqu'au 30 juin 1986, y compris les six produits de consommation les plus courants (croissants au beurre et ordinaire, pain au chocolat, pain au raisin, éclair et mille-feuille).

VIE PRATIQUE

BÉBÉ-CONSEIL. - Service téléphonique assuré par l'association Inter-Parents. Bébé-conseil répond à des questions de tous ordres : grossesse, accouchement, soins au bébé, adresses de crèches ou de nourrices, mais aussi problèmes juridiques et psychologiques. Il suffit d'appeler le 43-48-28-28, du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 heures (sauf le jeudi matin).

VACANCES
UN PEU DE SOLEIL SUR LA NEIGE. - L'association CEP Neige et Soleil propose aux enfants et aux adolescents divers séjours durant les vacances de février ou de Pâques. Un exemple parmi beaucoup : hébergement dans des chalets à Serrières, petit village typique près de Modane au pied du Parc national de la Vanoise. Encadrement assuré par des animateurs spécialisés.

* CEP Neige et Soleil, 7, rue des Vénitiens, 75200 Châteaubien. Tél. : 37-45-16-64.

LE CARNET DU Monde

Naissances
- Astrid et Michel BARTHELEMY ont la joie d'annoncer la naissance de
Amure,
le 26 janvier 1986.
46, rue de la République,
78600 Mantes-La-Joie.

Mariages
- Colette LABOYE et Yves DUBOIS ont le plaisir d'annoncer leur mariage, célébré à Paris, le 30 janvier 1986.
32, rue Lachaux,
75017 Paris.
32, rue du For-à-Moulin,
25005 Paris.

Décès
- M. et M^{me} Maurice de... ont le deuil de faire part du décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et tante.
M^{me} F. ABELA, née Charlotte Bahli,
survivent le 31 janvier 1986, dans un quatre-vingt-cinqième anniversaire.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 février, à 15 h 45, en l'église Saint-Marie des Batignolles, 77, place du Docteur-Félix-Lobegois, à Paris-17^e.
On se réunira à l'église.
L'inhumation se fera au cimetière de Montmartre, dans le caveau de famille.
7, rue Bellanger,
92300 Levallois-Perret.

- La famille Ben Barka a le deuil de faire part à ses amis du décès de
Abdelkader BEN BARKA,
le 30 janvier 1986.
Rue Marquis-Soussan,
Rebat (Maroc).

- M^{me} Maurice de... son épouse, M. et M^{me} Jean-Claude Picard, M. et M^{me} Jacques Lewinter, M. et M^{me} Daniel de Botz, ses enfants, David, Myriam, Elisabeth, Françoise, Thomas, Raphaël, Scarlett, ses petits-enfants, ont le deuil de faire part du décès de
M. Maurice de BOTTON,
chevalier de la Légion d'honneur,
survivent le 2 février 1986, à l'âge de soixante-cinq ans, en son domicile, 35, rue Saint-James, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Les obsèques auront lieu le mardi 4 février.
On se réunira, à 15 h 30, à la porte principale du cimetière parisien de Montmartre.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} Alexis Beau, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Paul-Louis Chalou, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} François Chalou et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Claude Chalou, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Maurice Chalou et leur fille, ont le deuil de faire part du décès de
M^{me} Paul CHALON,
née Marie-Thérèse Malson,
survivent le 31 janvier 1986, dans un quatre-vingt-troisième anniversaire.

Le service religieux sera célébré le mardi 4 février, à 8 h 30, en l'église Saint-Médard, 141, rue Montferrand, suivi de l'inhumation, à 11 heures, à Gye-sur-Seine (Aube).
3, rue de la Santé,
75013 Paris.

- Michèle et Yves Prats et leurs enfants, Nicole et Philippe Prats, Frédéric, Pierre Lionel-Duval, ont le deuil de faire part du décès de leur mère, belle-mère, grand-mère et tante.
Suzanne DUPONT, dite « Lisette », ancienne élève de l'Ecole nationale des beaux-arts, ancienne directrice des Ateliers d'arts appliqués malgaches, survenue le 30 janvier 1986 à Marseille, en son soixante-deuxième anniversaire.

L'inhumation aura lieu à Aix-en-Provence.
Cet avis tient lieu de faire-part.
La Bièvre, chemin de la Bièvre, 13091 Aix-en-Provence.

« Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- On sera prié d'annoncer le décès, après une possible maladie, de
Jacqueline LEVY MORELLE,
artiste graveur,
survenue à Paris, le 27 janvier 1986, dans sa soixante-cinquième année.

Les obsèques ont été célébrées le 31 janvier, dans l'intimité, en l'église Saint-Merri, à Paris.
De la part des familles Levy Morelle, Rapoport et Jenson.
26, rue Blanche,
1050 Bruxelles.
- Amis et amis.

M. Robert Soussan et M^{me} née Claudine Sroer et leurs enfants, M. Claude Soussan et M^{me} née Marthe Benichou et leurs enfants, M. Georges Soussan et M^{me} née Janine Jacob et leur fille, M^{me} Mady Soussan, M. Albert Serfati, Les familles parentes et alliées, ont le deuil de faire part du décès de
M^{me} Charles SOUSSEN,
née Clotilde Serfati,
survenue le 2 février 1986, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 4 février, à 10 h 45, au cimetière ancien d'Asnières, rue du Ménil.
La famille s'excuse de ne pas recevoir.
2, rue Georges-Jean,
92600 Asnières.

- M. et M^{me} Fernand Arrighi et leur fille, Françoise, M. et M^{me} Michel Serres et leurs enfants, ont le deuil de faire part du décès de
M^{me} Huberte THERESSE-MAILLAUT,
ancienne directrice de l'Hôtel Jules-César,
survenue à Arles, le 25 janvier 1986.

La défunte ayant fait don de son corps à la faculté de médecine de Marseille, il n'y a pas eu d'obsèques.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Erratum
- Dans l'avis de décès de leur mère
Renée BENSADOUN,
la famille a omis de mentionner l'adresse :
56, avenue de Stalingrad,
92160 Antony.

Remerciements
- Dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux témoignages de sympathie et d'affection reçus lors de son très grand deuil, la famille
François-Xavier BAGNOUD
remerciera sincèrement toutes les personnes qui ont pris part à sa douleur par leur présence, leurs messages ou leurs envois de fleurs.
Elle les prie de trouver ici l'expression de sa profonde reconnaissance.

- M^{me} Claude Chauvin, ses enfants, sa famille, dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux messages de sympathie et condoléances émanés après le décès de
Claude CHAUVIN,
expriment leurs remerciements et leurs sentiments de profonde gratitude.

Verailles.
- La famille du
Père François DELTOMBE,
décédé le mercredi 22 janvier 1986, exprime à toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie l'expression de leur gratitude.

Soutenances de thèses
DOCTORAT D'ÉTAT
- M^{me} Yvette Goudouneix a obtenu la mention très bien pour la thèse de doctorat d'Etat : « Opus Scellie dans l'Adriatique Nord », qu'elle a soutenue le 17 janvier à l'université Paris-I, Archéologie.

GALERIE JEAN CAMION
8, rue des Beaux-Arts, Paris-6^e
Tél. 46-33-98-63
MARTHA HRAOUI
« Variations sur un thème »
Du 21 janvier au 2 février

EXPOSITION-VENTE
au profit des sinistrés du
MEXIQUE - COLOMBIE
avec l'art, recréons la vie.
20 JANVIER - 22 FÉVRIER
CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
28, bd Raspail, 75007 Paris
Tél. : 45-49-16-28 - Entrée libre

JEU GAGNANT N°24
LOTO SPORTIF

| | | | |
|-------------|------------|-----------------|------------|
| Equipe 1 | Equipe 2 | Equipe 1 | Equipe 2 |
| 1 MARSEILLE | TOULON | 10 LAVAL | RENNES |
| 2 TOULOUSE | STRASBOURG | 11 LE HAVRE | MAINTES |
| 3 NICE | MONACO | 12 TOURS | ST-ETIENNE |
| 4 LILLE | METZ | 13 BEZIERS | CANNES |
| 5 ALGERIE | BASTIA | 14 MONTPELLIER | RED-STAR |
| 6 NANCY | PARIS-S.G. | 15 SEDAN | LIMOGES |
| 7 BREST | LENS | 16 LORIENT | DUNKERQUE |
| 8 BORDEAUX | SOCHAUX | 17 VALENCIENNES | REIMS |

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Vendredi 31 Janv. 1986 : 1 6 8 9 10 12 13

LOTO SPORTIF N°25 LISTE OFFICIELLE

VALIDATION DES BULLETINS
Mardi 5 et Jeudi 6 Février

| | | | |
|-------------|------------|-----------------|------------|
| Equipe 1 | Equipe 2 | Equipe 1 | Equipe 2 |
| 1 MARSEILLE | TOULON | 10 LAVAL | RENNES |
| 2 TOULOUSE | STRASBOURG | 11 LE HAVRE | MAINTES |
| 3 NICE | MONACO | 12 TOURS | ST-ETIENNE |
| 4 LILLE | METZ | 13 BEZIERS | CANNES |
| 5 ALGERIE | BASTIA | 14 MONTPELLIER | RED-STAR |
| 6 NANCY | PARIS-S.G. | 15 SEDAN | LIMOGES |
| 7 BREST | LENS | 16 LORIENT | DUNKERQUE |
| 8 BORDEAUX | SOCHAUX | 17 VALENCIENNES | REIMS |

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Vendredi 7 Février 1986 à 20h 30

LOTO N°6 TIRAGE DU SAMEDI 1^{er} FEVRIER 1986

4 13 22 33 35 40 8

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 5 FEVRIER 1986 ET SAMEDI 8 FEVRIER 1986
VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

| | |
|-----------------------------|---------------------------------------|
| NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES | RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F) |
| 6 BONS N° | 11 734 085,00 F |
| 5 BONS N° + complémentaire | 63 59 810,00 F |
| 5 BONS N° | 3 365 3 530,00 F |
| 4 BONS N° | 143 844 80,00 F |
| 3 BONS N° | 2 015 191 8,00 F |

BONUS DU SAMEDI 182 974
3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 8,00 F X 2 = 16,00 F
N'OUBLIEZ PAS : LA SEMAINE PROCHAINE UNE SUPER-CAGNOTTE LE MERCREDI UNE SUPER-CAGNOTTE LE SAMEDI LES 2 SUPER-CAGNOTTES DE FEVRIER

LANCEL PARIS

soldes exceptionnels

dans son magasin
26 rue Vernet (127 Champs-Élysées)
du lundi 3 au vendredi 7 février

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

DES COLLAGES CONFIRMES

Jeune diplômée

Société d'Ingénierie

DE LA GEOMETRIE ET...

Conseil en organisation comptable

Bernard J. Pyscom

On ne peut pas annoncer le décès de son père malade, de

Jacqueline LEVY MORELLE

venue à Paris, le 27 janvier 1986 dans sa cinquante-cinquième année. Les obsèques ont été célébrées, le 1er février, dans l'intimité, en l'église Saint-Martin, à Paris. De la part des familles Levy Morelle, appoggié par Jeanon.

24, rue Blanche, 75008 Paris.

Assistants: Bida.

M. Robert Soussan et Mme. née Christine Sraer et leurs enfants.

M. Claude Soussan et Mme. née Marlène Benichou et leurs enfants.

M. Georges Soussan et Mme. née Janine Jacob et leurs enfants.

M. Jady Soussan, M. Albert Serfati. Les familles parentes et alliées.

est le docteur de faire part du décès de

M. Charles SOUSSEN, né Clotilde Serfati,

survenu le 2 février 1986, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 4 février, à 10 h 45, au cimetière ancien d'Asnières, rue de Ménil.

La famille s'excuse de ne pas venir.

2, rue Georges-Janin, 92600 Asnières.

M. et Mme Fernand Arrighi et leur fille, Françoise.

M. et Mme Michel Serres et leurs enfants.

est le docteur de faire part du décès de

M. THERRIS-MAILLAUT, ancienne directrice de l'hôtel Jules-César.

survenu à Arles, le 25 janvier 1986. La défunte ayant fait don de son corps à la faculté de médecine de Marseille, il n'y a pas eu d'obsèques.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Erratum

- Dans l'avis de décès de leur père

Ramie BENSADOUN.

la famille à amis de

l'adresse: 56, avenue de Stalingrad, 92160 Antony.

Remerciements

- Dans l'impossibilité de remercier individuellement aux membres de la famille de son très grand

regret leur de son très grand

la famille de

Françoise-Xavier BAGNOU

remercie sincèrement toutes les personnes qui ont pris part à sa

épreuve, par leur présence, leurs

sages ou leurs conseils de

Elle les prie de trouver en elle

de sa profonde reconnaissance

M. Claude Chauvin

sa famille.

dans l'impossibilité de remercier

individuellement aux nombreux membres

sympathiques et bienveillants de

le décès de

Claude CHAUVIN.

expriment leurs remerciements et

sentiments de profonde gratitude

Venables.

- La famille de

Père François DELTOINE.

décédé le mercredi 22 janvier 1986

épreuve à toutes ses parents

ont témoigné leur sympathie et leur

de leur gratitude.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

M. Yves Gaudouin

la mention très bien pour sa

doctorat d'Etat - Ors - Sorbonne

l'Adriatique Nord - Sorbonne

le 17 janvier à l'université de

Archéologie.

GALERIE JEAN CAMION

8, rue des Beaux-Arts, Paris-6

Tél. 48-33-95-83

MARTHA HRAOU

Variations sur un thème

Du 21 janvier au 2 février

EXPOSITION-VENTE

au profit des artistes

MEXIQUE - COLOMBIE

avec l'art. reconstruit le

20 JANVIER - 22 FEVRIER

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE

28, rue Racine, 75007 Paris

Tél. 45-49-16-26 - Entrée

CABINET D'AUDIT ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

DES COLLABORATEURS CONFIRMÉS

ayant ou 2 d'exp. en audit financier et comptable. Les candidats retenus seront diplômés de l'enseignement supérieur et déjà engagés sur la voie de l'expertise comptable. Ils seront en outre disponibles pour des missions de courte durée à l'étranger.

Tél. pour rendez-vous au 47-42-12-00.

Nous recherchons pour diriger notre service **COMPTABLE** et **financier** et **fonde** commun de placement

1 COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

Dans la gestion comptable et administrative des OPCVM

Expérience professionnelle de 5 ans au moins très appréciée

Sérieuses références exigées.

Adresser lettre manuscrite avec présentations, CV et photo sous le n° 7000 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Hennessy A Cognac

Récemment vainqueur de la coupe de France des entreprises pour son dynamisme et sa rentabilité, notre groupe réalise un chiffre d'affaires consolidé d'environ 7 milliards de francs et emploie 6600 personnes.

Le **Responsable de la consolidation** du Cognac représenté à lui seul plus de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, réalisé à l'exportation grâce à nos filiales de distribution. Notre recherche, participer à ce poste un

qui rattaché au Directeur Financier, sera responsable de la consolidation, du reporting et des prévisions de résultats pour le secteur du Cognac. Il participera en outre à la mise en place d'un projet informatique comptable.

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure type ESC + DECS, le candidat justifiera d'une expérience de 4 à 5 ans acquise en cabinet d'audit ou au sein du service consolidation d'un groupe multinational. Ses qualités de Manager, son potentiel et sa maîtrise de l'anglais lui permettront par la suite d'évoluer au sein de notre Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + présentations) sous référence CO411 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 PARIS, qui examinera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Ernst & Whinney Conseil

Notre société (72 millions de CA, 120 personnes) a rejoint depuis peu un puissant groupe industriel anglo-saxon. Avec le soutien de ce groupe, nous abordons aujourd'hui une nouvelle phase de croissance et pour atteindre les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés, nous renforçons notre équipe en créant le poste d'

Adjoint à la Direction Financière

Basé à Asnières env. 260 000 F

Responsable de la comptabilité, de la fiscalité, des budgets, de la trésorerie, du reporting et de l'informatique, sa première mission sera, après un stage au sein du groupe, de mettre en place de nouvelles procédures pour nous aider à coordonner nos efforts et mieux maîtriser notre développement.

Le candidat, Agé d'environ 30 ans, après une formation supérieure du type ESC + DECS, aura acquis une solide expérience professionnelle lui permettant d'assumer l'ensemble de ces responsabilités. L'anglais est indispensable. Le potentiel et de réelles qualités de Manager lui permettront d'évoluer au sein du Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence CO42 à ERNST & WHINNEY Conseil - 150 Bd Haussmann - 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Ernst & Whinney Conseil

Jeune diplômé d'école de commerce :

contrôlez la gestion... de votre carrière

Au sein de notre Contrôle de Gestion, nous vous proposons de prendre en charge une responsabilité d'interface entre la Finance, le Marketing, le Commercial et la Logistique.

Intégré à une équipe qui saura vous former, vous réaliserez les analyses économiques courantes et spécifiques et étudierez l'impact de nos actions marketing et publicitaires.

Si de surcroît vous êtes « micro », le système en place au contrôle de gestion vous appartiendra. La pratique de l'anglais constitue enfin un atout pour votre développement ultérieur.

International, notre Groupe gère en France un C.A. de 750 MF et s'appuie sur 800 collaborateurs.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations), s/m, C/GES/LM, à notre Conseil, Didier LESUEUR, qui vous expliquera vos perspectives d'avenir dans le Groupe.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Déjà 8 ans d'audit...

intégrez l'entreprise comme contrôleur financier

Actuellement en Cabinet ou en tant interne, vous souhaitez à présent prendre des responsabilités plus opérationnelles dans une Entreprise. C'est la voie que vous voulez être.

Nous vous offrons la prise en charge de notre trésorerie (750 MF) : prévision, contrôle, reporting, suivi des frais financiers, gestion des fonds, relation avec les banques.

Conjointement, nous vous offrons une mission de conseil en gestion financière internationale, notre Groupe s'appuie en France sur 800 collaborateurs et offre par son taux d'expansion rapide de larges opportunités pour le développement de votre carrière.

La maîtrise de l'anglais vous permettra de communiquer efficacement avec la maison-mère.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations), sous la référence C/CEH/LM, à notre Conseil, Didier LESUEUR, qui vous expliquera vos perspectives d'avenir dans le Groupe.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Société d'Ingénierie Informatique et de Systèmes d'Information

Filiale d'un important groupe financier - crée le poste de

RESPONSABLE DE LA GESTION DES CARRIÈRES ET DE LA FORMATION MF

Il conseillera et assistera les Directions en matière de gestion des carrières, rémunérations et formation. Il évaluera les fonctions, appréciera les performances, gèrera les besoins de formation et mettra en œuvre des systèmes de promotion et d'évolution.

Afin d'aborder cette fonction dans les meilleures conditions, une formation supérieure type ESC option Personnel, DEA, DESS d'Economie ou de Gestion est indispensable. Une expérience similaire récente sera votre meilleure référence.

Merci d'adresser votre candidature avec CV, photo et présentations à AXIAL Publicité (pât. 1687) 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE responsable d'une clientèle entreprises "GESTION DE TRESORERIE"

PARIS 320.000 ±

Le développement des instruments de Gestion de Trésorerie met au premier plan une relation active entre les meilleures Entreprises françaises et cet Etablissement de haute qualité aux équipes restreintes.

Le candidat retenu sera un homme de terrain et devra développer des contacts aux plus hauts niveaux. Il sera à la fois soutenu et stimulé par un courant créatif très favorable, une demande exigeante.

La formation supérieure, 30 ans minimum, en Finance Banque ou Assurances, de tempérament commercial, il aura l'opportunité, au sein d'un établissement de dimension humaine, d'affirmer un potentiel qui lui offre de vastes perspectives personnelles.

Vous pouvez, avant toute candidature, appeler M. BELLAS au (1) 42.85.14.34 pour quelques éléments d'information.

Les dossiers de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle) sont à adresser au Cabinet R.C.C. 6, avenue du Coq, 75009 Paris. Précisez la réf. 8612 M.

Le Cabinet R.C.C. garantit le secret des candidatures.

RE Recherche / Conseil / Cadres
6, AVENUE DU COQ - 75009 PARIS

Conseil interne en organisation comptable 200 000 +

Filiale d'un groupe international, notre banque développe de nouvelles activités. Nous diversifions nos produits. Notre comptabilité doit suivre le mouvement... nous recherchons un cadre qui l'y aidera.

Dans un premier temps, vous familiariserez avec nos opérations, nos systèmes comptables et nos services informatiques. Puis, interlocuteur de nos services, vous analyserez leurs produits, les procédures de traitement comptable. Vous jugerez de l'adéquation de ces dernières, et les mettez en œuvre. Vous gardez un œil sur la coordination entre les opérationnels, la comptabilité et l'informatique.

La trentaine environ, ESC + DECS, quelques années en cabinet d'audit ou commissariat aux comptes par exemple ont votre professionnalisme et développé vos connaissances en informatique. Le monde bancaire qui ne vous est pas étranger, vous attire et vous souhaitez y évoluer. Vous parlez anglais.

Merci d'adresser, lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 7100 M. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Bernard Julhiet Psycom
Membre de Syntec

Le Monde

Le grand quotidien national, oui, mais aussi une entreprise de des investissements à décider, des dépenses à maîtriser, des comptabilités à réaliser, une rentabilité à obtenir et à améliorer. Voilà le Monde et ses ambitions de toujours et les défis de demain. La Direction Financière du journal recherche un

Contrôleur de gestion

En relation avec les directions opérationnelles, il conçoit et met en place toutes les procédures de préparation d'instruction budgétaire, les nomenclatures de la comptabilité analytique, les différents outils débouchant sur un contrôle de gestion efficace. Il coordonne les différents services, les budgets de fonctionnement, d'investissement, le suivi, les contrôles, en analyse les écarts. Enfin, il conçoit les méthodes, les procédures de gestion de l'entreprise, il surveille la fiabilité et la qualité. Véritable conseiller de la Direction Générale, il éclaire dans ses décisions globales à moyen terme que dans ses choix plus quotidiens.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des professionnels du contrôle de gestion possédant 5 à 8 ans d'expérience dont une partie dans un poste d'audit. Diplômé de l'enseignement supérieur (grande école de gestion) le DECS, nous vous demanderons de nous convaincre de votre goût pour le contrôle de gestion et l'audit et de votre talent à convaincre divers interlocuteurs.

Merci d'adresser, lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 7319 M. 1 rue de Berri 75002 - Paris.

Bernard Julhiet Psycom
Membre de Syntec

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde



Groupe international en quête de l'Adjoint de son Secrétaire Général

Etre leader sur un marché international, avoir une excellente image boursière, entreprendre et améliorer chaque jour davantage, exigent de trouver de nouveaux talents : ceux qui demain seront à des postes clés.



Qui êtes-vous exactement ? Un Groupe français devenu le premier mondial dans sa spécialité ; nous employons 12 000 personnes et réalisons un Chiffre d'Affaires de 5 Milliards de F.

Qui recherchez-vous aujourd'hui ? Un candidat confirmé dans l'expérience industrielle. Il est très à l'aise dans les négociations de haut niveau. Il rédige, il a une parfaite maîtrise de l'anglais. S'il connaît les milieux boursiers, c'est un plus.

Quel sera son rôle dans le Groupe ? Très proche de l'équipe de Direction Générale, sa mission recouvre quatre activités :

- la préparation de négociations d'affaires,
- les relations extérieures avec les organismes publics ou privés (ministères, administrations, C.O.B...),
- les études approfondies de dossiers juridiques et fiscaux,
- la rédaction du rapport annuel.

Quels seront vos critères de choix ? Sa formation : HEC, ESSEC, IEP Paris, ENA ou tout autre diplôme de grande école sera sa carte de visite. Son expérience, son ouverture d'esprit, son goût des affaires.

Comment l'entreprise voit-elle l'évolution de ce collaborateur ? Homme de confiance de l'équipe de Direction Générale il prendra une part de plus en plus active aux négociations

du Groupe et au développement de son image boursière. Il saura détecter les opportunités d'achat d'entreprises en harmonie avec la politique de la Maison.

En résumé, il s'agit d'un poste basé à Paris, en relation étroite avec l'équipe de Direction Générale et plus particulièrement avec le Directeur Financier. La personnalité choisie aura l'emvergure pour accéder à moyen terme à des fonctions diversifiées de Secrétaire Général. Vous recevrez un salaire de l'ordre de 350 000 F par an.

E. GIACCHETTI

Si ce poste répond à votre souci d'évolution, si vous souhaitez en connaître toutes les facettes, adressez-moi votre dossier de candidature : Edith Giacchetti, C.P.A. 3, rue de Liège 75009 Paris

PARIS

Directeur Financier

Cette société (CA 300 MF, 600 personnes), récemment achetée par le leader européen dans son domaine, vient de réussir sa réorganisation en mettant en place une nouvelle stratégie commerciale, une politique marketing ambitieuse, des outils de production modernes, une usine pilote, le tout bénéficiant d'une informatisation sur mesure.

Pour assurer et coordonner efficacement le développement, le P.D.G. recherche son Directeur Financier.

Membre du Comité de Direction, le Directeur Financier anime et supervise le service comptable et informatique (24 personnes). Il sera plus particulièrement chargé de l'organisation administrative, financière et informatique, de la gestion financière et du contrôle de gestion.

Ce poste très stimulant s'adresse à un excellent professionnel de la fonction, possédant l'expérience informatique et financière nécessaire, motivé par les systèmes d'informations et l'organisation en général. Compte tenu des relations avec la maison-mère, il est impératif d'être bilingue français/anglais ou français/allemand.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel, sous réf. NLB 51002M à IEG, 113 rue de l'Université - 75007 Paris.



Grove coles France

Nous sommes la filiale française (C.A. : 70 millions de F.) d'un groupe américain leader mondial en matière de fruits.

Notre croissance est soutenue et nos prévisions, pour le futur, très favorables. Nous recherchons après

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Assisté d'un chef comptable et de deux collaborateurs, il sera responsable de la comptabilité générale, informatisée sur IBM 36, du reporting à la société mère, des budgets, de la trésorerie et de l'informatique.

L'homme recherché, diplômé de l'enseignement supérieur (minimum DECS), a quelques années d'expérience, soit comme AUDITEUR dans un grand cabinet international, soit dans une fonction similaire acquise dans une PME. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Le poste est situé à 30 minutes au Nord-Ouest de Paris. Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 601 103 H (à mentionner sur l'enveloppe).

B K C BERNARD KRIEF CONSULTANTS 115, rue du Bac - 75007 Paris

WANG

Des Fous de l'Innovation Technologique

- Dans le monde un CA de plus de 12 Milliards de F
- Plus de 30.000 personnes.
- En France un CA de plus 520 Millions - France - 520 personnes, 5.000 systèmes informatiques.

Pour renforcer notre Equipe Administrative et Financière, nous recherchons un

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION MF

Reportant au Responsable Financier du S.A.V.

vous développerez à partir d'un système informatique les outils de gestion adaptés à l'activité du service après-vente.

vous assurerez le suivi et exploiterez les outils de gestion spécifiques à cette activité.

vous prendrez en charge la production des états financiers internes du service.

Ce poste, si fort potentiel, nécessite un titulaire de l'équivalent ESC, Dauphine ou équivalent, possédant 2 à 3 ans d'expérience dans une société internationale ou en cabinet d'audit.

Une maîtrise de l'anglais est indispensable, ainsi qu'une maîtrise sur l'informatique.

Envoyez votre dossier de candidature à Catherine HEYBART - Service du Personnel WANG FRANCE S.A. - 75001 Avenue Gallieni - 12171 BAGNOLET

PARIS

ATTACHÉ DE DIRECTION

TRESORERIE

LE PROFIL : - une formation supérieure (école d'ingénieurs, école de commerce...) de préférence suivie d'une première expérience financière. - une aptitude à travailler en équipe. - un maistrat des mathématiques financières et à l'informatique.

Nous sommes une SOCIÉTÉ FINANCIÈRE SPÉCIALISÉE en pleine expansion.

En liaison directe avec le Directeur Général et la Trésorerie, votre mission sera :

- concevoir et mettre en place de nouveaux produits,
- participer à la réalisation des coûts de refinancement,
- mesurer la rentabilité des investissements sur les différents marchés de capitaux,
- participer à l'adaptation de l'outil de gestion financière (MATIF, échanges de taux...).

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre candidature (C.V., photo et prétentions sous réf. 1623 à AXIAL Publicité, 27 rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmetra.

Moët-Hennessy

recherche

JEUNE

juriste

droit des sociétés

Rattaché directement au Responsable du Service Juridique, il sera chargé du suivi juridique des Sociétés françaises du Groupe - préparation des Conseils et Assemblées Générales, formalités, Consultations en Droit des Sociétés. A terme, son activité de Conseil pourra être élargie au domaine du Droit des Affaires (Marques, Droit de la Distribution...).

Ce poste conviendrait à un JEUNE DIPLOMÉ en DROIT des AFFAIRES (DEA, DESS, MAÎTRISE) possédant une première expérience acquise en entreprise, dans une Banque ou dans un Cabinet de Conseil. Il implique des qualités certaines de rigueur et de méthode ainsi que la connaissance de l'anglais. La rémunération est motivante et évolutive. Le lieu de travail est proche de l'Étoile.

Les dossiers de candidature - sous réf. 3152 M, à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

Jeune cadre comptable, avis aux bonnes idées !

Filiale d'un des plus importants groupes financiers d'Europe dans le domaine de l'épargne, des placements et la retraite, nous recherchons un jeune cadre comptable possédant le DECS (+ Ecole Supérieure de Gestion) complété d'une première expérience de comptabilité générale en entreprise.

Vous animerez une petite équipe et prendrez en charge la comptabilité de 100 assurances. Gestionnaire rigoureux, vous possédez un esprit vif et curieux que nous saurons offrir de nouvelles responsabilités au sein de structures souples (250 personnes) dont le CA est en constant progrès.

Pour investir dans un groupe performant, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence 1111 à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris

Etablissement Financier de 1er plan recherche pour son service d'Etudes à PARIS.

CHARGE(E) D'ETUDES FINANCIERES

Adjoint au Responsable du suivi des ressources et des emplois de l'Etablissement il sera plus particulièrement chargé :

- de la mise en place des nouveaux outils de prévisions et de suivi des dépenses financières de l'établissement
- de la conception et de la mise en œuvre d'instruments de mesure des risques de liquidité et de taux
- de la mise en œuvre et de l'amélioration des outils de simulation existants
- de l'étude de dossiers ponctuels nécessitant de fréquents contacts avec les Directions Internes de l'établissement et avec certains organismes financiers.

Titulaire d'un diplôme de GRANDE ECOLE DE COMMERCE (HEC - ESSEC - SUP DE CO PARIS), éventuellement doublé d'une formation complémentaire en Finance et Comptabilité (DECS - IAE - Sciences PO - Eco-FL) il aura acquise une expérience de 2 à 4 ans dans un Etablissement Financier et possèdera une bonne pratique de l'informatique.

Adresser dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, prétentions et photo) sous référence 1717 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75001 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Financier

récentement achetée par le... réorganisation commerciale, politique et modernisme, usine pilotée sur mesure à développement, le P.D.G.

secteur Financier anime et dirige (24 personnes), gestion administrative, financière et du contrôle de

excellent professionnel de la banque et financier nécessaire à l'organisation générale, maître, il est au français/

inscrite, CV LB 51002M Paris The Executive Group

France

7 millions de F) d'un groupe... pour le futur, très favorables

Stratif

responsable, il sera responsable sur IBM 36, du reporting à l'ère de l'informatique, gestionnaire supérieur (minimum 5 ans) ALLOCATEUR dans un secteur similaire acquis dans un autre secteur.

CONSULTANTS 137 Paris

Hennessy

ite sociétés

stable du Service Juridique, il gère les Sociétés Françaises du Groupe, relations Générales, formalités, etc. À terme, son service de conseil en Droit des Affaires.

DE DIPLOMÉ en DROIT des BRES possédant une première expérience dans une Banque ou dans un secteur financier de banque de France de Langlais. Le lieu de travail est

75008 Paris

comptable, mes idées!

groupes financiers d'Europe des placements de la recherche cadre comptable complète (gestion) complète de comptabilité générale en

age et prendrez en charge la gestion. Gestionnaire rigoureux et curieux que nous saurons confier de nouvelles responsabilités au sein de nos équipes dont le CA est en

adressant, adressez votre dossier (photo et prétentions) sous la

Paris - 75001 Paris

L'UNIVERS DE LA GESTION

Gérer 1 milliard de francs

CONTRÔLEUR DE GESTION

Notre société se situe aujourd'hui parmi les leaders de la distribution moderne (29 milliards de C.A., 12000 personnes). Nous sommes implantés sur l'ensemble de la France, avec de nombreuses diversifications et des filiales à l'étranger. Nous recherchons pour une importante région parisienne, un contrôleur de gestion.

Sous la direction du directeur de l'unité (500 personnes), il dirige l'équipe comptable administrative, prend en charge le contrôle interne, aide activement les opérationnels à gérer leur centre de profit. Membre du comité de direction, il participe totalement à la stratégie commerciale de l'unité.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co + DECS), il justifie d'une expérience réussie de trois à cinq ans. Il est doté d'une bonne capacité à travailler en équipe dans une structure où la coopération est importante. Il pourra évoluer, à terme, vers des fonctions de direction.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M27/1582.1 a.

EGOR DISTRIBUTION
63, rue de Valenciennes - 75001 PARIS

EGOR

Contrôleur de Gestion

Leader dans le domaine de l'information, notre fort développement lié à nos innovations technologiques, nous conduit à étoffer notre équipe financière et à créer le poste de

Passionné par la gestion et par notre activité, vous prendrez la responsabilité du contrôle des opérations de projets au développement du groupe, de l'élaboration du reporting mensuel à la suite mensuelle, des analyses d'écarts, de la gestion du budget annuel et du suivi mensuel. De plus, vous serez le conseil auprès des départements opérationnels dans une optique de décentralisation des procédures budgétaires et du reporting.

Votre candidature nous intéresse si vous avez une expérience de 2 à 5 ans en contrôle de gestion d'une société anglo-saxonne, si vous êtes diplômé d'une école de commerce et si vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise. Votre dynamisme et votre capacité à vous imposer les atouts pour votre réussite future dans notre contexte international.

Salaires proposés 180 000 - 200 000 F.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel, sous réf. IB 50001 à TEG, 113 rue de l'Université - 75007 Paris.

The Executive Group

Profil: Oust Parfaite
Une importante Société de Distribution et de Vente de Combustibles

Audit Interne et Contrôle de Gestion

Création de Poste

Le titulaire sera chargé:

- du contrôle des procédures administratives et comptables;
- de l'élaboration du budget;
- de la mise en œuvre des règles de gestion.

Il devra:

- une formation supérieure type Ecole de Commerce, secteur Finance Comptabilité, ou Université Paris Dauphine (une formation complémentaire sera un atout très apprécié);
- des qualités acquiescentes d'organisation et de rigueur appuyées sur une expérience d'au moins 2 à 3 ans à un poste similaire.

Préférents déplacements à prévoir.

Ecrire avec C.V. et prétentions à: Mme D'ORNANT

FIDAL PARIS - Bis rue de Villiers - Levallois-Perret

ORGANISATEUR

division administrative et financière

Pfizer, Filiale d'un laboratoire pharmaceutique anglo-saxon de dimension internationale (1000 MF de chiffre d'affaires avec 1000 personnes) recherche directement un Organisateur Administratif et Financier, vous serez en charge de la division administrative et financière.

En tant qu'organisateur vous serez responsable de la gestion administrative et financière de la division que vous serez en charge de la gestion administrative et financière.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, Université), vous avez acquis déjà une première expérience de 2 à 5 ans en entreprise ou comme consultant. Vous êtes également en charge d'études financières spécifiques.

Des perspectives de carrière intéressantes seront offertes au moyen terme.

Lieu de travail Orsay.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature aux adresses ci-dessous: PFIZER - Service du Personnel - 11, rue de Paris, 91401 Orsay.

Pfizer

Banque

Une Banque Privée, de très forte notoriété, dont le siège est à Paris, recherche un

ANALYSTE FINANCIER

Affecté à la Direction des engagements, il sera responsable de l'analyse et du suivi des risques pour une clientèle constituée de grandes et très grandes entreprises.

Ce poste s'adresse à un homme de formation supérieure ayant un minimum de trois ans d'expérience bancaire de préférence dans une fonction semblable.

La réussite à ce poste pourra permettre une évolution importante au sein de la banque, tant à la direction des engagements que dans d'autres activités bancaires (exploitation, inspection...)

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 601 107 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - NEW-YORK

emploi régional

UN ETABLISSEMENT FINANCIER D'IMPORTANCE NATIONALE recherche

cadre de gestion comptable

Agé(e) de 25 à 35 ans minimum, de formation supérieure en économie et comptabilité (niveau Maîtrise et DECS) il (elle) aura une expérience de 2 à 5 ans minimum en entreprise ou dans une banque. Il (elle) dirigera une petite équipe et sera responsable de la gestion de plusieurs SICAV (contrôle des opérations quotidiennes, arrêts périodiques, calcul des valeurs liquidatives, etc.).

Rémunération de l'ordre de 150.000 F + nombreux avantages de groupe. Importantes possibilités d'évolution.

Merci d'écrire avec CV et photo sous réf. G 174 à PAJ Conseil, 8, avenue de Camoëns, 75016 PARIS

CONSEIL EN RECRUTEMENT

Directeur Financier

5 ANS EXP.

Nous sommes un Groupe de Services Financiers en plein développement. Il nous faut un Directeur Financier expérimenté et nous recherchons notre Directeur Financier Administratif.

Votre mission:

- assurer la comptabilité générale et analytique du Groupe et des filiales;
- mettre en place une gestion budgétaire;
- gérer le politique salarial.

Vous participerez également de façon importante aux décisions du Groupe (expansion, achat de sociétés, développement d'activités nouvelles).

En contact régulier avec les U.S.A., vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions, sous la référence 3961/LM, à

MEDIA BI
9, Bd des Filles, 75002 Paris

ETABLISSEMENT FINANCIER REGIONAL

(réseau des Caisses d'Epargne Ecroul)

recherche pour ORLEANS

1) UN(E) ATTACHE(E) COMMERCIAL(E) (CADRE)

Il contribuera au développement des Caisses et participe:

- à la mise en œuvre et au suivi des campagnes publicitaires et promotionnelles;
- à la conception, à l'exécution, à l'animation et au suivi d'actions commerciales locales;
- à la sensibilisation et à l'information des agents commerciaux du réseau (élaboration d'outils d'aide à la vente notamment);
- au suivi de la concurrence.

Profil souhaité:

- Formation supérieure;
- Si possible expérience confirmée de l'activité commerciale;
- Sens du dialogue et de la communication;
- Forte capacité à travailler en équipe.

2) UN(E) ASSISTANT(E) DEVELOPPEMENT (AGENT DE MAITRISE)

Il (elle) aura pour mission:

- D'effectuer des études statistiques sur micro-ordinateur et de participer à la réalisation d'études quantitatives et qualitatives sur l'environnement et le marché des Caisses d'Epargne;
- D'étudier les moyens à mettre en œuvre pour développer les produits ou services et conquérir de nouveaux marchés;
- De participer à la conception, au suivi et à l'évaluation d'actions innovantes en matière de développement.

Profil souhaité:

- L.U.T. ou équivalent;
- Esprit d'initiative;
- Sens du dialogue et de la communication;
- Forte capacité à travailler en équipe.

Pour ces deux postes, les lettres de candidature avec photo et curriculum vitae manuscrit détaillé sont à adresser sous le n° 8217 à LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montcaumon, 75007 Paris.

Droit, Ecole de Commerce, DECS, 1 - 2 ans d'expérience, et maintenant!

Vous souhaitez poursuivre votre formation auprès de professionnels compétents tout en ayant de nombreuses responsabilités. Rigoureux, efficace, vous aimez des qualités de contact et une souplesse intellectuelle certaine.

Soyez notre secrétaire général

Notre association efficace, au profit d'industriels, des recherches appliquées utilisant les technologies les plus avancées.

Vous prendrez en main la comptabilité, mais aussi l'organisation, la gestion et l'administration de notre centre.

Ce poste est basé à Paris.

Ecrivez sous référence 394 ALM au département Ressources Humaines de SIASS à qui nous avons adressé votre recherche.

25, rue de Berni 75008 PARIS.

SIASS

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

FILIALE d'un Groupe International recherche pour sa Division Diététique

UN PHARMACIEN

Le titulaire du poste de l'usine (Cachet), il devra assumer 3 types de missions:

- Contrôle qualité;
- Assurance qualité;
- Responsable administrative de l'équipe des laboratoires et de sa gestion.

Ce poste concerne un pharmacien option industrie ayant une expérience de 3 à 5 ans de chef de laboratoire et solides connaissances en analyses pharmaceutiques (HPLC, GLC, GPC).

Il maîtrise parfaitement l'anglais et est disponible et ouvert aux problèmes spécifiques de l'industrie laitière.

Merci d'adresser votre C.V. et photo sous référence M à notre Conseil:

SODAE - Luce MOURY
62, Bd du Maréchal Joffre
92340 BOURG-LA-REINE

CONTRÔLEUR DE GESTION

Notre société commercialise en France une gamme complète de matériels et de supports informatiques. Pour assister la Direction de cette activité, nous recherchons un CONTRÔLEUR DE GESTION.

Il devra mettre en place de nouveaux modes de gestion, suivre les budgets, assurer la coordination inter-services, et apporter pour les clients et les distributeurs des solutions de financement de ces matériels.

Ce poste conviendrait à un Assistant confirmé, de formation ESC, parlant anglais (l'allemand serait souhaitable) et connaissant bien le financement des biens d'équipement.

Merci d'écrire, sous réf. MS/186, à

Compagnie Française BASF
140, rue Jules-Guesde
92303 LEVALLOIS-PERRET

BASF

Directeur Financier et Administratif basé en Afrique Francophone

La mission proposée: - diriger l'ensemble de nos services financiers, comptables et administratifs du Groupe (25 p); - contrôler de gestion, trésorerie, comptabilité générale, services juridiques, informatique (IBM 34 et PC); - assurer l'évolution de la Fonction Financière en l'adaptant à notre développement; - élaboration de méthodes et d'outils, conception informatique. Le candidat recherché: - âgé de 30 ans environ; - gestionnaire; - formation (Ecole de Commerce, ICG, IAE...); - titulaire d'une bonne expérience comme Contrôleur de Gestion, Audit Interne ou Responsable Administratif Financier, acquise si possible dans la grande distribution alimentaire; - possède une excellente culture informatique; - est doté de qualités humaines et morales ainsi que d'une forte capacité de travail et du goût des responsabilités. Nous offrons: - une mission passionnante dans un Groupe performant; - une rémunération élevée; - des avantages attractifs: villa, voiture de fonction, lieu de travail dans une grande métropole en bord de mer.

Adressez votre dossier de candidature comprenant obligatoirement CV, lettre de motivation, rémunération actuelle et souhaitée, photo récente (retournée), y/réf. CHA 231 ou CNPG Conseil, 105 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS, qui l'examinera en toute

ÉDITIONS LUXE

rechercheur

AGENT EXCLUSIF DE DIFFUSION

Région Provence-N.P.M. Côte d'Azur.

Ecrire à M^{me} LEFUR,
39, rue de la Convention, 75015 Paris.

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

Message à un passionné d'Informatique

Jeune Adjoint au Contrôleur de Gestion Usine

Améliorer l'organisation informatique usine, développer la communication en proposant des outils de gestion adaptés, assurer l'entretien des différents services de l'usine et le sous-traitant informatique, faire évoluer le système, tout en assurant le Contrôleur de Gestion dans l'attribution des budgets, les prix de revient, l'analyse des écarts. **Une bonne maîtrise de l'anglais sera de plus en plus appréciée.** Les candidats qui vous intéressent par cette société très performante dans son domaine.

A 25 ans environ, vous êtes diplômé d'études supérieures de gestion option informatique. Vous possédez déjà une première expérience acquise dans le contrôle de gestion mais aussi un goût inné pour l'informatique comme **ces outils vous permettront de travailler dans la fonction qui vous intéresse.** Une bonne connaissance de l'anglais sera de plus en plus appréciée. Le poste est situé à Laval au sein d'une usine pilote.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence NLB 51102M à TEG, 113, rue de l'Université - 75007 Paris

The Executive Group (France) Management

Cadre Comptable

Responsable Comptabilité Générale

Important Groupe d'Assurances

recherche pour prendre en charge le Service comptabilité générale, un Cadre d'une quarantaine d'années qui joigne à une formation supérieure (DECS ou équivalent) une solide expérience professionnelle au cours de laquelle il aura prouvé sa fiabilité, son dynamisme et son sens des responsabilités.

Directement rattaché au Secrétaire Général, il encadrera et animerá une équipe de 15 personnes. Situation intéressante et évolutive pour candidat qualifié et motivé. Poste à Paris.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous réf. 1838 à LTA 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

SOCIÉTÉ RÉGIONALE DE FINANCEMENT

Recherche pour faire face à son développement :

CHEF COMPTABLE

Limoges

Pour ce poste de responsabilité, nous souhaitons rencontrer un professionnel de la comptabilité bancaire (DECS apprécié), ayant au moins 10 ans d'expérience dans un service comptable.

L'ampleur du Groupe nationalement reconnu, et les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur et dynamique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M24/1539 B2, à :

EGOR MIDI-PYRENEES
Sully, 1, place
31072 TOULOUSE CEDEX

egor

BORDEAUX (NON MANTER) BRASSAUBOURG TOULOUSE
ROMA VENEZIA GUSSENFORF LONDRES MADRID MONTREAL

Groupe chimique international

La Filiale Commerciale Française (plus d'un milliard de F de C.A.) d'un puissant Groupe Chimique International recherche son

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il aura la responsabilité de la mise en place de cette fonction. Il assurera notamment la préparation et le suivi des budgets des ventes et des stocks ainsi que l'analyse des informations issues de la comptabilité analytique.

Le candidat recherché a une formation supérieure de très bon niveau, il possède une expérience de 3 années dans une activité similaire. Une assez bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Une pratique d'application en micro-informatique est appréciée.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle s/référence 601 100 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKCC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

ASSOCIATION GESTIONNAIRE de l'équipement pour travailleurs immigrés, recherche pour ses filiales des

GESTIONNAIRES

avoir le sens du contact. Gestion Informatisée

Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable.

Envoyer CV détaillé, lettre motivée et photo récente sous références, sous réf. 4141 M à ADEF Service du personnel 16, rue de l'Étoile, 75004 Paris.

GROUPE GESTION PRIVÉ (implanté à l'étranger) cherche la responsabilité de sa filiale parisienne à créer

20/38 ans min. 3 ans d'exp. dans une banque, agent de change, etc.

Fonctions : marketing, conseil de gestion et supervision du fonctionnement de la filiale.

Carrière passionnante pour un esprit entrepreneurial, sérieux du groupe.

Envoyez CV + photo à News Monze 136-140, av. Raymond-Baschet 75006 Paris réf. 7600 MC décision assurée.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer soigneusement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Directeur Financier

pour ses activités françaises basées à Paris.

De formation supérieure vous êtes de niveau expertise comptable ou équivalent (C.A., C.P.A.)

Vous avez acquis une solide expérience dans une fonction de gestion financière de préférence dans un environnement de commerce international. Vous avez la pratique des systèmes informatisés.

Ce poste implique un haut degré d'initiative et la capacité de communiquer avec des interlocuteurs de tous niveaux.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser une lettre de candidature et C.V. sous réf. 861 à J.W. Moffat, 47, rue de Chaillot, 75116 PARIS.

DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales . Internationales

BKCC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Jeunes ESC finances - compta... « l'autre développement »...

Nous sommes une jeune filiale MF, par. d'un Groupe de L'AGRO-ALIMENTAIRE. Notre développement actuel s'appuie sur un concept UNIQUE AU MONDE une stratégie Marketing performante. Notre Directeur Général attend le moment opportun pour créer le poste de

Directeur administratif et financier

250 000 F +

sachant qu'une organisation interne efficace, le fait d'étayer ce qui a été construit, permet d'aller plus loin... Tout est à faire !... Concevoir, gérer, les flux comptables et financiers, un reporting à la Direction Financière du Groupe, bref mettre en place des outils de gestion simples, souples et efficaces, à partir de nos points de vente. Vous êtes actuellement numéro deux ? Ou à cela ne tienne... nous sommes ceux qui acceptent les challenges et retransmettre leurs manches...

René DAGIRAL, notre Conseiller, attend votre résumé de carrière, référence V/DAF/LM.

ARCOREM **Raymond Poukain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Auditeur financier

Dans le cadre du développement de sa structure, une importante société basée dans le Sud-Est crée la fonction d'Auditeur Financier.

Rapportant au Président, il interviendra dans le cadre de l'activité de la compagnie et de ses filiales.

Il aura en charge le contrôle et assurera le montage de financements à l'étranger.

Cette fonction conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur : HEC - ESSEC - ESC, option finance comptabilité, ayant une formation d'Audit en Cabinet complétée par une expérience financière acquise au sein d'une entreprise ou d'une banque internationale.

Merci de nous envoyer votre dossier pour une première rencontre sous référence 435.

CURSUS CONSEIL
16, rue de la Paix 75002 Paris.

Passion et rigueur pour un DG.

350 000 +

Une PME à fort potentiel, un concept original dans la profession du nettoyage industriel : allier le savoir-faire de spécialistes traditionnels aux techniques et équipements les plus modernes. Des points de vente, intégrés ou franchisés, alimentent une usine automatisée permettant de traiter à coûts très compétitifs les pièces délicates (coûts, délais, poids, plombs) ou plus ordinaires. Les clients : le grand public et, en sous-traitance, les pressings indépendants.

La société, créée en 1984 et localisée à Paris proche business Ouest, est en phase de croissance rapide. Il faut poursuivre le développement en région parisienne, puis piloter l'expansion au plan national et international. L'aspect technique est parfaitement maîtrisé par un jeune professionnel de 30 ans qui s'est formé auprès des meilleurs spécialistes mondiaux, notamment aux États-Unis. Reste à bâtir et faire évoluer des structures souples et efficaces, orienter la stratégie commerciale, animer, contrôler et faire grossir la dernière ligne du bilan.

Nous voulons un DG capable de diriger et d'entreprendre avec passion. Pragmatique et rigoureux, il a la piété sur terre et le goût des affaires, c'est un gagnant qui sait mobiliser les énergies. Une compétence indissociable : formation supérieure, connaissances pratiques en comptabilité et trésorerie, expérience de gestion d'un centre de profit idéalement dans le cadre d'une société de services. A vous d'argumenter votre candidature auprès des consultants de SIRCA, 64, la Boétie, référence 492 570 M. Merci de préciser votre rémunération actuelle.

Sirca

Membre de Syntec

BIAO AFRIBANK

Inspection Générale

L'Inspection est la voie privilégiée d'accès aux postes de responsabilité élevée. L'importance et l'extension de son réseau (250 agences dans 20 pays, 8000 collaborateurs) au sein du Groupe BIAO à rechercher :

- Un inspecteur Cl. VII chargé de l'audit des filiales étrangères.
- Un inspecteur Cl. V, VI affecté au contrôle de son réseau métropolitain.
- Un Cadre Cl. VI, VII chargé d'évaluer la qualité des engagements des diverses entités du Groupe.

Ces postes, basés à PARIS, requièrent une grande mobilité et débouchent à moyen terme sur des affectations dans le réseau international.

Adresser lettre détaillée indiquant le poste souhaité + C.V. sous référence 786 au Département du Personnel et Relations Humaines, BIAO - 9, Avenue de Mexine - 75008 PARIS

Groupe régional bancaire

Directeur général

Institution financière de premier plan, nous formons sur tout le territoire une organisation privée à structures régionales et locales décentralisées. Le Directeur Général d'un Groupe du Sud-Est prépare sa succession.

Il s'agit d'un ensemble représentant plus de 40 guichets établis sur 3 départements qui s'intéresse aux comptes personnels, commerçants, artisans, PME, PMI. Son développement depuis 15 ans est considérable et il emploie 300 personnes. L'homme qui peut prendre la responsabilité d'un tel ensemble (2 Mds de dépôts, 100 000 clients) est un professionnel confirmé de la Banque. Diplômé (type ESC, IEP, CESB), expérience (de l'ensemble des services bancaires et de l'établissement du plan marketing) pratique (de l'animation d'une équipe importante et compétente) le préparent à assumer des fonctions qui comportent au premier chef l'ouverture aux autres, l'habileté dans les relations et la maturité professionnelle.

Merci, nous ayant lu, d'avoir envie d'aller plus loin. SEFOP nous connaît bien, c'est notre Conseil et ce sera le vôtre quand vous lui aurez adressé votre dossier sous réf. DGR 213 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur

L'UNIVERS DE LA

jeune serv

VOLVO FRANCO

Division Automotrice

CONSEILLER ITINERANT

Casino

CA COM

ly aptus d'un avenir



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur général

Un groupe international de réputation mondiale recherche le directeur général de sa filiale française située en proche banlieue ouest de Paris et spécialisée dans l'électronique médicale (assemblage et commercialisation). Placé sous l'autorité immédiate d'un directeur du groupe basé à l'étranger, il assurera avec l'aide d'une petite équipe de direction, l'ensemble des responsabilités que suppose une société regroupant 35 personnes et réalisant environ 25 millions de francs de chiffre d'affaires. Ce poste s'adresse à un cadre supérieur âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial (ou justifiant d'un niveau équivalent) et maîtrisant bien l'anglais (langue du groupe). Il doit également avoir assumé la responsabilité d'un centre de profit distribuant ses produits au travers d'un réseau de distributeurs spécialisés. Avoir eu des relations avec le corps médical et être familiarisé avec l'électronique constituerait des atouts supplémentaires. Composé d'une partie fixe et d'un intéressement, la rémunération annuelle de départ sera fonction des compétences présentées et assurée d'une voiture de fonction. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R 912RM

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur commercial

Rennes

Promotion immobilière - En position dominante dans sa région, cet organisme qui se consacre à la construction de logements (lotissements, commerces, bureaux...) en accession à la propriété (P.A.P.) recherche son directeur commercial. Membre de l'équipe de direction, il sera placé sous l'autorité du directeur général et aura pour mission d'élaborer une stratégie marketing adaptée à son marché et d'assurer la commercialisation des programmes ainsi définis, avec l'aide d'une équipe composée de 12 personnes. Basé à Rennes, ce poste s'adresse à un cadre commercial âgé de 32 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (type ESC ou équivalent) et doté d'une réelle aptitude à devenir gestionnaire d'entreprise. Il doit impérativement justifier d'une expérience de direction commerciale (5 ans au moins) dans une société de promotion immobilière relevant, si possible, du secteur privé, qui lui ait permis de définir et commercialiser des programmes collectifs ou individuels, d'animer un réseau de vente et d'approfondir les techniques de communication. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ pourra atteindre 400.000 francs et sera assortie d'un intéressement. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R 9131M

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Gérant de la Société EVERLAX, leader sur le marché européen du fauteuil de relaxation, j'ai une forte expérience de la V.P.C. à la tête d'une entreprise jeune, ambitieuse, structurée et très performante.

Je recherche le

DIRECTEUR DE NOTRE FILIALE ALLEMANDE A AIX-LA-CHAPELLE

- Nationalité: française ou allemande.
- 30/35 ans.
- Formation supérieure type E.S.C. ou équivalent.
- Parfaitement bilingue.
- Expérience commerciale et administrative liée à ce type de fonction.
- Lieu de travail: Aix-la-Chapelle.
- Responsable du budget publicitaire de V.P.C. décidé avec la Direction Générale.
- Responsable de l'ouverture de magasins sur la R.F.A.
- Ce poste offre des perspectives intéressantes à court terme pour un candidat de valeur.

Manuscrite, C.V. complet, photo, présentations à Paul GOISSET, EVERLAX, C.E. 87101, 91027 EVELY Cedex.

L'UNIVERS DE LA GESTION



VIRGIN FRANCE
Disques, muséocassettes, Vidéogrammes en pleine expansion

jeune responsable service juridique

H/F

Vous serez responsable de l'ensemble de l'activité juridique de notre société sous la supervision de notre Directeur Administratif et Financier. Vous assurerez notamment l'élaboration, la rédaction et le suivi de l'ensemble de nos contrats avec nos artistes.

Nous souhaitons rencontrer des candidats(e) titulaires d'une maîtrise en droit, disposant de réelles capacités intellectuelles, d'un excellent esprit d'analyse et capables d'initiative et d'autonomie dans leur fonction. Une première expérience de 2 à 3 ans dans le service juridique d'une entreprise internationale de communication est exigée. Une excellente connaissance de l'anglais est indispensable. Une connaissance et une première expérience des problèmes de la propriété artistique seraient appréciées.

Vous travaillerez à Paris dans une ambiance de travail stimulante mais exigeante. Ce poste pourrait évoluer vers un poste de secrétaire général pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et présentations s/réf. 86-02 à VIRGIN FRANCE 111, rue de Belleville 75019 Paris.

Directeur d'entrepôts frigorifiques

Littoral nord - Cette société spécialisée dans l'entreposage frigorifique, connaît une bonne activité. Avec un volume de 100.000 m³ elle occupe une place de premier plan sur son marché. Elle recherche un directeur pour prendre en charge la responsabilité globale de la gestion et de l'expansion de la société. Il se verra confier la gestion des entrepôts de stockage, l'administration générale, ainsi que les prévisions financières à court et moyen terme. Il lui appartiendra par ailleurs d'orienter son action sur le développement commercial et de faire valoir les atouts de la société auprès d'une clientèle nationale et internationale. Ce poste de haut niveau ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure (école de commerce ou de gestion), ayant déjà occupé une fonction de directeur d'une petite unité, si possible dans le domaine du froid. La pratique courante de l'anglais est nécessaire. La rémunération proposée, motivante dès le départ, sera fonction des compétences offertes. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence A/4792M

PA

19, Résidence Flandre - 59176 CROIX - Tél. 20.72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

AMNESTY INTERNATIONAL

recrute

DIRECTEUR DES EDITIONS (H./F.)

L'association crée à Paris une structure pour développer ses publications destinées à la France et aux associations des pays francophones (Europe, Afrique et Canada) et recherche celui ou celle qui en prendra LA DIRECTION. La première étape consistera à traduire, éditer et diffuser des ouvrages et documents d'information d'origine anglo-saxonne.

- Ce poste suppose :
- Une parfaite maîtrise de la langue anglaise ;
 - La pratique de l'édition (écrite et audiovisuelle) ;
 - Une expérience d'animation d'équipe et de gestion.

La rémunération prévue est de l'ordre de 160 000 F annuels (les ressources d'A.I. proviennent des seules cotisations de ses membres et des dons des sympathisants).

Prête de manifester votre intérêt en écrivant à Denyse BOYER, A.E.F.A.I., 22, rue de Dunkerque, 75010 PARIS.

Importante Société (800 pers.) dans le domaine de l'électronique recherche son

Directeur des services logistiques

pour une ville importante du centre de la France.

Homme de rigueur et de méthode, il sera responsable, sous l'autorité du Directeur Général, de la qualité du service aux clients (délais et livraisons) et devra, tout en maîtrisant les coûts, assurer l'organisation, la gestion et l'entretien de 23 entrepôts réunissant les fonctions suivantes : • contrôle de production (ordonnancement, lancement), • les approvisionnements, • les stocks (+ - 1000 MF), • la gestion des stocks, • la gestion des commandes, • les expéditions et les livraisons France et Export (F) du CAJ.

De formation INGÉNIEUR ou SUP en CG gestion, les candidats âgés de 35 ans minimum, devront avoir une excellente pratique de l'anglais et être bilingues d'ALLEMAND ainsi que maîtriser l'utilisation de l'outil informatique de gestion et avoir une expérience de management en milieu industriel d'au moins 5 ans.

La rémunération sera négociée en fonction du profil et de l'expérience du candidat retenu.

Si cette offre vous intéresse, veuillez adresser votre C.V. + photo + salaire actuel, à la référence LM/8908, à Thierry G. ALLEN au

CABINET BOTH

Département Sélection Recrutement

3 bis, rue des Saules - 92100 CHATOU

Les candidatures seront traitées confidentiellement et les candidats sélectionnés seront convoqués rapidement à Paris.

VOLVO FRANCE S.A.

recherche pour sa Division Automobiles

CONSEILLER DE GESTION ITINERANT

Jeune cadre de formation supérieure en commerce ou en gestion, son cursus d'une option Comptabilité est complété par une expérience professionnelle de 2 ou 3 ans dans ce domaine.

Sa mission consistera à aider nos clients dans le développement de leur activité. Il assurera un service de conseil en place sur les tableaux de bord, prévision de trésorerie, analyse de bilan et C.G.

Adressez votre candidature avec votre manuscrite, c.v., photo et présentations s/réf. CG/VL à VOLVO FRANCE Division Automobiles, 49, avenue d'Iéna 75116 PARIS.

VOLVO

Casino

CA coté en Bourse pour le Groupe : 345 milliards, recrute pour son siège social à Saint-Etienne.

CADRE COMPTABLE

Diplômé de l'enseignement supérieur (E.S.C. Maîtrise...), spécialisé en comptabilité (D.E.C.S.), vous avez une première expérience en entreprise ou en cabinet, à la rigueur débutant avec de très bons stages. Vous avez aussi de la personnalité, des capacités d'organisation et des aptitudes solides pour diriger un groupe de travail. Nous vous proposons de prendre l'essor de la responsabilité d'une section comptable (30 personnes) puis d'évoluer en fonction de vos résultats et de votre intérêt vers des postes de plus grande importance dans notre Groupe, dans les services centraux ou dans l'une de nos filiales. Votre rémunération sera fonction de votre expérience. Adressez votre manuscrite, C.V. photo, sous réf. PA à Casino, Service Gestion des Ressources Humaines, 24 rue de la Montre, 42008 Saint-Etienne Cedex 2.

Il y a plus d'un avenir au Casino

Directeur des relations humaines

A proximité de Strasbourg, nous employons 1000 personnes dans une entreprise de pointe en technologie des matériaux. Nous recherchons aujourd'hui dans la catégorie des entreprises de type "à dire l'importance de nos accords au sein de l'entreprise" un homme, un homme responsable sera valorisé ses droits à la retraite. L'homme que nous recherchons sera remplacé.

Vous êtes le bon homme de confiance, rigoureux, vous aimez travailler en équipe et en étroite collaboration avec la Direction Générale. Votre formation supérieure a été complétée par cinq ans au moins d'expérience dans une fonction similaire. Vous êtes la personne que nous souhaitons rencontrer.

Ecrivez-nous vos motivations, en joignant un C.V. et une photo sous réf. 70205/M à notre conseil qui vous garantira son entière discrétion.

Staff Consultants

32, Avenue de la Robertsau, 67000 Strasbourg

STRASBOURG PARIS LYON NEW-YORK

CONSTRUCTEUR DE BIENS D'EQUIPEMENTS

Implantée en Sud-Ouest, internationale et spécialisée, recrute

DIRECTEUR DES ETUDES

Il sera responsable :

- du développement et de l'amélioration de la gamme
 - de l'organisation de l'équipe (10 personnes)
- Les candidats seront convoqués pour un entretien de sélection. Les candidats retenus devront être prêts à relever le challenge, soit :
- une formation d'ingénieur mécanique (A.M. Centrale)
 - une préférence, complétée par une spécialisation électronique
 - la pratique de l'anglais et du développement industriel des équipements mécaniques
 - une expérience de 10 ans
 - une maîtrise de l'anglais et du respect économique
 - une pratique de l'anglais et de l'anglais

Adressez votre dossier de candidature (C.V., photo, présentations) à M. 314.828 M., LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7^e. Confidentialité assurée.

DE FINANCEMENT

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

COMPTABLE

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

recherche un professionnel ayant au moins 3 ans d'expérience

emplois internationaux
(et partout ailleurs d'Outre-Mer)

Audit International

Notre client est une banque d'affaires internationale implantée à Paris, Londres, New York, Nassau. Elle agit dans une gamme diversifiée d'activités telles que: crédits directs ou syndiqués à court, moyen ou long terme; des clients publics et privés, financement; négoce en matières premières; avec une participation active dans les marchés des obligations, des euronotes, des fonds communs de placement et des opérations de trésorerie de change.

Le poste à pourvoir viendrait renforcer l'équipe d'audit pour le Groupe comme assistant direct de l'auditeur principal. Poste basé à Paris, nécessitera des déplacements assez fréquents dans les autres centres.

Le candidat idéal possèdera un diplôme d'expert-comptable ou équivalent, avec une bonne expérience de l'audit anglo-saxon dans le domaine des opérations bancaires internationales acquises dans une banque internationale ou dans un établissement d'expertise comptable. Une excellente connaissance de l'anglais parlé et écrit est indispensable. Si ce poste vous intéresse, veuillez adresser curriculum vitae, avec photo, salaire et prétentions à Christopher Evans, Jonathan Wren International Ltd, 170 Bishopsgate, London EC2M 4LX. Tel: 01-623 1266.

Jonathan Wren International Ltd
Banking Consultants

emplois régionaux

contact-téléphone (1) 42 61 82 81

Cadre gestion des ressources humaines H/F

190.000 F +

A 100 km au nord de Paris, un établissement financier à compétence régionale dispose de plus de 200 sièges et agences et emploie un millier de personnes - structure décentralisée d'un grand réseau national - recrute un cadre confirmé pour la gestion des ressources humaines.

SA MISSION : assister les établissements de la région dans l'élaboration et l'évolution des structures correspondant à leur plan de développement, leur apporter l'appui technique nécessaire à la définition des emplois, au recrutement et à l'établissement de plans de gestion prévisionnelle du personnel et des carrières, assurer la coordination entre les établissements sur ces différents problèmes, et assurer la gestion interne du personnel de la société régionale.

Ce poste est placé sous la responsabilité hiérarchique du directeur des ressources humaines. Diplômé(s) d'études supérieures, vous avez une expérience confirmée (3 à 5 ans minimum) de la gestion du personnel en entreprise ou en qualité de conseil.

Les qualités personnelles requises sont : la rigueur du jugement appuyé sur l'expérience pratique, le goût des contacts humains et l'adaptabilité aux évolutions des organisations.

Appelez "Contact-téléphone" au (1) 42 61 82 81 (8 h 30 à 18 h du lundi au vendredi, 10 h à 13 h le samedi) pour des informations complémentaires ou adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 9219 à Organisation et Recrutement, 2, rue Maréchal - 75001 PARIS, qui transmettra. Votre candidature conservera un caractère strictement confidentiel.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Gabon

AFRICA N° 1, la première radio panafricaine, est une société franco-gabonaise (SOFIRAD pour la partie française) qui a son siège social à Libreville; cette radio couvre l'ensemble de l'Afrique francophone.

Ses ressources sont des ressources commerciales d'origine publicitaire principalement.

En prise directe avec la direction générale, ce Directeur a pour principale mission la Gestion Administrative et Financière de l'entreprise qui comprend environ 100 personnes. Le poste est basé à Libreville et quelques déplacements sont à prévoir.

Agé d'environ 40 ans, le candidat est, si possible, de formation supérieure. Une expérience de plusieurs années dans un poste similaire est requise. La connaissance de l'informatique est un atout. Qualités requises: généraliste plus spécialiste, autonome, fiable; il soit prendra du recul.

Les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur; il bénéficiera des principaux avantages liés au statut d'Assistant Technique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 84.

EGOR S.A. - 11 rue de Berri - 75008 PARIS
EGOR MIDI PYRENEES - Le Sully, 1, Place Océane - 31072 TOULOUSE CEDEX

egor
PARIS BORDEAUX DUN NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

A.E.D.E.S.
ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA SANTE

Recrute pour postes P.V.D. particulièrement Afrique

ECONOMISTES MEDECINS AGRONOMES SROLOGUES

3 ans d'expérience souhaités

Env. C.V., photo + lettre candid. à A.E.D.E.S. B.P. 14 Koudougou 1 1020 Bruxelles.

Ingénieurs mécaniciens concepteurs

chargés dans un premier temps de suivre l'évolution des techniques de montage et de construction, de proposer de nouvelles solutions et de concevoir les circuits.

FORMATION : Diplôme d'ingénieurs

EXPERIENCE : 3 à 5 ans en entreprise, ou préférence dans un secteur proche de la mécanique.

Capacités en calculs de structures par éléments finis, ou expérience CAD souhaitées.

Postes à pourvoir dans la région Rhône-Alpes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 1341M, à MEDIA P.A. RHONE-ALPES - 72, av. Jean-Jaures - 69637 LYON, qui transmettra.

SOCIETE D'IMPORTANCE NATIONALE
bien positionnée sur un marché en développement et sûr recherche pour sa filiale du MALI

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (DECS, SUP de CO option comptabilité - contrôle de gestion ou équivalent) et votre expérience d'au moins 5 années des problèmes administratifs, comptables et de personnel - de préférence sur DES GRANDS CHANTIERS - doit vous permettre de prendre en charge tous les problèmes autres que techniques de cette filiale.

Sous l'autorité du Directeur local et en étroite liaison avec les services centraux de PARIS, vous aurez pour missions principales : le suivi et le contrôle de la comptabilité; l'établissement des situations et des déclarations périodiques; la gestion du personnel dont 500 à 600 journaliers; la connaissance et la pratique de l'informatique décentralisée et conversationnelle sont indispensables.

Connaissance de l'AFRIQUE indispensable.

Statut cadre, avantages de l'expatriation (logement, personnel...). Résidence : BAMAKO.

Disponibilité pour une mutation ultérieure dans d'autres pays souhaités.

Adresser votre lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à référence 1920 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01, qui transmettra.

VILLAGE VACANCES SUD BRETAGNE

RECHERCHE

ANIMATEUR

3 MARS - 18 NOVEMBRE

Ce poste nécessite une grande disponibilité et une bonne connaissance de l'organisation, de musique, organisation et participation aux spectacles organisés par le centre, réalisations d'activités.

Env. C.V. détaillé et photo. Notre sous le n° 314 897 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-7^e.

CABINET D'IMPRESSES-GRAPHIQUES

COLLABORATEUR

Niveau DECS ou SUP. Env. C.V. détaillé et photo. Ecrire sous le n° 8 218 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montesson, Paris-7^e.

Établissement adossé à la région Auvergne recherche pour bureau d'études un ingénieur généraliste G.E., ENI diplômé ou ayant quelques années d'expérience. Envoyer C.V. à 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX qui transmettra.

SOCIÉTÉ MUTUALISTE

pour son centre de vacances : CHATEAU DE GRANGES près de CALSADRE (02)

MATRE OU MAITRESSE DE MAISON

Env. C.V. (photo souhaitée) et prétentions manuscrites à M.N.D.E.I. 3, place de l'Éclairage 75008 PARIS CEDEX 08.

EPICENTRE

Boutique de Gestion manuscrite

ASSISTANT DE GESTION

4, rue Chateaubriand 17000 LA ROCHELLE.

april

RENAULT AUTOMATION MERLIN CERRIN et CIE recherche pour CASTRES (Sud-Ouest)

AGENT ADMINISTRATIF

De formation DUT Commerce International - Ce poste situé au service après-vente a un caractère très marqué vers le règlement des litiges. L'orientation de l'entreprise vers les pays européens exige des connaissances en procédures douanières ainsi que la pratique courante de l'anglais et si possible de l'allemand. Une grande disponibilité est demandée pour effectuer des déplacements vers les établissements et les filiales. Expérience d'environ 2 ans exigée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt: sous réf. 88 M à APRIL - Mme LE GUET - B.P. 73 - 81103 CASTRES.

Jeunes ingénieurs débutants

A FORT POTENTIEL

Choisissez l'entreprise qui vous offre le 1^{er} emploi le plus évolutif!

La filiale d'un groupe de 112 000 salariés, située en bordure Atlantique, renforce sa position leader européenne en recrutant plusieurs généralistes à dominante MÉCANIQUE (AM, CENTRALE ou équivalent) ou ÉLECTRONIQUE (SUPELEC, ENSEEIHT...).

Ils intégreront un établissement moderne de 2 000 personnes fabricant des biens d'équipement grand public et ils se verront confier, au sein d'unités autonomes à taille humaine, de réelles responsabilités en METHODES, QUALITE, SERVICES GENERAUX ou RECHERCHE-DEVELOPPEMENT.

L'expansion étant basée sur l'innovation, les technologies avancées, le management participatif et la réactivité, nous attendons des candidats créatifs, impliqués, mobilisateurs, productifs, bref très convaincus de leur avenir dans cette entreprise d'avenir.

Merci de préciser vos motivations en adressant lettre manuscrite, C.V. et photo à notre Conseil.

Michel AUBRY
1 et 3, Place de la Vendée 85000 LA ROCHE S YON

DIRECTIONS Nationales et Internationales

directeur usine PRET-A-PORTER

GRANDE VILLE OUEST 300.000 F +

Notre société a une réputation internationale, une gestion qui dégage des bénéfices.

Nos produits, positionnés haut de gamme et constamment en évolution, nécessitent des hommes de production à l'esprit novateur, capables de dynamiser l'évolution du personnel.

Si vous avez 35 ans environ - une formation INGÉNIEUR (ENSAIT - GENISIT Mulhouse - ITR - ESIV) - une expérience de gestionnaire de production ou d'homme de méthodes acquise dans l'habillement - et un tempérament d'animateur, nous vous demandons d'écrire sous référence 4150-M en vous garantissant toute discrétion, à I.C.A. 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

UN INGÉNIEUR-ELECTRICIEN

diplômé, pour prendre en charge dès Juin-Juillet 1986, sans suivi technique-cadre en bâtiment T.P.

Industriel et énergie M.T., 10 années d'expérience souhaitées et de préférence marié avec enfants. L'anglais écrit et parlé sera un atout supplémentaire. Conditions financières intéressantes. Env. C.V. et photo, avant le 20 février 86 pour attention Bureau des Recrutement B.P. 3030 DECS PUBLICITE 10, square de Val 17020 PARIS qui transmettra.

Avocat à Copenhague recherché, bon pour mariage avec enfants à Charlottenlund (5-8 km hors de Copenhague). Chambre à douche et poste de télévision. Signes très favorables. Voulez-vous connaître de l'anglais. Ad. à Advokat Peter Fugmann, 3, Konevsgade, 1005 Copenhague K, Danemark.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

ALSTHOM

DIVISION MATÉRIELS FERROVIAIRES

recherche pour son unité d'études et de production de matériels électroniques complexes, situés à Villeurbanne personnes dont 100 ingénieurs)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN SUPÉLEC ou TÉLÉCOM

pour participer à l'étude et à la mise en point d'équipements électroniques complexes de haute fiabilité. Notre activité nécessite des déplacements parfois importants, en France ou à l'étranger.

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à: ALSTHOM, Service du Personnel, 11-13, avenue du Bel-Air, 69627 VILLEURBANNE CEDEX.

UNION CARBIDE FRANCE

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES RESPONSABLE DE PROJETS

une formation d'ingénieur Mécanicien, vous désirez contribuer à réaliser les projets d'investissements d'une unité de 400 personnes située en SAVOIE à proximité d'ALBERTVILLE

L'anglais écrit et parlé est indispensable et vous êtes familiarisé avec les techniques de commandes et régulations par servomoteurs et automatismes programmables.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et photo à: UNION CARBIDE FRANCE Postale 3 - LA LECHERE - 73200 AIGUEBLANCHE

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Ingénieurs et Travailleurs
dans les métiers de l'électronique

CRICERAM
INGÉNIEUR EN GENIE

IN

Crédit
AUVERGNE-ROCHELLE

ATTACHÉS (ES) COLONIAUX

DIRECTEURS DE C

Rejoignez



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Jeune ingénieur mécanicien

epb
 Cette entreprise de la région de Strasbourg fabrique un programme complet d'équipements pour machines-outils à commandes numériques, centres d'usinage et ateliers flexibles. La qualité des solutions techniques proposées à ses clients en fait depuis quelques années le leader sur le marché français. Dans le cadre de son expansion, elle recherche un jeune ingénieur de bureau d'études et de développement, qui, tout en s'informant en permanence sur les évolutions techniques, contribuera par sa créativité à enrichir la gamme d'atrichements et de porte-outils. Nous recherchons un jeune ingénieur diplômé (ENSI, AM ou équivalent) ayant choisi une orientation «mécanique» et ouvert à l'électronique. Une expérience de quelques années dans une entreprise faisant appel à des techniques d'usinage sophistiquées nous paraît indispensable. L'anglais est souhaité. L'évolution de l'entreprise et sa dimension humaine font de ce poste une opportunité intéressante. Le salaire sera motivant. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/6353M

PA

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54
 Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeunes ingénieurs... valorisez votre première expérience

Dans la chimie lourde, nous sommes parmi ceux qui comptent. Notre structure de PMI (plus de 3 000 personnes, 12 usines) permet à chacun de s'exprimer pleinement et d'être reconnu.
 Pour trois de nos usines, nous recherchons les Adjointes/les Responsables d'Entretien, sachant que dans une production à fort contenu l'entretien est primordial et ouvre de réelles perspectives d'évolution de carrière. L'un ou ces postes concerne, plus précisément, la partie Electricité-Régulation.
 Nos équipements, objets d'investissements permanents, associent les technologies traditionnelles et modernes (automatismes, régulation...).
 Ces postes peuvent intéresser de jeunes ingénieurs généralistes de haut niveau (A.M.) bénéficiant d'une première expérience leur ayant permis d'acquérir de bonnes connaissances industrielles et désireux, aujourd'hui, de prendre des responsabilités techniques et humaines valorisantes.
 Les postes proposés se situent dans le Sud-Ouest (2) et en Normandie.
 SEFOP recherche les personnes intéressées d'adresser votre dossier sous référence II 212 M.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
 MEMBRE SYNTec

ENERTEC INSTRUMENTS

Division du Groupe SCHLUMBERGER, l'établissement de Saint-Etienne, recherche dans le cadre de l'optimisation de ses moyens informatiques et de ses systèmes de gestion :

Un assistant contrôle de gestion
 Formation Supérieure + DECE

Un assistant gestion de production
 Formation Ingénieur Grandes Ecoles

Ces deux personnes ayant 2 à 3 ans d'expérience, seront chargées avec l'appui des responsables des services concernés d'une part d'assurer les opérations de gestion dans les domaines de la gestion de production et de la gestion et d'autre part de proposer et de mettre en œuvre des améliorations des systèmes et des outils existants.
 Ces postes permettent d'évoluer très rapidement vers des fonctions opérationnelles au sein de la Division ou du Groupe SCHLUMBERGER, pour l'un des candidats dans les domaines de Contrôle de Gestion et pour l'autre dans ceux de la Production.
 Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
 Christian RIGÉ, Service du Personnel, 5 rue Daguerre
 42030 SAINT-ETIENNE cedex 2.

ENERTEC
 Schlumberger

GRUPE KIS

Société de renom international (2,5 milliards de CA en 1984), leader incontesté dans son domaine, nous recrutons, grâce à nos nouvelles divisions, une croissance sans précédent. Nos filiales réparties dans le monde entier nécessitent un service d'audit de qualité, nous recherchons des

AUDITEURS CONFIRMÉS

De formation supérieure (HEC, Sup. de Co, ESSEC, DECS), vous bénéficiez de quelques années d'expérience en cabinets d'audit internationaux.
 Votre excellente maîtrise de l'anglais facilitera vos déplacements à l'étranger (50 % de votre temps).
 Une profonde motivation vous permettra, après quelques années d'audit, d'évoluer vers des postes opérationnels (Contrôleurs de Gestion, Directeurs Financiers ou Directeurs de Filiales) dans nos différentes sociétés du groupe.
 Ces postes sont basés à Grenoble, ville en plein essor, à quelques kilomètres des pistes de ski et des montagnes.
 Merci d'adresser votre candidature avec CV détaillé et photo, sous réf. AUD M, à KIS France, Monsieur RONIN, 21 avenue du Général de Gaulle, 38100 Grenoble.

GRUPE BANCAIRE

dans le cadre de son expansion recherche pour son agence de

NANCY

1 CHARGE DE CLIENTELE HF

Il s'agit d'un diplômé d'Etudes Supérieures (ESC ou équivalent, ITB ou CESB) avoir une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 3 à 5 ans.

Il sera spécialement chargé de promouvoir les produits du Groupe et de développer ses relations (Coopératives, Groupements d'Entreprises, Associations et Mutuelles).

La responsabilité de ce poste implique une excellente capacité d'analyse financière et le sens des contacts.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et présentations à N. PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

ingénieur de production

MARSEILLE RESPONSABLE D'UN ATELIER DE 200 PERSONNES

Vous avez environ 28 ans, une formation de type A.M., 15 à 20 ans d'expérience industrielle ont confirmé votre goût du terrain et vos capacités d'animation. Vous avez acquis quelques compétences en gestion et utilisé la micro informatique. Société performante dans l'agro-alimentaire, nous vous offrons de prendre dans l'un de nos établissements situés à MARSEILLE la responsabilité technique et humaine d'un atelier fonctionnant en semi-continu. Vous contribuerez à l'élaboration et à la réalisation du programme d'investissements prévu. Utilement votre champ de responsabilités pourra s'étendre à d'autres ateliers. Les candidatures, lettre manuscrite, C.V., photo précisant le niveau de rémunération actuelle, sous référence 2413-M seront examinées avec la discrétion d'usage.

2 et 1 ourin CONSEIL DE GESTION 27, AVENUE D'ALLENDE-LORRAINE 92100 ANTOY

ingénieur expérimenté projets / travaux neufs

UNISABI, premier fabricant français d'aliments préparés pour animaux domestiques. UNISABI, société française d'un groupe international (MARC Inc.) est le leader sur son marché avec ses marques CANGOU, F.M., FROLIC, WHISKAS, LOYAL, BREKKIES, KITEKAT et RON-RON.

UNISABI, ce sont 1 000 personnes, 3 usines récentes aux installations de production performantes, 3 milliards de francs de chiffre d'affaires, une croissance de 15 % par an, un volume de l'export de 100 millions.

Dans le cadre du développement de notre usine de fabrication de produits secs, située à La Chapelle Vendomoise (proximité de La Loire-et-Cher), nous recherchons un(e) ingénieur(e) expérimenté(e) pour la partie d'une équipe performante (Travaux Neufs, Entretien, Méthodes) animée par un Responsable Technique.

En liaison avec l'ensemble des services de l'usine (Production, Maintenance, Organisation Industrielle), il (elle) assurera la réalisation de projets à partir de l'étude (conception, planification, suivi financier) jusqu'à la mise en œuvre.

De formation supérieure (Ecole d'Ingénieurs technique ou alimentaire, Arts et Métiers, H.E.I., E.N.S.E.A.N.A.) les candidats(e) devront disposer d'une expérience acquise lors de réalisations et travaux sur site (3 à 5 ans) dans une industrie, agro-alimentaire de préférence.

Il (elle) auront le goût du travail en équipe. Il (elles) sauront écouter et convaincre dans une entreprise où la communication est directe et facile et qui privilégie l'imagination, l'initiative et l'innovation.

De larges possibilités d'évolution existent, tant dans le domaine industriel, que dans d'autres départements de l'entreprise.

Le salaire proposé ne sera pas inférieur à 200 000 F, et sera supérieur pour les candidats(e) dont le valeur, les compétences le justifieront.

Ecrivez-nous (C.V. et photo) UNISABI S.A. Service du Personnel BP N° 2 41330 La Chapelle Vendomoise.



OFFRES D'EMPLOIS

SIEMENS

Siemens Data un constructeur européen accepte le combat

Nous sommes la filiale d'un des premiers groupes mondiaux, et du premier constructeur européen en informatique, bureautique et impression laser.

La forte augmentation de notre chiffre d'affaires en 1985 notamment pour les logiciels de composition de textes (COSY-DIACOS) nous conduit à renforcer notre équipe technico-commerciale. Nous recherchons

Un Ingénieur Technico-commercial de très haut niveau

pour notre secteur d'activité Industries Graphiques.
 Agé de 35 ans minimum, il aura une longue expérience sur matériels SIEMENS, IBM, BULL ou DEC dans la composition de textes. De solides connaissances dans l'utilisation des bases de données, du traitement et de la bureautique sont nécessaires.

Il prendra en compte de nouveaux projets associant les ordinateurs universels de la série SIEMENS 7300 et les nouveaux micro-ordinateurs SIEMENS TC-MDC pour la saisie, la correction et la composition de textes pour la presse et les imprimeries.

Lieu de travail : ST-DENIS, Tour PLEYEL. De nombreux déplacements en province sont à prévoir. Langues étrangères : anglais exigé, allemand souhaité.

Veuillez transmettre votre candidature avec C.V. et présentations, sous réf. 1442/M à :

Siemens S.A. Département du Personnel BP 122 - 93204 ST-DENIS CEDEX 01

Siemens Data l'avenir informatique est aussi européen

Groupe Baloise France

Jeunes managers commerciaux

Lille, Rouen, Paris

Nous sommes une Compagnie importante appartenant à un Groupe important présent dans le monde entier et nous avons la volonté d'accroître notre part de marché.

- Jeunes diplômés.**
- Vous justifiez d'une formation supérieure de commerce.
 - vous vous sentez créatifs.
 - vous souhaitez participer à un challenge de développement.
- alors, adressez vite C.V. et lettre man. n° 4848 à notre Conseil

Impact développement
 26 Rue Brunel, 75017 PARIS

PEUGEOT S.A.

recherche pour les services centraux de la DIRECTION FINANCIERE

CADRES COMPTABLES

Au sein du service de consolidation, ils participent à l'élaboration des comptes consolidés du groupe.

Profil souhaité :
 Ecoles supérieures de commerce ou DECS.
 Débutant ou expérience au à deux ans.

Connaissances en principes comptables anglo-saxons appréciées.

Ces postes sont basés à PARIS. L'importance du groupe permet d'envisager toute évolution de carrière.

Les candidatures sont à adresser à
PEUGEOT S.A. - Gestion du personnel
 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS

OFFRES

SECRET GENERAL REDACT

...
 ...
 ...

2 COLLABORATEURS de HAUT NIVEAU

...
 ...
 ...

FIDAL

CONSEIL FIS CONFIRME NF
 Expertise Internationale

GRADÉ(E) CLASSE

...
 ...
 ...

emplois

IMPORTANTE

ATTACHE DE CLASSE

...
 ...
 ...

ENS

Siemens Data un constructeur européen accepte le combat

Nous sommes la filiale d'un des premiers groupes mondiaux, et du premier constructeur européen en informatique, bureautique et impression.

La forte augmentation de nos chiffre d'affaires en 1985 nous a permis de proposer de composer de nouveaux postes (COSYDACS) nous conduisant à recruter une équipe technico-commerciale.

Nous recherchons :

Ingénieur commercial haut niveau

pour notre secteur d'activités Industrielles Graphiques.

Age de 35 ans minimum. 10 ans d'expérience sur matériels SEVE, BULL ou DEC dans la commercialisation de logiciels. De solides connaissances dans l'utilisation des bases de données et le traitement et de la bureautique sont nécessaires.

Il prendra en compte de nouveaux produits associant les ordinateurs universels de la série SIEMENS 7500 et les nouveaux micro-ordinateurs SIEMENS TC-MX2 pour la saisie, la correction et la composition de textes pour la presse et les imprimeries.

Lieu de travail : ST-DENIS, TOURNAI. De nombreux déplacements en province sont à prévoir.

Langues étrangères : anglais exigé, allemand souhaité.

Veuillez transmettre votre candidature avec C.V. et références, sous pli fermé à :

Siemens S.A.
Département du Personnel
BP 122 - 92004 ST-DENIS CEDEX 01

Siemens Data l'avenir informatique est aussi européen

LE DICTIONNAIRE PERMANENT DROIT DES AFFAIRES
recherche

SECRETAIRE GENERAL DE REDACTION

Pour assurer et coordonner sous l'autorité du Directeur Rédacteur en Chef les divers services de Rédaction, tant intérieurs qu'extérieurs.

Ce poste doté de réelles responsabilités, exige outre une formation supérieure, une excellente culture juridique, une expérience du droit commercial et des sociétés acquises dans une entreprise importante ou dans un cabinet de conseil.

Le(e) candidat(e) retenu(e), âgé(e) de 35 ans minimum aura une aptitude et un goût certain pour l'information et la rédaction.

La rémunération sera fonction des compétences exigées. Le poste est à pourvoir à Paris.

Une lettre manuscrite, et un C.V. très complet seront adressés à la Direction du Personnel des Editions Législatives et Administratives 19, rue Polet, 75015 Paris.

Contrôleur de gestion bon niveau et évolutif

UNE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE, renommée et solidement implantée, recherche le Contrôleur de gestion d'une de ses filiales dont le CA est de 170 millions.

Rattaché au Directeur Général de cette unité, il aura la responsabilité du contrôle de gestion, ainsi que de la comptabilité générale et analytique.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école de commerce, ayant 3 à 5 ans d'expérience acquise en entreprise ou dans un grand cabinet d'audit, disposant de bonnes connaissances en informatique.

Ses qualités de gestionnaire, son dynamisme, son esprit d'initiative, devraient lui permettre d'accéder à des responsabilités de direction financière et administrative.

Poste : Saint-Etienne.

Ecrire sous réf. SE 333 AM
Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris

Diriger un centre de profits le dynamisme de la PME, la puissance d'un groupe

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS INDUSTRIELS rattachée à un grand Groupe, recherche le Directeur d'une de ses filiales de profits.

Il dirigera une unité performante, dont le CA actuel est de 120 millions, en assumant les responsabilités complètes d'un chef d'entreprise :

- il s'engagera sur des objectifs, des budgets et des marges,
- il assurera le développement de son unité et sa gestion financière, sociale et administrative.

Ce poste conviendrait à un candidat, Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, ayant environ 15 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà dirigé, avec succès, une PME ou une unité autonome à dominante commerciale, dans le secteur des produits industriels.

Il aura les qualités d'un gestionnaire rigoureux, d'un animateur dynamique et d'un commerçant avisé.

Frais : ville universitaire vallée de la Loire.
Ordre de grandeur de rémunération : 350.000 F. +

Ecrire sous réf. UG 343 AM
Discretions absolues
Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris

Dauphiné ESC, Sciences Po.

ARTHUR LOYD
IMMOBILIER D'ENTREPRISE

2 COLLABORATEURS de HAUT NIVEAU

de terrain, ils devront avoir de solides aptitudes

PROFILS :

- Le candidat ayant acquis une expérience confirmée dans le domaine de l'immobilier d'entreprise. Il sera plus particulièrement chargé de la commercialisation de terrains et de locaux industriels auprès des principaux groupes de la région parisienne.
- Le candidat ayant acquis une première expérience dans ce secteur et chargé de la commercialisation de programmes de logements.

Il aura en charge la commercialisation de programmes de logements.

Il aura une expérience confirmée, un comportement fin et intéressant, des perspectives d'évolution.

Adresser votre dossier de candidature (avec photo et lettre manuscrite) à Azel (réf. 1469) 27, rue Talbot 75009 Paris. Discretions assurées.

CÔTE D'AZUR - TRAVAUX PUBLICS Adjoint chef service matériel

UNE ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS RENOMMÉE ET SOLIDEMENT IMPLANTÉE recherche l'Adjoint du Chef de Service Matériel.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur AM ou école équivalente, ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le matériel TP, capable :

- d'assurer, sur le plan technique et économique, la maintenance d'un parc de matériel important (entretien préventif et dépannage),
- d'animer les ateliers de mécanique, chaudronnerie, électricité (effectif 80 personnes).

Le poste implique de bonnes compétences techniques alliées à des qualités d'organisateur et d'animateur et à un sens aigu de la gestion. Elle suppose également le goût du "terrain" et une très forte motivation.

Ecrire sous réf. XJ 346 AM
Discretions absolues
Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris

CADRE FINANCIER assistance et contrôle filiales

Le groupe de la Lyonnaise des eaux

(C.A. consolidé 13 milliards francs) recherche pour sa Direction Financière un Cadre Financier de fort potentiel.

La mission :

- Plus particulièrement chargé d'un centre de filiales, il devra d'un conseiller d'un animateur. Il devra, auprès de ces sociétés :
- assurer le contrôle financier permanent,
- les assister au niveau de l'organisation comptable, de l'arrêté des bilans, du rétablissement des plans et budgets,
- effectuer des études économiques et financières en vue d'acquisitions ou de rapprochements de sociétés.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de fin de cycle (DECS apprécié), il devra disposer d'une première expérience réussie de 5 à 10 ans lui ayant permis d'acquérir de solides connaissances en comptabilité et en gestion d'entreprise.

Le candidat devra maîtriser l'anglais courant et l'indispensable. Le poste est à Paris et offre des perspectives d'évolution de carrière au sein de filiales (France et étranger). Une rémunération motivante sera proposée au candidat de valeur et performant.

Ecrire sous réf. YK 347 CM
Discretions absolues
Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris

fiduciaire juridique et fiscale de France recherche

CONSEIL FISCAL CONFIRME HF

Expérience Internationale

- Références activité : Banques, Conseil, Banques, ou Grande Groupe.
- Capacité à embrasser l'ensemble des données juridiques et fiscales.
- Maîtrise situation.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et références à :
LECLERC - FIDAL PARIS
11, rue des Villiers
92300 LEVALLOIS-PERRET.

Responsable électricité - automatismes - régulation

Assurer la fiabilité et l'optimisation des installations d'une nouvelle usine.

La filiale d'un des premiers groupes français dans sa branche recherche un Responsable Electricité - Automatismes - Régulation pour son usine située dans le midi de la France, particulièrement performante, maintenant sa phase de démarrage achevée, grâce à la mise en œuvre de techniciens expérimentés.

Spécialiste des technologies de pointe de l'unité, il garantira avec son service (10 personnes) l'exploitation efficace et la fiabilité des installations par :

- une assistance technique aux opérations de l'entretien,
- un développement et un suivi des méthodes et programmes de maintenance,
- la direction d'études et de réalisations nécessaires aux améliorations des matériels.

De formation ingénieur automatique, il aura renforcé sa compétence (électricité de puissance, électronique, régulation) grâce à une expérience industrielle de 10 ans.

Ses motivations techniques, son sens de l'organisation et de la gestion, sa disponibilité, ses qualités relationnelles lui permettront de s'affirmer dans une responsabilité large et vivante.

Ecrire sous réf. DK 352 AM
Année SANTAMARIA
11, rue Colvé, Bordeaux
Discretions absolues
Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris

Jeunes ECP, Mines, AM Un début de carrière formateur en usine

(CA 1,2 milliard, 1.300 personnes) importante branche de Lafarge Coppée et représentant un ensemble industriel de douze usines très automatisées.

Nous recherchons un Ingénieur de fort potentiel, dynamique et réalisateur, qui, intégré à l'une des usines et rattaché au Directeur de celle-ci, sera formé en vue de se voir confier à terme des responsabilités opérationnelles.

Ce poste comporte de nombreux aspects relationnels et permet de connaître l'ensemble des activités d'une unité à taille humaine (140 personnes). Les perspectives d'évolution sont réelles dans les différents secteurs du Groupe. Une connaissance de l'anglais, une familiarisation avec l'informatique ainsi qu'une maîtrise géographique sont nécessaires.

Premier poste : ville de province.

Ecrire sous réf. YN 318 AM
Discretions absolues
Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris

BANQUE PRIVÉE en pleine expansion (Paris-18) recherche pour son service BOURSE ETRANGERE

GRADÉ(E) CLASSE III/IV

ayant une expérience confirmée et approfondie dans le secteur des valeurs mobilières étrangères ; la pratique de l'anglais est exigée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et références sous la référence 350 A.P.C. INTERNATIONAL, 98, rue de la Victoire, 75009 Paris qui transmettra.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE Filiale d'un Groupe International recherche pour SON SIEGE DE LYON

ATTACHE DE CLIENTELE PRIVEE H/F

Mission : recherche et développement d'une clientèle de particuliers de haut niveau.

Profil : tempérament commercial - Homme de terrain - capacité au travail en équipe.

Qualifications : formation supérieure, plusieurs années d'expérience réussie dans la fonction, très bonne connaissance de tous les services aux particuliers (collecte, prêts, valeurs mobilières), connaissance langue anglaise.

Une rémunération attractive est assurée - évolution de carrière dans le cadre d'un réseau national.

Adresser C.V., photo et références s/réf. 1718
CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Banque de Neiffon, Kiblenberger, Hallet NSM

recherche pour SECONDER son directeur d'agence à LILLE

un cadre de très bon niveau CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES H/F

Ce collaborateur aura pour mission le développement d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.

Le poste qui comporte la recherche d'une clientèle nouvelle de bon niveau et l'entretien d'une clientèle déjà existante :

- des connaissances professionnelles approfondies acquises grâce à une expérience de 5 ans dans des fonctions similaires,
- un grand dynamisme commercial et une excellente présentation.

Merci d'adresser CV, photo et références à Banque N.S.M. à l'attention de M. Alain FOURNIER sous pli confidentiel, 22, rue du Molin, BP 311, 59026 LILLE Cedex.

Chef de publicité H.F. Communication sociale d'entreprises PARIS

Cette jeune entreprise appartient à un grand groupe de communication.

Elle conçoit et réalise des campagnes de communication (annonces publicitaires de recrutement, communication institutionnelle, communication interne) développées au sein de médias presse, édition audiovisuelle.

Elle recherche un chef de publicité diplômé de l'enseignement supérieur, ou littéraire, ayant 1 à 2 ans d'expérience sur ce marché ou celui de la publicité commerciale.

Le rôle qui lui sera confié dans la relation agence-entreprises, est primordial.

Il répondra à des objectifs de développement Humaines et d'image.

Les perspectives d'évolution au sein de l'agence ou dans le groupe sont très ouvertes.

Merci de nous adresser à tout candidat préselectionné, votre lettre de candidature et votre curriculum vitae à l'attention de :

FRANCE COMMUNICATION
39, rue Etienne MARCEL
75001 PARIS.
Confidentialité assurée.

PEUGEOT S.A. - Gestion du personnel
15, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS

Groupe Baloise France

Jeunes managers commerciaux Lille, Rouen, Paris

Nous sommes une Compagnie d'Assurances appartenant à un Groupe important présent dans le monde entier et nous avons l'ambition d'accroître notre part de marché.

Nous recherchons :

- 7 jeunes diplômés.
- Vous justifiez d'une formation supérieure de commerce.
- Vous vous sentez créatifs.
- Vous souhaitez participer à un challenge de développement.

Envoyez votre C.V. et lettre manuscrite 4848 à notre Conseil :

Impact développement
26 Rue Brunel, 75017 PARIS

PEUGEOT S.A. recherche pour les services centraux de la DIRECTION FINANCIERE

CADRES COMPTABLES

Le service de consolidation, le poste de l'élaboration des comptes consolidés du groupe.

Il recherche :

- Ecoles supérieures de commerce ou DECS.
- Débutant ou expérimenté un à deux ans.
- Maîtrise des principes comptables et des normes appréciées.

Ces postes sont basés à PARIS importantes du groupe permet d'envisager toute évolution de carrière.

Les candidatures sont à adresser à :

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Objectifs : QUALITE et CROISSANCE

Le marché de l'INFORMATIQUE et de la BUREAUTIQUE DISTRIBUEES connaît un très fort développement : son taux de croissance double tous les 3 ans

Dans ce secteur très porteur BULL TRANSAC s'impose comme leader européen.

1986 apporte ses nouveaux produits

Nous recherchons, pour étoffer notre stratégie de MARKETING INDUSTRIEL, des :

Nous leur proposons deux opportunités Product Planning pour nos produits terminaux ou Concentrateurs.

Vous connaissez du marché et des Standards Informatiques vous met très en soit de l'état de l'Art.

A la fois, fin stratège et partenaire de dialogue, vous assurez une coordination opérationnelle de l'ensemble des développements menés à la commercialisation de nos produits. Votre domaine de compétences s'étend de l'élaboration d'argumentaires de vente face à la concurrence, jusqu'à l'apport de solutions concrètes et complémentaires au niveau du MARKETING MIX.

Vous avez de plus une bonne maîtrise de l'anglais.

Un créneau qui vous intéresse ? C'est sans doute pour vous le moment de nous rejoindre.

**Ingénieurs
Grandes Ecoles
Expérimentés**

H/F

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 302IGEE à Michèle Corbineau, BULL TRANSAC - BP 92 - 91301 MASSY.



J.C Decaux recherche un Juriste d'entreprise.

Nous attendons un candidat :

- une formation juridique supérieure, de préférence spécialiste du Droit Public ;
- une expérience réussie dans une Direction Juridique d'Entreprise de préférence prestataire des collectivités publiques ;
- une grande capacité de travail ;
- une grande disponibilité (capable de prendre des initiatives) ;
- une bonne aptitude à s'intégrer sous la responsabilité du Directeur Administratif à une équipe jeune et dynamique.

Vous serez à intervenir dans les nombreux aspects de la vie de l'entreprise :

- en assurant tous les rapports avec les interlocuteurs décisionnaires des collectivités locales depuis la rédaction des contrats en passant par leur négociation, jusqu'à leur conclusion,
- en traitant tous les problèmes juridiques liés à l'entreprise.

Vous avez entre 35 et 40 ans. Vous avez de préférence une connaissance de l'anglais et de l'allemand. Vous êtes un homme de caractère et de rigueur. Vous êtes un homme de contact et de persuasion. Poste basé à Plaisir (Yvelines).

Si vous êtes intéressé par ce challenge, adressez votre CV, photo et prétentions, à Maurice MATON, Directeur du Personnel, BP 11, 78373 Plaisir Cédex.



LEADER EUROPEEN DU MOBILIER URBAIN

Nous souhaitons intégrer dans le Département de Physique de notre Centre de Recherche de Romanelville (50) un

Biophysicien

pour prendre en charge un laboratoire de Biophysique qui contribue à l'étude structurale de macromolécules. Ce laboratoire aura éventuellement à isoler et purifier des protéines, acides nucléiques, phospholipides, glycoprotéines ou des fragments de ces molécules provenant des autres laboratoires du centre de recherche. Son activité principale sera l'étude physico-chimique de ces substances en relation étroite avec les techniques de spectroscopie (Dichroïsme circulaire, RMN, Masse), phénomènes de dénaturation, détermination de séquences, études cinétiques, études structurales (en relation avec le service de modélisation sur ordinateur).

La formation requise est du niveau du Doctorat en Sciences ou de troisième cycle en Chimie, Biochimie ou Biophysique. La connaissance d'une grande pratique des méthodes de séparation sont absolument nécessaires (chromatographie, électrophorèse, contre-courant et partage de phase, dialyse, etc.), ainsi que celles des techniques de base de la Biochimie qui accompagnent les purifications de macromolécules (mise en œuvre de réactions chimiques, enzymatiques, de dosage, etc.).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., rémunération actuelle) sous référence 102 M à la Direction du Développement et de la Gestion des Cadres - 35 Boulevard des Invalides - 75001 PARIS.



Photothèque et Documentation de demain...

Groupe International de Presse et de Communication, nous nous donnons les moyens de développer notre Service « Photothèque et Documentation », car il est le noyau même de notre activité.

Chef de projets informatiques

Venez poursuivre le développement de notre informatisation. Vous aurez l'occasion d'étudier et de mettre en place des projets originaux dans les points : vidéodisque et banque de données multimédias.

Vous serez rattaché à notre Département Informatique, qui travaille sur IBM 3083 - MVS/JES3 et TSO/SFP. Vous serez étroitement associé à la vie de l'utilisateur et ferez équipe avec le Chef du Service Photothèque et Documentation.

La formation requise est un informaticien polyvalent, très polyvalent, vous devez avoir de goût à concevoir des projets originaux, qu'à les réaliser... en prenant compte la réalité d'une exploitation industrielle. Une expérience des projets documentés est évidemment un atout.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous référence S/CP/LM, à M. Conseil, qui vous garantira toute confidentialité.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

FILIALE DU GROUPE PECHINEY

recherche
POUR LA DIRECTION MARKETING ET DEVELOPPEMENT PRODUITS (PARIS-LA DEFENSE)

INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE (GRANDES ÉCOLES)

- Contacts avec les utilisateurs des ferro-alliages produits par la Société et ses filiales, pour les conseiller dans l'utilisation de ses produits et anticiper leurs besoins.
- Relations avec les Usines, le Centre de Recherche et les commerçants.
- Fréquents déplacements France et étranger.

Expérience « Recherche » dans la profession. Expérience pratique Atelier Fabrication. Anglais indispensable. Autres langues appréciées.

Envoyer curriculum vitae et photo sous n° 314.851 M, à KLOCKNER INA, 5, rue de Montesson, 93007 Paris.



GRAPHITEL S.A.

Notre entreprise est appelée à devenir un des leaders dans le domaine des arts graphiques. Ses premiers produits démontrent qu'elle sait allier les hautes technologies et les performances à une économie attendue par le marché.

Les partenaires internationaux de la société lui assurent l'exact positionnement dans son métier et une capacité de croissance exceptionnelle.

Nous recherchons, pour assurer la responsabilité de projets :

1 INGÉNIEUR MICROLOGICIEL (Réf. DT 861)

- Connaissance des processeurs de la famille Intel ;
- Pratique de MS-DOS, des langages ASM, C et/ou PL-M/86 ;
- Expérience dans la conception de micrologiciels pour périphériques graphiques ;
- Expériences réussies dans la programmation de périphériques graphiques (imprimantes, traceurs) ;
- Capacité de prendre en charge un projet de l'écriture des spécifications de définition jusqu'à la réalisation et au test dans le cadre d'une petite équipe d'ingénieurs de haut niveau.

Le poste est à pourvoir à Strasbourg ou à Paris.

1 INGÉNIEUR MÉCANICIEN D'ÉTUDES CONFIRMÉ (Réf. DT 862)

- Conception de systèmes mécaniques et électromécaniques ;
- Pratique de la mécanique de précision, de la micro-mécanique et de l'optique ;
- Expériences réussies dans la programmation de périphériques graphiques (imprimantes, traceurs) ;
- Habitude des relations avec un environnement de production ;
- Sensible aux contraintes du design industriel et familier des méthodes d'analyse de la valeur.

Le poste est à pourvoir à Strasbourg.

Ces postes ne peuvent convenir qu'à des candidats dynamiques, sérieux, débrouillards et au dialogue. Nous attachons une importance particulière à nos aspects, afin d'entretenir au sein de notre entreprise une ambiance sympathique.

Envoyer la C.V., lettre de candidature et prétentions à l'attention de M. Michel BONGARD, Directeur Général, GRAPHITEL S.A. - 18, quai Zorn, 67000 STRASBOURG ou à M. Marc BLOC, Directeur Technique, GRAPHITEL S.A. - 50, rue de la Justice, 75020 PARIS.



INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE

CADRE DE GESTION

2 ans d'expérience
Formation : Ecoles Supérieures de Commerce ou de Gestion, maîtrise Sciences de Gestion.
Il sera pour mission :
- de participer à l'élaboration du budget de plusieurs directions techniques
- de veiller au suivi des dépenses.
Qualités essentielles souhaitées : rigueur, sens du service.
Adresser CV, photo et prétentions sous réf. I.F.P. à CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra PARIS Cedex 01, qui transmettra.

KLOCKNER INA

Installations Industrielles
Groupe Européen
Exportateur d'ensembles industriels

INGÉNIEUR D'AFFAIRES EXPÉRIMENTÉ (réf. 430)

Ingénieur confirmé, le civil ou construction mécanique, 5 ans d'expérience professionnelle dans les marchés d'outre-mer, parlant anglais et/ou allemand, pour déplacements de courte et moyenne durée.

JEUNE INGÉNIEUR D'AFFAIRES (réf. 310)

École Génie Chimique ou construction mécanique, 2 à 3 ans d'expérience dans l'industrie. Libre pour déplacements à l'étranger. Anglais et allemand indispensables.
Le candidat suivra un stage de formation d'ingénieur d'affaires dans notre société en Allemagne pendant 2 ans dans le domaine des installations industrielles. Ensuite, intégration dans une des sociétés du groupe, en France ou dans un autre pays d'Europe.

INGÉNIEUR ACHAT ET COORDINATION (réf. 500)

Ingénieur ingénieur supérieur, génie chimique ou construction mécanique, âgé de minimum 25 ans, expérience en installations industrielles, ingénierie ou ensemble.
Le candidat parlant anglais et allemand sera Adjoint du Directeur de Projet, chargé du lancement des appels d'offres sur le marché français et international. Il évaluera les offres, de l'établissement d'offres techniques, les commandes avec déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'envoyer C.V., photo récente et prétentions à KLOCKNER INA, Installations Industrielles 31, rue Marbeuf - 75008 PARIS



RECHERCHES INTERNET
OFFRES

MAINTEN
ANDERSON
JACOBSON
ingéni
comm
teleco
RESPONSAB
ET LOC

REPRODUCTION INTERDITE
D'EMPLOIS

UPE PECHINEY
DEVELOPPEMENT PRODUITS
TALLURGISTE (ECOLES)
... dans la profession.
Atelier Fabrication.
... appréciées.

TEL S.A.
... dans le domaine des arts graphiques
... des spécifications de la machine
... d'une petite équipe d'ingénieurs

INFORMATIQUE
... de la programmation et de la maintenance
... des systèmes informatiques
... de la programmation et de la maintenance

INFORMATIQUE
... de la programmation et de la maintenance
... des systèmes informatiques
... de la programmation et de la maintenance

INDUSTRIEL
... de la programmation et de la maintenance
... des systèmes informatiques
... de la programmation et de la maintenance

INDUSTRIEL
... de la programmation et de la maintenance
... des systèmes informatiques
... de la programmation et de la maintenance

REPRODUCTION INTERDITE
OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

RHÔNE-POULENC
recherche
pour les activités chimiques de ses Divisions à vocations internationales.

**CHIMIE DE BASE, MINERALE FINE
ET SPECIALITES CHIMIQUES**

ingénieurs

CENTRALE, MINES, ARTS et METIERS...

Il leur sera confié techniques de BUREAUX D'ETUDES, TRAVAUX NEUFS, MAINTENANCE, des hautes technologies. Les niveaux de responsabilités de ces postes seront fonction de l'expérience et du profil des candidats, confirmés ou débutants.

Les Divisions chimiques RHONE-POULENC, forte progression C.A. en résultats, poursuivent une politique active de développement industriel (nouvelles installations, optimisation procédés, nouveaux produits...) France et à l'Étranger. Elles offrent de nombreuses opportunités de carrières internationales à des candidats à fort potentiel, pouvant prendre rapidement des responsabilités.

 **RHÔNE-POULENC**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo référence M18 B à notre Conseil :
ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

DISTRIBUTION

Diriger et développer le centre de formation de la profession

UN ORGANISME PROFESSIONNEL AU PLAN NATIONAL
recherche le Responsable de son Centre de Formation.

Cet organisme est créé comme un centre de profits et implique de la part de son Directeur une responsabilité globale : pédagogique, commerciale, gestion et animation d'une équipe.


Sa mission impliquera :

- d'intensifier les relations avec la clientèle, détecter et analyser les besoins, concevoir les nouvelles orientations de développement,
- de développer la commercialisation des produits existants, de concevoir de nouveaux outils pédagogiques et d'en assurer la diffusion,
- d'animer son équipe de consultants et dans certains cas d'intervenir personnellement (animation groupes, cercles de qualité).

Son profil :
De formation supérieure, il devra disposer d'une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de la formation acquise au sein d'un organisme performant ou d'une entreprise du secteur industriel de produits de grande consommation (il est indispensable qu'il ait eu l'opportunité de connaître la grande distribution, soit dans le cadre de son activité de formation, soit dans un poste opérationnel impliquant une approche formation).

Ce responsable alliant le sens de la communication au dynamisme commercial prendra la direction d'un centre déjà implanté et reconnu auquel il contribuera à donner un fort développement.
Rémunération comportant une part d'intéressement aux résultats de gestion.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. EL 353 AM
Discrétion absolue
Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris



**Conseil en management
stratégies et systèmes**

Notre activité de Conseil en Management connaît un fort développement. Pour compléter nos équipes, nous recherchons de jeunes consultants capables de mener à bien nos missions dans des secteurs très diversifiés.

A 28 ans, diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur) vous avez une expérience professionnelle de 3 à 5 ans acquise dans une Banque, une Entreprise Industrielle ou un Cabinet Conseil. Vous avez donc exercé des responsabilités opérationnelles dans une fonction de finance, de gestion ou de gestion de production et êtes familiarisé(e) avec les systèmes d'information.

Vous êtes attiré(e) par le métier de Conseil. Il vous permet d'approfondir et de diversifier vos compétences, en collaboration avec des professionnels de disciplines variées, sur des projets à haut niveau d'intervention : en œuvre des stratégies, conception et pilotage des projets.

Dans ce cadre, notre firme de réputation internationale vous offre de réelles perspectives d'évolution.

 **PEAT MARWICK**

Nous étudierons votre candidature en toute confidentialité et vous remercions d'écrire, sous la référence 830/38 M, à Mr SIBOLD, (en précisant votre niveau de rémunération).
TOUR FIAT, CEDEX 18, 92084 PARIS LA DEFENSE.

Crédit National

pour son DEPARTEMENT DES ETUDES ET DU CONSEIL
AUX ENTREPRISES

ECONOMISTE SECTORIEL
Responsable de la construction automobile, aérospatiale, et navale.

Il devra parvenir à une excellente connaissance du secteur sur les plans économique, financier et technique, afin d'analyser son évolution récente et en dégager les perspectives.

Pour répondre aux besoins internes du CREDIT NATIONAL ou permettre à celui-ci de jouer son rôle de prestataire envers les entreprises, il sera amené à rédiger aussi bien des notes de synthèse rapides que des études approfondies.

Il possèdera :

- un diplôme d'école d'ingénieur, de commerce ou de Sciences Po et une formation en sciences économiques,
- de préférence quelques années d'expérience acquises soit dans le domaine des études économiques, soit dans le secteur de la construction automobile, aérospatiale, ou navale,
- de bonnes capacités de rédaction, le sens de la rigueur et le goût des contacts.

La rémunération sera fonction de la qualification du candidat.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prêt au CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales, 45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris.

ANDERSON JACOBSON

Filiale française d'un Groupe Américain.
Spécialiste en matériel de transmission et de commutation de données, offre à :

ingénieurs commerciaux telecom

L'opportunité de rejoindre une équipe de gagnants et de participer au développement de ses activités en France dans le domaine des télécommunications.

Il est demandé :

- une expérience prouvée d'au moins 2 ans dans la commercialisation de Modems, Multiplexeurs, Commutateurs de données,
- un goût certain de la vente de produits de haute technicité,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Il est proposé :

- une rémunération très intéressante fonction des résultats,
- une voiture de fonction,
- une belle carrière à l'avenir.

Envoyer C.V. détaillé et présentations sous référence 1627 à ANDERSON JACOBSON S.A. - 86, av. Lénine - 94250 Gentilly.

adjoint de direction générale HF

UNE OFFRE POUR


JEUNE ORGANISATEUR

INTER-TITRES RESTAURANT, filiale du Groupe des Banques Populaires, fait partie des cinq premières sociétés françaises spécialisées dans l'animation de trois-restaurant.

Vous serez dans une PME très compétitive sur le marché de gestion d'appartenance à celle d'une grande entreprise. Vous serez le Directeur adjoint à Paris dans les restaurants des trois-restaurant. En l'absence du Directeur, vous serez plus particulièrement chargé de l'animation des questions juridiques, de la préparation des budgets et de la mise en œuvre en liaison avec le marketing et, surtout, d'organisation. Dans un domaine, vous devrez proposer l'immédiat, sur la réalisation de l'informatique ainsi que sur la réalisation des solutions à proposer aux clients.

Vous êtes âgé de 25 ans minimum, de préférence diplômé d'une grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...) et possédez d'une première expérience en organisation acquise en tant que Consultant ou Cadre de Direction dans une PME.

Nous vous remercions d'écrire, sous la référence M/175.01-A, à notre Conseil, MICHEL REFREGIER, qui transmettra votre candidature à titre confidentiel.

 **SERTI SELECTION** - 49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS.

Paris Banlieue Ouest

RESPONSABLE METHODES ET LOGISTIQUE

BULL MICRAL (250 personnes, plus d'un milliard de CA, croissance annuelle supérieure à 50%) développe des produits micro-informatiques en intelligence artificielle, reconnaissance vocale, graphique, réseaux, télécom.

Ces produits sont industrialisés et fabriqués par la Société mère BULL TRANSAC. Animent votre équipe, et en étroite collaboration avec les services respectifs des deux sociétés, vous menez toute action permettant l'industrialisation et la production des produits BULL MICRAL : dossiers de fabrication, prototypes, méthodes et outils, conceptuels (CAC, DAO) et de tests, flow chart de fabrication et de test, etc.

Ingénieur diplômé (ESE, AM, ESIEE, ENSI) à 30 ans, vous avez une expérience probante de l'encadrement d'une équipe méthodes ou industrialisation acquise en électrotechnique ou électronique. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et lettre actuelle, sous réf. M5/1276N, à notre Conseil : **Bull**  **Micral**

EGOR TECHNOLOGIES, Département Informatique, 19, rue de Bert, 75008 PARIS.

Produits réseaux du futur...

... Anticiper, formaliser, convaincre

TYMNET
MCDONNELL DOUGLAS INFORMATION SYSTEMS, 12 000 personnes dans 250 pays. Le leader mondial des produits informatiques, à l'horizon de 1990, est sur la trajectoire qui le conduira à devenir, à l'horizon 90, un des principaux fournisseurs de systèmes d'information. Pour y parvenir, nous recherchons :

Now market managers*

qui viendront rejoindre l'équipe marketing du management network systems et qui prendront la responsabilité d'un marché.

Vous définirez, formaliserez et ferez la promotion de produits/applications à intégrer dans l'offre TYMNET. Vous avez une expérience supérieures en haut niveau. Vous possédez l'anglais parlé et écrit. Vous avez une culture internationale et un esprit d'équipe vers les technologies. Votre première expérience vous a donné des idées sur le management et la stratégie dans le monde des télécommunications. Le poste est situé à Saint-Cloud.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + présentations + photo), sous la référence LMCT/LM, à notre Conseil Philippe BLANC, qui vous garantira toute discrétion.

* Chefs de marchés produits nouveaux.

 **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Objectifs : Qualité et Croissance.

Le marché de l'Informatique et de la Bureautique Distribuée est en forte croissance : il double tous les trois ans.

Bull Transac s'impose comme leader européen dans ce secteur très porteur.

Pour relever le défi de demain nous accueillons de nouveaux

**Ingénieurs
Grandes Ecoles
expérimentés**

H-F

Ingénieurs
Grandes Ecoles
expérimentés

Bull

Votre vocation :
promouvoir et communiquer

dans l'un des domaines suivants :

- télécommunications et réseaux
- périphériques d'impression
- applications bureautiques

Votre mission :

- être la référence technique des nouveaux produits.
- réaliser la communication et la promotion technique de ces produits :
 - en créant les premières formations
 - en concevant l'aspect didactique de la formation
 - en développant les outils de décentralisation de la formation (vidéo et logiciels)

Vos clients :

- les ingénieurs technico-commerciaux
- les ingénieurs ou techniciens de maintenance
- les formateurs des écoles du Groupe.

Votre profil :
vous êtes ouvert aux contacts, motivé par une démarche journalistique à l'intérieur de l'entreprise auprès des équipes de conception. Une bonne pratique de l'anglais parlé est indispensable.

Adresser votre dossier complet (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) s/réf. ICE/302 à Michèle Corbineau, Bull Transac, 91343 MASSY CEDEX.

Jure et Facto

Nous sommes un important organisme professionnel regroupant plus de 15 000 entreprises de la région champenoise. Nous attachons une grande importance à notre rôle de conseil auprès de nos adhérents. Le développement de notre service juridique nous conduit à intégrer un

COLLABORATEUR JURIDIQUE

Sa mission de conseil s'exercera dans les domaines du droit des affaires, de la fiscalité, de la gestion de patrimoine, en relation directe avec nos adhérents et dans le cadre d'études à la demande de notre Direction. Il sera amené à organiser et à animer des sessions de formation sur des thèmes particuliers.

Juste de formation (droit privé, des affaires ou fiscal) ou ayant acquis une spécialisation dans ces domaines, il dispose de plusieurs années d'expérience, de préférence en Cabinet. Doté d'excellentes qualités relationnelles, il allie son professionnalisme à un sens de l'écoute et de la disponibilité.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 601 097 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - NANTES

Notre Groupe (85 filiales - 5.000 personnes) poursuit activement son développement et étouffe son service AUDIT avec

PINAULT

AUDITEUR INTERNE

chargé plus spécialement des filiales de production pour lesquelles il assurera le contrôle de la gestion et la fiabilité des finances. Vous serez amené à assister également les services administratifs de nos filiales en matière comptable, fiscale et juridique, domaines que vous maîtrisez parfaitement grâce à un DECS, complété de plusieurs certificats supérieurs et d'une expérience, d'au moins 4 ans, en entreprise ou en cabinet.

Vous avez le goût des déplacements et du travail en équipe.

Adresser C.V. (préciser rémunération actuelle) à :
PINAULT S.A. - 6, Avenue Marceau - 75008 PARIS

GTIE

DÉPARTEMENT AUTOMATION

**ingénieur confirmé,
soyez responsable d'affaires**

Nous sommes, avec 7200 personnes et un C.A. de 2,8 milliards de francs, l'une des trois premières entreprises françaises d'installations électriques. Notre département réalise, dans un esprit d'ensemble, des systèmes d'automatisation de toutes natures.

en pleine responsabilité, de concevoir les systèmes répondant aux besoins de nos clients, d'acheter les matériels, de réaliser les logiciels, de conduire l'intégration et les essais.

Ingénieur diplômé, vous avez acquis en trois ou quatre ans minimum une expérience d'automatisme, en particulier sur des matériels VAX, et voulez devenir le patron de vos affaires.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire (réf. 4767 LM), "Carrière de l'Informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

Filiale de la société ALSTHOM, groupe industriel de dimension internationale, nous cherchons, en région lyonnaise,

un ingénieur des ventes.

Vous mettez notre savoir-faire pour des opérations d'automatisation de la production, en évaluant, auprès de nos clients, la faisabilité technique et économique de leurs projets.

A partir du cahier des charges, votre bureau d'études propose les solutions que vous négociez. Au cours de vos réalisations, vous êtes l'interlocuteur commercial de nos clients.

Ingénieur diplômé, vous avez, au moins, 30 ans, des négociations commerciales dans la vente de systèmes industriels aux entreprises de matériels électroniques. Homme de conseil, rigoureux et ouvert à la fois, venez développer votre carrière dans un groupe de renom.

Notre consultant, Mme Marie-Noëlle REGAD, vous remercie de lui écrire (réf. 1138 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

GRACE

L'un des 5 premiers mondiaux de la chimie : 80.000 personnes sur 5 continents. 11 divisions européennes : 8.000 personnes dans 10 pays. Une Société française près de Rambouillet : 1.000 personnes. Un chiffre d'affaires de 800 millions de Francs en 1984. Des TECHNOLOGIES DE POINTE dans des secteurs variés de la chimie industrielle et de la transformation des matières plastiques. Des produits leaders sur le marché de l'EMBALLAGE ALIMENTAIRE.

Vous êtes :

JEUNE INGENIEUR DIPLOME

ANIMER UNE EQUIPE **QUALITE des PRODUITS**

VOUS INTEGREZ **DES PRODUCTIONS A NOUS DEVELOPPER**

...et si, en plus, vous avez des connaissances de l'outil informatique et une formation scientifique (physique/chimie) ...alors, envoyez sans tarder votre dossier de candidature sous la référence MO/601 à : Edith BLATTMANN - GRACE Sàrl - B.P. 10 - 28230 EPERNON

Ingénieurs

**Grandes Ecoles scientifiques
(Centrale, Mines, Arts et Métiers, etc.)**

Nous sommes Société Multinationale du Groupe SAINT-GOBAIN et nous avons besoin de jeunes ingénieurs débutants ou de petite expérience pour devenir notre élite de demain.

Intégré à la Direction Technique, en liaison avec les services de production des Etablissements de la Société et de ses filiales en France et à l'étranger, vous serez chargé, dans le domaine de la métallurgie, de proposer des organisations et des modes opératoires afin d'améliorer la productivité et le prix de revient des unités de production. L'anglais est souhaité.

Par la suite, la Société vous offre de larges possibilités d'accès à des postes à responsabilité, en fonction de vos goûts, de vos aptitudes.

Merci de nous envoyer votre lettre manuscrite, C.V., sous référence 41002 M, à Madame Claude FAVEREAU.

centor 13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

cegos

Consultant et Formateur

« hommes et structures »

Notre Département CEGOS Culture et Profession est spécialisé dans l'assistance aux entreprises pour la mise en place de nouveaux modes d'organisation. Son souci constant est de développer la participation des salariés dans la conduite de projets de développement et de restructuration des activités de l'entreprise.

30 ans, Ingénieur d'une Grande Ecole (Centrale, Mines, Arts et Métiers...), vous avez compris, durant votre première expérience de fabrication ou d'organisation, l'importance d'une gestion éducative des ressources humaines pour la bonne insertion des nouvelles technologies.

Votre mission : intervenir en conseil chez nos clients et animer des séminaires de réflexion ou de formation en vue d'améliorer les performances à court et à long termes. Vous désirez développer votre autonomie et votre esprit d'initiative au sein d'une équipe qui vous fera partager son expérience.

Adresser votre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 2066/M à A. HELLEGOUARCH Sàrl-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cedex.

JEUNES INGENIEURS A.M.

**VALORISEZ VOS COMPETENCES DANS
UNE ENTREPRISE PERFORMANTE**

i

importante entreprise de distribution (4 milliards de F. de CA, 5000 personnes), nous recherchons **DEUX JEUNES INGENIEURS A.M.** à qui nous confierons deux postes vivants et évolutifs.

Outre votre première expérience en entreprise ou en cabinet de conseil, vos aptitudes à dialoguer, à vous adapter rapidement et votre volonté de réussir seront pour nous déterminantes. Alors, si vous désirez en savoir plus sur nos choix de carrières...

Adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo) à Média-System (réf. 5291) 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

OFFRES

TECHNICO-COMM

MAQUETTISTE COM

INGENIEURS GRAN

INGENIEUR CONFIR

Droit social

Banque Populaire

UNE EN

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

JMA EUROPE S.A. FILIALE DE JMA JAPON
recherche

2 CONSULTANTS EN FACTORY AUTOMATION

FORMATION :
Ingénieur type Arts et métiers, INSA, spécialisation en Automatisation nécessaire

EXPERIENCE :
5 ans dans l'industrie de transformation.

FONCTION A JMA :
Participer à la conception et mise en place de systèmes de production flexibles et automatisés.

CONDITIONS GENERALES :
Pratique d'une langue étrangère souhaitée. Nécessité de déplacements mais fréquents en France et en Europe. Possibilité de mission en France et au Japon.

Envoyer CV à JMA EUROPE S.A.
80, Avenue de la Grande-Armée,
75017 Paris, à l'attention de M^{me} FEAT.

FABRICANT POMPES SPECIALES INDUSTRIELLES recherche pour son service EXPORTATION en développement

TECHNICO - COMMERCIAL

- Niveau technique BTS Mécanique - Hydraulique bilingue français/allemand appréciées
- pour correspondance commerciale, devis, suivi des affaires, rédaction de notices, etc.
- poste sédentaire basé à PARIS.
- disponible rapidement.

Envoyer candidature manuscrite avec CV et références, sous n° 0116, HYPERBOLE, 86, rue de Richelieu 75002 Paris.

IMPORTANTE MAISON D'EDITION recherche **MAQUETTISTE CONFIRME(E)** pour Ouvrages Scolaires

Conception en 3D

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références s/réf. 11111 CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris, cedex 01, qui trans.

Cette entreprise se place en Europe parmi les 3 plus avancées dans son domaine de haute technologie. Son rayon d'action et de notoriété s'étend au monde entier.

Un plan ambitieux de développement qui mène de l'après-vente au service à la clientèle.

Relevez le challenge imposez votre savoir-faire et votre créativité dans un secteur en pleine mutation où vous pourrez occuper l'un des 4 nouveaux postes marketing des services.

■ Chef de produits services après-vente Réf. 72080M
A partir d'un bilan des différents concepts et produits mis en œuvre dans les réseaux et filiales, vous serez chargé de concevoir les programmes qui assureront la croissance et la rentabilité de ce secteur réalisant actuellement 800 millions de chiffre d'affaires. Vous travaillerez dans la Grande Ecole de Gestion et d'Ingenierie, vous avez une solide expérience du Marketing (des "services") en technologie (bureautique, informatique, instrumentation-mesures, aéronautique, etc.) et une bonne pratique de l'anglais. La réalisation de ce poste peut être, pour vous, l'occasion d'exprimer et de réaliser vos idées et votre dynamisme.

■ Responsable des communications Réf. 72081M
Chargé d'établir et d'animer le programme de communication interne de la Division Après-Vente, de créer et de promouvoir les produits et services, ainsi qu'à l'information réciproque des différents services et de la formation supérieure Marketing/Communication, vous avez une solide expérience professionnelle en entreprise ou agence de publicité/Marketing industriel. Anglais impératif, allemand souhaité.

■ Responsable de zone après-vente Réf. 72083M
Chargé de suivre les marchés étrangers, de sensibiliser et former aux produits et techniques de commercialisation les équipes collaborateurs des réseaux Après-vente ; de concevoir et réaliser des actions d'animation ponctuelles dont vous contrôlerez périodiquement l'application ; d'assurer une assistance à la gestion de l'activité après-vente. Votre action portera sur les pays anglo-saxons, Europe et Amérique du Nord. Le poste nécessite une très bonne connaissance de l'anglais et, si possible, de l'allemand ; une grande disponibilité ; une expérience confirmée de la promotion des ventes de produits techniques et services à la clientèle, de la gestion d'un réseau après-vente.

■ Analyste de marché Réf. 72081M
Chargé de piloter les études de marché nécessaires à l'activité APRES-VENTE ; d'analyser les données de ces études et d'aider les équipes de vente à prendre les décisions de politique commerciale. Pour un diplômé ENSAE, Ecole de Commerce, ayant une première expérience - ou particulièrement sensibilisé - en Marketing quantitatif et en informatique.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références à Jean-Paul LEMASSON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 91343 BOULOGNE CEDEX. Indiquant votre rémunération souhaitée.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

professionnel regroupant plus de 100 personnes pour la recherche et le développement. Le développement de nouveaux produits et services à intégrer un

JURIDIQUE

spécialistes du droit des affaires, en relation directe avec nos clients de notre Direction. Les postes de formation sur des thématiques (au sein) ou ayant acquis l'expérience de plusieurs années, à votre professionnalisme et à votre rémunération actuelle sous réserve de développement.

CONSULTANTS

Noire Groupe 185 filiales, 1000 personnes pour le développement de son service AL DIT

INTERNE

de production pour les cellules de production de la stabilité des états financiers, des services administratifs, fiscaux et juridiques, domaine DECS, complété de plusieurs années d'expérience en entreprise.

et du travail, équipe internationale actuelle à : Marcou - PARIS

COM, groupe industriel de recherche, région

des ventes.

des opérations d'automatisation de nos clients à l'échelle mondiale

notre bureau de ventes pour les clients de nos réalisations et de nos clients

10 ans, négociations techniques industrielles aux entreprises de conseil, rigoureux et ouvert à l'avenir dans un environnement de haute REGAD, vous remettez

ORE TIC S.A.

DE SYNTEC

liciers

scientifiques (arts et métiers, etc.)

fonction du Groupe SAINT-GERMAIN, plusieurs débutants ou de petite expérience

en liaison avec les services de production et de ventes en France et à l'étranger, de la métallurgie de précision, de la mécanique et de la production. Les candidats doivent avoir une expérience significative de nos produits, nos goûts, de nos habitudes de travail. C.V. sous référence 41001

13 bis, rue Henri Mornier 75009 PARIS

INGENIEURS A.M., COMPETENCES DANS LE PERFORMANTE.

importante entreprise de distribution, chiffre d'affaires de F. de CA, 5000 personnes, 1000 techniciens

10 JEUNES INGENIEURS A.M. de haut niveau et équilibrés, en entreprise ou en cabinet de conseil, à vous adapter rapidement ont pour nous déterminantes, plus de nos choix de carrières

réf. 101, lettre manuscrite (597) 2 rue de la Tour-des-Dames

Assistent ZONE EXPORT

Une entreprenante et dynamique PME services, distribuant une gamme de produits de luxe, développe le futur responsable de l'exportation. Pour cela, elle crée dans un premier temps le poste d'assistant à l'export. Sous l'autorité du Directeur Général, son rôle est de prospecter et promouvoir à l'étranger des lignes de produits déjà distribués en France (Alimentaire, Maroquinerie, etc.). Ce poste, qui nécessite une grande mobilité, conviendrait à un cadre ayant au moins 3 ans de formation supérieure et ayant acquis une expérience significative dans le domaine des ventes de produits de luxe à l'export. Le bilinguisme anglais-français est impératif. Le poste est basé à Paris.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références à J.P. MAISON, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, rond-point du Pont de Sèvres, BOULOGNE CEDEX.

ICNC INTERTECHNIQUE AERONAUTIQUE - ESPACE

recherche :

Pour sa division systèmes militaires et transmissions :

- **INGENIEURS GRANDES ECOLES** (RÉF. M/SM-3) (SUPELEC, ISEN, INSA, ISEF ou autre école option électronique/automatique) afin de participer au développement de nos activités systèmes optroniques.

Ces ingénieurs, débutants ou jeunes confirmés, participeront à la conception, à l'étude, au développement et à la mise au point d'équipements intégrés (matériel et logiciel) dans les domaines : électronique, électromécanique, opto-électronique, micro-informatique temps réel.

Les intéressés travailleront quelques mois PLAISIR pour être ultérieurement intégrés à l'établissement des ULIS (91).

Pour la Direction Qualité, PLAISIR :

- **INGENIEUR CONFIRME** (RÉF. 3/DQ-103) Pour mettre en place et prendre en charge la fonction qualité du logiciel.

Cet ingénieur, diplômé d'une grande école d'ingénieurs, a 5 ans d'expérience en développement de logiciels et doit être attiré par les relations humaines.

Des connaissances en logiciel temps réel appliqué aux microprocesseurs seraient appréciées.

Adresser C.V. et références, précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE, B. P. n° 1, 78374 PLAISIR CEDEX.

Objectifs : Qualité et Croissance

Le marché de l'informatique et la Bureautique Distribuée est en forte croissance : il double tous les trois ans.

Bull Transac s'impose comme leader européen dans ce secteur très porteur. Relevez le défi de demain et rejoignez nos centres de compétences.

Chef de Projet H-F

Dans le cadre d'un contrat de recherche européen (Programme Esprit), nous vous proposons de diriger une équipe de Recherche et Développement pour la réalisation de logiciels bureautiques dans un environnement multi-stations sous UNIX (document multi-mode).

De formation scientifique et technique Grande Ecole, Responsable Projet doit avoir la maîtrise du développement logiciel et l'habitude des contacts à différents niveaux en France comme à l'étranger (Angleterre, Allemagne, Italie).

Nous lui demandons, en outre, de posséder une bonne maîtrise de l'Anglais.

Adresser dès maintenant votre dossier de candidature sous réf. CP/8601, à Michèle Combacou, Bull Transac, 7 Ampère, 91343 MASSY CEDEX.

Bull

Droit social : JURISTE CONSEIL.

Il aura pour mission d'informer les banques du réseau dans les domaines du droit du travail, du droit syndical et de la sécurité sociale.

Il prendra ce poste dans l'un des services spécialisés de la Chambre Syndicale des Banques Populaires en relation avec les autres services du réseau.

Il répondra au profil de juriste titulaire de DEA (Droit Social ou Droit Civil) ayant une expérience significative dans ce poste similaire, mais en priorité, par la maîtrise de questions pratiques.

Veillez faire parvenir lettre manuscrite, C.V. photo en mentionnant votre adresse actuelle à Catherine VAYNE sous référence JC - Chambre Syndicale des Banques Populaires 131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17.

Banque Populaire

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

Gérer l'emploi... Dans un contexte de forte évolution technologique

Centre Industriel de la Branche de la Métallurgie (plus de 1.000 personnes) membre d'un Groupe français de premier plan, notre activité, dans un secteur d'avenir, développe grâce à la recherche permanente de progrès technologiques et à l'évolution de la qualification de son personnel.

Accompagner l'évolution et assurer les mutations sur l'emploi qui résultent, telle est la mission principale de

RESPONSABLE EMPLOI

Chargé des recrutements dans des spécialités techniques pointues, vous mènerez également des actions de reconversion (formation, mutations, aide au départ) en liaison avec le responsable Formation.

Vous exercerez, par ailleurs, la responsabilité générale de la Gestion de l'Emploi dans le Centre (Contrats de travail, stagiaires, retraités, suivi effectifs...).

Âgé de 30 ans ou moins, une expérience industrielle de plusieurs années, un contact direct avec le terrain (de préférence la Fonction Personnel) vous a donné une connaissance approfondie des métiers et des familles d'emploi. Familiarisé avec l'organisation d'un grand groupe industriel, vous savez intégrer et tirer profit du réseau de responsables d'emploi de la Société.

Tenace, imaginatif et diplomate, vous savez répondre au challenge que nous vous proposons et évoluer à terme dans des responsabilités élargies sein d'un Groupe aux dimensions internationales.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, réf. 90743/LM, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Objectifs : Qualité et Croissance

Le marché de l'informatique et de la Bureautique Distribuée est en forte croissance : il double tous les trois ans. Bull Transac, leader européen, s'impose dans ce secteur très porteur. Nous recherchons plusieurs

Ingénieurs Logiciel H-F Grande Ecole - Option Informatique

Votre expérience du développement (3 à 5 ans) dans le domaine des logiciels de base (système d'exploitation, transactionnels) ou des Télécommunications, (BSC, SNA, DSA, ISO) nous intéresse.

Nous vous confierons la responsabilité de développement de nouveaux produits de grande diffusion - matériels basés sur les Microprocesseurs Intel 8086 et Motorola 68000.

Les candidats motivés et souhaitant acquérir une référence de premier plan dans un environnement dynamique et en expansion peuvent nous adresser dès maintenant leur dossier de candidature. A terme nous leur proposerons une évolution vers des fonctions d'animation ou d'encadrement technique d'ingénieurs.

Ecrire en précisant la réf. IL/8601 à Michèle Combineau, Bull Transac, 7 rue Ampère, 91343 MASSY CEDEX.



Développez nos ventes en Europe et en Amérique du Nord...

Société de service internationale, nous recherchons pour notre siège un(e)

CHEF DE MARCHE

Rattaché(e) à la Direction Internationale des Ventes et du Marketing, vous négocieriez des contrats avec d'importantes sociétés multinationales afin de développer nos ventes en Europe et en Amérique du Nord.

Faire les recherches nécessaires afin d'évaluer le potentiel des sociétés sélectionnées, identifier leurs besoins... proposer des actions spécifiques.

Négocier les contrats en temps voulu avec les directions générales des Services Achats de ces sociétés, en collaboration avec les Directions Ventes et Marketing du pays où se trouve leur siège (USA et CANADA compris).

Homme ou Femme de formation supérieure, vous possédez nécessairement une première expérience dans un domaine similaire.

La maîtrise de l'anglais est indispensable, car des déplacements à l'étranger sont à prévoir. Une bonne connaissance de l'allemand serait un plus.

Nous offrons une rémunération attractive. Les possibilités d'évolution sont réelles pour un(e) candidat(e) de valeur. Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Média System (réf. 5230) 2, rue de la Tour-des-Dames 75009 PARIS, qui transmettra.

Coordonner la mise en application des contrats dans tous les pays où sont situés les filiales de ces sociétés. Participer à la formation des vendeurs intervenant dans ces différents pays afin d'améliorer leurs techniques de négociation. telles seront vos principales missions.

Jeunes responsables de centres de profits

Spécialistes de l'ASSISTANCE JURIDIQUE, cette Société à taille humaine en forte expansion suit une politique de décentralisation (14 implantations régionales) qui se développe par la création de nouveaux centres de profits dont la direction sera confiée à des

Diplômés de l'enseignement commercial supérieur H-F

Leur personnalité vigoureuse tournée vers l'action leur permettra d'assumer une large mission impliquant commercialisation de produits sûrs et modernes de protection et d'assistance juridique de l'individu et de l'entreprise auprès de professionnels dont ils sauront devenir les authentiques partenaires, mise en place des moyens décentralisés garantissant à la clientèle une assistance individualisée, innovation en imaginant services, produits nouveaux et axes de diversification.

Responsable de leur CA, de leur budget, de la mise en oeuvre de la politique commerciale dans leur région, ils s'attachent à optimiser l'efficacité et les performances de la structure dont ils s'encouragent pour faire face au développement de l'activité qu'ils gèrent.

L'autonomie, la polyvalence, les réelles opportunités d'évolution liées à ce poste en font un lieu de travail privilégié et un tremplin exceptionnel pour un JEUNE GENERALISTE type SUP de CO, SCIENCES ECO ou DROIT voulant s'affirmer sur un marché prometteur, au sein d'une société réputée pour la qualité de ses produits, son sens du service et le dynamisme de ses équipes.

Les postes à pourvoir concernent PARIS, CLERMONT-FERRAND, NANCY, NANTES et ROUEN.

au CABINET GUYOT, 32 rue Bertrème 69006 LYON, sous réf. 018 M en indiquant la zone géographique choisie.



SOVCOR

SOVCOR S.A. représentée en France la division électronique de CORNING GLASS WORKS, leader sur le marché des verres spéciaux. Notre unité du Vésinet (78), 181 personnes (Production, Commercial, Gestion) recherche son

Chef du personnel

Vous rendrez compte au Directeur Général de la société et votre responsabilité s'étendra principalement :

- aux relations collectives du travail, à l'administration du personnel, à la formation, à la supervision des services généraux.

Agé de 30 ans minimum, vous êtes un professionnel de la fonction Personnel, diplômé de l'enseignement supérieur

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à SOVCOR S.A., Direction du Personnel, 11 Chemin de Ronde, 78110 Le Vésinet.

(ES, Droit, Sciences-Po...). Votre capacité d'initiative, votre autonomie et votre rigueur vous permettant d'accéder rapidement à des responsabilités globales. Nous vous proposons de vous familiariser avec les méthodes de travail d'un grand groupe international et d'évoluer ultérieurement dans le cadre des différentes sociétés du groupe.

IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE REGION PARISIENNE. recherche pour son Chef des Services Comptables et Financiers. PROCHE COLLABORATEUR. D.E.C.S. complet exigé. Diplômé Grande Ecole ou Université apprécié. 250.000 F. Le candidat recherché devra être capable de diriger et d'organiser le travail de plusieurs équipes, au sein des services comptables et financiers de la Société.

Pour développer son activité de conseil dans les domaines de l'administration et des collectivités locales. BOSSARD CONSULTANTS recrute. Fonctionnaires de haut niveau attirés par le Conseil ou Consultants confirmés attirés par les collectivités locales et les administrations. Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à Jacques DURANTON BOSSARD CONSULTANTS 12, rue JEAN-JAURES - 92807 PUTEAUX

Importante société de services, réputée pour sa compétence et sa polyvalence dans la MAITRISE DES RISQUES TECHNIQUES, recherche SPECIALISTE APPAREILS DE LEVAGE. INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN. Intégré dans notre Direction Technique, il sera chargé de participer à l'évolution de nos prestations et de coordonner les responsables opérationnels dans la résolution de leurs problèmes techniques.

Assistant vidéo. Profil : vous êtes titulaire d'un diplôme de concepteur-réalisateur en vidéo de niveau bac + 2, 3. Vous avez 25 ans minimum et une bonne connaissance du matériel et des techniques de l'audiovisuel. Mission : vous serez principalement chargé(e) de la conception de documents filmés de formation et d'information sous la forme de reportage, de démonstration ou de fiction.

Le Président d'un Groupe International de Produits de Luxe recherche son Collaborateur Direct. Vous êtes : d'un haut niveau de formation (Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, Doctorat, MBA...), âgé de 30 ans environ, fort d'une première expérience comme Cadre Administratif en Entreprise ou comme Consultant en Cabinet d'Organisation ou d'Audit, parfaitement bilingue français-anglais (la connaissance de l'allemand serait un plus).

ETABLISSEMENT DE FORMATION CONTINUE EDUCATION NATIONALE de la banlieue Sud. cherche pour étendre ses activités en micro-informatique FORMATEURS. Ayant bonne expérience, prof. dans l'utilisation des logiciels de gestion sur compatible PC. Rémunération en rapport. Appeler le : Lundi, Mercredi, Jeudi au 48-84-12-86.

La Société CECA S.A., leader international dans le domaine de la chimie spécialités, recherche Analyste de gestion pour participer à la conception et à la réalisation d'un projet de type gestion et pour en assurer ensuite la responsabilité sur du matériel BULL DPS 7 - GCOS 7. Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un MIAGE, aura obligatoirement 2 à 5 ans d'expérience acquise dans un poste identique et possèdera une bonne connaissance du matériel BULL DPS 7 - GCOS 7 ainsi que du Cobol.

CHEF DES SERVICES FINANCIERS ALSACE 280 000 ± LA FILIALE IFFI SEMICONDUCTEURS FRANCE recherche pour son usine performante (+ 400 pers.) à COLMAR son chef des services financiers. Rattaché au Directeur Financier du Groupe il dirige les services de comptabilité analytique, générale, contrôle de gestion, assurance et la fabrication des résultats, le respect des délais et le reporting. Il anime son équipe (une dizaine de personnes) en coordonne les travaux dans une ambiance active et agréable.

ORGANISME DE FORMATION spécialisé, en expansion, recherche ANIMATEURS PROFESSIONNELS (PLEIN TEMPS et VACATAIRES) diplômés grande école ou maîtrise psychosociale, possédant 5 ans de pratique pédagogique avec l'entreprise, dans les domaines suivants : relations humaines, expression commerciale, gestion du personnel, management et qualité totale. Ambiance de travail conviviale. Rémunération selon qualifications. Veuillez adresser : prétentions et photo à M. MALLAT 68, rue La Fayette 75008 PARIS.

OFFRES... DIRECTEUR... Responsable... Cadres demandés... Responsables techniques... ASSISTANT... Institut de G...

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

EMPLOIS en Europe

spécialité des contrats avec...

principales missions

une première expérience de...

travaux pour un candidat...

CORNING GLASS WORKS

Personnel

Sciences Po... Votre expertise...

Direction du Personnel

Importante société de services... MAITRISE DES APPARELS DE LEVAGE

Ingénieur électromécanicien... chargé de participer...

1 DIRECTEUR (TRIC)

pour la direction... de la production...

COMPTABLE QUALIFIE (E)

pour la comptabilité... de l'entreprise...

ANIMATEURS

professionnels pour... l'animation...

PHYSIQUE INGENIEUR LOGICIEL

pour la programmation... de logiciels...

Direction des Affaires Internationales... Chargés de mission sur l'étranger.

Important Groupe de BTM recherche Attaché Direction Financière

COTEBA INTERNATIONAL... Directeur de Projets diplômé Grande Ecole

secrétaire de direction bilingue... SERTI SELECTION

DOCUMENTALISTE... JEUNE FEMME CAP comptabilité... SECRETAIRE COMPTABLE

L'immobilier

appartements ventes... locations non meublées demandées... locations meublées demandées

formation professionnelle formation professionnelle formation professionnelle

Demandeurs d'emploi L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE... Informatique et contrôle de gestion

ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE... COURS INTENSIFS

Demandeurs d'emploi IBIA... Responsable de projets informatisation et formation

ENSEMBLE CONSTRUONS L'AVENIR! DEVENEZ ANALYSTE PROGRAMMEUR

Cadres demandeurs d'emploi ou en congé-formation L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE... Management avancé

LE DEPARTEMENT SINEGE DE L'INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT propose à...

Demandeurs d'emploi ADIP... Responsables technico-commerciaux en micro-informatique

LE DEPARTEMENT SINEGE DE L'INSTITUT DE GESTION ET DE MANAGEMENT propose à...

immobilier information

appartements achats... bureaux

Locations

DOMICILIATION 8, 2... ACTE - 43-58-77-55

maisons de campagne

PROPRIETES

PERREUX-PARC

viagers

F. CRUZ - 42-66-19-00

fonds de commerce

Ventes RESTAURANT GASTRONOMIQUE

COMMUNICATION

UN ENTRETIEN AVEC M. JEAN-PIERRE HOSS, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE RMC

La nécessaire diversification de la « radio du soleil »

Monaco. - « Vous verrez ! Les saltimbanques de la radio ne feront qu'une bouchée de gentil technocrate... Une bouchée ? Quelle prétention ! Et quelle erreur ! Rarement, à Radio-Monte-Carlo, collaboration entre saltimbanques et technocrate aura donné cette impression d'harmonie et d'efficacité. Les premiers ont révisé leur jugement sur l'économie discrète et courtisée qui leur était tombée du ciel il y a un peu plus d'un an, tandis que le second, M. Jean-Pierre Hoss, ancien chef de ser-

vice juridique et technique de l'information, apprenait peu à peu ce qu'était la radio. RMC l'emmêlée repré- sentait son allié au fur et à mesure que redécouvrait les sondages, et la station monégasque a retrouvé, entre Paris et Monaco, un moral de vainqueur. M. Jean-Pierre Hoss, directeur général de la station, trace ici le portrait d'une radio qui rêve de conquérir le Nord avec un cœur qui bat au sud.

■ notre envoyé spécial

- L'événement radio du printemps sera l'arrivée de programmes sur la bande FM.

- Le principe est acquis, les modalités d'application ne pas simples à régler. Deux fréquences ont été dégagées, que quatre radios vont devoir se répartir en fonction de la géographie. Il y a eu des débats, EUROPE 1 et RTL sont situés au nord de la ligne Bordeaux-Lyon, RMC et Sud-Radio au sud.

- Et que se passera-t-il dans les villes-frontières comme Bordeaux, Lyon ou Grenoble ?

- La situation y est délicate. Chacun des radios y a des engagements, et je souhaite que les pouvoirs publics trouvent rapidement une solution technique. La question de Grenoble est cependant différente. La ville fait traditionnellement partie de la zone RMC, et si EUROPE 1 et RTL y avaient débarqué par voie de FM, il n'y aurait eu alors aucune raison pour que l'on nous interdise Paris.

- Vous êtes prêts à ouvrir les ports de la Méditerranée à EUROPE 1 RTL en contrepartie de votre présence sur Paris. Ne risquez-vous pas pourtant de perdre ce qui était traditionnellement votre lieu ?

- Plus nous avançons les risques. Mais nous sommes beaucoup plus à gagner en arrosant le nord de la France qu'en nous limitant à notre zone traditionnelle. Quelles seraient-elles les raisons de redouter la concurrence ? Nos scores d'audience laissent à penser au contraire que nous serions dans le trio de tête.

- Quelles sont les perspectives de « radio du soleil » ?

- Jamais ! C'est elle notre force. Elle, notre identité. Même au nord, nous resterons la « radio du sud », la radio qui prolonge les vacances... ou qui les anticipe. En fait, la situation évoluera forcément sous la double pression de la technologie et de la concurrence.

■ Radios locales privées

STUDIO 16, L'INITIATIVE D'UN DIOCÈSE

(De notre correspondant.)

Nancy. - Le diocèse de Nancy vient de mettre en place un studio de production d'émissions radiophoniques à destination des radios locales privées qui le désirent.

- La création d'un studio de radio nous apparaît trop onéreuse, et contrairement à Radio-Notre-Dame, qui couvre tout Paris, nous n'aurions pu arroser le département de Meurthe-et-Moselle avec un seul émetteur... explique Mgr Jean Bernard, évêque de Nancy, président de la commission de l'opinion publique et des moyens de communication sociale de l'épiscopat de France.

D'où le choix de ce studio d'enregistrement et de production baptisé Studio 16, par allusion phonétique et humoristique au diocèse. Studio 16, pour le moment, s'est fixé pour principal objectif de produire des émissions hebdomadaires d'actualité dans cinq rubriques bien définies : « Vie économique et sociale », « Lycée et université », « Enfance et jeunesse », « Retraite », « Précarité » et « Actualité ». Hormis ce dernier thème bien ciblé, les animateurs bénévoles, dont un journaliste professionnel, Michel Nivoix, entendent parler de leurs sujets sous l'angle de la réflexion chrétienne, mais sans référence dogmatique systématique sur l'antenne. Les cassettes de Studio 16 seront fournies gratuitement aux demandeurs, à charge pour eux de les diffuser. « La mission des chrétiens dans les médias est très importante, en raison non seulement de la prodigieuse expansion des médias, mais aussi de ce que l'Église est une « communication », conclut Mgr Jean Bernard.

- Combien de villes vont donc pouvoir écouter RMC en FM ?

- Une demi-douzaine au départ. Il faudra procéder par étapes, car il reste encore quelques obstacles : le problème des villes frontalières, celui des fréquences occupées actuellement par des stations et celui des délais exigés par l'ARAF pour prendre en charge notre diffusion en FM.

- La loi vous autorise cependant d'autres modalités sur la modulation de fréquence.

- Oui. Nous réfléchissons sur l'opportunité de créer une seconde ligne de production. La loi nous permet en effet de contrôler jusqu'à trois chaînes locales et d'être présents dans d'autres régions dans lesquelles nous n'aurions pas d'influence. Notre stratégie n'est pas une stratégie locale, ce qui, si nous nous décidons à agir, nous conduira à chercher des partenaires.

- N'est-ce pas de la vocation de RMC de créer d'autres produits FM ?

- Sans doute, mais ce n'est pas facile, car la FM est devenue un média spécifique. Il faut y trouver un créneau - celui de la chanson française correspondrait assez bien à notre image - et connaître parfaitement le marché de la publicité locale, ce qui, si nous nous décidons à agir, nous conduira à chercher des partenaires.

- Que pensez-vous de la volonté du président de la République de privatiser les postes périphériques ?

- C'est une décision qui a sa cohérence. RMC ne fonctionne-t-elle pas déjà comme une société privée de type commercial, qui ne peut compter pour vivre que sur les ressources de la publicité ? Je n'ai cependant connaissance d'aucune démarche concrète par rapport à ce projet. La loi sur les médias est en cours de discussion au Parlement. Elle sera votée dans un bref délai. La loi sur les médias français est une loi monégasque - ne faut-il pas le reconnaître - et l'on peut se demander si elle est applicable aux filiales des radios locales de RMC.

- La privatisation ne mettrait-elle pas la station à l'abri des soubresauts de la vie politique ?

- En matière d'information, le rôle de l'Etat est avant tout d'assurer le respect du pluralisme. Je ne suis pas sûr que cela soit plus intéressant que les missions d'intérêt général.

Pout-être, en revanche, seraient-ils moins sensibles aux résultats des élections ou à des considérations politiques pour choisir les responsables de la chaîne.

- Un magazine vous citait, l'autre jour, parmi les cent premières chaînes que composerait l'opposition si elle revenait au pouvoir.

- Je l'ai lu en effet, avec une pointe d'amusement. J'ai la chance d'être fonctionnaire et d'avoir un statut qui s'appelle le Conseil d'Etat. Ce statut m'évite le souci du court terme et me permet d'agir sereinement sur le long terme.

- Un avenir qui passe par la télévision ?

- Bien sûr. RMC se doit d'être présente dans la première chaîne de télévision commerciale qui aura des chances de réussir son implantation sur le marché publicitaire. Les prévisions montrent que la télévision va capter une part importante de ce marché ; il est donc normal qu'une radio comme la nôtre, qui risque de souffrir de cette arrivée, soit partie prenante du projet.

- A quelle hauteur de capital sera la cinquième chaîne de RMC ?

- A la hauteur de 5 %. Mais il ne sera pas question d'être un « sleeping partner » et de nous limiter à cet apport financier. Nous souhaitons une participation de média à média et proposerons la fourniture de programmes. Cela ne nous empêchera pas de proposer à la « 6 » ou à d'autres chaînes différentes prestations de services.

- Vous aviez déjà TMC.

- Oui, c'est un actionariat difficile qui a beaucoup pesé sur nos finances. Mais l'arrivée de nouvelles chaînes et l'entrée prochaine de nouveaux actionnaires dans son capital vont lui permettre de prendre un nouveau départ. En plus de son réseau et de son audience en augmentation, TMC possède une image et une identité qu'il faudra conserver.

- Comment voyez-vous l'avenir de RMC ?

- La radio ondes longues continuera d'être l'activité principale de notre station. Mais là-dessus doivent, désormais, se greffer d'autres activités (télévision, télématique, édition, etc.). L'entreprise saura se prendre son virage si, d'ici deux à trois ans, la part de chiffre d'affaires média à la télévision nous permet de profiter de ressources provenant de sa diversification.

Propos recueillis par ANNICK COJEAN.

LA CRISE DANS LA PRESSE BRITANNIQUE

M. Rupert Murdoch en passe de gagner

De notre correspondant

Londres. - M. Rupert Murdoch a-t-il gagné son pari ? Il est apparemment en bonne voie de réussir. Mais il rencontre de sérieuses et coûteuses résistances. Pour la deuxième semaine consécutive, le Times et le Sun continuent d'être imprimés hors de Fleet Street, sans le concours des ouvriers du Livre et de leurs syndicats. La « révolution » de Fleet Street, tant attendue depuis des années, est sans doute bien entamée (Le Monde des 25 décembre et 28 janvier).

Lundi 3 février, comme chaque jour, une délégation des 5000 ouvriers licenciés par M. Murdoch ont manifesté devant la nouvelle mine de Wapping, à l'est de Londres. Mais, dans cette unité ultra-moderne, transformée en camp retranché et entourée de barbelés, la production du Times et du Sun ne s'en est pas moins poursuivie. Avec de grosses difficultés toutefois. Depuis que le groupe News International a fermé du jour au lendemain ses imprimeries de Fleet Street, les installations de Wapping et de Glasgow (pour la diffusion en Ecosse et dans le nord du pays) fonctionnent à leur capacité maximale.

M. Murdoch se montre très discret sur les chiffres, mais on estime généralement à 3 millions d'exemplaires le tirage des deux hebdomadaires du groupe, le Sunday Times et News of the World, qui ont pu être fabriqués dimanche, soit près de la moitié du tirage global de ces deux titres avant le conflit (6,3 millions d'exemplaires). A Manchester, par solidarité avec leurs camarades londoniens, les ouvriers de l'imprimerie du groupe Express, sous contrat avec News International, ont bloqué complètement la sortie des deux journaux du dimanche de M. Murdoch dans les Midlands. Le déficit se serait élevé à près de 500 000 journaux. A Wapping, dans la nuit de samedi à dimanche, le piquet de grève organisé par les deux grands syndicats du Livre, SOGAT et NGA, n'avait jamais été aussi important : cinq cents personnes étaient présentes et l'on a revu des scènes parfois violentes, rappelant les affrontements de la longue grève des mineurs en 1984-1985. Seize manifestants ont été arrêtés par la police.

Les syndicats traditionnels de la presse ne sont donc pas sans arme face à M. Murdoch, même si celui-ci, jusqu'à présent, a prouvé, pour la première fois, qu'il était possible de se passer d'eux, en faisant appel à des journalistes volontaires et à une organisation : le syndicat des électriciens et électroniques (EETPU). La production des quatre journaux indiquerait qu'ils sont prêts à suivre l'exemple du patron de News International. Ces derniers jours, les directions des groupes du Daily Telegraph et du Daily Express ont laissé entendre que des plans de réduction du personnel d'imprimerie étaient aussi à l'étude. Jusqu'à 500 suppressions d'emplois seraient envisagées à l'Express.

FRANCIS CORNU.

L'immunité parlementaire de M. Hersant

LA CHAMBRE D'ACCUSATION CONFIRME UNE ORDONNANCE DU JUGE GRELLIER

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Huguenot Bacro, a confirmé, vendredi 31 janvier, l'ordonnance du 12 juillet 1985 de M. Claude Grellier, juge d'instruction, par laquelle celui-ci rejetait l'exception d'immunité parlementaire de M. Hersant, élu à l'Assemblée européenne.

M. Hersant avait été inculpé le 29 novembre 1978 pour infraction à l'article 26 de la loi du 26 août 1944 sur la presse, à la suite de la plainte de quatre syndicats de journalistes. Il avait fait valoir que son élection au Parlement européen, le 19 juin 1984, le faisait bénéficier de l'immunité parlementaire. M. Grellier, arguant de l'antériorité des faits et des poursuites, avait rejeté la demande de M. Hersant. M. Albert Benatar, avocat de ce dernier, a immédiatement fait savoir que M. Robert Hersant allait se pourvoir en cassation.

■ Stéphane Denis quitte « le Quotidien de Paris ». - Stéphane Denis, qui était rédacteur en chef et éditorialiste au Quotidien de Paris, a quitté ce journal « pour convenances personnelles et en plein accord avec le directeur, Philippe Tesson ». Agé de trente-six ans, auteur de deux livres et d'un ouvrage politique (La Chute de la maison Giroud, Lattès), Stéphane Denis était entré au Quotidien en avril 1980, après quatre années passées dans divers cabinets ministériels, jusqu'en 1972.

et revient très cher et n'est pas sûr. Beaucoup de points de vente, à Londres et en province, ne sont pas des succès du tout, ou ne le sont pas à temps.

D'autre part, au sein de la confédération générale des syndicats britanniques, le TUC, les dirigeants de l'EETPU sont très isolés, comme l'a montré une réunion récente de l'état-major du TUC. Tout indique que l'EETPU sera, cette semaine, sommé de cesser de collaborer avec M. Murdoch. En cas de refus, qui paraît très probable, cette organisation devrait être suspendue et vraisemblablement expulsée lors du prochain congrès du TUC en septembre. Cependant, les leaders de l'EETPU ne manifestent aucune intention de faire marche arrière et sont prêts à courir le risque. M. Murdoch a marqué d'autres points. L'ensemble des quatre rédactions a accepté le transfert de Fleet Street à Wapping ; seuls une vingtaine de journalistes refusent encore, mais M. Murdoch est intraitable. Un des contestataires, rédacteur au Sun, a déjà été licencié ; de leur côté, les chauffeurs de l'entreprise TNT ont ignoré la demande de boycottage formulée par le Syndicat des transports.

Déjà, d'autres propriétaires de journaux indiquent qu'ils sont prêts à suivre l'exemple du patron de News International. Ces derniers jours, les directions des groupes du Daily Telegraph et du Daily Express ont laissé entendre que des plans de réduction du personnel d'imprimerie étaient aussi à l'étude. Jusqu'à 500 suppressions d'emplois seraient envisagées à l'Express.

FRANCIS CORNU.

La CLT obtiendrait un canal sur TDF 1

Les négociations ont repris entre le gouvernement luxembourgeois et le gouvernement français. Une délégation du ministère des relations extérieures a rencontré jeudi 30 janvier des responsables du gouvernement français, au Grand-Duché, afin de faire l'inventaire des problèmes qui sont posés depuis la signature de la déclaration franco-luxembourgeoise du 26 octobre 1984. Cet accord prévoyait le principe de l'attribution de deux des canaux du satellite TDF 1 à la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT). Depuis, MM. Seydoux et Berlusconi d'une part et M. Maxwell, le magnat de la presse britannique, d'autre part, se sont vu attribuer chacun un canal du satellite.

Toutefois, devant les réserves des deux gouvernements, une autre réunion, cette fois-ci entre la direction de la CLT et les responsables français de TDF, a eu lieu vendredi 31 janvier. Ils ont étudié dans quelle mesure un nouvel accord pourrait être trouvé qui ferait bénéficier la CLT d'un canal sur le satellite français de télévision. Les experts français ont fait savoir que la CLT pourrait bénéficier du dernier canal disponible sur TDF 1 et il est envisagé d'attribuer à celles accordées à la « 5 ». Selon les observateurs, cela consisterait surtout en une sérieuse révision de la baisse du tarif de location sur ce satellite.

Pour M. Jacques Santer, premier ministre luxembourgeois, « la ballie est maintenant dans le camp de la

CLT. A elle de voir comment il sera encore possible d'exploiter un seul canal sur TDF 1 au lieu de deux ». Si le gouvernement du Grand-Duché est d'accord pour que la CLT poursuive son développement sur la France, ce sera « sous certaines conditions », surtout « si un développement avec la France ne recouvre pas également les intérêts du Luxembourg ».

La France ayant, selon M. Jacques Santer, rompu unilatéralement ses engagements (« la CLT n'ayant plus bénéficié de l'exclusivité de la publicité »), le Grand-Duché n'est plus lié par la clause de « non-part » et M. Maxwell, le magnat de la presse britannique, d'autre part, se sont vu attribuer chacun un canal du satellite.

Le BLIC signe un accord avec la « 6 »

Les professionnels du cinéma, réunis au sein du BLIC (Bureau de liaison des industries cinématographiques), ont signé, le vendredi 31 janvier, un accord avec les responsables de la « 6 », la future chaîne musicale.

Le BLIC se déclare « satisfait » que le cahier des charges de la « 6 » comporte les mêmes règles que le service public pour les délais de diffusion, les quotas et la limitation du nombre de films (cent cinquante par an) imposés à la nouvelle chaîne. Aux termes de l'accord, les responsables de la « 6 » se sont engagés à appliquer les règles de diffusion des films. Ainsi, la « 6 » ne diffusera pas de films longs métrages le mercredi soir, le vendredi soir (sauf les films « ciné-club » après 22 h 30), le samedi toute la journée et le dimanche avant 20 h 30. D'autre part, les responsables de la « 6 » ont précisé qu'ils « comptent faire appel aux prestations des entreprises françaises des industries techniques du cinéma ».

Après cette entente, M. Jérôme Seydoux, PDG de la « 5 », a déclaré qu'il était prêt à négocier avec le BLIC, soulignant que cela « était de l'intérêt de tout le monde ».

L'AUTRE JOURNAL devient L'AUTRE HEBDO N°1 19 février

Chez Citroën du 30 janvier au 10 février 1986.

Reprise sauvage

5000F

au moins

pour tout achat d'une voiture neuve disponible sur stocks.

Pour tout achat d'une voiture neuve (disponible sur stocks), Citroën vous reprend votre ancienne voiture, quel que soit son état, au moins 5000F, sans discuter. Et beaucoup plus, naturellement si son état le justifie.

Cette offre est valable exclusivement pour les particuliers. Dépêchez-vous ! C'est maintenant qu'il faut en profiter ! Du 30 janvier au 10 février 1986.

Possibilité de crédit total personnalisé sous réserve d'acceptation du dossier par SOFI-SOVAC.

Reseau France Métropolitaine.

CITROËN et TOTAL

contre-

Detroit

Le BLIC se déclare « satisfait » que le cahier des charges de la « 6 » comporte les mêmes règles que le service public pour les délais de diffusion, les quotas et la limitation du nombre de films (cent cinquante par an) imposés à la nouvelle chaîne. Aux termes de l'accord, les responsables de la « 6 » se sont engagés à appliquer les règles de diffusion des films. Ainsi, la « 6 » ne diffusera pas de films longs métrages le mercredi soir, le vendredi soir (sauf les films « ciné-club » après 22 h 30), le samedi toute la journée et le dimanche avant 20 h 30. D'autre part, les responsables de la « 6 » ont précisé qu'ils « comptent faire appel aux prestations des entreprises françaises des industries techniques du cinéma ».

Après cette entente, M. Jérôme Seydoux, PDG de la « 5 », a déclaré qu'il était prêt à négocier avec le BLIC, soulignant que cela « était de l'intérêt de tout le monde ».

L'AUTRE JOURNAL devient L'AUTRE HEBDO N°1 19 février

FANNIQUE
esse de gagner

...très cher et n'est pas sur
Beaucoup de points de vente...
D'autre part, au sein de la confédération générale des syndicats...
M. Murdoch. En cas de...
D'autres propriétaires de journaux indiquent qu'ils préfèrent l'exemple du...
FRANCIS CORNU

Le Monde
ECONOMIE

La contre-attaque des constructeurs automobiles américains

Le paysage automobile change à toute allure, et encore plus aux Etats-Unis, premier marché mondial, qu'ailleurs. L'année qui vient de s'écouler a été une suite d'attaques et de contre-attaques menées outre-Atlantique dans une conjoncture exceptionnelle. Records de vente (plus de 11 millions de voitures) et de production (8,2 millions de voitures) confondus, 1985 efface les années noires de la récession qui ravagèrent Detroit, capitale américaine de l'automobile.

Toutefois, en un décennie, les constructeurs américains - General Motors, Ford, Chrysler, American Motors - ont encaissé deux chocs pétroliers et une concurrence japonaise qui leur a fait découvrir leur manque de compétitivité. Ils ont relevé le défi, mais l'avenir n'est pas pour autant acquis. Les Japonais n'ont pas cessé de se faire plus nombreux et plus offensifs.

Avec la fin des restrictions, le 31 mars 1985, sur leurs importations, les Japonais ont fait déferler sur le continent américain 2,3 millions de voitures (contre 1,8 million précédemment) et se disent prêts, dès la fin du premier trimestre de 1986, à ne plus se restreindre du tout. Cela ne les empêche pas de s'ajuster à la production américaine, à parer à toute éventualité.

Tandis que Honda devient le quatrième constructeur américain, derrière les trois grands - General Motors, Ford, Chrysler - supplantant la première American Motors, filiale de Renault, les projets d'implantation japonaise se multiplient aux Etats-Unis, comme au Canada, prolongement naturel des firmes de Detroit.

Entre-temps, l'illinois. Toyota annonce, à vingt-quatre heures d'intervalle, son site américain dans le Kentucky, et son site canadien dans l'Ontario. Honda décide le doublement de son usine dans l'Ontario, dont le démarrage est prévu pour 1987. A la fin de la décennie, les capacités de production dont disposeront les Japonais en Amérique du Nord dépasseront le million et demi d'unités.

Tout le problème est de savoir si ces productions locales se substitueront, partiellement ou non, aux importations. D'autant que les Japonais ne sont plus les seuls concurrents agressifs. Les Sud-Coréens ont décidé d'imiter leur frère ennemi asiatique. Hyundai a testé, avec succès, le marché canadien (80 000 voitures vendues en 1985) et se risque dès le début de cette année aux Etats-Unis avec sa Pony Excel à 5 000 dollars. Il a, lui aussi, annoncé un projet d'implantation au Canada.

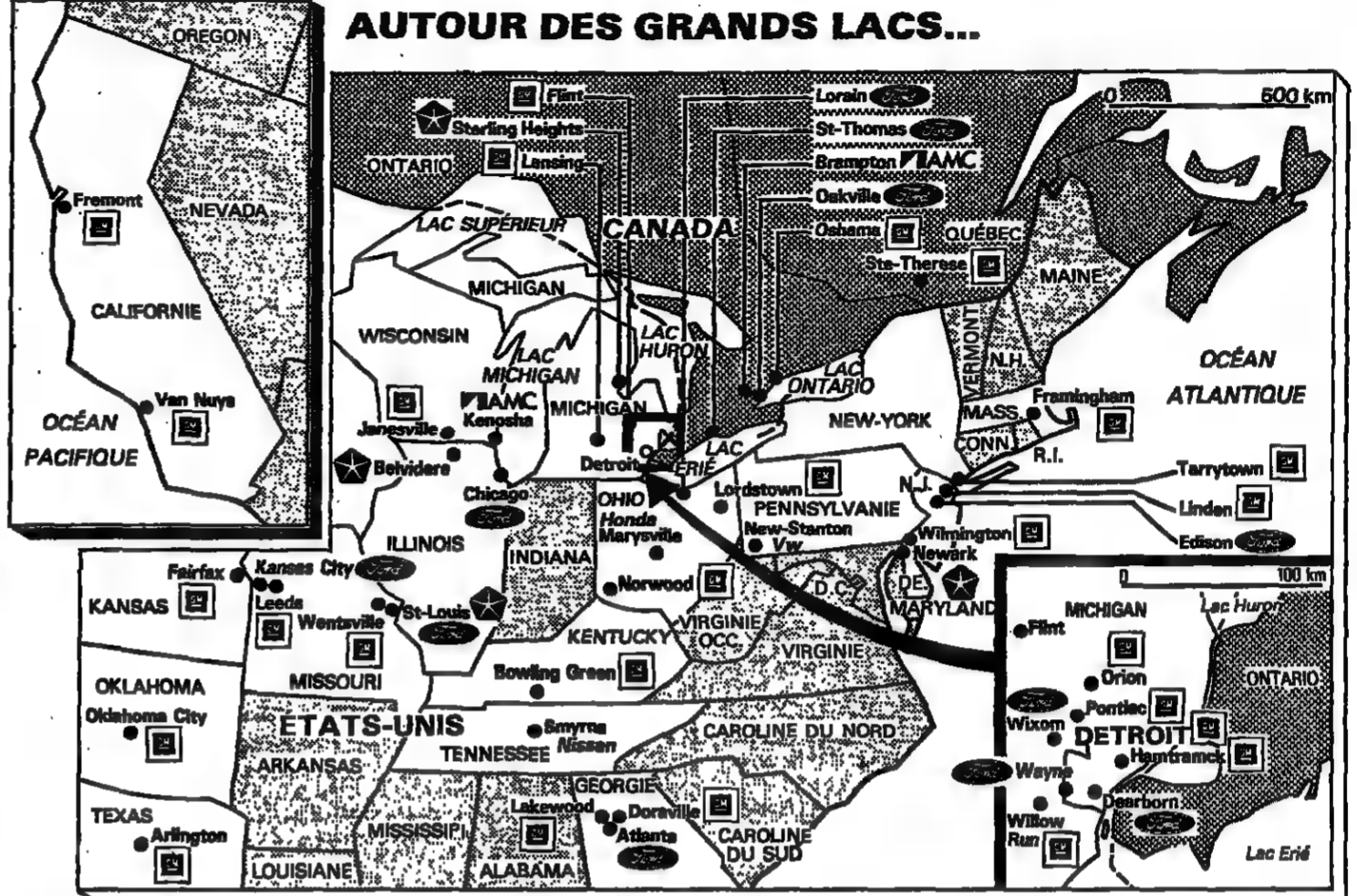
Mais les Sud-Coréens risquent de ne pas avoir le dernier mot avec l'arrivée d'un véhicule encore moins cher, la Yugo - d'origine yougoslave comme son nom l'indique - à 3 990 dollars. Du jamais vu aux Etats-Unis.

Cependant les assésés ont de la ressource. Comme le prouvent leurs coups d'éclat de 1985 dans des secteurs non automobiles, dont le plus spectaculaire est le rachat par General Motors, pour 5 milliards de dollars, de Hughes Aircraft, qui lui ouvre les portes de l'espace et de la défense. Chrysler rachète les avions d'affaires de Gulfstream Aerospace. Ford a racheté les machines agricoles de Sperry Corp. De plus, les trois firmes américaines ont multiplié leurs opérations dans la banque et la finance.

Coup d'éclat aussi avec le « guerre des crédits » déclenchée pour rallier des ventes molles et qui aurait coûté quelque 400 millions de dollars aux trois grands. Coup d'éclat surtout avec les fameux projets de reconquête automobile, dont le plus connu, le projet Saturn, est, là encore, celui de General Motors. Une révolution culturelle destinée à sortir le dynamo de Detroit de ses habitudes sociales, industrielles, commerciales... et même avec l'agressivité japonaise.

Une ambition que le numéro un mondial de l'automobile n'est pas le seul à nourrir, mais qu'il est peut-être le seul à pouvoir réaliser grâce à sa puissance financière, sa base de données d'autres secteurs. Car, lorsque ce mastodonte rachète Electronic Data Systems, pour ses besoins technologiques, mais aussi par souci de diversification, il perturbe toute la géographie électronique, l'injection de masses d'argent venant, d'un seul coup, augmenter considérablement le potentiel de certains groupes par rapport à d'autres.

CLAIRE BLANDIN.



A l'ouest du nouveau

Les Américains n'aiment pas perdre. Ce lien commun apparaît à l'évidence dans les stratégies qu'ils ont entreprises pour se redresser des allures colossales. Les profits comme les pertes sont à la mesure des géants de Detroit, le premier un milliard General Motors, son second Ford et le petit Chrysler, désormais replié sur sa base américaine, mais dont la réputation est l'image même de la formidable capacité de survie de l'Amérique.

50 milliards de dollars pour repartir de zéro dans toute les domaines.

osera dire que le mythe de l'Amérique triomphante, incarné par ses échecs pour en sortir grande, n'a pas la vie dure ?

Ford en 1984, puis avec Chrysler en 1985, ne doit pas être illusion. Il prévoit certes une augmentation de salaires moyenne de 6 à 7 % pendant les trois ans du contrat, mais simultanément, General Motors envisage de diminuer d'un quart quatre mille dollars par an ses effectifs sur la durée du contrat. La discipline apprise pendant la récession ne sera pas oubliée du côté des gains de productivité qui continueront à marcher forcés, au rythme moyen de 5 % à 7 % par an, voire plus.

C. B.

(Lire la suite page 38.)

ut un canal sur TDF 1

CLT. A elle de voir comment...
possible d'exploiter un canal sur TDF 1...
Si le gouvernement...
Duché est d'accord pour...
poursuivre son développement...
France, ce sera...
quelles conditions...
développement...
recours pas également...
du Luxembourg...
La France...
qui Sinter, responsable...
ent engagements...
vont plus bénéficier...
de la publicité...
n'est plus le...
concurrence...
du 26 octobre 1984...
ainsi la publicité...
luxe luxembourgeois...
la reprise des négociations...
France et le Grand-Duché...
rouvert pas le...
Conseil d'Etat...
vraiment luxembourgeois...
rupture des engagements...
la date de la...
est encore indéterminée...
le 24 janvier...
bien informés...
Conseil d'Etat...
avant les élections...

Le BLIC signe un accord avec le « 6 »

Les professionnels de la musique ont au sein du BLIC...
l'union des industries...
31 janvier, ont signé...
chaînes musicales.

L'AUTRE JOURNAL
devient
L'AUTRE
HEBDO
N°1
19
février

Detroit ou le désarroi ouvrier

3 000 dollars par mois, mais une perte de force syndicale.

BEAUCOUP plus que les travailleurs du bière et les tripiers de la région de Detroit, sous les épais nuages de la crise, les cendriers pleins marquaient l'attente. Les ouvriers américains - ceux de l'industrie lourde et syndicalisée en tout cas - peuvent largement rejoindre les rangs de la classe moyenne et se contentent pas de réclamer le prolétariat, ils ont au moins gardé un peu de dignité, ils fument.

Tandis que, dans le sordide vacarme du bowling, les joueurs peaufinaient leurs coups et l'élegante réception sur un pied, dans la salle de restaurant, seul le rouge des chaises en moleskine rompait l'acroté des volutes. On parlait football à la table centrale, mais y avait aussi des volontiers - une foule de gens à dire sur l'automobile pour laquelle tous travaillaient comme chacun à Detroit, sauf les chômeurs.

C'est parti sur les syndicats qui « à l'époque étaient forts ». Mais dites-moi, a demandé le grand timide à moustache, quelle est leur force quand les compagnies font des profits et que nous faisons, nous, des pertes sur concession ? Les jeunes, a enchaîné le petit brun, plus d'illusions sur les syndicats qui sont des marionnettes, une machine sur laquelle nous n'avons pas de pouvoir.

Tous ont approuvé, mais ont tapé sur le président de l'United Automobile Workers (UAW), Walter Reuther, le secrétaire, qui se vantait d'investir dans les actions immobilières, a voulu aller un peu plus au fond des choses : « Les coûts de production dans l'automobile, a-t-il expliqué, c'est le syndicalisme, et nous-mêmes en fait, que les compagnies responsables du maintien des prix de vente. »

Chacun indique alors son salaire. L'américain, moyen annuel de pot : 16,50 dollars de l'heure. Avec un peu d'heures supplémentaires, cela peut faire de mois à 3 000 dollars dans un pays où le salaire horaire minimal est inférieur à 4 dollars et le revenu familial moyen de 27 700 dollars par an pour les Blancs et 15 500 pour les Noirs.

S'ils ne roulent pas sur l'or, ces ouvriers-là vivent bien, s'achètent leur maison, spéculent éventuellement à la Bourse. Même leurs camarades les moins qualifiés arrivent à se faire entre 2 000 et 2 500 dollars par mois. Cela devrait tempérer les doléances, mais on continue à

tempêter les patrons de l'UAW qui ont accepté, en 1984, lors de la négociation de la dernière convention avec General Motors, d'abandonner les 3 % d'augmentation garantie. Il faut de longues minutes pour que le long moustachu jette un regard froid. « Mais vous pensez que nous sommes trop payés, n'est-ce pas ? », demande-t-il, et tous attendent anxieusement la réponse de l'étranger.

« On nous pousse dans nos retranchements »

Eh bien, certainement pas trop », puis qu'on est difficilement trop payé ; mais il y a des choses plus dramatiques. Le petit brun : « Nous avons perdu beaucoup d'avantages, mais c'est vrai : nous sommes toujours mieux lotis que la moyenne. Le célibataire : « Pour moi, ça va parfaitement, même que je n'ai personne à nourrir. » Mais alors, de quoi se plaignent-ils ? Un troisième : « Ils veulent détruire les syndicats, ils nous poussent pour cela dans nos retranchements et, comme la peur de perdre nous place trace la limite de la capacité de résistance, nous cérons, dans l'espoir de garder la

LA BOURSE ET SES ACTEURS

LES FRANÇAIS À LA CORBEILLE

Philippe Sassier et François de Méry

Un livre qui offre, à un degré rare, professionnalisme, qualité de jugement et indépendance d'esprit.

Tonique et vivant, il commence comme un manuel d'histoire financière, continue comme un précis économique sur les acteurs de la Bourse et finit comme un guide pratique du meilleur placement.

Un livre à plusieurs facettes : historiques, anecdotiques ; cocasses aussi, sérieux enfin. Le tout captivant.

Un petit précis des techniques boursières qui sera fort utile à tout débutant et même aux autres.

ROBERT LAFFONT

(Lire la suite page 39.)

Les constructeurs automobiles américains

GM-Ford : duel en Europe

GENERAL MOTORS a décidé, en ce début d'année 1986, de réorganiser sa structure européenne...

Le Vieux Continent coûte cher en investissements.

n'empêche, General Motors « mis le paquet » pour grignoter quelques points sur un marché européen...

Car, à la différence des Etats-Unis, le challenger, ici, c'est General Motors. Partir avec une bonne longueur de retard sur Ford...

Peu présent en Europe à la fin des années 70, General Motors a réussi à rejoindre le peloton de tête des cinq premiers constructeurs européens...

sième rang européen derrière Volkswagen et Fiat.

Si GM doit sortir victorieux de sa bagarre contre Ford, ce n'aura pas été sans efforts. Ce sont d'abord les investissements, plus de 6 milliards de dollars depuis 1980...

Mais le marché européen est également coté cher à General Motors en termes de résultats financiers. Et ce n'est pas fini. En 1984, pour 7 milliards de dollars de ventes...

La création par GM d'un centre européen de coordination intervient alors que Opel comme Vauxhall ont déjà annoncé que leurs résultats pour 1985 seraient encore déficitaires...

Après avoir investi près de 4 milliards de dollars, depuis 1980, en Europe, GM risque de mal payer en retour pour n'y avoir enregistré qu'un bénéfice de 145 millions de dollars en 1984...

Face à l'assaut mené par General Motors, Ford s'est désarmé sur ses gardes. Et l'effet de ces discussions avec l'allemand Fiat...

A l'ouest du nouveau

(Suite de la page 37.)

Cela passe dans l'immédiat par un recours accru pour les organes mécaniques, mais aussi pour les véhicules entiers dans le bas de gamme, aux filières étrangères...

Saturn contre le Japon

« Constat d'échec pour l'industrie automobile américaine », dit-il, « les 50 milliards de dollars que les constructeurs ont prévu de dépenser, entre 1985 et 1990, pour le développement de nouveaux produits, de nouvelles équipements, économies en matières... »

A lui seul le projet Saturn General Motors absorbera 5 milliards de dollars. Saturn, un nom quasi mythique tout autant que celui de Alpha et de Liberty...

que son homologue de Chrysler, M. Isaacson, mais auquel beaucoup reconnaissent son caractère « visionnaire » bon du terme, l'a bien compris. Il a fait de Saturn une formidable opération de relations publiques...

Opération de relations publiques aussi et surtout en direction de l'entreprise elle-même à laquelle il fallait un électrochoc. Car Electrochoc, ce sera Saturn, une nouvelle marque...

Curieusement, alors qu'il est à la tête d'un groupe dont la taille et la massivité lui assurent la pérennité, quelles que soient les turbulences de son environnement, M. Smith s'est le chan-

bas de gamme ou en utilisant les compétences en haut de gamme des Européens. Du temps pour mettre à profit les leçons apprises auprès des Japonais, comme c'est le cas pour General Motors dans son usine commune avec Toyota et California.

Gagne-pain

Toutefois l'automobile risque encore pendant longtemps d'être le principal gagne-pain des firmes de Detroit. La diversification, qui n'est pas une nouveauté chez Ford, par exemple, ne représente cependant que 10 % de son chiffre d'affaires...

En revanche, les constructeurs utilisent plus qu'on ne l'imagine les cerveaux et les méthodes de leurs nouveaux recrues. Les jeunes cadres de EDS sont bien utiles aux vieux loups de Detroit. La matière grise de la multitude

Dans la finance aussi... La conquête des consommateurs par tous les moyens.

ES CRÉDITS sont les principaux moteurs de la croissance de l'industrie automobile. Ils ont permis de stimuler les ventes d'automobiles, comme vient de le prouver la guerre des crédits déclenchée pendant l'été 1985.

Même si les montants en jeu n'ont aucune commune mesure avec leurs projets automobiles et leurs acquisitions dans l'informatique ou dans le spatial, les trois grands - General Motors, Ford et Chrysler - ont, au cours des derniers mois, multiplié leurs achats dans le domaine bancaire et financier.

C'est Chrysler qui s'offre pour 406 millions de dollars Finance America, la filiale spécialisée dans le crédit à la consommation de la Bank America Corp., deuxième holding bancaire des Etats-Unis, en difficulté depuis plusieurs mois.

Cette offensive dans les services financiers n'est pas tout à fait une nouveauté. Depuis longtemps, les constructeurs américains, comme leurs homologues français, se sont efforcés de constituer des filiales bancaires destinées à faciliter la vente de leurs véhicules.

Plus audacieux, Ford a choisi la route du crédit à la consommation et de l'épargne, considérant qu'un véhicule n'est jamais qu'un bien de consommation parmi d'autres et qu'en tout éparpillant il y a un acheteur de voiture qui sommeille.

en matière de crédit automobile - à destination des consommateurs - mais aussi des concessionnaires - s'est doublée naturellement d'une activité dans l'assurance.

Quoi de plus logique, lorsque les trois grands ont eu quelque argent à placer, grâce à leurs bénéfices de 1983 et surtout de 1984, qu'ils aient songé à la finance. D'autant que la dérégulation des marchés financiers leur offre des occasions de développement.

Crédit

Chacun des constructeurs a privilégié sa voie. Prudent, General Motors s'est limité, pour l'instant, au crédit hypothécaire, restant ainsi attaché aux prêts gagés, que ce soit sur un véhicule ou sur un immeuble.

Chrysler, avant de se lancer dans le crédit à la consommation avec le rachat de Finance America, s'était cantonné au financement d'achats d'équipements, d'investissements industriels ou immobiliers.

Face à l'assaut mené par General Motors, Ford s'est désarmé sur ses gardes. Et l'effet de ces discussions avec l'allemand Fiat, qui aurait pu donner à l'alliance des deux constructeurs le quart de marché européen, risque de renforcer un peu plus cette attitude défensive.

C. B.

LES « TROIS GRANDS » EN 1984

(entre parenthèses figurent les résultats des quatre premiers mois de 1985)

Table with 4 columns: GENERAL MOTORS, FORD, CHRYSLER and 3 rows: Chiffre d'affaires, Résultats, Effectifs.

(*) En milliards de dollars.

nouvelle culture que les constructeurs veulent inculquer à leurs « cols blancs », leurs ouvriers, leurs fournisseurs, leurs concessionnaires.

« Saturn, c'est reparti de zéro dans tous les domaines », explique Jack Harwood, un des porte-parole de General Motors. C'est faire table rase du passé et inventer une nouvelle façon de travailler, de construire une automobile, de la vendre... Ce n'est jamais que prendre les moyens de lutter efficacement contre la concurrence des Japonais, en leur empruntant nombre de leurs méthodes.

M. Roger Smith, le patron du géant de l'automobile, plus discret

de l'impérieuse nécessité de faire bouger l'industrie automobile. La « révolution culturelle », dont Saturn, Alpha ou Liberty sont la partie émergée, le président de General Motors a entrepris de la faire passer par tous les moyens dans les veines de ces mastodontes qu'est son groupe.

Quelque temps avant de lancer Saturn, il a déclenché une grande refonte des structures, créant trois branches autonomes - la branche petites voitures Chevrolet-Pontiac-Canada, la branche grosses voitures Cadillac-Oldsmobile-Buick, la branche poids-lourds - responsables de la conception, de la fabrication et de la vente des véhicules de leurs marques. L'idée est simple. Mais comment imaginer qu'aujourd'hui une même voiture passât d'une filiale Buick à une usine de montage Chevrolet sans véritable suivi?

Tous ces changements demandent du temps. Du temps que les constructeurs américains gagnent en laissant leurs associés asiatiques alimenter les réseaux en

des petites sociétés d'informatique industrielle, de vision artificielle, d'intelligence artificielle... dans lesquelles les « trois grands » ont pris des participations va irriter les usines de ces « sociétés du vingt et unième siècle » qu'ils sont en train de construire. Un défi auquel l'environnement économique et international, avec son inflation, ses intérêts et ses variations monétaires, apportent aussi sa contribution positive ou négative.

C. B.

CAPTEZ L'INFORMATION A LA SOURCE LES NOTES BLEUES L'information en direct.

SOYEZ LE PREMIER A SAVOIR LES NOTES BLEUES L'information immédiate.

ANALYSES DE COMPORTEMENTS le groupe DAFSA COMPASS vient de publier une étude sur LES SOCIÉTÉS FRANÇAISES DE SERVICES ET D'INGÉNIERIE EN INFORMATIQUE

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET CRÉER INVESTIR INNOVER REPRENDRE TRANSMETTRE Un guide pratique présentant les 'Mesures récentes prises en faveur des entreprises' est à votre disposition.

Un danger D'un recon... BRANCHEZ-VOUS SUR L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE LES NOTES BLEUES OBSERVEZ ET DIAGNOSTIQUEZ

Les constructeurs automobiles américains

Un danger pour le syndicat : l'entrée en force des Japonais

Pour les syndicalistes comme pour les constructeurs, la menace est aujourd'hui japonaise. A peine l'industrie automobile est-elle sortie de la crise...

Honda et Nissan ont refusé la domination de l'UAW.

Volkswagen : la firme allemande accepta la présence syndicale dès le départ. Avec les Japonais, l'industrie a été diverse...

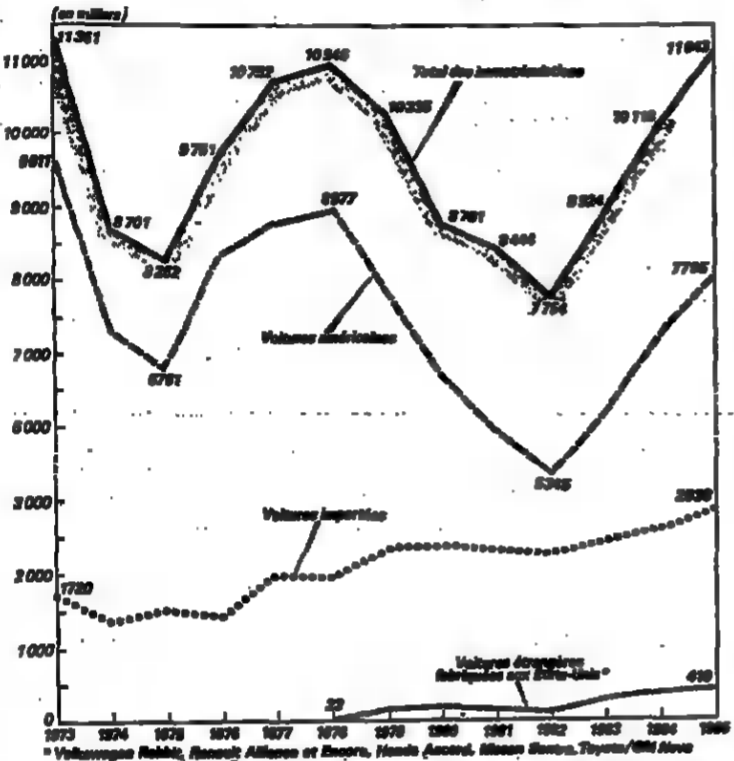
Dans les contrats signés avec les grands constructeurs, elle a cherché à faire inscrire des garde-fous...

A terme, ces changements d'organisation peuvent modifier la physiologie des négociations entre les firmes et le syndicat.

Ce contenu demeure important : les dispositions majeures signées en 1984 avec General Motors et Ford...

Traditionnellement, l'automobile est le lieu d'un face-à-face entre le big business et le big labor.

D'un record à l'autre



Les « domestiques » les voitures au répartition entre les sept constructeurs comme suit : General Motors (56,2 %), Ford (12,5 %), Chrysler (14 %), Honda (1,8 %), American Motors (1,5 %), Volkswagen (9,5 %), Nissan (8,5 %).

Selon le système américain, lorsqu'un syndicat a obtenu la majorité des votes dans un établissement, il devient l'organisation représentative de l'ensemble du personnel.

L'époque de la prospérité, jusqu'au milieu des années 70, la domination de l'UAW (qui semble être des « trois grands ») la branche) lui avait permis d'obtenir chez les « trois grands » un pattern agreement, un contrat de base, comportant notamment des

Changements de technologie

Dans ce contexte de crise pour l'UAW, le syndicat aurait le choix qu'entre un accroissement des emplois...

Detroit ou le désarroi ouvrier

(Suite de la page 37.) A la notable exception - mais peu-être bien provisoire - d'American Motors, le fléau de Detroit...

Nous allons vers la fin des grands accords

C'est donc maintenant devant un rituel : avant chaque remodelage de chaîne, les syndicats s'adressent à la direction syndicale...

Est-il absolument nécessaire d'avoir des qualifications différentes pour l'ouvrier...

Est-il absolument nécessaire d'avoir des qualifications différentes pour l'ouvrier qui pose le pare-chocs et qui celui qui pose les essuie-glaces ?

Est-il absolument nécessaire d'avoir des qualifications différentes pour l'ouvrier...

Est-il absolument nécessaire d'avoir des qualifications différentes pour l'ouvrier qui pose le pare-chocs et qui celui qui pose les essuie-glaces ?

Est-il absolument nécessaire d'avoir des qualifications différentes pour l'ouvrier...

Est-il absolument nécessaire d'avoir des qualifications différentes pour l'ouvrier qui pose le pare-chocs et qui celui qui pose les essuie-glaces ?

BRANCHEZ-VOUS SUR L'ACTUALITE ECONOMIQUE. LES NOTES BLEUES. L'information branchée.

ENRICHISSEZ VOTRE CAPITAL-INFORMATION. LES NOTES BLEUES. L'information au complet.

LES NOTES BLEUES DE L'INFORMATION. la publication hebdomadaire du Ministère de l'Economie, du Commerce et du Budget.

OBSERVATIONS ET DIAGNOSTICS ECONOMIQUES. Directeur de la publication : Jean-Marcel JEANNENEY. REVUE (trimestrielle) - Janvier 1986.

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants : POUR EN SAVOIR PLUS et recevoir gratuitement des brochures...

BULLETIN D'ABONNEMENT. Je désire recevoir les 50 prochains numéros des Notes Bleues (2 numéros par semaine).

Observatoire Français de Conjonctures Economiques (OFCE) 69, quai d'Orsay - 75007 Paris - Tél. : 45-55-85-12.

Code postal : Niveau d'études : Ville : Age :

LES NOTES BLEUES DE L'INFORMATION. Ce bas de commande doit être adressé à LES NOTES BLEUES, Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, 182, rue Saint-Honoré, 75006 PARIS 06.

Nouveau

bas de gamme ou en utilisant les compétences en haut de gamme des Européens. Du temps pour mettre à profit les leçons apprises après des Japonais, comme c'est le cas pour General Motors dans son usine commune avec Toyota en Californie.

Gagne-pain

Toutefois l'automobile risque encore pendant longtemps d'être le principal gagne-pain des firmes de Detroit. La diversification n'est pas un nouveau concept.

En revanche, les constructeurs utilisent plus qu'on ne l'imagine les cerveaux et les méthodes de leurs nouveaux recrues.

Table with 2 columns: FORD, CHRYSLER. Rows: 1984, 1983, 1982, 1981, 1980.

des petites sociétés d'ingénierie industrielle, de « services à la clientèle », d'intelligence artificielle, dans lesquelles les « trois grands » ont pris des participations...

SOYEZ LE PREMIER A SAVOIR. LES NOTES BLEUES. L'information immédiate.

BRANCHEZ-VOUS SUR L'ACTUALITE ECONOMIQUE. LES NOTES BLEUES. L'information branchée.

OBSERVATIONS ET DIAGNOSTICS ECONOMIQUES. Directeur de la publication : Jean-Marcel JEANNENEY. REVUE (trimestrielle) - Janvier 1986.

Observatoire Français de Conjonctures Economiques (OFCE) 69, quai d'Orsay - 75007 Paris - Tél. : 45-55-85-12.

La chronique de Paul Fabra

La chance de voir la pauvreté reculer dans le monde, et un nombre grandissant de pays économiquement en retard s'engager vraiment dans la voie du développement, tient d'abord et avant toute autre chose — moment de l'histoire — accord de réajustement des dettes, éventuellement diminution, par un biais ou un autre, des charges d'intérêt, etc. — à un seul et unique facteur : la conviction des pays en question et de leurs dirigeants que le sous-développement n'est pas une fatalité mais que, neuf fois sur dix, on peut et on doit en attribuer la cause à de mauvaises politiques économiques.

Cette idée simple, selon laquelle on ne peut espérer la croissance que si l'on pratique des politiques qui la favorisent, en tout cas ne l'empêchent pas, a fait beaucoup de chemin depuis quelques années.

En 1937, trois pays d'Amérique latine, l'Argentine, l'Uruguay et le Venezuela avaient un revenu moyen par habitant proche de celui de la France, mais sans doute, sauf peut-être pour l'Uruguay, plus irrégulièrement réparti. Cependant, le souci de l'égalité fut souvent perçu de vue que la meilleure façon d'arriver à une certaine égalisation des niveaux de vie est le développement économique, lequel a peu de chances de se produire dans une société où la redistribution prend le pas sur toute autre considération. A cette époque-là, le revenu par tête chilien était supérieur à l'italien, et celui de la Colombie était comparable à celui du Japon. La seconde guerre mondiale, avec plusieurs pays d'Amérique latine profitant beaucoup, accentua encore l'avance du continent par rapport aux autres parties du tiers-monde (une expression qui fit alors son apparition). En 1950, le Pérou avait un revenu par habitant double de celui de la Corée et de Taïwan.

Alors que, avant la guerre, le revenu moyen par tête dépassait en Argentine celui de l'Italie, de la Finlande, de l'Autriche et de l'Espagne, il leur est aujourd'hui

Le « fardeau » de la dette latino-américaine

aujourd'hui au moins la moitié environ. Les revenus de pays encore relativement pauvres, l'Inde, le Portugal, Taïwan, sont en train de dépasser ceux des pays les plus développés de l'Amérique latine.

Une pareille évolution n'est ni le fruit du hasard ni d'une série de facteurs qui auraient systématiquement joué en faveur des uns et au détriment des autres. La cause, ce serait faire confiance à des théories auxquelles les Latino-Américains, qui restent plus longtemps que d'autres prisonniers des schémas marxistes ou méritocratiques, ont prêté une oreille trop complaisante (l'idée bien consolante que tous leurs maux sont imputables à la politique des Yankees et à leurs pratiques d'exploitation). L'absence des orateurs du récent symposium de Londres sur la dette de l'Amérique latine organisé par l'Herald International (le 29 janvier), et notamment l'un des meilleurs économistes argentins de sa génération, M. Arnaldo Musich, cinquante-neuf ans, devraient montrer les limites de la doctrine économique qui s'empara peu ou prou de tous les pays d'Amérique latine dans les années qui suivirent la deuxième guerre mondiale.

Cette doctrine consistait à prôner des politiques cibles de substitution des importations. On industrialisa à la faveur de barrières tarifaires et contingentes très élevées. Des résultats furent bien obtenus, mais ils trouvèrent vite leurs limites. Cette doctrine fut dépassée quand les investissements privés furent encouragés par l'Etat (grâce à un secteur public souvent prépondérant), se portèrent sur des productions de moins en moins rentables. La conquête du marché intérieur — à la suite de la chute des prix de revient — fut supérieure aux marchandises importées en proportion qu'on peut encore

aujourd'hui constater souvent. Les faillites n'étaient pas qu'à coups de subventions génératrices de déficits budgétaires, eux-mêmes financés par l'inflation.

C'est comme si on avait appliqué, sans la moindre retenue, et à l'abri de toute concurrence, les principes qu'on retrouvait, il y a beaucoup moins de temps, potentiellement encore dangereux, dans le programme commun de la gauche française en 1981.

Un petit pays comme l'Uruguay, jadis le plus prospère et politiquement le plus exemplaire, n'y résista pas. Avec des intentions excellentes, il délaissa son économie (1). Sous prétexte de « sélectivité » des importations, il abaissa les tarifs pour les biens d'équipement dans le dessein de favoriser le développement de l'industrie locale, tandis que le gouvernement pratiquait, au sein d'offices tripartites de salaires, une revalorisation systématique de ces derniers. Résultat : ce ne sont pas les productions nationales qu'on substitua aux importations, mais le capital, sous forme de machines importées, au travail local.

Cette politique avait dans la région un théoricien très écouté, jouissant, grâce à sa forte personnalité et sa culture, d'un grand prestige : Raúl Prebisch. Il est aujourd'hui âgé de quatre-vingt-cinq ans, et toujours actif. Prebisch disposait d'un large savoir ; c'était la très influente (à cette époque) Commission économique pour l'Amérique latine des Nations unies (CEPAL) dont il fut le secrétaire général (de 1950 à 1963). Il est vrai que Prebisch voulait donner un vaste marché aux industries locales naissantes en créant un ou plusieurs « marchés communs ». Se donnait-il le moindre espoir d'y parvenir alors que les politiques qu'il inspirait postulaient l'instauration de

contrôles de toutes sortes et supposaient l'effacement des techniques de planification ? La doctrine de Prebisch, et les questions qui en découlaient, est à rapprocher de celle que joutèrent en Grande-Bretagne, après des gouvernements travaillistes, plusieurs économistes illustres théoriciens d'inspiration keynésienne ou marxiste (et parfois titulaire du prix Nobel).

A cette politique qui visait, au moins en intention, à promouvoir l'industrialisation en tournant le dos au marché mondial (et en négligeant l'agriculture) en succéda une autre, qui se réclamait au contraire des bienfaits de la concurrence, et dont les effets ne furent pas moins désastreux en plus d'une occasion. Il serait fastidieux de retracer toutes les tentatives de graves erreurs ont été commises dans la deuxième partie des années 70 et au début des années 80 par les gouvernements de l'Argentine, du Chili, de l'Uruguay et de la Bolivie (et même de l'économie politique), avec la bénédiction du Fonds monétaire — et l'appui intellectuel de Milton Friedman et des « Chicago boys ». Elles sont aujourd'hui bien connues, et du reste reconnues par le FMI, lequel, disons-le en passant, est encore loin d'avoir tiré toutes les conclusions qui s'imposent de ses échecs répétés. L'une des plus nocives erreurs a été de pratiquer un taux de change surévalué, sous prétexte de combattre l'inflation par des importations de biens de consommation, au même moment où l'on « libéralisait » le commerce extérieur.

« Ce fut une période où l'on n'est pas prêt d'oublier en Argentine », dit le très modéré M. Musich. L'industrialisation artificiellement stimulée à la Prebisch se révéla un échec. La politique d'encouragement non moins arbitraire des importations de biens de consommation fut un autre

L'inflation, dont les causes étaient évidemment ailleurs (notamment dans le financement d'un énorme déficit budgétaire), n'en fut pas guérie pour autant. Taux de change maintenu à un niveau absurde, hausse des coûts de production intérieurs, subventions budgétaires en forte augmentation pour venir au secours des entreprises les plus influentes, toutes les conditions étaient réunies pour étrangler les industries locales, provoquer une gigantesque fuite des capitaux, détruire le marché financier local. « De 1974 à 1983, précise M. Musich, le nombre d'entreprises industrielles a diminué, en Argentine, de 14 %, tandis que celui des sociétés de services s'accroissait de 13 %, l'emploi dans le secteur tertiaire augmentant de 26 % ». Mais, ajoute-t-il : « Cette dernière évolution ne doit pas faire illusion : elle cache un phénomène plus profond de chômage déguisé, et une chute de la productivité ».

Le vocabulaire politique, forgé pour les besoins de la cause, contribue à déformer la réalité des choses. Les pays d'Amérique latine, disent les ministres qui les représentent, croient sous le poids du service de leur dette extérieure qu'ils absorbent en moyenne pas loin de 40 % de leurs recettes d'exportation. C'est vrai, mais si les capitaux importés (par voie d'emprunts) avaient, dans leur grande majorité, été affectés à des investissements rentables, ils produiraient aujourd'hui les revenus qui rendraient possibles, sans drame, les transferts d'intérêts. Mieux encore : à supposer que ces pays appliquent des politiques de croissance, et donc de stabilité, les transferts en question n'auraient pas lieu car les créanciers seraient incités à réinvestir sur place les sommes correspondantes.

(1) Voir notamment l'ouvrage collectif publié en 1984 par l'Institut for Contemporary Studies de San Francisco : *World Economic Growth*, sous l'autorité d'Arnold Harberger.

Montpellier la surdouée berceau du futur.

Jeune, belle, a tout pour elle : universités, recherche, cadre de vie, vie culturelle.

Aussi, quand George GEORGE ce Montpellier sera avant la fin du siècle des ca de l'Europe au Sud, il a la tête dans l'avenir mais ses pieds bien sur terre.

La compter sur Montpellier LR Technopole un sacré forçat pour en informatique, e, recherche médicale et pharmaceutique ! Première ville câblée en fibres optiques, n'est-elle déjà, avec son Centre d'Images, en train de séduire les nouveaux médias ?

Chefs d'entreprises, la petite surdouée vous tend les bras, venez grandir et réussir avec elle. Nous vous attendons.

MONTPELLIER

LR TECHNOPOLE

Pour recevoir le dossier sur "Montpellier Languedoc-Roussillon Technopole" : Le District de Montpellier : 14, rue Marcel-de-Serres - 34000 Montpellier - France - Tél. : 67.52.18.39 - Téléc. : DUAMF 490531F

ERRATUM. — A la suite de l'article publié dans « Le Monde Économique » du 28 janvier dernier, sous le titre « La passion des tourterons », M. Jean Rosé, président-directeur général de la Société viticole d'abattage (SVA), nous demande de rectifier l'information selon laquelle Intermarché détiendrait 40 % de sa société. « Cette information est dénuée de tout fondement », écrit-il. En effet, il n'y a jamais eu de contact à ce sujet entre les sociétés citées.

La SVA est aujourd'hui le premier abattoir français de gros bovins. Elle a réalisé, en 1984, un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de francs. Créée il y a trente ans, par les deux frères Jean et Louis Rosé, la SVA a un capital entièrement contrôlé par ses fondateurs. Intermarché fait partie, nous a indiqué M. Rosé, de ses principaux clients.

Par ailleurs, dans l'article intitulé « En suivant le chevreuil », il fallait lire une race à viande de haute qualité « blanc-bleu belge », et non « beige ». Enfin, M. Gilot maintient « soixante vaches allaitantes », et non « trois cent soixante », comme il a été écrit à la suite d'une erreur de transmission.

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de COMMERCE

BOUTIQUES - LOCAUX - BUREAUX aliment, cafés, librairies, etc., gérances dans le journal spécialisé depuis 41 ans

« LES ANNONCES »

En vente partout 4,00 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris - Tél. (1) 48.05.30.30

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE

Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier

ANTWERP NEW YORK

COURS INTERNATIONAUX DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR

Pour toutes informations : Schepstraat 1/7 - 2018 Antwerp - Tél. : 03/232.07.88 - Belgique

A VENDRE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE NOUVELLEMENT CONSTITUÉE TOUTES ACTIVITÉS AUTONISÉES

PRIX : 4.850 \$

DOMICILIATION FLORENTE PAYABLE FRANCS FRANÇAIS

Tel. 16.1 47.42.05.40 H de B

LA CH...

Le Mexique et...
baissent lo pr...

innov...
éta...

PARIS

Avec...
et...

ÉTRANGER

POUR FACILITER SES EXPORTATIONS LA POLOGNE DÉVALUE UNE NOUVELLE FOIS LE ZLOTY

Le zloty a été dévalué, samedi 1^{er} février, de 13 % à 15 % par rapport aux monnaies occidentales et de 3 % par rapport au rouble transférable selon les chiffres publiés par la presse polonaise.

Cette dévaluation, qui n'a été l'objet d'aucune annonce ni explication, apparaît dans les taux de change publiés par la presse. A compter du 1^{er} février, le dollar américain vaut 170 zlotys (contre 147,11 la semaine dernière), le franc français 23,05 zlotys (contre 19,50). Il s'agit de la septième dévaluation du zloty depuis 1982.

Le but de l'opération est, semble-t-il, de rendre les exportations polonaises plus compétitives sur les marchés extérieurs, afin de tenter de résoudre l'épineux problème du remboursement des dettes extérieures en devises, qui s'élève à 27 milliards de dollars (1). La Pologne a été incapable de payer en décembre dernier une échéance de 550 millions de dollars aux dix-sept pays créanciers réunis dans le Club de Paris. (A.P.P.)

(1) Voir le Monde du 21 novembre 1985.

En Tchécoslovaquie

La reprise enregistrée en 1984 ne s'est pas confirmée l'an dernier

De notre correspondante

Vienne. - Cinq ans d'austérité n'ont pas permis à la Tchécoslovaquie d'atteindre ses objectifs, et la reprise enregistrée en 1984 ne s'est pas poursuivie au rythme attendu en 1985. Un revers d'autant plus inquiétant que les normes de plan 1981-1985 étaient les plus faibles d'après-guerre et que l'application de l'économie de nouvelles mesures tendait à améliorer le système de planification économique - n'ont pas donné les résultats escomptés.

Ces « nouvelles mesures » - le mot « réforme » est toujours banni à Prague - qui visent à rendre plus rigide le système de planification, ont été mises en œuvre à partir de 1986, en particulier au secteur agricole. L'agriculture, qui a réussi au cours des dernières années à porter à 98 % le degré d'autosuffisance alimentaire et alimentaire du pays, est devenue un facteur de stabilisation pour l'économie nationale. Elle assure un approvisionnement sûr de la population, et, en dépit de la modicité de leur niveau de vie, les Tchécoslovaques vivent beaucoup mieux que les Polonais, les Roumains ou les Soviétiques. L'état préoccupant de l'économie avait amené le mouvement dissident tchécoslovaque à publier un document critique la trop grande dépendance des entreprises de l'encouragement

Le secteur privé sont, selon les estimations, les seuls moyens d'améliorer le niveau de vie de la population.

On en est encore loin. En présentant les principales orientations des cinq ans à venir, fin novembre devant le comité central - le plan adopté par le congrès du parti au mois de mars prochain, - le premier ministre, M. Lombrík Strougal, a fixé des objectifs ambitieux pour la période 1986-1990, sans prévoir d'aménagements des mécanismes économiques : une croissance de 17 % à 19 % (11 % pour les cinq dernières années) du revenu national (1), de 11 % à 12 % de la consommation (6 %), et de 20 % des exportations. Ces chiffres semblent très optimistes, notamment pour le revenu national, dont l'expansion est étroitement liée au succès de la modernisation et de la restructuration de l'industrie tchécoslovaque.

Autarcie

Le chef du gouvernement a mis le doigt sur les maux anciens, de l'économie tchécoslovaque, qui sont typiques des pays du « bloc soviétique » : productivité insuffisante, inadaptation de l'offre à la demande, gaspillage des ressources et faible productivité du travail. Dans le cas de la Tchécoslovaquie, pays de longue tradition industrielle, cela s'est traduit par une faible croissance de la compétitivité. Il est officiellement reconnu à Prague que le pays a un retard technologique d'au moins cinq ans sur le niveau international. Alors que l'objectif d'une hausse de 15 à 20 % par an de la consommation des matières premières et d'énergie n'a pas été atteint. M. Strougal - qui a réussi avec succès à imposer depuis 1975 des réformes modestes en dépit de l'opposition de l'aile orthodoxe du parti - a souligné devant le comité central la priorité absolue à l'industrie légère et, en particulier, à l'électronique, dont la production doit augmenter de 62 %. La Tchécoslovaquie s'est spécialisée au sein du COMECON dans la production de matériel de régulation pour les centrales nucléaires et de pièces détachées pour les avions.

Les graves problèmes énergétiques risquent cependant de remettre en cause l'objectif ambitieux du VIII^e plan quinquennal. La reconversion industrielle de la Tchécoslovaquie d'ici à l'an 2000 tout en élevant le niveau de vie de la population.

La Tchécoslovaquie est, avec le Brésil et le Canada, le pays dont la consommation d'énergie par tête est la plus élevée. Une partie des livraisons de pétrole soviétique étant pratiquement gratuite, le proche avenir, la Tchécoslovaquie - dont la production minière est insuffisante - s'est orientée vers le nucléaire. Le développement du programme nucléaire, mais sur des plans quinquennaux qui prévoient qu'en 1990 les centrales nucléaires fourniront le tiers de la production d'énergie, a pris un certain retard. En 1985, 15 % de l'électricité produite provenait de deux centrales nucléaires installées en service à Jaslovské Bohunice, en Slovaquie, et à Dukovany, en Moravie. Une troisième centrale sera construite à Mochovce, en Slovaquie.

Outre l'agriculture, dont le programme a progressé de 7 % ces cinq dernières années, la tendance à l'autarcie de la Tchécoslovaquie se manifeste également dans la priorité absolue accordée au remboursement de sa dette extérieure, qui, par rapport à la majorité des autres pays socialistes, a toujours été assez modérée. D'après les dernières estimations de l'OCDE, cet endettement s'élève à l'ordre de 3,5 milliards de dollars fin 1985 et doit être remboursé dans sa totalité, selon le vœu du gouvernement tchécoslovaque, en 1987-1988.

Une réforme qui vise à améliorer l'équilibre de la balance des paiements. Selon les prévisions du Plan, les exportations devraient augmenter de 20 % en les importations, de 16 % dans les cinq années à venir. En 1984, l'équilibre des échanges avec les pays à monnaie convertible avait été de l'ordre de 700 millions de dollars et a dû atteindre 800 millions en 1985. La Tchécoslovaquie effectue toujours près de 77 % de son commerce extérieur avec les pays du COMECON, dont le poids est en baisse. Une petite « ouverture » a cependant été opérée l'année dernière avec la signature d'un très grand nombre d'accords de coopération avec des firmes occidentales sur des marchés tiers. M. Frustek Langer, vice-ministre du commerce extérieur, avait fait part, à la surprise du monde des affaires à l'automne dernier, du succès de la Tchécoslovaquie à lancer dans l'aventure des entreprises locales avec une participation de capital étranger jusqu'à 40 %. Prague semble notamment à une coopération avec des entreprises japonaises, très développée dans les pays de l'Est.

Les « nouvelles mesures » et une éventuelle coopération, a priori très limitée, avec des firmes étrangères ne suffiront cependant pas pour sortir l'économie tchécoslovaque de l'impasse. Après dix-huit ans d'exercice du pouvoir, le régime de Gustav Husák n'a toujours pas réussi à se réconcilier avec la réalité économique tchécoslovaque et reste plus ou moins en crainte qu'une vraie réforme n'entraîne le pays vers un « printemps de Prague ». Réactiver une économie qui tient dans ces conditions de la quadrature du cercle.

En présentant les grandes lignes du nouveau VIII^e plan quinquennal 1986-1990, M. Strougal avait promis des améliorations au niveau de vie de leur niveau de vie. En attendant un avenir meilleur, les Tchécoslovaques attendent un peu de nouveauté la ceinture : une restriction aux voyages en Espagne et en Yougoslavie a été décidée pour l'année 1986 pour des raisons économiques, mais sans doute aussi pour des raisons politiques.

WALTRAUD BARYLL

(1) L'Institut international de recherches économiques comparatives de Vienne fait remarquer que les méthodes statistiques ont été modifiées en 1983. Les calculs, basés auparavant sur des données statistiques nettes, sont depuis lors effectués sur la base de données brutes. Cela signifie, selon une analyse de l'ancien directeur de l'Institut, le professeur Friedrich Levcik, que la croissance du revenu national aura à peine dépassé 8 % au cours des cinq dernières années, soit un taux de croissance annuel de 1,6 %.

● PTT : léger recul de la CGT et de la CFDT aux élections municipales. Les représentants du personnel auprès des commissions administratives paritaires au PTT, tandis que FO et surtout la CSI ont progressé. Sur 97,73 % des résultats dépouillés, il y a eu 13,70 % d'abstentions, 11,88 % aux précédentes élections en 1983. La CGT demeure en tête avec 33,87 % (-1,44 point par rapport à 1983) ; devant la CFDT, 26,08 % (-1,54) ; FO, 24,30 % (+1,03) ; la CSI, 6,22 % (+1,25) ; la CFTC, 6,12 % (+0,25) ; la FIM (autonome), 2,07 % (+0,48) ; la CGC, 0,75 % (-0,30) ; les autres, 0,55 % (-0,05).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|------------|---------------|---------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | + ou - | + ou - | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - | Rep. + ou dép. - |
| S.E.-U. | 7,3048 | 7,3070 | + 45 | + 60 | + 95 | + 125 | + 300 | + 400 |
| S. can. | 5,1177 | 5,1216 | - 94 | - 76 | - 201 | - 170 | - 472 | - 580 |
| Yen (100) | 3,6231 | 3,6277 | + 74 | + 88 | + 162 | + 184 | + 516 | + 580 |
| D.M. | 3,0644 | 3,0669 | + 95 | + 108 | + 212 | + 231 | + 631 | + 680 |
| Florin | 2,7132 | 2,7153 | + 62 | + 70 | + 136 | + 150 | + 410 | + 456 |
| F.S. (100) | 14,9766 | 14,9887 | - 367 | - 361 | - 594 | - 733 | - 1423 | - 1812 |
| F.S. | 3,6289 | 3,6341 | + 127 | + 143 | + 279 | + 303 | + 834 | + 904 |
| L.I. (100) | 4,4920 | 4,4966 | - 404 | - 347 | - 596 | - 628 | - 1849 | - 1710 |
| L. emp. | 10,1913 | 10,2006 | - 335 | - 275 | - 494 | - 594 | - 1587 | - 1793 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| | 7/78 | | 8/78 | | 9/78 | | 10/78 | | 11/78 | | 12/78 | |
|------------|--------|--------|----------|----------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| | 1/2 | 3/4 | 1/2 | 3/4 | 1/2 | 3/4 | 1/2 | 3/4 | 1/2 | 3/4 | 1/2 | 3/4 |
| S.E.-U. | 7 7/8 | 8 1/8 | 7 15/16 | 8 1/16 | 7 15/16 | 8 1/16 | 7 15/16 | 8 1/16 | 7 15/16 | 8 1/16 | 7 15/16 | 8 1/16 |
| D.M. | 4 1/2 | 4 3/4 | 4 1/2 | 4 5/8 | 4 1/2 | 4 5/8 | 4 1/2 | 4 5/8 | 4 1/2 | 4 5/8 | 4 1/2 | 4 5/8 |
| Florin | 5 5/8 | 5 7/8 | 5 11/16 | 5 13/16 | 5 11/16 | 5 13/16 | 5 11/16 | 5 13/16 | 5 11/16 | 5 13/16 | 5 11/16 | 5 13/16 |
| F.S. (100) | 9 1/2 | 10 1/2 | 11 1/2 | 12 1/2 | 12 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 | 14 1/4 | 14 1/4 | 15 1/4 | 15 1/4 | 16 1/4 |
| F.S. | 2 1/4 | 3 1/4 | 3 1/8 | 4 1/8 | 4 1/8 | 5 1/8 | 5 1/8 | 6 1/8 | 6 1/8 | 7 1/8 | 7 1/8 | 8 1/8 |
| L.I. (100) | 15 | 18 | 19 | 21 | 20 | 23 | 23 | 27 1/4 | 27 1/4 | 31 1/4 | 31 1/4 | 35 1/4 |
| L. emp. | 12 3/8 | 12 5/8 | 12 13/16 | 13 15/16 | 12 7/8 | 13 | 13 | 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 | 13 1/4 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matière par une grande banque de la place.

2 super cagnottes de la S'Valentin
5 et 8 Février

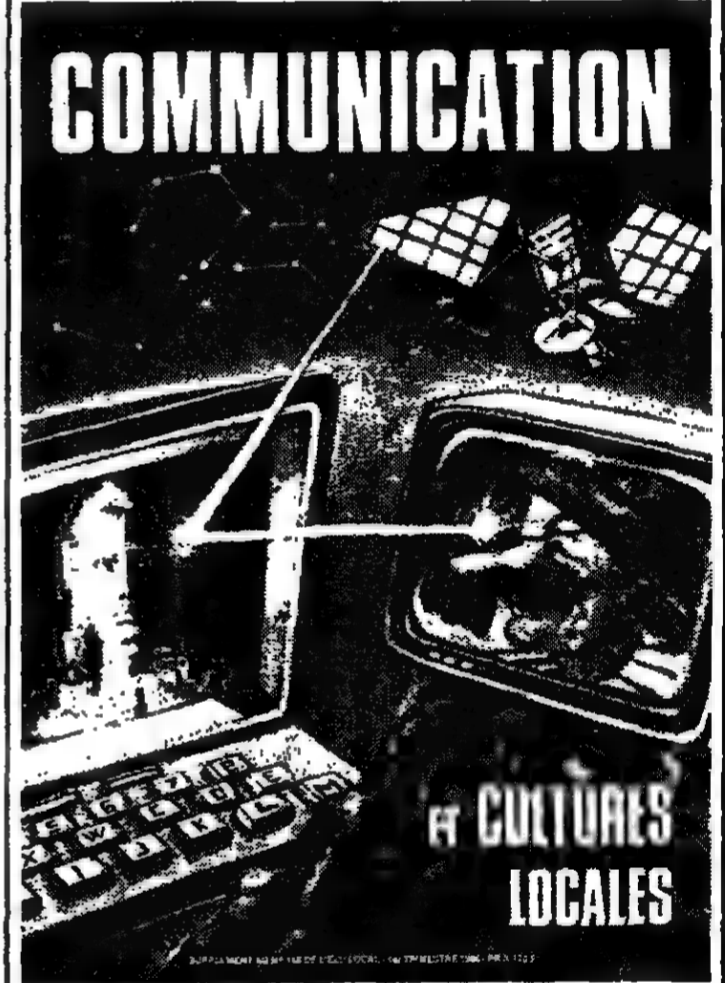
NATIONAL LOTO
c'est facile, c'est pas cher et ça peut rapporter gros.

ENTREZ DANS LE MONDE DE LA COMMUNICATION

... DES ENQUÊTES, DES REPORTAGES, DES INTERVIEWS...

- Les collectivités locales et l'informatique
- Le lexique complet des nouveaux médias
- Les villes câblées
- Télévisions privées et publiques face à la publicité
- Le cadre juridique de la communication audiovisuelle
- Câble, réseaux hertziens ou satellite
- Les enjeux économiques locaux des nouvelles technologies
- La télématique
- L'affichage
- Une nouvelle génération de « news » municipaux
- Bureautique et organisation
- Le marketing politique
- La responsabilité culturelle des élus locaux
- Le lexique des radios libres, etc...

Collection « Responsables locaux » dirigée par Jean-Marc Ohnet



Format 21 x 29,7 cm. 184 pages (N et B et couleurs) des carré - couverture pellicule Prix 120 F (franco de port).

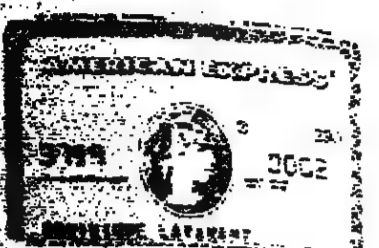
Avec notamment la collaboration de : Jean-François Pintat, sénateur-maire de Sionac, président du MNEL - René Monroy - Pierre Chauby, maire de Nantes - Jean-Marie Rausch, sénateur-maire de Metz - Bernard Marie, maire de Biarritz - Georges Freche, maire de Montpellier - Alain Carignon, maire de Grenoble - Philippe de Villiers, directeur de Radio « Alouette » - Michel Péricard, vice-président du Conseil régional d'Île-de-France - Bernard Schreiner, président de la Mission TV-Câble - André Duroméa, député-maire du Havre - Jacques Douffignies, maire d'Orléans - Georges Corse, député-maire de Boulogne Billancourt - Michel Le Net, président de l'Institut de la communication audiovisuelle - J.-P. Brulé, ancien président de l'Institut de la communication audiovisuelle - Jean-Paul Hugot, maire de Saumur - Bertrand Cousin - Pierre Croissiaux - Henry Montaigu, écrivain - Michel Michel, sociologue - Jean Yanowski, président de l'Association pour le développement de la radio par la communication audio-visuelle - Patrice Noailles, directeur de « Politiques et technologies » - Philippe de Saint-Robert, Commissaire général de la langue française - Thierry Gaudin - Martial Cabillard, maire-adjoint de Valenciennes - Charles Baur, président du Conseil régional de Picardie etc...

BULLETIN à RETOURNER A EDICOM, 44, QUAI DE JEMMAPES 75010 PARIS

NOM.....
PRÉNOM.....
ADRESSE.....
désire recevoir..... exemplaire(s) (au prix unitaire de 120 F) et joint, à cet effet, un chèque de..... F. Ce prix s'entend de port compris.
Signature :

ATTENTION : Seules commandes accompagnées de leur règlement pourront être facturées à ce tarif.

TIQUES



FELINE
362 RUE DE LA...
75009 PARIS
TEL. 42 37 40 00

INAROLO MEN...
KUNIGL...
75009 PARIS
TEL. 42 37 40 00

THESEY M...
10 PLACE DE...
75009 PARIS
TEL. 42 37 40 00

DASHRAY
44 RUE DE...
75009 PARIS
TEL. 42 37 40 00

CHICAGO
10 RUE DE...
75009 PARIS
TEL. 42 37 40 00

CHARLEY
10 RUE DE...
75009 PARIS
TEL. 42 37 40 00

EAUTMENT
4 RUE DE...
75009 PARIS
TEL. 42 37 40 00

SONIA RYNE
4 RUE DE...
75009 PARIS
TEL. 42 37 40 00

BE BOP
52 RUE DE...
75009 PARIS
TEL. 42 37 40 00

DANIEL H...
10 RUE DE...
75009 PARIS
TEL. 42 37 40 00

FRANCOARD
60 RUE DE...
75009 PARIS
TEL. 42 37 40 00

LILIANE B...
76 RUE DE...
75009 PARIS
TEL. 42 37 40 00

CHASSIN...
3 RUE AM...
75009 PARIS
TEL. 42 37 40 00

RENÉE FARELL
16 RUE DE...
75009 PARIS
TEL. 42 37 40 00

Carte American Express
Ne sortez pas sans elle.
Demandez-la au 42 37 40 00

AFFAIRES

REPÈRES

Dollar : se maintient à 7,3180 F

Stoppée la veille du week-end, la baisse du dollar a repris lentement mais sûrement, lundi 3 février, sur presque toutes les grandes places financières internationales. Mais à Paris la devise américaine s'est maintenue, elle a coté 7,3180 F (contre 7,3170 F vendredi), 2,39 DM (contre 2,3852 DM). La livre sterling a suivi le mouvement, tombant à 1,39 dollar (contre 1,4135 dollar). D'une façon générale, les affaires ont été actives, voire nerveuses sur le front du pétrole avec l'intention des pays non membres de l'OPEP de prendre leur distance avec la politique de réduction des productions préconisée par l'Arabie saoudite expliquant selon les cambistes la tension sur le dollar.

Transport : 51 % des Britanniques hostiles au tunnel sous la Manche

Selon un sondage de l'Institut Gallup publié par le quotidien londonien Daily Telegraph, 51 % des sujets de Sa Gracieuse Majesté se déclarent hostiles à la construction du tunnel ferroviaire sous la Manche, décidée le 20 janvier par Mme Thatcher et M. Mitterrand. 36 % des personnes interrogées se sont favorables et 13 % ne se prononcent pas. C'est dans la tranche des personnes de plus de quarante-cinq ans que se trouvent le plus grand nombre d'irréductibles.

SOCIAL

Revalorisation des allocations familiales

Conformément à un décret paru au Journal officiel du 2 février, la base mensuelle de calcul des allocations familiales est fixée à 1 662,57 F à compter du 1^{er} janvier 1986 (contre 1 642,50 F actuellement) et à 1 828,11 F à compter du 1^{er} juillet prochain.

Le montant des allocations familiales est calculé en pourcentage de cette base mensuelle, ce taux variant avec le nombre d'enfants à charge. Ainsi, à partir du 1^{er} janvier, une famille de deux enfants voit le montant mensuel de ses allocations familiales passer de 525,45 F à 532 F. En outre, pour les familles nombreuses,

le décret fixe, à compter du 1^{er} janvier, le taux de calcul des allocations familiales à 41 % (contre 40 % actuellement) pour le troisième enfant à charge et chacun des suivants. De même, le taux de calcul de l'allocation parentale d'éducation (APE), jusqu'à présent égal à 62,4 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales, est fixé à 90,2 % à compter du 1^{er} janvier. Ainsi le bénéficiaire d'une APE qui travaillait dans une entreprise à une activité, qui percevait 1 025 F par mois, recevra désormais 1 500 F par mois.

Matra discute avec Fiat d'une association dans l'équipement automobile

Le champ de manoeuvre de l'industrie française de l'équipement automobile s'est élargi. Après la décision prise à l'automne dernier par la régie Renault de se retirer de Renix (allumage électronique) en cédant à son partenaire Bendix (groupe américain Allied) sa participation de 51 %, c'est au tour de Matra de négocier avec Fiat une sortie partielle du capital des deux sociétés - Jaeger (instrumentation, tableaux de bord) et Solex (carbureteurs), que la firme contrôle respectivement à 56 % et 95 %.

Objet des discussions en cours : trouver un terrain d'entente en vue de rapprocher Jaeger et Solex de Borletti et Weber, les deux filiales équipementières de la firme turinoise. Les pourparlers semblent « assez avancés ».

Ce n'est pas la première fois que le groupe dirigé par M. Jean-Luc Lagardère s'efforce de nouer des alliances dans l'équipement automobile. La firme ouest-allemande Robert Bosch avait été autrefois contactée : General Motors aussi, un peu plus tard. Mais les discussions avaient été rapidement rompues. Matra ayant posé comme condition de garder la direction des affaires. Le temps a passé. Matra a beaucoup investi dans Jaeger et Solex, pour tenter de redresser les deux entreprises. Le groupe n'a pas trop mal réussi avec Jaeger, qui, bien post-

tionné dans l'électronique et le rassis de ses activités aéronautique et horlogère, est rentré en 1985 dans l'ère des profits (environ 13 millions de francs). Il a eu moins de chance avec Solex. La société avait ignoré le phénomène de la désindustrialisation et n'avait pas suffisamment mis l'accent sur la recherche dans l'injection électronique.

Même en diminution, les déficits se sont accumulés : une cinquantaine de millions de francs en trois ans, dont 10 environ en 1985, sans compter les 66 millions d'abandons de créances consentis en 1984 par l'actionnaire. Les difficultés de la filiale britannique, reprise par ses clients fin 1985, n'ont rien arrangé. Bref, Solex est en perte de vitesse. Aujourd'hui, Matra, on juge très difficile, sinon impossible, de poursuivre seul l'effort. Matra, même s'agissant de Jaeger. Aucune des deux entreprises n'a la taille requise pour être vraiment compétitive (3 milliards de francs de chiffre d'affaires ensemble, dont 1,8 milliard pour Jaeger) et pour lutter à armes égales contre la concurrence allemande, japonaise et américaine. La solution passe donc nécessairement par une association. L'ensemble associé avec les filiales de Fiat offre des compléments intéressants. L'instrumentation et les tableaux de bord, il aurait un poids

comparable (près de 4 milliards de francs de chiffre d'affaires) à ceux des firmes japonaises de General Motors. Il se classerait parmi les tout-premiers du monde pour la carburation (2,3 milliards de francs). Mais quel type d'association choisir ?

Deux voies sont explorées : soit une société commune, cinquante-cinquante, avec une majorité italienne, mais avec une représentation paritaire au conseil d'administration. Cependant, vu l'état de Solex, on peut se demander si les Italiens sont prêts à traiter sur un pied d'égalité. Dans l'hypothèse où les concessions seraient obligatoires, les pouvoirs publics donneraient-ils alors le feu vert à une telle opération ? Les problèmes de sureffectifs sont un règlement, dit-on à Matra. Mais déjà les syndicats, et en tête, s'inquiètent des suppressions d'emplois possibles. De toute façon, dans les cas de figure, l'aval du gouvernement est nécessaire pour autoriser Matra, contrôlé à 51 % par des capitaux publics, à vendre des participations à l'étranger. Pour l'instant, le stade des négociations n'a pas été dépassé, et Matra discute avec d'autres fabricants d'équipement automobiles non européens. Fiat aussi.

ANDRÉ DESSOT.

ENTREPRISES

UTA au secours d'Air Zaïre

La compagnie aérienne française UTA assure, depuis le 1^{er} février, la gestion et l'entretien d'Air Zaïre. Débitrice d'une quarantaine de millions de dollars (300 millions de francs), la compagnie d'Etat se trouve dans un piteux état. La flotte est composée d'un DC-10, de deux DC-8, dont les moteurs ne satisfont pas aux normes anti-bruit américaines, de quatre Fokker, dont un seul est en état de voler, et de trois Boeing-737, dont l'un s'apparente à une épave.

UTA ne prend pas le passif d'Air Zaïre, mais elle affectera, pendant six ans, une quinzaine de cadres pour redresser la situation de son partenaire. Air Zaïre a déjà réduit ses effectifs de 100 à 1.000 employés. M. Joël de Carion, détaché par UTA au poste d'administrateur d'Air Zaïre, espère pouvoir ouvrir une ligne à destination d'une capitale européenne autre que Bruxelles, déjà desservie deux fois par semaine. Il veut mettre un peu d'argent dans la trésorerie de la compagnie aérienne.

Crise dans la construction navale japonaise

La crise de la construction navale ne touche pas seulement l'Europe mais aussi les géants asiatiques. Mitsui Zosen Co., l'un des principaux constructeurs navals japonais, a annoncé le 31 janvier un plan de réduction de 10 700 personnes à 8 700 d'ici le fin septembre. Selon ce plan, 600 des 2 000 salariés japonais pourront prendre une retraite anticipée, et les autres seront réaffectés dans des unités ou firmes associées. Mitsui Zosen a lancé 16 milliards en 1985, contre 21 l'année précédente. (AFP.)

A Nantes

Il n'y a que 5 % de mauvais payeurs chez les locataires menacés d'expulsion

De notre correspondant

Nantes. - Un cahier a circulé, le vendredi 31 janvier, dans la cité populaire de la « Petite Censière ». Signé par des élus du conseil municipal et du HLM de la Ville de Nantes, il lui demandait d'arrêter les mesures d'expulsion pour tous les locataires que nous connaissons depuis longtemps. Cette pétition enfantine est sans doute le meilleur signe de l'émotion soulevée à Nantes par la décision d'assigner devant le tribunal, aux fins d'expulsion, pas moins de cinq cents locataires d'HLM en situation de loyers impayés.

Les premières audiences ont eu lieu en décembre. Elles sont demeurées sans écho, jusqu'à ce que le Syndicat des avocats de France, lancés du caractère massif et expéditif de la procédure, aient décidé de porter l'affaire sur la place publique. Vendredi, une trentaine de personnes passaient encore devant le juge, n'ayant en tout et pour tout que cinq minutes pour s'expliquer.

Expliquer quoi ? Tout simplement leur incapacité de payer, par exemple, un loyer de 1 500 F par mois (avec les charges) quand on a pour vivre, avec trois enfants, quelques 2 000 F. Quand on a détré un jour, c'est l'engrenage, de telle sorte que certains ont des dettes de loyer pouvant atteindre en moyenne 30 000 F ou 40 000 F - et ça limite tout de même - jusqu'à 80 000 F.

En déclenchant ces poursuites, M. Dominique Pervenche, président de l'office public d'HLM, adjoint au maire de Nantes (RPR), avait pourtant affirmé haut et fort qu'il ne s'agissait que de s'attaquer aux mauvais payeurs. Mauvais payeurs ? Pour les juges eux-mêmes, au vu des deux mandats déjà examinés, ceux-ci ne sont au sens strict que de l'ordre de 1 %. Pour les travailleurs sociaux - consternés par la mesure, - la notion n'a pas de sens : tout au plus, on dirait qu'un sur dix pourraient effectivement payer, mais à condition de s'enfoncer un peu plus dans le dévouement. Ceux-là ont le choix entre la ponaise de terre à l'eau et la quittance honorée.

Il est sûr que l'office public d'HLM de Nantes (vingt-cinq mille logements, un tiers en quatre en dépend) se trouve dans une situation financière grave avec un total d'impayés (ou de simples retards) d'environ 70 millions de francs. M. Pervenche accuse volontiers le laxisme de ses prédécesseurs socialistes. Ceux-ci de leur côté font remarquer, que depuis trois ans, la dette s'est accrue et que, deux fois, et surtout, la ville de Nantes et l'office public d'HLM ont refusé de s'associer avec la caisse d'allocations familiales et l'Etat pour apurer les dettes, dans le cadre du fonds pauvreté-précarité.

YVES ROCHECONGAR.

FINANCES

CLUBS D'INVESTISSEMENT POUR ENFANTS « Les grosses têtes de la Bourse »

« Il faut acheter des actions de la société SGE-SB. Cela vaut 100 F... »

« Finalement, c'est très sain, ça s'apprend à l'école... » On a toujours sacré l'argent, les enfants jouent avec l'argent, ils auront bientôt acquis une relation normale avec tout cet environnement financier. Ludique ? Pédagogique ? Sans doute, mais on ne saurait oublier que l'argent de poche des jeunes représente bel et bien un marché sur lequel se sont rapidement lancés les intermédiaires financiers. Notamment les banques, avec quantité de produits « ludiques », voire des SICAV destinées aux jeunes, suivant l'exemple du Crédit industriel et commercial - le promoteur en la matière, - qui propose à sa clientèle de treize à dix-huit ans un exemplaire de son ouvrage « Argent et Jeunes », que vient de publier les éditions Nathan, en ouverture d'un compte bancaire ou souscription d'une part SICAV.

C'est que l'épargne des jeunes constitue un véritable pactole : un mot, plus de 20 milliards de francs pour ces dix-huit ans dont environ huit cent cinquante mille atteindront chaque année la majorité. En économie de marché, comment se plaindre de cet aspect mercantile. « Il est certain que si les enfants sont heureux de ces clubs, ils deviennent des clients qui se livrent actuellement une vive concurrence », rétorque Jean-Pierre Belot.

« Si les enfants viennent chez nous, on espère bien voir arriver les parents derrière », avoue avec franchise Alain Ferré. « Mais soyez rassuré, à raison de 15 F ou 20 F par semaine d'argent de poche, même s'ils ont beaucoup de succès dans leurs placements boursiers, ce ne sont pas ces jeunes qui nous feront gagner de l'argent. » Au fait, Thierry, l'action SGE-SB a baissé de 3 % cette semaine (elle cotait 64,90 francs le 31 janvier). Pas toujours facile de jouer en Bourse.

SERGE MARTI.

Un sondage réalisé pour l'UCI-FO

UNE MAJORITÉ DE CADRES SE DÉCLARENT FAVORABLES AU CONGÉ DE RECHERCHE ET D'INNOVATION

A l'occasion d'un nouveau mardi que, qu'elle organise le mardi 4 février en présence de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, sur « Le droit individuel à l'innovation et à la recherche », l'Union des ingénieurs et ingénieures (UCI-FO) a fait réaliser un sondage (1). 58,6 % des ingénieurs et cadres jugent les entreprises françaises « peu dynamiques » dans le domaine de la recherche et 32,7 % « dynamiques ». Pour l'innovation, 49,3 % les jugent « peu dynamiques » et 34,3 % « dynamiques ».

La loi du 23 décembre 1985 relative à la recherche et au développement technologique, qui permet aux salariés de bénéficier d'un congé pour exercer une activité de recherche ou d'innovation, est bien accueillie : 36,2 % la jugent « bonne » et 20,6 % « très bonne ». 65,6 % se déclarent « personnellement intéressés » par un tel congé, 51,9 % le considèrent « efficace ». Mais 35,1 % estiment qu'un tel congé n'aurait pas l'aval de leur direction et 35,9 % qu'il n'aurait pas celui de l'encadrement (27,9 % et 31,5 % étant respectivement d'un avis contraire). 43,2 % cadres et ingénieurs interrogés déclarent qu'un tel congé devrait être pris « en continu », 37,2 % se prononçant pour une durée de six mois et 19,6 % d'un an.

(1) Sondage réalisé par l'Institut de Recherche économique et sociale auprès d'un échantillon de 724 cadres et ingénieurs (580 hommes et 144 femmes) du 15 au 22 janvier.

WAKO SECURITIES EST DESORMAIS PRESENT A PARIS.



Wako Securities a l'honneur d'annoncer l'ouverture d'un bureau de représentation à Paris. Grâce à l'implantation, Wako, qui est une des plus grandes maisons de titres du Japon, est désormais mieux à même de fournir à ses clients européens toute une palette d'informations financières, y compris les opérations de capitaux à risque et de courtage au Japon en Asie.

La force combinée du Groupe Wako - l'Institut de recherche économique Wako, la société Wako internationale de gestion de capitaux et la société financière Wako - est désormais à votre disposition pour des informations et des conseils financiers en temps réel.

Le bureau de Paris complétera les activités de notre réseau mondial de nos bureaux de Londres, Genève, New York, Hong-Kong et Bahrein. Wako Securities est désormais à votre service à Paris.

Bureau de représentation de Paris: Représentant en chef: M. Nakata
4, Place de l'Opéra 75002 Paris
Tél.: 47.42.76.56 Téléc.: 47.42.13.55
Fac-similé: 47.42.13.55




WAKO SECURITIES CO., LTD.

Siège social international: 6-1, Kasumiga, Nishinomiya, Chuo-ku, Tokyo 103, Japon. Tél: 03-667-6111 Téléc: 124819
Wako International (Europe) Ltd: Tél: 1-726-6060 Téléc: 88-4029 Wako (Swiss) Finance S.A.: Tél: 22-33-61-50 Téléc: 22-33-61-50
Wako Securities (Amérique), Inc.: Tél: 212-432-0871 Téléc: 434-7222 Wako International (Hong-Kong) Ltd: Tél: 05-263-986-91 Téléc: HK93677
Bureau de représentation de Paris: Tél: 47-42-76-56 Téléc: 47-42-13-55

AVIS

La Caisse C...
emet deu...



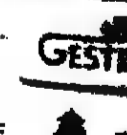
800 MIL...
de franc...
taux fixe

Souscriptions reçues

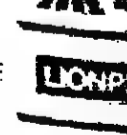
Crédit

SICAV du... me épargn...

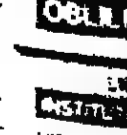
| Titre | Code | Montant | Statut |
|-------|----------|---------|--------|
| BOUR | 2221-40 | 340,00 | ... |
| BOUR | 1123-50 | 230,00 | ... |
| BOUR | 1337-72 | 100,00 | ... |
| BOUR | 062-27 | 500,00 | ... |
| BOUR | 10521-20 | 500,00 | ... |
| BOUR | 9842-25 | 550,00 | ... |
| BOUR | 1324-30 | 700,00 | ... |
| BOUR | 1325-23 | 550,00 | ... |
| BOUR | 214-95 | 500,00 | ... |
| BOUR | 985-12 | 700,00 | ... |




GESTIA



LONPL



OBLI



CRE
LE PARTI

Le Monde

LA SITUATION AU LIBAN

La « paix syrienne » règne à Zahlé

Cinq bombes ont explosé, dimanche 2 février, dans la partie est (chrétienne) de Beyrouth, dont une près d'un bureau du Parti phalangiste du président Gemayel. Ce dernier déclara à fait trois blessés selon la police.

Les forces de sécurité ont assuré qu'au moins trois des autres bombes, ayant ravagé des magasins, pourraient relever d'un différend

De notre envoyée spéciale

Zahlé. — « Beyrouth nous punit d'avoir reçu Elie Hobeika. » Les Zahlotes sont persuadés que la fermeté par les Forces libanaises (milices chrétiennes) de la seule route par laquelle ils pouvaient rejoindre Beyrouth-Est résulte de la venue à Zahlé du chef évincé des milices chrétiennes. Pour tant, la perspective d'accueillir chez eux M. Elie Hobeika ne réjouit guère la majorité des habitants, qui voient dans son éventuelle installation une nouvelle source possible d'ennuis. Après quatre ans de « calvaire » pendant lesquels la ville était pratiquement coupée de tout, les barbares des milices chiites ou des partisans de gauche et syriens effrayent souvent à juste titre, nombre de chrétiens, — les Zahlotes ont tranché : la paix syrienne règne sur la ville qui, peut-être pour se faire pardonner, a multiplié à tous les carrefours les portraits du président Assad.

« Pour être un héros, faut-il être déporté de sa maison ? Se suicider, est-ce chrétien ? Sous une tapisserie byzantine de la Vierge, dans son évêché qui domine la ville, Mgr André Hadad, évêque grec catholique, n'évoque aucune gêne à justifier l'accord de pacification signé avec les Syriens en septembre dernier. « Les attitudes sont géographiques, dit-il sans détour. L'important est de sauvegarder la présence chrétienne. » Le son de cloche est le même partout chez les responsables de Zahlé.

Un marché imposé

Convectée encadrée, bâtie sur les deux versants de la vallée du Naher-Berdoum qui descend du mont Samine et traverse la ville de part en part, Zahlé rejette la seule poche chrétienne d'importance dans cette vallée de la Bekaa, à une quarantaine de kilomètres de Damas. La cité était devenue une épave dans la Syrie syrienne depuis que les Forces libanaises y étaient entrées en 1981. Bombardements massifs, blocus plus ou moins sévères, harcèlement, toute la gamme de pressions a été utilisée pour amener les Zahlotes à accepter le marché syrien : faire sortir les Forces libanaises contre la promesse de retrouver la liberté, la sécurité, la prospérité.

Promesse tenue au prix de la présence en ville, à côté des forces de sécurité intérieures libanaises, de l'armée et des moukhabarats (services de renseignement) syriens qui surveillent et contrôlent tout. Les « jeunes gens » des Forces libanaises ont dû fermer leurs quatre casernes et les phalangistes leurs quatorze permanences pour ne garder que leur siège central. « Tous avions expliqué aux Syriens, dit un défenseur de l'accord, que la parti Kataeb était un vieux et grand parti et que les gens étaient convaincus du bien-fondé de son action. » Au siège des Kataeb, en tout cas, on préfère garder le silence. On ne fait pas de déclaration, car, aux termes de l'accord, « le passé a été aboli ». La promesse s'impose.

« Hobeika nous a aidés pour notre plan en acceptant la fermeture des casernes, affirme un partié de fraîche date du chef des milices chrétiennes et nouvel allié de Damas. Il a compris, après les défaites successives du Chouf et de Saïda, que les Forces libanaises étaient là pour protéger la présence chrétienne et non pour l'exposer à des coups. » Protéger la présence chrétienne, c'est l'obsession de Mgr Hadad. « Si la chrétienté du Liban fait, sous les chrétiens du monde s'en ressouviennent, dit-il. Le Liban doit rester le refuge de tous les chrétiens orthodoxes. Même si nous sommes minoritaires, ce pays doit demeurer chrétien. Nous avons le droit, dans le monde arabe, à un pays chrétien. » Mais, ajoute-t-il aussitôt, « c'est la Syrie qui protège l'intérêt des chrétiens ; notre intérêt est de profiter de la présence de Hafez El Assad ».

Ces discours expliquent pourquoi les défenseurs du président Amine Gemayel sont si rares parmi les responsables de Zahlé. Sollicités par Damas pour se joindre au Front chrétien qui demande la démission du président, les députés n'ont pas encore pris de position commune. Personnalité majeure de la ville, le député grec catholique et ministre de l'intérieur Joseph Skaff refuse pour sa part de se prononcer nettement. Mais il n'est pas pour des raisons d'emploi du temps, dit-il — vent au conseil des ministres convoqué lundi dernier par

entre factions chrétiennes arméniennes, après l'assassinat de trois Arméniens et l'enlèvement d'un autre au cours du week-end à Beyrouth-Ouest.

Dans la capitale syrienne, les trois signataires de l'accord de Damas — MNI, Nahh Berri, Elie Hobeika et Walid Joumblatt — ont

le président Gemayel et est resté officiellement silencieux jusqu'à son départ du Liban pour une réunion arabe au Maroc. « Les forces actives orthodoxes, catholiques, même quelques maronites, affirment pour sa part un autre responsable, sont contre le président. » De toute façon, ajoute-t-il sans ambages, « c'est la Syrie qui contrôle le vote de toute la région ».

« Dans la mesure où la solution passe par Damas, les chrétiens doivent avoir un négociateur accepté par l'autre partie, confie un jeune membre du Front de Zahlé et de la Bekaa récemment constitué pour soutenir l'accord de pacification. La démission d'Amine Gemayel ne signifierait pas la fin des chrétiens. Il n'est pas écrit que si les phalangistes cessent d'être au pouvoir notre mort est certaine. Amine Gemayel, au nom des chrétiens, n'a

pas réussi. Nous considérons donc qu'il faut changer d'homme. »

Parce que Zahlé est à majorité grecque catholique, le divorce entre les autres chrétiens et les maronites est plus profond qu'ailleurs. « Les maronites croient qu'ils représentent le christianisme au Liban, déclare un responsable grec orthodoxe. Pourquoi viennent-ils nous chercher ? Pourquoi à leur dernier congrès de Bkerké (siège du patriarche maronite) ont-ils parlé au nom des chrétiens ? Ils ont le sentiment catastrophique, d'être une nation et de la viennent toutes leurs erreurs ainsi que nos malheurs. »

Zahlé s'accroche à sa paix et le pragmatisme ici est roi. Peut-être pour le comprendre faut-il circuler dans cette vallée de la Bekaa où l'armée syrienne est omniprésente. Pas un carrefour routier, pas un village où des soldats débonnaires, emmitouffés dans leur parka — le

Phantom F-4) seraient, d'autre part, parfois remis en état en territoire soviétique, ce qui permet au passage d'examiner le matériel, pourtant déjà un peu vieilli. Quelques armes soviétiques transitent enfin par la Syrie, la Libye et, curieusement, l'Irak. Corée du Nord pour atteindre l'Irak. D. Dh.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LA CHUTE DU CHAH

Un vice-ministre des affaires étrangères de l'URSS se rend en Iran

De notre correspondant

Moscou. — M. Gueorgi Kormenok, premier vice-ministre des affaires étrangères, officie en Iran, depuis le dimanche 2 février, une visite importante à plus d'un titre. M. Kormenok est le premier diplomate soviétique de ce rang à faire le voyage de Téhéran depuis la chute du chah. Les Soviétiques ont tenté jusqu'ici de maintenir des relations correctes avec l'imam Khomeiny, malgré la mise hors la loi du parti Toudéh (communiste) en 1983.

Moscou cherche en même temps à garder la balance égale entre Téhéran et Bagdad dans l'interminable guerre qui les oppose. L'agence Tass rend invariablement compte des combats en accordant le même nombre de lignes aux communiqués militaires des deux côtés.

Le thème général des commentaires soviétiques à propos de la guerre du Golfe est que cette dernière est « insensée » parce qu'elle profite à l'impérialisme. « La poursuite de cette guerre meurtrière, écrivait le 6 juin dernier la Pravda, saigne à blanc les deux peuples, divise les pays qui se sont libérés (du joug colonial) et fournit au Pentagone un nouveau prétexte

pour maintenir à proximité du golfe Persique des forces maritimes et aériennes. »

Le quotidien du parti concluait : « L'Union soviétique est intervenue et interviendra toujours inlassablement pour l'arrêt immédiat de cette guerre et pour un règlement négocié (...). Nous avons informé les deux parties de notre position. »

M. Kormenok devrait réaffirmer cette attitude « de principe » à ses interlocuteurs iraniens. Il tentera sans doute de les rassurer sur les résultats de la visite de deux jours à Moscou à la mi-décembre de M. Saddam Hussein. Le président irakien ne semble pas, à cette occasion, avoir obtenu toute l'aide qu'il souhaitait.

Moscou a repris ses livraisons d'armes à Bagdad en 1982 mais à un rythme jugé insuffisant par les Irakiens. L'URSS maintient d'autre part — secrètement cette fois — une certaine coopération militaire avec Téhéran.

Les officiers iraniens, parmi lesquels deux cents pilotes de chasse, sont formés chaque année à Leningrad, à Kiev et à Frounze en République de Kirghizie (Asie centrale). Les anciens avions de chasse de l'armée du chah (TomCat F-4 et

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30 à Paris (89 MHz) à Lyon (100.3 MHz) à Bordeaux (101.2 MHz) à Nantes-Saint-Nazaire (94.8) à Limoges (102.1 MHz) à Toulouse (88.6 MHz)

LUNDI 3 FÉVRIER «le Monde» reçoit ALAIN RUELLA directeur général de l'Institut français de recherches scientifiques pour le développement en coopération avec PHILIPPE BOUCHER

MARDI 4 FÉVRIER «le Monde» reçoit ALAIN RUELLA directeur général de l'Institut français de recherches scientifiques pour le développement en coopération avec PHILIPPE BOUCHER

Le numéro du « Monde » daté 2-3 février 1986 a été tiré à 426531 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

STAGE LECTURE RAPIDE 11-12-13 février 1986 GEICA-FORMATION/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Le bas de laine des collectivités locales

La Caisse des dépôts et consignations est-elle l'ami financier des collectivités locales selon l'expression de l'un de ses dirigeants ? La Caisse répondra intégralement en 1986 aux demandes d'emprunts présentées par les collectivités locales », a déclaré, le 30 janvier, M. Robert Lion, directeur général de l'établissement. Ces prêts seront financés, par moitié, sur appel au marché financier. Selon M. Lion, les collectivités pourront donc souscrire une large majorité de prêts (80 %) à des taux préférentiels (soit 10,5 %, par exemple, pour un prêt à l'équipement sur quinze ans) et 20 % au taux du marché. D'un montant de 49,5 milliards en 1985 et de 49 milliards en 1984, les emprunts auprès de la Caisse des dépôts, des Caisses d'épargne et de la CAECL (1) pourraient atteindre cette année 52 à 55 milliards.

D'après M. Pierre Richard, directeur général adjoint de la Caisse des dépôts, le taux moyen des prêts versés en 1985 s'est élevé à 11 % au lieu de 12,1 % en 1984.

Les demandes d'emprunt des régions augmentent très fortement (+52 % en 1985 après une baisse de 11,5 % en 1984), ce qui traduit l'importance croissante des régions dans les collectivités locales (importance qui s'accroît encore avec les élections du 16 mars). Parallèlement, les prêts aux communes ont légèrement baissé et ils n'ont augmenté que modérément pour les départements (+6,4 %).

« En ce début de 1986, la situation des finances locales reste toutefois relativement fragile à cause du contrôle des tarifs, sauf pour le prix de l'eau, du ralentissement de la

croissance des subventions d'Etat, de la modération de la pression fiscale, et les élus de tous bords ne manquent pas une occasion de le souligner. On table toutefois sur un volume d'investissements de 100 milliards de francs en 1986 (non compris le secteur des hôpitaux), en légère reprise.

Le secrétaire d'Etat chargé du budget et de la consommation, M. Emmanuël, note par sa part que la trésorerie des collectivités locales s'est encore améliorée en 1985 puisque le montant des dépôts des régions, départements et communes auprès du Trésor (54 milliards de francs au 31 août dernier) s'est accru de 15,9 % en huit mois (2).

Ces dépôts dans les caisses de l'Etat sont le résultat de la fois obligatoires et non rémunérées. Mais l'Etat estime qu'il rend, en revanche, bien des services à ses partenaires locaux, notamment en leur faisant des avances sur les produits de leur fiscalité, et que l'opération, tout compte fait, est blanche. Le débat — et la décentralisation y pousse — est ouvert.

M. Bernard Sourisseau est accusé d'avoir fourni à l'URSS des informations sur l'activité des soumaris nucléaires français basés à l'île Longue, à proximité de Brest.

Quatre fonctionnaires soviétiques expulsés de France

Quatre fonctionnaires soviétiques ont été expulsés de France pendant le week-end, s-t-on appris ce lundi 3 février de source autorisée. Trois au moins de ces Soviétiques avaient un statut de diplomate.

Bien qu'on ne veuille pas les confirmer de source officielle, ces départs sont liés à l'inculpation d'un sous-officier de l'armée de l'air à la retraite, M. Bernard Sourisseau, du Centre pour l'espionnage au profit d'une mission étrangère (voir le Monde du 1^{er} février).

M. Bernard Sourisseau est accusé d'avoir fourni à l'URSS des informations sur l'activité des soumaris nucléaires français basés à l'île Longue, à proximité de Brest.

« La carte bleue de Jean-Paul Kauffmann utilisée à San-Francisco. — La carte bleue du journaliste détenu en otage au Liban depuis le 22 mars a été utilisée, le 2 août à San-Francisco, dans un magasin d'accessoires automobiles, à annoncer sa femme Joëlle, qui a saisi le FBI de l'affaire pour qu'il remonte la filière. »

Sur le vif Gagneur

Vous cherchez du travail ? Bon, alors, écoutez-moi bien. Je sais tout, tout sur le meilleur moyen de montrer votre bon profil, un profil de gagneur, à votre futur employeur. C'est une agence spécialisée, Curriculum Vitae Services, qui m'a renseignée. D'abord, très important, si vous êtes marié, dites que vous ne l'êtes pas. Et divorcez vite fait. Si vous êtes avec un pot de sédatif, coupez, détachez et collez-la : collez-la, comme un vieux chewing-gum mâchonné, à votre ennemi le plus cher.

Pas de fil à la patte. Vous devez être libre de partir n'importe où, n'importe quand, de préférence par une grande métropole style Karachi, Brasilia, Séoul, Montréal ou Hongkong, Libre et disponible. Bouillir du boulot. Vous ne pouvez pas accepter de passer moins de deux heures par jour au bureau. Six jours par semaine. Cinquante et une semaines par an.

Troisièmement. Les langues étrangères. Vous en parlez au moins deux. Couramment. Trois, c'est bien, quatre, c'est mieux. En plus de l'anglais, obligatoire : le japonais, l'arabe, l'espagnol et le chinois. Pas la peine de vous casser à apprendre l'allemand ou l'italien, ça ne sert à rien.

Quatrièmement. Vous avez parcouru la planète, sac au dos, depuis l'âge de seize ans. Vous vous êtes fait des amis aux quatre coins du monde. Vous avez un esprit curieux, ouvert, un contact facile avec les gens les plus divers. Mais, attention, pas question d'aller draguer dans les Clubs Méd de Corfou ou des Bahamas. Les seuls coins dignes d'intérêt sont les Etats-Unis, l'Afrique, le Japon, la Grande-Bretagne, le Canada et, si le rigueur, l'Amérique du Sud.

Enfin, et ça, c'est essentiel pour qui prépare le siège avant le siège arrière dans la 300 ch : le Lamborghini, de la réussite professionnelle, soyez prêt à changer continuellement de job, de boîte et de boss.


Fourrez-vous bien ce dans le crâne : entre deux barman, c'est l'instable, c'est le polyglotte et globe-trotteur qui se retrouvera à l'île Moustique ou à Copacabana, pendant que l'autre épongera le comptoir du Café de genre à Pornichet. Même différence entre l'NEC ou le Sup de Co, qui va signer des contrats à Taipei ou Tokyo et celui qui croûtonne au troisième étage d'une tour de la Défense. Faut assurer, quoi !

CLAUDE SARRAUTE

Du 25 Janvier au 15 Février

BRADERIE EXCEPTIONNELLE

Pianos d'occasion, orgues meubles, orgues portables, synthétiseurs, guitares, batteries, instruments à vent, banquettes...



135-139, rue de Rennes, Paris 6^e. Tél. 45.44.38.66. Parking à proximité.

Peut-on réussir dans la vie simplement en développant sa mémoire ? ou l'étrange histoire d'un grand avocat

En ce jour de vacances d'été, qu'étais-je venu faire, avec mes 18 ans, dans ce grenier ouaté de poussière et de silence ?

Dehors, le reste de la bande s'ébattait dans la piscine de cette grande et belle demeure où j'avais invité mon ami François. Mais je ne m'étais jamais senti très à mon aise dans la compagnie des autres.

J'étais sceptique, bien sûr, mais une méthode simple était décrite. Ce qui me conduisit à prendre un livre annuaire du téléphone publié là, pour constater qu'en suivant la méthode, effectivement, j'étais capable après une seule lecture attentive de tout retenir : les noms, les professions et les numéros de téléphone de deux colonnes d'adresses.

C'est-à-dire que j'étais capable, avant de me livrer à d'autres expériences. Mais toutes furent aussi commodes. Et je pus même vérifier que, trois heures après avoir simplement lu 83 numéros de téléphone (ce que je n'avais compté), je n'en avais toujours oublié aucun.

C'était tellement étrange que, ce soir-là, je m'endormis tard. Attendant le lendemain et le chant du premier merle qui, avec un jour nouveau, me dirait que j'étais réveillé.

Or j'avais tort. Tout était toujours dans ma tête. Et la fin des vacances, pour celle-ci, fut transformée.

Mon ami François me dit : « Mais on t'a changé ! » La bande me découvrit comme elle ne m'avait jamais vu. Je n'avais pourtant rien de plus. Simplement j'étais sûr, inattaquable et serene. Répondant du tac au tac, après n'avoir eu si souvent que l'esprit de l'escalier.

Et plus tard, à la rentrée, moi qui peinais jusqu'alors sur mes cours de droit, je sus maîtriser les dates des lois et les articles du Code. J'appris même l'anglais en quelques mois.

A partir de cette simple méthode, je me souvenais de tout : des visages, des noms, des musiques, de poèmes entiers dont spontanément je pourrais dire quel que extrait dans un dîner en ville.

Depuis, le temps a passé. Même les médias m'accordent aujourd'hui l'autorité que donnent conjointement le talent et l'assurance et j'écris cet article pour rendre hommage à un titre exceptionnel, qui a révélé en moi l'homme qui était au delà de l'homme.

Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats et acquiescer cette puissance mentale, qui est encore notre meilleure chance de réussir dans la vie, prenez simplement l'éditeur de votre envoi « Les Lois Eternelles du Succès », intéressant petit ouvrage que W.R. Borg écrit comme introduction à sa Méthode. Vous le recevrez gratuitement comme quiconque désire améliorer sa mémoire. Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dt 775 - 6, place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dt 775 - 6, place Saint-Pierre, 84057 Avignon Cedex, France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Eternelles du Succès ».

Nom _____ Prénom _____

Code postal _____ Rue _____ Ville _____

Age _____ Profession _____

Aucun démarcheur ne vous rendra visite

FRANCAIS INDIEN

Moscou riposte aux mesures

Un incident de parcours

L'incident de parcours...

Moscou riposte aux mesures...

Un incident de parcours...